



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

13e Législature — 4e session

Vol. 2 – Séances du 23 février au 16 mars 1916

1916

Texte établi par Jean Boucher

Orateur : l'honorable Cyrille Fraser Delâge

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

13e Législature – 4e session

Vol. 2 - Séances du 23 février au 16 mars 1916

1916

Séance du mercredi 23 février 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Desaulniers (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill 97 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Protection des bois contre le feu

L'honorable M. Allard (Drummond) demande la permission de présenter le bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des bois contre le feu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 28 amendant la loi imposant des taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Création d'un ministère de l'Instruction publique

M. Lavergne (Montmagny) demande au premier ministre (l'honorable M. Gouin) ce qu'il y avait de vrai dans cette nouvelle publiée par *La Patrie* annonçant la création probable d'un ministère de l'Instruction publique.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le gouvernement n'a jamais pensé à cela et il n'y songe pas.

Questions et réponses:

Journal d'agriculture

M. Bérubé (Témiscouata): 1. Quel est le prix annuel chargé par la Compagnie de publication du Canada pour l'impression du *Journal d'agriculture*?

2. *L'Autorité*, journal hebdomadaire de Montréal, a-t-il offert d'imprimer le *Journal d'agriculture* à \$10,000 par année meilleur marché que le *Canada* et de payer en sus \$2,500 à des institutions de charité?

3. Quand doit expirer le contrat actuel du *Canada* avec le gouvernement pour l'impression dudit *Journal d'agriculture*?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de demander dès maintenant de nouvelles soumissions ou d'accorder le contrat à *L'Autorité* à un prix moindre?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. \$0.28 par abonné qui reçoit le journal pendant 12 mois.

2. Le gouvernement l'ignore.

3. Le 31 décembre 1916.

4. Le gouvernement considérera cette question lorsqu'il s'agira de renouveler le contrat.

Taxe sur les fabriques de beurre ou de fromage

M. Bérubé (Témiscouata): 1. En quelle année et sous quel gouvernement a été imposée la taxe de \$15 sur chaque fabrique de beurre ou de fromage dans la province?

2. Combien cette taxe a-t-elle rapporté depuis sa création?

3. Le gouvernement va-t-il abolir cette taxe au cours de la présente session?

4. La taxe de \$15, imposée sur chaque fabrique de beurre ou de fromage dans la province, a-t-elle été payée par tous ceux qu'elle affectait?

5. Quels sont ceux qui ont refusé de payer cette taxe jusqu'ici?

6. Le gouvernement a-t-il pris des poursuites contre certains syndicats ou fabricants de beurre ou de fromage pour les contraindre à payer cette taxe, et quels sont les personnes ou syndicats qui ont été ainsi poursuivis?

7. Le gouvernement va-t-il poursuivre ceux qui n'ont pas encore payé la taxe s'ils persistent dans le refus de la payer?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Nulle taxe n'a été imposée sur les fabriques de beurre et de fromage en 1915, sous le gouvernement actuel, mais une contribution est demandée à chaque fabrique pour aider à payer les frais d'inspection, laquelle contribution remplace celle payée par les propriétaires de fabriques sous l'ancienne loi des syndicats.

2. Rien, mais le montant réalisé avec ces contributions a été de \$29,357, le 2 février 1916.

3. La contribution sera demandée aussi longtemps qu'elle sera nécessaire pour effectuer l'inspection des fabriques.

4. Pour non-paiement de la contribution, voir no 5.

5. La liste ci-annexée contient les noms de ceux qui avaient refusé ou négligé de payer la contribution, le 2 février 1916.

6. Les personnes ou syndicats qui ont été poursuivis pour le paiement de la contribution, avant le 2 février 1916, sont énumérés dans la liste ci-annexée.

7. Le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour exiger le paiement de la contribution.

No 5

MM. M. Rheault,	MM. Camille Forget,
B. Henry,	Irénée Beaumier,
J. Vallière,	F.-X. Leblanc,
P. Nault,	Edmond Robert,
L. Gagnon,	Albert Boisclair,
O. Lupien,	Ph. Benoît,
U. Beaudoin,	Antoine Godin,
Donat Desfossés (a/c \$10.00),	East & Cie,
Adrius Morisseau,	H. Roux,
Narcisse Tétreault,	Aimé Gagné,
E. Roberge,	R. Savard,
Léon Giguère,	H. Imbeau,
Albani Guérard,	Adjudor Dufour,
Adams Creamery Association,	Joachim Savard,
A. Lanoue,	J.-H. Leclerc,
Danias Théberge,	Alf. Meunier,
Coopérative - Georges Neault,	R. Favreau,
Émile Hardy,	E. Lavoie,
Louis Bouliane,	E. Larocque,
Edgar Girard,	D. Whiting & Son,
Louis Boursier,	O.-W. Séguin,
Arthur Perras,	Alfred Charlebois,
Joseph Hébert,	Alfred Charlebois,
Théodore Simard,	J.-Adolphe Héroux,

Gonzague Côté,
Wilfrid Lalande,
F.-A. Leblanc,
H. Lecours,
O. Buteau,
J.-D. Currie,
J.-D. Currie,
Albert Champagne,
Albert Champagne,
Prosper Thouin,
Auguste Labrie,
Israel Boursier,
Louis de G. Lafleur,
Eugène Bélec, fils,
Alfred Bélec,
R. Robinson,
Ovila Beauchamp,
T. Martel (a/c \$5.00),
Alb. Gagné,
J. Lavoie,
Jos.-L. Mayrand,
J.-J. Fournier (a/c \$14.00),
Ferdinand Bouchard,
Thomas Filion,
Alfred Simonneau,
Napoléon Noisieux,
H. Bockus,
Maxime Riopel,
Roch Gamache.

Élie Lavigne,
J.-A. Proulx,
J.-Bte Besner,
Elzéar Brasseur,
Joseph Burelle,
Norbert Dufresne,
E.-J. Westman,
Achille Richer,
Louis Richer,
J. Olivier,
Achille Marchand,
Zacharie A. Bélisle,
J. Lacourse,
Jérémie Brosseau (a/c \$8.00)
David Paul,
Régis Paul,
James Naud,
Dame David Mitchell,
J.-H. Renaud,
John Stewart,
John Stewart,
E. Mondou,
J.-O. Duhaime,
E. Matte,
Z. Parent,
Jos. Berthiaume,
J.-E. Villeneuve,
Uld. Foucault (a/c \$10.00),

No 6

MM. Philias Kirouack,	MM. Robert Robinson,
La Société de fabrication de	L. de G. Lafleur,
beurre et de fromage de	Alb. Champagne,
Saint-Nicolas	J.-D. Currie,
A.-M. Méthot,	H. Bockus,
Louis Gagnon,	Adrius Morisseau,
East & Cie,	Thomas Filion,
Louis Archambault,	Adélar Frappier,
Bob Rogers,	J.-Bte Besner,
Joseph Berthiaume,	John Stewart,
Stanislas Gagnon,	The Fairfax Butter & Cheese
J.-A. Houle,	Mfg. Ass'n.,
Léon Vachon,	Philibert Dussault,
Placide Lehouillier,	Simon Glaser,
F. Lessard,	Louis Richer,
P.-W. Bourbeau,	Zacharie A. Belisle,
J.-Bte Fortin,	Lucien Deshaies,
M.-M. Holbrook,	Aimé Gagné,
Norbert Rocheleau,	Alfred Larivière,
Raoul St-Onge,	Maxime Riopel,
Jos. Ancil,	Harvey McNeill,
Danias Théberge,	Rodolphe Favreau,
Pierre Tremblay,	Alfred Charlebois,
Edgar Lapointe,	Barnabé Bouchard,
Joseph Côté,	Aurèle Leclair,
J.-Alcide Saindon,	Élie Duhaime,

John McGregor,
Arthur Perras,
Joseph Chartré,
Alphonse Laverdière,
J.-Alphonse Deshaies,
William Héroux,
Norbert Dufresne,

D. Whiting & Son,
Edgar Girard,
J.-Aug. Gagné,
Jos.-Edm. Villeneuve,
Lucien Gagnon,
Adams Creamery
Association,

**Encouragement à l'agriculture dans les
comtés de Joliette, Montcalm,
Berthier et L'Assomption**

M. Tellier (Joliette): 1. Quelle part le gouvernement de cette province a-t-il faite au comté de Joliette de la subvention spéciale payée par le gouvernement fédéral au gouvernement provincial pour encouragement à l'agriculture, année par année, depuis l'établissement de cette subvention jusqu'à ce jour?

2. Comment, pour quelles fins et à qui cette part a-t-elle été payée?

3. Même question pour le comté de Montcalm.

4. Même question pour le comté de Berthier.

5. Même question pour le comté de L'Assomption.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1 et 2. Aucun montant.

3. Un montant de \$ 381.35 payé comme suit :

1912-1913

Association des planteurs de tabac du district de Joliette :
Exposition tenue à Saint-Jacques \$ 83.25
Allocations aux cercles agricoles suivants pour l'achat de graine de tabac Comstock :
Saint-Alexis 33.00
Saint-Jacques 148.10
Sainte-Julienne 51.00
Saint-Liguori 13.20
Sainte-Marie-Salomé 52.80
4. Un montant de \$ 3,928.45 payé comme suit :

1913-1914

H. Laurendeau, Saint-Barthélemi, champ de démonstration sur la culture du trèfle 33.00
W. Robillard, Saint-Cuthbert, champ de démonstration sur la culture du trèfle 20.00

1914-1915

Département des Terres et Forêts,
Québec, travaux exécutés à la pépinière de Berthierville 123.69
Montants payés pour des travaux exécutés à la pépinière de Berthierville :
Louis Blais, Berthierville 8.66
Albéric Laporte, " 32.51
Hector Laporte, " 28.37
Alex. Piette, " 225.23
Raymond Piette, " 30.47
Henri Roy, " 359.95
Louis Tellier, " 26.63
D. Villeneuve, " 17.50
J.-H. Ménard, " 59.30

1915-1916 (au 15 février)

Montants payés pour des travaux exécutés à la pépinière de Berthierville :
Département des Terres, Québec 23.45
J.-H. Ménard, Berthierville 398.28
Henri Roy, " 774.01
Alex. Piette, " 52.00
Fortunat Piette, " 38.70
Alfred Blais, " 26.70
Dumontier & Dumontier,
Saint-Barthélemi 1,650.00
5. Aucun montant.

Demande de documents:

Pêcheries

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province et le ministre des Pêcheries d'Ottawa relativement à la pêche à la seine, au filet, au verveux, etc., depuis 1912 jusqu'à ce jour.

Il reproche au ministre des Pêcheries (l'honorable M. Mercier fils) d'avoir fait accorder des permis de pêche avec verveux, filets, rets, etc., pour des fins de commerce, dans la région que traversent les lacs des Deux-Montagnes, Saint-François et Saint-Louis. Il prétend que ces moyens de pêche détruisent le poisson et causent un tort considérable aux propriétaires riverains. On devrait accorder plus

de privilèges à ces propriétaires qui font la pêche pour des besoins d'alimentation et moins de faveurs à ceux qui font la pêche pour des fins commerciales.

Le ministre a prétexté la guerre pour faire accorder ces permis. Le prétexte est futile. Un cultivateur ou un propriétaire riverain n'a pas le droit de pêcher à la ligne dormante pour des besoins domestiques sans payer une licence. C'est injuste. Le poisson a été détruit dans les lacs ou rivières au moyen d'engins tels que verveux, etc.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

dit que c'est à la demande des propriétaires des villages de Châteauguay qu'il a fait obtenir ces permis. On se plaignait de ne pouvoir se procurer du poisson pour la consommation. Le verveux, le filet, etc., ne peuvent détruire le poisson dans ces nappes d'eau immenses qui se relient. Le ministre a fait la pêche dans tous ces lacs et il a fait partout de belles pêches. Il offre au député des Deux-Montagnes de lui montrer comment faire une bonne pêche. On n'a pas pu détruire le poisson en une seule saison.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'au lieu de faire le sport et de chercher à donner des leçons de pêche le ministre ferait mieux de s'occuper de l'administration de son département, de visiter les lacs mentionnés, de se rendre compte de la situation afin de répondre mieux aux besoins généraux; le ministre ferait mieux aussi de surveiller ses agents qui ferment les yeux sur les abus de leurs amis et qui se montrent injustes et sévères contre ceux qui ne leur plaisent pas. Au lieu de faire acte de favoritisme politique, le ministre devrait faire preuve d'esprit public. Il y a trop longtemps qu'on se moque de la loi. Cette pêche, qui était prohibée avant 1915, était pratiquée depuis nombre d'années par les pêcheurs amis des garde-pêche du ministre. Preuve que le ministre ne surveillait pas suffisamment son département ou qu'il faisait du favoritisme.

Puisque l'on permet à certaines personnes de pêcher avec des verveux, filets, etc., pour des fins commerciales, pourquoi ne pas permettre aux propriétaires riverains de pêcher à la ligne dormante sans être obligés de payer une taxe au gouvernement?

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Recettes et dépenses

M. Cousineau (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état

détaillé des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 17 janvier dernier au 17 février courant.

Il dit, à l'appui de sa motion, qu'il y a un déficit dans les finances de la province. Il dit que l'état produit jusqu'au 17 janvier démontre que les recettes ont été de \$8,075,580.42 et les dépenses de \$9,266,212.71, ce qui donne un déficit de \$1,157,632.36 pour lequel montant, dit-il, le compte du trésorier est soutiré à la banque. Il demande un état des finances depuis le 17 janvier jusqu'au 17 du courant, afin de voir comment le gouvernement va combler ce déficit ou si c'est son intention de continuer comme cela.

La proposition est adoptée.

**Dépôts à l'extérieur
du Québec**

M. Fortier (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 172 remplaçant l'article 30 du Code de procédure civile au sujet de certaines dépositions reçues en dehors de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Sainte-Eulalie,
comté de Nicolet**

M. Trahan (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 178 détachant certains lots du comté d'Arthabaska et les annexant à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet, pour fins électorales, municipales, d'enregistrement et judiciaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Trahan (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chambre des notaires

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 170 modifiant le Code du notariat relativement à certaines réglementations par la Chambre des notaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Il explique ce que contient le projet de loi.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Protection des animaux pur sang

M. Perron (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 concernant la protection des animaux pur sang soit maintenant lu une deuxième fois.

Il donne des explications.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Admission des femmes au Barreau

M. Cannon (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce son bill demande à la Législature la permission pour les femmes d'être admises à la pratique du droit dans la province de Québec. Il ne s'agit pas d'endosser toutes les réclamations extravagantes des promotrices du mouvement féministe que l'on signale en Europe et aux États-Unis, mais bien simplement de donner aux femmes un privilège qui leur a été accordé ailleurs et qui ne met nullement en danger l'ordre social dans lequel nous vivons.

Je ne veux pas accorder aux femmes tout ce qu'elles demandent, mais je crois que nous pouvons leur accorder l'accès au Barreau. On s'est souvent demandé si cette requête était l'expression d'un besoin réel. Une délégation assez nombreuse, composée des intéressées et de leurs partisans du sexe masculin, s'est rendue, il y a quelque temps, chez le premier ministre pour lui exprimer ses vœux.

Le premier ministre a demandé aux déléguées de présenter leur requête devant l'Assemblée législative et il les a assuré qu'il rendrait un jugement basé sur le mérite de la question.

Il explique les transformations successives de la femme au point de vue économique et fait un survol de l'histoire des droits de la femme, disant qu'ils se résument en trois principes dont l'application fut successive: premièrement, celui de la horde; deuxièmement, celui du maternicat; et, troisièmement, celui du paternicat. Sous le premier, les droits de l'homme et de la femme étaient égaux à tous les points de vue, sous le second, c'était la femme qui jouait le premier rôle et sous le troisième, celui qui nous régit actuellement, l'homme avait la prépondérance. Les droits de la femme subirent aussi l'influence des différentes religions. Ce fut le christianisme qui donna à la femme la place qu'elle occupe aujourd'hui dans la société.

Au point de vue légal, ce fut au Moyen Âge que la femme vit ses droits les mieux reconnus. Sa position changea cependant avec la Renaissance qui, amenant l'étude des législations grecques et romaines, fit retomber la femme dans une position secondaire d'où elle ne sortit ensuite qu'en 1789, lors de la Révolution française. Depuis cette époque, la situation de la femme ne cessa de s'améliorer. En Europe, la femme a revendiqué le droit de partager les professions libérales. Celui-ci lui fut reconnu et accordé en France, dans les pays scandinaves, même dans les pays les plus arriérés comme en Russie.

En Amérique, aux États-Unis, tous les États, sauf quatre, reconnaissent à la femme le droit d'accès aux professions. Devrions-nous, rester en arrière? Ne devrions-nous pas donner à la femme les droits qu'elle a dans les autres provinces du dominion? Au Canada, deux provinces seulement, dont la province de Québec, excluent les femmes du Barreau. Ce qui est bon ailleurs devrait être bon ici. Je n'ai jamais entendu dire que si la législation que je préconise ait donné lieu à des abus. On a prétendu que les femmes sont incapables intellectuellement d'arriver à la pratique du droit.

Le bill dit qu'aucune femme ne pourra être reçue avocat sans avoir passé tous les examens et avoir reçu tous les diplômes qu'on exige pour les hommes. Il n'y a donc pas de danger de passe-droit ou de favoritisme. Il rappelle ce que les femmes ont fait pour le Canada depuis sa découverte et dit que c'est grâce à elles que nous avons pu conserver, depuis la conquête, notre langue et toutes nos traditions.

Il parle du rôle joué par les femmes dans l'histoire, citant l'exemple de la reine Victoria, et notant que c'est sous son règne que l'Empire avait connu sa période la plus prospère et la plus heureuse. Il considère absurde d'affirmer que la femme ne peut rien faire à l'extérieur du cercle familial et il cite en exemple le rôle que joue par les femmes dans la présente guerre.

Pour répondre à une autre objection qui dit que la femme est incapable de s'adapter aux transactions des affaires, il prie de jeter un regard sur toutes les industries. Nous y voyons les femmes occuper des positions importantes. Dans les banques, dans les bureaux de courtiers, dans les manufactures, elles prouvent leur capacité.

On ne peut dire non plus qu'elles n'ont pas la force physique. La pratique du droit ne demande pas une grande force musculaire. Les avocats les plus éminents sont souvent les plus malingres. En tous cas, sa résistance dans les devoirs de la famille comme sur les champs de bataille nous prouve qu'elle est capable de plaider ou de tenir un bureau d'avocat.

La femme est intelligente et, si elle est instruite, comme elle tend à l'être de plus en plus aujourd'hui, quelle raison l'empêcherait d'être admise au Barreau comme les hommes? Si les femmes ont les capacités morales, intellectuelles et physiques, je ne vois pas, dit-il, pourquoi les députés de cette Chambre, surtout s'ils veulent faire du vrai libéralisme, refuseraient de voter en faveur de la mesure qui leur donnera justice.

Le Parti libéral a joué un grand rôle dans l'existence du Canada. Il a sauvé le pays en 1791; il a sauvé le sol en abolissant la tenure seigneuriale; il a sauvé l'électeur en abolissant le scrutin ouvert, auquel est venu s'ajouter ensuite, comme complément, le suffrage universel. Il ne doit pas s'arrêter. Il ne doit pas fermer la porte à des mesures de progrès et d'amélioration. Je demande donc à cette Chambre de voter cette seconde lecture parce que c'est une loi qui est basée sur un véritable et pur libéralisme.

M. Grégoire (Frontenac) remonte jusqu'avant le déluge. Il déclare que si la femme aujourd'hui mérite tous les éloges, c'est qu'elle est restée à sa place, celle que lui a assignée la Providence. Laissons-la donc là et ne cherchons donc pas à lui faire prendre la place de l'homme.

Il ne doute pas que la femme soit apte à tous les rôles sociaux, mais il trouve que sa place et son rôle d'honneur sont au foyer.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) félicite le député de Dorchester (M. Cannon). La question qui vient d'être étudiée, déclare-t-il, est une de celles qui intéressent toute la société, et nous ne pouvons faire autre chose que d'entendre les intéressés. Il croit que le projet de loi est appuyé par plusieurs avocats et autres personnes à Montréal et ailleurs dans la province. Il est d'accord pour l'envoyer au comité de législation pour étude et ainsi permettre aux défenseurs de la cause des "femmes avocats" d'expliquer leur cause.

La Chambre ne peut refuser cette requête et elle devrait référer le bill au comité pour leur permettre de venir faire leurs représentations. Adoptons le principe sur division et renvoyons le bill au comité de législation.

M. Tellier (Joliette) veut qu'on se prononce dès la deuxième lecture sur le bill. C'est en effet admettre le principe que de laisser un projet de loi subir sa deuxième lecture, dit-il. Or, dans ce bill, il n'y a rien autre chose en jeu qu'un principe et, si nous adoptons la deuxième lecture, cela voudrait dire que nous sommes en faveur du bill.

M. Cannon (Dorchester) est d'accord pour ne pas adopter la deuxième lecture maintenant.

M. Tellier (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil), que la motion en délibération soit amendée en retranchant les mots "maintenant lu une deuxième fois" et en les remplaçant par les suivants: "renvoyé au comité des bills publics en général".

Adopté. La motion principale ainsi amendée est adoptée. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Votes concernant les règlements de prohibition

M. Robert (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant la loi de tempérance de Québec, relativement au mode de votation sur les règlements de prohibition, soit maintenant lu une deuxième fois.

Il demande un mode de votation qui donnerait plus de satisfaction. Je ne veux pas, ajoute-t-il, restreindre le mouvement antialcoolique, mais seulement permettre aux contribuables de se prononcer librement sur une question des plus importantes. Ce sera une justice à rendre à notre population.

Ce serait aussi la façon la plus juste de réprimer une foule d'abus qui se commettent grâce au scrutin ouvert comme il se fait aujourd'hui. On a aujourd'hui le vote secret pour toutes sortes de choses, même pour l'élection des commissaires d'écoles. Pourquoi ne l'établirions-nous pas pour une mesure aussi importante et aussi délicate que ces règlements de prohibition? Au reste, toute la population demande l'établissement de ce scrutin secret. Elle réprimera tous les abus et préviendra tous ceux qui se commettront encore dans les localités où l'on aura décidé la prohibition.

Je ne demande pas au peuple de voter pour ou contre la prohibition, mais je veux qu'il puisse se prononcer d'une manière libre afin de permettre ensuite à la Législature de savoir au juste à quoi s'en tenir sur l'opinion publique.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) déclare qu'il n'a pas eu le temps de parcourir le bill, qui est volumineux, mais qu'il n'a pas d'objection à l'adopter en seconde lecture sur division.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Contributions des municipalités pour fins patriotiques, nationales ou scolaires

M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 pour autoriser les municipalités à contribuer de leurs deniers pour des fins patriotiques, nationales ou scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique son bill qui permet aux municipalités de contribuer aux fonds ci-haut mentionnés jusqu'à concurrence de 5% de leur revenu brut. Il a appelé l'accueil sympathique que ce bill a reçu la veille, à la Chambre. Il s'agit de s'outiller pour les luttes de demain, qui s'annoncent violentes, et le meilleur moyen est de fournir aux nôtres le nerf de la guerre.

Il dit que l'on traverse des jours qui ne sont pas très ensoleillés. Il est donc urgent que la Législature de cette province fasse tout en son pouvoir pour mettre les municipalités en mesure de contribuer à la guerre qui se fait là-bas et à celle qui se fait ici, à nos portes. Il croit que son bill arrive bien, après le débat qui a eu lieu la veille sur le sujet même de son bill, et il est d'opinion qu'il recevra un accueil favorable de la Chambre.

M. Lavergne (Montmagny) félicite cordialement le député de Bellechasse (M. Galipeault)

de son amendement. Il croit à propos de permettre aux municipalités de prendre part à la lutte qui se poursuit dans l'Ontario et ailleurs et qui est bien notre lutte à nous. Il croit que ce bill devrait être adopté tout de suite parce que la Législature en connaît bien la portée et que l'effet moral sera plus considérable si le débat ne s'éternise pas. Il est temps que Québec, qui n'a été que trop négligent jusqu'ici, intervienne, et qu'il intervienne largement. Il y va de son propre intérêt, et d'ailleurs c'est pour la province mère un devoir sacré que de secourir ses enfants. Il exprime l'espoir qu'il ne rencontrera pas d'opposition dans cette Chambre.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.
Adopté.

En comité:

M. Galipeault (Bellechasse) propose un amendement pour donner aux commissions scolaires le pouvoir de contribuer à ces fonds de la même façon que les municipalités.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande quelles sont les raisons de présenter ce bill. Il veut savoir quelle est la portée exacte de cette loi. Ne l'a-t-on pas faite de façon à laisser entendre à un certain groupe que c'est pour permettre de souscrire au Fonds patriotique, et à un certain autre que c'est pour permettre de souscrire aux fonds des Canadiens français d'Ontario?

Le premier ministre a reçu une demande du Fonds patriotique; c'est peut-être pour donner le change à ce corps qu'il fait proposer ce projet de loi par un député.

Il demande si ce bill était celui auquel il est fait allusion dans la correspondance échangée entre le gouvernement et le Fonds patriotique.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Non. Il ajoute que Sir Herbert Ames, secrétaire général du Fonds patriotique canadien, lui avait écrit une lettre lui demandant s'il n'était pas possible de faire adopter une loi provinciale par laquelle on demanderait aux cultivateurs de contribuer, en vertu d'une taxe spéciale, au Fonds patriotique. À cette lettre, il a répondu qu'il n'était pas besoin de telle taxe pour

recueillir la souscription désirée. C'est une véritable taxe de 1-8 ou 1-10 pour cent que l'on voulait nous imposer pour prélever des fonds pour la société de secours aux femmes et mères de soldats. Nous n'avons pas voulu faire cela. Nous aimons mieux les souscriptions libres.

Nous pouvons souscrire sans taxer et nous devons souscrire sans taxer. Le bill du député de Bellechasse autorise simplement les municipalités à aider les causes patriotiques, nationales et scolaires et il n'a aucun rapport avec la demande du Fonds patriotique. Il est prêt à autoriser les municipalités à souscrire à toutes les œuvres patriotiques.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) répète sa question¹.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) déclare qu'il n'a pas d'objection à dire que les commissions scolaires et les municipalités pourront s'autoriser de cette loi pour souscrire des fonds aux écoles d'Ontario. C'est pour payer les institutrices catholiques canadiennes-françaises ontariennes, puisque leur gouvernement s'y refuse.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Nous devons nous conformer à un principe bien connu de législation: Mélon-nous de nos affaires.

Le gouvernement ne voudrait pas voter un bill permettant de donner notre argent comme cela, ouvertement, au soutien des écoles de la province voisine, il a trop besoin de la Banque de Montréal en ce moment-ci. C'est là une démarche politique des plus importantes que nous ne devons faire avant d'y avoir bien songé. Nous devons soigneusement peser toutes les conséquences. Que l'on fasse des souscriptions privées tant que l'on voudra, j'en suis, dit-il, mais n'allons pas établir des lois qui sortent de nos attributions.

Une voix ministérielle pose une question au chef de l'opposition.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Je suis contre ce bill. Il ne veut voir là qu'une manœuvre politique qui fera plus de tort que de bien à la cause de la minorité ontarienne.

Je suis certain que les gens de l'Ontario et du Canada croiront que l'adoption de ce bill signifie l'organisation d'une campagne de souscription dans la province pour la cause des Canadiens français en Ontario. Il déclare: Je ne crois pas que ce serait une bonne chose pour la minorité canadienne-française de l'Ontario. C'est mon avis.

Il dit que, par une législation pareille, nous mettons en péril nos droits dans ce pays. La persécution du Manitoba est la résultante de l'agitation d'Ontario.

Si on eût mis plus de tolérance dans le maniement de cette question, ajoute le chef de l'opposition, nous n'assisterions pas au contrecoup du Manitoba. C'est la réponse aux agitations intempestives de certaines gens en notre province, qui croient avoir le monopole du patriotisme. Ce sont les gens sérieux qui édifient les nations, et l'histoire de nos revendications nationales n'a pas toujours été prospère et fructueuse. Il est criminel d'organiser ainsi les municipalités et les commissions scolaires pour aller faire la guerre au gouvernement d'Ontario. On n'y gagnera rien et on nuira plutôt à la minorité qu'on ne l'aidera. Une décision du gouvernement de Québec favorable au bill aura pour effet d'indisposer le gouvernement ontarien à notre égard.

M. Lavergne (Montmagny): C'est évident. Le moyen le plus rapide de trancher la question, c'est de se mettre la tête sur le billot.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Il y a un principe bien établi qui veut qu'on se mêle chacun de nos propres affaires, et c'est un bon principe. Il croit que les grands discours n'aident pas la cause des Canadiens français en Ontario, une cause qu'il croit juste. Je suis aussi Canadien français que quiconque en cette Chambre, et j'aide mes compatriotes autant que ceux qui prétendent avoir le monopole du patriotisme et de la fierté nationale.

Il cite l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, article 93, qui dit que les choses de l'éducation relèvent uniquement des provinces. Les règlements que l'on votera en vertu de cette loi seront cassés par les tribunaux. Il croit que, si cet argent est destiné à payer les professeurs des écoles bilingues de l'Ontario, ce sera inconstitutionnel.

Demain, on dira que nous avons organisé une campagne pour combattre le gouvernement de l'Ontario, poursuit-il. Si les gens de l'Ontario et des autres provinces s'organisent, où serons-nous?

M. Tellier (Joliette): C'est facultatif. Nous ne forçons pas les municipalités à voter cet argent, mais nous les laissons libres.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): C'est par manque de tolérance que nous sont venus nos maux et que souffrent les minorités. Cette organisation que l'on veut faire est mauvaise, et il serait criminel d'entrer dans un pareil pacte.

Nous ne sommes pas ici une Législature souveraine et nos droits sont limités. Nous n'avons pas celui d'organiser la province pour aller porter la guerre dans une autre province, nous allons faire là un acte anticonstitutionnel.

La proposition est adoptée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Avec division.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Non, non. Le vote.

La proposition est soumise à la Chambre qui se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit²:

Pour: MM. Allard, Bernier, Bérubé, Bissonnet, Bullock, Campbell, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Décarie, Desaulniers, Dorris, Francoeur, Gadoury, Galipeault, Gosselin, Gouin, Grégoire, Langlois, Lavergne, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Mayrand, Mercier, Mitchell, Morin, Péloquin, Perron, Phaneuf, Reed, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Robillard, Sauvé, Scott, Séguin, Stein, Sylvestre, Taschereau, Tellier, Tessier (Rimouski), Tourigny, Tourville, Trahan, Turcot, 46.

Contre: MM. Cousineau, D'Auteuil, Robert (Beauharnois), 3.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Ministère de la Voirie et municipalités

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre les réponses à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour:

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Jeanne, Île-Perrot, et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 64)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du village de Marbleton et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 65)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton de Stratford et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 66)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Camille et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 67)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton Garthby et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 68)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du Très-Saint-Rédempteur et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 69)

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Charte de Roberval

M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 140 amendant la charte de la ville de Roberval.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal.

M. Turcot (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Mayrand), que les règles de la Chambre soient suspendues et que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général avec instruction d'y insérer l'article suivant:

"34. La cité est autorisée à emprunter, si elle le juge à propos, un montant n'excédant pas six cent mille piastres, pour un terme n'excédant pas quarante ans, pour construire un marché public dans la partie nord de la ville, pour acquérir les terrains nécessaires à cette fin et pour reconstruire le marché Saint-Antoine.

"Cet emprunt sera racheté au moyen d'un fonds d'amortissement suffisant pour rembourser le capital à échéance, mais ne fera pas partie de la dette fondée de la cité."

Il est prêt à modifier l'article original de façon à laisser la cité décider elle-même si quelque argent devrait être utilisé pour le marché Saint-Antoine. En même temps, il dit que le marché de la partie nord ne serait probablement pas construit avant un an ou deux. Quant au marché Saint-Antoine, il affirme qu'il tombe en ruine.

M. Turcot (Montréal-Laurier), M. Cousineau (Jacques-Cartier) et M. Mayrand (Montréal-Dorion) se prononcent de nouveau fortement en faveur de l'établissement d'un marché dans cette partie de la ville. Ce marché, disent-ils, est devenu une nécessité urgente et il est demandé par toute la population de cette partie de la ville.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) parle de la patience angélique dont ont fait preuve les maraîchers de la partie nord de Montréal dans l'attente d'un nouveau marché.

M. Mayrand (Montréal-Dorion) rappelle que le conseil s'était prononcé favorablement à l'unanimité, et le comité de même. Il ne comprend pas l'opposition qu'on y fait actuellement.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) reconnaît la nécessité du marché en question, mais il fait observer que le temps n'est pas propice à faire une telle dépense. Il croit que, dans les circonstances, la ville doit ménager cet argent et retarder cette construction.

M. Lévesque (Laval) appuie l'amendement.

M. Dorris (Napierville) dit qu'il représente une population de jardiniers et que cette population demande un marché dans cette partie de la ville, le marché Bonsecours étant devenu, dit-il, insuffisant. Le jardinage, dit-il, augmente considérablement, et il faut un autre marché. Mais, si la ville décide de construire ce marché, qu'elle le fasse le plus vite possible et qu'elle ne se contente pas seulement de le promettre.

M. Tellier (Joliette) appuie l'amendement.

M. Perron (Verchères) croit que la Chambre n'a pas le droit de surcharger ainsi les contribuables. Il croit que pas un citoyen bien pensant n'est d'avis qu'il est urgent de construire ce marché dans la partie nord de la cité, non plus que de réparer le marché Saint-Antoine. Cette construction n'est pas nécessaire, dit-il, et est même inutile. Montréal a trop besoin d'argent pour faire de ces dépenses inutiles.

Il mentionne que la cité de Montréal dispose du pouvoir d'emprunter jusqu'à 12% du rôle d'évaluation annuel augmenté et qu'on demande maintenant d'accroître ce montant. Il y a déjà un déficit de \$2,000 000, et ce nouvel emprunt ferait en sorte que, l'année prochaine, le déficit serait de \$2,030,000, puisque le coût du prêt sollicité serait de \$30,000.

M. Turcot (Montréal-Laurier) critique le député de Verchères (M. Perron).

M. Perron (Verchères) croit que le coût annuel du prêt, avec le fonds d'amortissement, serait de \$45,000. Il ne voit pas la nécessité d'un nouveau marché dans le nord-est de la cité. Il y a d'autres marchés dans la cité, et le commerce sera toujours centralisé au marché Bonsecours. Si les affaires de la cité étaient administrées correctement, ajoute-t-il, il n'y aurait pas de déficit. Si le marché peut être construit à l'intérieur de la limite de 12% du pouvoir d'emprunt de la cité, d'accord, déclare-t-il. Mais ne demandez pas à la Législature d'accorder plus d'argent pour un marché situé dans les champs, où personne n'ira.

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) s'oppose aussi à la construction du marché, qu'il juge inutile.

M. Turcot (Montréal-Laurier) insiste sur son amendement.

La motion étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Bernier, Bérubé, Campbell, Cousineau, D'Auteuil, Dorris, Fortier, Gadoury, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Mayrand, Slater, Sylvestre, Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Turcot, 16.

Contre: MM. Allard, Bissonnet, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Demers, Finnie, Galipeault, Gault, Gosselin, Gouin, Grégoire, Létourneau (Québec-Est), Mercier, Perron, Phaneuf, Reed, Robert (Rouville), Robillard, Scott, Stein, Taschereau, Therrien, Trahan, 22.

La motion est ainsi rejetée.

Et, la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession J. Gagnon père, vente d'immeubles

M. Robert (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 165 concernant un acte de donation, en date du 6 juillet 1877, fait par Joseph Gagnon père à Joseph Gagnon fils *et al.*, autorisant la vente de certains immeubles.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Robert (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lits et rives des voies d'eau navigables

L'honorable M. Allard (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 17 modifiant les statuts refondus, 1909, concernant le département des Terres et Forêts et les matières qui en relèvent.

Adopté.

Protection des bois contre le feu

L'honorable M. Allard (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des bois contre le feu.

Adopté.

Nouveau Code municipal

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

On adopte les chapitres relatifs à la vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes, au retrait des immeubles vendus pour taxes, aux emprunts et émissions de bons, à l'enregistrement du règlement d'emprunt.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée.

NOTES

1. Le premier ministre n'étant plus à son siège, il est remplacé par Louis-Alexandre Taschereau.

2. Selon *La Presse* (24 février, p. 7), certains députés de langue anglaise, qui avaient assisté à la séance jusque-là, se sont absentés au moment du vote.

Séance du jeudi 24 février 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Desaulniers (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 141 constituant en corporation le Cimetière de l'est de Montréal;
- bill 100 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec;
- bill 84 amendant la charte de la ville de Lévis.

Et sans amendement les bills suivants:

- bill 133 amendant la charte de la Sunday School Union of Montreal;
- bill 108 constituant en ville la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, sous le nom de "Laval de Montréal".

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rapporter avec un amendement le bill suivant:

- bill 109 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill suivant:

- bill 174 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Fonds d'indemnité pour les propriétaires de moutons

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 21 modifiant les statuts refondus, 1909, et refondant les dispositions relatives à la création, par certaines municipalités, d'un fonds d'indemnité destiné aux propriétaires ou possesseurs qui ont souffert des dommages causés à leurs moutons.

Par cette mesure, il faudra une requête signée par au moins un quart des propriétaires d'une municipalité et présentée au conseil municipal pour que ce dernier puisse imposer une taxe pour payer les indemnités en question. Par la loi nouvelle, une requête signée par 25 propriétaires suffira. La loi actuelle permet aux municipalités de payer une indemnité de \$5 pour chaque mouton. La loi nouvelle porte cette limite de \$5 à \$15.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:
Messieurs de l'Assemblée législative,

J'ai reçu votre loyale adresse, en réponse au discours du trône, avec beaucoup de plaisir et vous en offre mes sincères remerciements.

P.-E. LeBlanc,

Hôtel du gouvernement,
22 février 1916.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 157 constituant en corporation la compagnie The Labour Union Insurance Company, la Compagnie d'assurance l'Union du travail;
- bill 162 autorisant la construction d'une église, d'une sacristie, d'un presbytère et ses dépendances en la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir;

- bill 164 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilles-R. Amiot au nombre de ses membres.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il lui demande son concours:

- bill 119 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens;

- bill 85 concernant la construction des soubassements d'église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle;

- bill 75 constituant en corporation la ville de Québec-Ouest;

- bill 155 ratifiant la vente de biens substitués par le testament de feu Olivier Lachance.

Paroisse Saint-Pierre-aux-Liens

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens. Les amendements sont lus une première fois.

Paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 concernant la construction des soubassements d'église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle. Les amendements sont lus une première fois.

Ville de Québec-Ouest

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 constituant en corporation la ville de Québec-Ouest. Les amendements sont lus une première fois.

Succession Olivier Lachance

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 155 ratifiant la vente de biens substitués par le testament de feu Olivier Lachance. Les amendements sont lus une première fois.

Questions et réponses:

A. Bouchard, route à Saint-Gédéon, comté Lac-Saint-Jean

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il autorisé, en 1915, André Bouchard, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, à s'emparer de tout le bois qui se trouvait sur l'emplacement de la route construite sur le lot no 20 du rang 10 de Sinaï, dans la paroisse de Saint-Gédéon, alors que ledit André Bouchard était supposé être en charge des travaux exécutés sur cette route à titre de conducteur des travaux?

2. Quel a été le coût total de la construction de cette route?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1 et 2. Non.

Médecins de la prison de Bordeaux

M. Sylvestre (Montcalm): 1. Quels ont été les médecins attachés à la prison de Bordeaux depuis son établissement?

2. Ont-ils fait des rapports au gouvernement?

3. Le procureur général a-t-il reçu des plaintes au sujet des honoraires chargés aux gardes pour examens médicaux?

4. Dans l'affirmative, quelles sont ces plaintes et qui les a faites?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): 1. Le docteur E.-P. Benoit.

2. Le rapport du médecin de la prison se fait verbalement au geôlier. Dans les cas exceptionnels, ces rapports sont faits par écrit et sont immédiatement communiqués au shérif, qui les transmet au gouvernement si les circonstances l'exigent.

3 et 4. Non.

Évasions à la prison de Bordeaux

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Y a-t-il eu des évasions de détenus à la prison de Bordeaux depuis le transfert des prisonniers dans cet établissement?

2. Dans l'affirmative, qui sont-ils?

3. Quelles démarches le gouvernement a-t-il faites au sujet de ces évasions?

4. Y a-t-il eu enquête sur ces différents cas d'évasion?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): 1. Oui.

2. Arthur Brais et Louis Simard, Joseph Bisson et Georges Thibault.

3 et 4. Arthur Brais et Louis Simard ont été condamnés à deux ans de pénitencier pour fait d'évasion, Joseph Bisson à six mois de prison. Georges Thibault n'a pas subi de condamnation pour évasion, vu que les autorités judiciaires ont considéré que sa sentence à sept ans de pénitencier pour l'offense dont il était accusé était suffisante dans les circonstances.

Les autorités de la prison ont repris les prisonniers évadés.

Sur instructions du gouvernement, une enquête a été tenue par le Dr Wood, inspecteur, dans chaque cas.

Arrangement Québec-Ottawa sur les pêcheries

M. Tessier (Rimouski): 1. Un arrangement a-t-il été conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de cette province concernant la question des pêcheries dans la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, quels sont les termes de ce règlement?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): 1 et 2. Il a été entendu que les questions en litige entre les deux gouvernements seraient soumises à la Cour du banc du roi, siégeant en appel, et que l'une ou l'autre des parties pourrait interjeter appel de la décision de cette cour au comité judiciaire du Conseil privé. Jusqu'au jugement final, le gouvernement de cette province reste en possession des pêcheries.

Réparations à la prison de Bordeaux

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Y a-t-il eu des réparations à la construction de la prison de Bordeaux depuis janvier 1914?

2. Dans l'affirmative, quelles ont été ces réparations?

3. Par qui ont-elles été demandées?

4. Y a-t-il eu des rapports d'architectes ou d'autres personnes au sujet de ces réparations?

5. Dans l'affirmative, quels sont ces rapports et par qui ont-ils été faits?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. Aucune, excepté de menus travaux d'entretien.

Nouveau Code municipal

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie une trentaine d'articles¹.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en n'a pas terminé l'examen.

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 117 amendant la loi concernant la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Le Chapitre de Québec

M. Leclerc (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 52 constituant en corporation le Chapitre de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Leclerc (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Œuvre de la propagation de la foi de Québec

M. Leclerc (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill B du Conseil législatif constituant en corporation l'Œuvre de la propagation de la foi de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Leclerc (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Metropolitan Columbus Association

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 142 constituant en corporation The Metropolitan Columbus Association.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association d'assurance mutuelle, vallée de l'Ottawa

M. Fortier (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 143 constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des paroisses et des maisons d'éducation et de charité de la vallée de l'Ottawa, dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 97 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité scolaire de la paroisse Saint-Michel-Archange de Montréal

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 66 annexant la municipalité scolaire distincte de la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal à celle des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie Lecavalier & Riel limitée

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 87 concernant la Compagnie Lecavalier & Riel limitée.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie Bélair limitée

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill 89 concernant la Compagnie Bélair limitée.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour du banc du roi, juridiction d'appel

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 relatif à certaines questions soumises à la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, par le lieutenant-gouverneur en conseil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant par soixante-quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions catholiques en vertu de l'article 2937 S. R. Q., 1909, pour les collèges classiques, dix-neuf mille piastres, et pour les écoles modèles et académiques, cinquante-cinq mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille deux cent quatre-vingt-deux piastres soit ouvert à Sa Majesté pour distribution parmi les institutions protestantes en vertu de l'article 2937 S. R. Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'université Laval, Montréal, (dont deux mille piastres à être payées à la faculté de droit), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'université McGill, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le collège Bishop, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les high schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, section 17, tel qu'amendé par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1, et 1 George V (2e session), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1, et 4 George V, chapitre 26, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des précisions au secrétaire de la province (l'honorable M. Décarie) sur l'administration de son département.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) prend la parole.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) prend la parole.

L'honorable M. Cousineau (Jacques-Cartier) parle des écoles techniques. Il croit qu'il est erroné de maintenir une ou deux immenses écoles dans les grandes villes de la province alors que, surtout maintenant que des travailleurs qualifiés sont requis partout dans la province dans des usines de munitions, la nécessité de telles écoles dans tous les centres industriels est flagrante.

Il exprime ses doutes sur l'efficacité de ces écoles et demande au gouvernement de diminuer le montant des subsides qui leur sont accordés. Il déclare que ces écoles n'ont pas l'importance qu'on veut leur donner, parce qu'on n'en entend jamais parler et qu'il n'a jamais rencontré les experts qui en sont sortis.

Il critique surtout l'École technique de Montréal dont les résultats, dit-il, ne sont pas meilleurs que ceux de l'École technique de Shawinigan, laquelle ne coûte à la province que \$3,000 par année, tandis que celle de Montréal coûte annuellement à la province une somme de \$46,000.

M. Bernier (Lévis) déclare aussi que les écoles techniques coûtent trop cher pour les résultats qu'elles donnent. Elles ne justifient aucunement l'octroi que la Chambre est appelée à leur voter.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande certains renseignements au député de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie).

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) prend la parole.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): M. l'Orateur, le chef de l'opposition a parlé des Canadiens qui sont obligés de travailler péniblement dans les usines de munitions. Je crois que, si le gouvernement avait toujours adopté la politique de son principal adversaire, la plus grande partie des Canadiens seraient encore à cette rude besogne. On peut bien critiquer notre politique, mais, quoi qu'on en dise, l'École technique de Montréal et celle de Québec, de l'aveu de tous ceux qui se sont donné la peine de les visiter et de s'arrêter à les examiner de près, sont des écoles qui peuvent rivaliser en perfection et en organisation avec toutes celles qui sont établies dans les différentes provinces de la Confédération et même dans l'Amérique toute entière.

Elles sont bien organisées et bien administrées. Nous avons mis à la tête de ces institutions les citoyens les plus distingués de la métropole et de la vieille capitale, et ils se dévouent à leur tâche avec une persistance qui ne s'est pas encore une seule fois ralentie. Ce sont eux qui se sont occupés de l'acquisition des terrains et ils ont agi dans toutes les transactions avec la plus stricte honnêteté et la plus grande économie. Ce sont eux aussi qui ont surveillé la construction de ces monuments qui font l'honneur de la province et l'embellissement de Montréal et de Québec.

Quand il s'est agi d'ouvrir ces écoles destinées à l'enseignement technique, nous sommes allés demander à la France quelques-uns de ses experts les plus réputés. C'est ainsi que nous avons eu M. Mâcheras qui, pour ceux qui le connaissent, est un homme supérieur dans l'enseignement technique. Il a outillé nos écoles d'une manière irréprochable à tous les points de vue.

Je demande au chef de l'opposition, qui critique un peu à tort et à travers l'influence et le fonctionnement de ces écoles, de les visiter. Qu'il prenne une demi-journée, quand il ne sera pas pris par ses occupations, ou même qu'il sacrifie une partie de son temps pour rendre une visite à ces institutions et il reviendra, je l'en assure, sur bien des préjugés qu'il entretient aujourd'hui. M. Mâcheras a outillé, comme je l'ai dit, nos écoles techniques; il en a ouvert ensuite les portes, et la jeunesse en très grand nombre est accourue pour y recevoir l'enseignement technique.

On a dit que le montant d'argent que le gouvernement avait dépensé pour ces écoles ne pouvait être justifié par le bien qu'elles avaient fait. À Montréal, les cours de l'École technique sont suivis par pas moins de 200 élèves le jour et par un nombre qui dépasse quelquefois 700 le soir.

Les cours d'automobilisme à eux seuls sont suivis à certains moments par 400 ou 500 élèves des deux langues, et c'est dans l'École technique de Montréal que se sont formés les meilleurs chauffeurs de la métropole.

Ici, à Québec, nous avons M. Véry, qui ajoutait aux qualités d'un savant et d'un expert celles d'un brave et d'un patriote. Il est allé se faire tirer sur le champ de bataille pour défendre son pays. Notre école technique donne, comme celle de Montréal, des cours du jour et des cours du soir. Ils sont suivis par un très grand nombre d'élèves.

Les cours d'automobilisme, comme les autres, ont toujours eu un grand succès. Tous les élèves qui ont obtenu les diplômes de l'école ont trouvé sans difficulté des positions un peu partout dans la province. On nous demande ce que nous avons fait pour les élèves. Les directeurs des écoles se sont occupés d'eux, et je puis dire qu'ils n'ont pas eu de difficulté à les placer, car ils recevaient des demandes constantes des chefs d'industries exigeant des ouvriers supérieurs. Tous les élèves des écoles techniques, tant à Montréal qu'à Québec, ont trouvé des positions avantageuses. Le chef de l'opposition exige que nous lui donnions les noms des élèves qui ont bénéficié de nos écoles. Il est humainement impossible de faire un rapport détaillé de la carrière

suivie, depuis leur sortie de l'École technique, par tous les élèves. Il n'est pas praticable, on en comprendra, pour le gouvernement de suivre pas à pas tous les jeunes gens qui suivent les cours des écoles d'enseignement technique, surtout après qu'ils ont abandonné celles-ci.

On sait que les collèges classiques et les universités de la province et du Canada ont produit des hommes éminents, mais on ne songe pas, et pour cause, à leur demander ce que le chef de l'opposition exige de nous. Il en est des écoles techniques du gouvernement actuel comme des collèges de la province. Elles ont produit des ouvriers qui sont aujourd'hui contents de leur sort et qui sont heureux de remercier l'administration de l'instruction qu'elle leur a facilitée.

Parmi les ouvriers les plus compétents qui travaillent aujourd'hui à la fabrication des obus et des autres projectiles, dans la province de Québec, on trouve une grande majorité de machinistes qui sortent de nos écoles techniques.

On a prétendu que les industriels de la province de Québec, quand commença la fabrication des munitions, s'en allèrent en Europe et aux États-Unis chercher des experts. Je dis que le seul endroit où l'on put trouver des ouvriers capables de faire les machines nécessaires à la fabrication d'obus, ce fut dans l'École technique de Montréal. Ceci démontre, il me semble, que cette œuvre n'a pas été stérile. Nous avons, en outre des machinistes, des professeurs compétents qui rendirent de tout temps de grands services.

Un des autres reproches qu'on a aussi faits cet après-midi au gouvernement est celui d'avoir trop dépensé pour ces écoles. Quand nous avons ouvert ce nouveau champ d'opération qu'est l'enseignement technique, nous avons cru que nous ne devions pas nous lancer dans l'inconnu, mais suivre l'exemple de ceux qui nous y avaient précédés. Nous avons visité personnellement ou par nos représentants la France, l'Allemagne et la Belgique et nous y avons étudié le système des écoles techniques. Nous y avons acquis la certitude que le seul moyen efficace de lancer le mouvement de l'enseignement technique était de construire, dès les premiers pas, des institutions de la supériorité de celles de Québec et de Montréal.

Notre décision n'est pas d'ailleurs anormale ni étrange. Dans la province d'Ontario, où l'on se rend compte de l'importance de l'industrie et de la nécessité de l'enseignement technique, à Toronto, on a construit une école industrielle qui a coûté trois millions de dollars. Dans la Nouvelle-Écosse, qui est une petite province, à Halifax, la capitale, il y a une

école technique qui a coûté au gouvernement un million de piastres. Si l'on veut se donner la peine de réfléchir un moment, on comprendra que le seul moyen de lancer sûrement un mouvement d'enseignement est de fonder des institutions que je suis tenté d'appeler des maisons mères capables de produire des ouvriers compétents qui se répandent ensuite partout, forment dans différentes parties du pays des essaims de machinistes experts et deviennent des agents de recrutement pour les écoles d'où ils sont sortis.

La fondation d'écoles techniques à Québec et à Montréal ne veut pas dire, comme le prétend le chef de l'opposition, le désintéressement de la part du gouvernement des autres villes de la province. Nous avons simplement commencé par Montréal et Québec, et nous avons l'intention de continuer.

Le secrétaire de la province est en pourparlers avec les autorités de Sorel, et le gouvernement va construire dans cette ville une nouvelle école technique. Pas plus tard qu'hier, une délégation venait de Hull demander à l'administration de la province d'établir une autre école technique sur la rivière Outaouais. Le chef de l'opposition nous dit qu'il y a à Shawinigan une école de même genre qui fait merveille, tout en coûtant bon marché; je suis heureux d'apprendre ce détail.

Le chef de l'opposition a ajouté que, dans ce dernier endroit, on faisait autant avec \$9,000 qu'à Montréal avec une somme plus élevée. Cette assertion ne se discute pas, mais elle ne diminue pas le mérite des autres écoles de la province. Je demande de nouveau au chef de l'opposition de prendre un bon jour la peine de visiter nos institutions d'enseignement technique; il verra une jeunesse très nombreuse qui travaille aux fourneaux, à la forge, aux dynamos, à la fonderie et aux industries, et il reviendra enthousiasmé de notre œuvre, je l'en assure.

Je tiens à dire, en terminant, que je ne m'oppose pas à la critique en autant qu'elle puisse nous aider à perfectionner notre entreprise. Nous n'avons rien à cacher et nous ne voulons rien cacher. Nous demandons le concours de l'opposition aussi bien que celui des députés ministériels. Je considère qu'il n'y a rien de plus triste que de voir les Canadiens français inférieurs aux autres ouvriers au point de vue industriel. Notre œuvre tente d'améliorer leur situation. Que l'on nous dise d'aller plus vite, je ne dirai rien; que l'on nous demande de faire encore plus pour les ouvriers, je ne protesterai pas non plus, au contraire. Mais j'en appelle à ce qu'il y a de meilleur dans le cœur des députés de cette

Chambre et je leur demande de nous aider. Nous n'avons pas d'objection à accepter le concours du gouvernement fédéral, pourvu qu'il soit de nature à faire progresser notre entreprise. Nous ne voulons pas refuser l'aide de ceux qui peuvent nous aider à faire mieux et nous sollicitons tous les concours, même celui et surtout celui des députés de la gauche.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) félicite le premier ministre (l'honorable M. Gouin) de son discours et fait remarquer qu'il a expliqué avec éloquence ce que l'opposition avait demandé au secrétaire de la province pendant une heure.

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 53 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Solon Eliasoph au nombre de ses membres;
- bill 152 changeant le chef-lieu du comté de Pontiac et l'établissant dans le village de Campbell's Bay;
- bill 156 constituant en corporation la ville de Trois-Pistoles.

Dépôt de documents:

Ministère de la Voirie et municipalités

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Philomène et le ministre de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session 70)

Et la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Anicet et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 71)

Rapport du bibliothécaire

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du bibliothécaire de la législature de Québec, janvier à décembre 1915. (Document de la session no 72)

Propos de la Gazette et d'autres journaux anglophones

M. Cannon (Dorchester) soulève une question de privilège et il proteste contre le rapport que la *Gazette* de Montréal a fait du débat qui a eu lieu mardi soir, à l'Assemblée, sur le bill de Montréal.

La *Gazette*, dans le titre de son rapport, dit: "Six avec Lavergne en lutte contre le Fonds patriotique".

Il tient à rétablir les faits. Et, pour se mieux faire comprendre du correspondant parlementaire de la *Gazette*, il tient à parler en anglais.

Je veux dire quelques mots d'explication. Il y a deux nuits de cela, lors du débat sur le bill de Montréal, le député de Montmagny (M. Lavergne) a proposé un amendement à un article sur l'éducation qui visait à autoriser la cité de Montréal à souscrire, si elle le souhaitait, un montant pour venir en aide aux Canadiens français de l'Ontario. J'ai voté en faveur de l'amendement. Mais c'est à regret que j'ai constaté que le compte rendu de ce journal et de quelques autres avait amené les lecteurs et le public à croire que mon vote était un vote de protestation contre le Fonds patriotique.

Il rappelle qu'il a voté pour la motion pour manifester sa sympathie envers les Canadiens français, les persécutés de l'Ontario.

Je veux maintenant dire et répéter exactement ce que j'ai dit lors de mon intervention. D'aucune façon, je n'étais alors et je ne suis maintenant d'accord avec mon ami le député de Montmagny concernant ses remarques sur le Fonds patriotique et son administration. Je ne suis pas d'accord aujourd'hui et je n'étais pas d'accord à ce moment avec ses commentaires sur la participation du Canada aux guerres de l'Empire.

Le Fonds est une bonne chose, son administration, mais ce qu'il y a de plus remarquable est que les scandales et abus ne soient pas plus nombreux.

Quant à ce qu'a dit l'honorable député de Montmagny concernant l'attitude du Canada face à la guerre, il y a quelques années, j'ai combattu ses idées pendant la période électorale, j'ai combattu sa politique ici, et je ne suis pas d'accord avec lui et je maintiens la politique que j'ai toujours défendue. J'espère, en toute justice pour moi et pour les autres députés qui ont voté en faveur de l'amendement pour les mêmes raisons que les miennes, que la *Montreal Gazette* et les autres journaux de langue anglaise vont changer leur compte rendu pour informer leurs lecteurs correctement et précisément.

Il est regrettable que, sur une question susceptible de soulever des préjugés raciaux et religieux, un compte rendu soit fait de cette façon. Si vous relisez le compte rendu, vous verrez que le reporter n'a pas rapporté un mot de l'explication que j'ai donnée de mon vote. J'espère que la *Gazette* dira que, lorsque j'ai voté, je l'ai fait après avoir expliqué que je n'approuvais pas les attaques contre le Fonds patriotique ou contre l'attitude actuelle du Canada par rapport à la guerre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste dans le même sens contre le même compte rendu du même journal à son adresse.

Propos du *Soleil*

M. Cousineau (Jacques-Cartier) proteste contre *Le Soleil* de Québec qui intitule son rapport du débat sur le bill du député de Bellechasse (M. Galipeault): "Il reste seul avec son déshonneur."

Il n'appartient pas à M. Hellencourt, rédacteur du *Soleil*, de parler de déshonneur, lui qui, Français renégat, reste ici tandis que ses compatriotes tombent par milliers sous les balles allemandes. On ne devrait pas permettre à cet homme de donner des leçons aux Canadiens dans un établissement subventionné par le gouvernement dont ce dernier a le contrôle.

Cet homme n'a pas assez le sens de l'honneur, et le moins qu'il devrait faire, ce serait de se taire.

NOTE

1. Selon *La Patrie* (25 février 1916, p. 5), il reste encore une quarantaine d'articles à adopter. Selon *La Presse* (25 février, p. 7), il reste encore une demi-douzaine d'articles assez importants dont on a suspendu l'étude. Pour épargner du temps, les ministres et les députés qui se sont jusqu'ici occupés de l'étude de ce Code devant le comité général de la Chambre ont décidé de se réunir pour discuter en petit comité ces articles et essayer d'en arriver à une entente avant qu'ils ne reviennent devant la Chambre. L'article qui soulève le plus d'objections est celui concernant la cessation des procédures municipales par les tribunaux. On sait que, dans le projet de code, on propose que ces appels soient entendus exclusivement par la Cour de circuit. Plusieurs députés tiennent à l'ancienne loi qui décrète que ces appels seront entendus par la Cour supérieure.

Séance du vendredi 25 février 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Desaulniers (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 114 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;
- bill 80 amendant la charte de The Shamrock Amateur Athletic Association;
- bill 111 amendant la charte de la cité de Verdun;
- bill 95 amendant la charte de la North Shore Power Company;
- bill 113 amendant la charte de Cartierville;
- bill 128 amendant et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Et sans amendement les bills suivants:

- bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Joseph-Philéas-Phillippe Caumartin de pratiquer le droit;
- bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Benjamin Shulman au nombre de ses membres, après qu'il aura passé l'examen d'admission à la pratique et l'examen d'admission à l'étude du droit.

Quant au bill 57 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides, le promoteur, avec la permission du comité, l'avait retiré, mais, votre comité ayant décidé unanimement de le reconsidérer, le bill a été étudié et votre comité a l'honneur de le rapporter avec des amendements.

Loi de pharmacie

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 174 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose l'adoption de l'article 9.

Il explique que ce n'était pas une mesure absolument nouvelle en principe qu'il proposait, puisque pareille disposition défendant aux médecins de tenir une pharmacie existe déjà pour Montréal et pour Québec.

Si on a jugé à propos de prendre cette décision à l'égard de ces deux cités, dit-il, je ne vois pas pourquoi, étant donné que personne ne s'en plaint et qu'au contraire tout le monde paraît très satisfait, on ne généraliserait pas la loi de façon à ce qu'elle s'applique aux cités et villes dont la population est de plus de 6,000 âmes.

Cette loi n'empêche pas le médecin de donner comme autrefois ses ordonnances ni d'avoir sa pharmacie privée. De plus, les droits acquis se trouvent sauvegardés, puisque l'on dit que les médecins qui, au 1^{er} janvier 1916, tiennent légalement une pharmacie n'en seront pas affectés.

L'objet de la loi est d'améliorer la situation pour les pharmaciens et d'exercer un contrôle sur ceux qui pratiquent cette profession. Ce contrôle, le public a tout intérêt à ce qu'il soit aussi efficace que possible.

M. Tellier (Joliette) voit dans cette mesure une entrave à la liberté du commerce de gens, les médecins, qui sont plus compétents que les pharmaciens.

On ne doit pas affecter le commerce à moins que l'intérêt public ne l'exige. En 1897, nous eûmes, le premier ministre (l'honorable M. Gouin) se le rappelle, cette lutte à soutenir en faveur des médecins contre l'accaparement du commerce par les pharmaciens.

Il n'est pas juste d'enlever au médecin le droit de préparer ses ordonnances, puisque c'est lui qui est le juge de ce que requiert l'état du patient; le pharmacien, lui, n'a qu'à suivre scrupuleusement les indications du médecin. En 1890, quand on adopta cette mesure pour les cités de Montréal et de Québec, on redoutait comme maintenant l'opposition qu'elle susciterait et on avait fait une restriction en faveur des droits acquis.

Il déclare donc qu'il votera contre la clause.

M. Grégoire (Frontenac) proteste énergiquement contre cette entrave à la liberté du médecin. Il s'insurge de toutes ses forces contre cette phrase: "Aucun médecin ne peut exercer le commerce de pharmacie s'il n'abandonne la pratique de la médecine et de la chirurgie." C'est là une disposition odieuse, dit-il.

Le grand danger de cette mesure, ajoute l'orateur, c'est qu'elle va favoriser le commerce de ces charlatans qui font le commerce des remèdes brevetés et qui s'intitulent pharmaciens. Elle sera aussi une occasion pour les pharmaciens de second ordre de substituer aux ordonnances du médecin des drogues de leur choix ou qui leur apporteront le plus de profits, attendu que, de nos jours, tout le monde est pris de la fièvre de l'argent, même parfois en risquant la vie des autres. Il dénonce la vente toujours grandissante des produits patentés qui nous viennent des États-Unis et d'ailleurs.

Il faut, dit-il, que le médecin ait pleine liberté d'exercer sa profession pour en tirer toutes les ressources destinées à sauver la vie de ses patients et à les ramener à la santé. Il demande pour le médecin le droit de garder chez lui les remèdes en lesquels il a confiance et de les distribuer à ses patients. Il fait l'éloge de la médecine qu'il croit la plus belle profession de l'univers.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) fait remarquer que faire le commerce de la pharmacie, au sens de la loi, ce n'est pas faire l'œuvre du médecin qui prend un remède dans son armoire et le vend à son malade.

Il ajoute que l'association des pharmaciens, en se constituant légalement, avait eu spécialement pour but et pour résultat de restreindre le charlatanisme dans la pharmacie, selon le député de Frontenac (M. Grégoire).

Il affirme que les médecins auront le droit de vendre des médicaments à leurs clients comme par le passé. Le principe consacré dans cette clause existe pour Montréal et Québec et jamais on n'a songé à nier aux médecins de ces deux villes le droit de vendre des médicaments. On demande tout simplement que le médecin n'exerce pas le commerce de pharmacien.

M. Galipeault (Bellechasse) avoue avoir moins peur des ciguës préparées par son médecin que de celles vendues en fioles cachetées par le pharmacien marchand de bonbons, de chocolat et d'appareils photographiques. Le député de Bellechasse ajoute que, d'ailleurs, le plus grand

chiffre d'affaires des pharmaciens était basé sur la vente d'articles qui n'avaient aucune relation avec la vraie pharmacie. Le trafic des objets de fantaisie dépasse souvent de dix fois celui des médicaments.

M. Bernier (Lévis) dit que les pharmaciens dans les villes vendent surtout de la crème glacée, des friandises et des cigares.

M. Lavergne (Montmagny) dit qu'on pourrait faire le même reproche aux médecins de campagne qui tiennent pharmacie et vendent toutes espèces de choses. Il blague les médecins et la médecine. Il croit, avec le député de Frontenac (M. Grégoire), que la médecine est admirable, mais qu'elle a le tort de changer tous les cinq ans. Ce qui était un remède il y a cinq ans est aujourd'hui banni et sera de nouveau un baume dans cinq ans. Il dit que, lorsqu'un homme a passé par les mains de trois ou quatre médecins et qu'il est encore en vie, il peut se considérer chanceux.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) dit que l'amendement qu'il propose protège les médecins actuels en renforçant une association qui tente de faire le plus de bien possible. Il déclare que, pour marquer au moins un progrès dans la voie indiquée par le bill, on devrait appliquer le privilège aux cités de plus de 25,000 âmes.

M. Robert (Rouville) propose de retrancher l'article.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) y consent.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Nouveau Code municipal

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Galipeault (Bellechasse) propose en amendement, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Francoeur), que la motion en délibération soit amendée en en retranchant tous les mots après "Que" et en les remplaçant par les suivants:

"le bill et le projet de Code municipal soient de nouveau renvoyés à un comité général avec instruction d'amender ledit projet en y ajoutant, à la fin de l'article 227, le paragraphe suivant:

"Rien dans le présent paragraphe 14 n'empêche un maire ou un conseiller de faire payer par la corporation dont il fait partie les travaux qu'il peut exécuter à la journée pour la confection et l'amélioration des chemins, trottoirs, ponts ou cours d'eau, ainsi que les matériaux qu'il peut vendre aux mêmes fins, au poids ou à la mesure, le tout suivant les prix établis dans la municipalité jusqu'à concurrence du montant de la taxe ou contribution qu'il est appelé à payer pour tels travaux au cas où ces derniers sont municipalisés."

Il croit que la loi actuelle est trop sévère pour les maires et conseillers qui travaillent à des travaux municipaux. Il dit que, si l'on continue à leur refuser ce droit, on aura de la difficulté, en certains endroits, à trouver des conseillers municipaux.

On permet aux habitants des campagnes de payer l'équivalent de leurs taxes en travaillant sur les routes ou en fournissant du matériel pour l'entretien des routes, mais les maires et les conseillers municipaux n'ont pas ce privilège.

Les conseillers municipaux ou les maires des campagnes, qui sont ordinairement aussi pauvres ou, du moins, pas plus riches que les autres habitants, en travaillant à la réparation ou à la construction des routes leur permet, du fait, de payer en travail à la municipalité la taxe qu'ils lui devaient.

Il fait valoir que souvent les maires et les conseillers démissionnent afin de pouvoir participer aux travaux.

Il déclare que cet amendement lui a été demandé par plusieurs municipalités de son comté et il sait que, dans plusieurs autres municipalités des comtés voisins, on désire la même chose.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) croit bon cependant de faire voir certains côtés de la question. Il note en passant que l'amendement proposé aurait peut-être pour résultat de permettre aux conseillers municipaux et aux maires d'accaparer pour eux et pour leurs amis les travaux de voirie et d'en priver les autres contribuables.

Le budget du gouvernement serait tout probablement assailli par les municipalités qui auraient à faire face à des dépenses trop considérables dans bien des cas.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) déclare que la discussion qu'il a entendue au comité et les objections qui ont été soulevées l'ont convaincu qu'en effet ce serait ouvrir la porte à des abus.

Il ajoute cependant qu'on peut laisser auxdits conseillers la faculté de fournir des matériaux pour les travaux des routes. Il est arrivé, dit-il, que des maires et des conseillers aient donné leur démission pour avoir la permission de fournir leurs matériaux à la municipalité. Il croit donc de son devoir de voter contre l'amendement.

M. Robert (Rouville) est en faveur de cet amendement qu'il voudrait cependant voir modifié de façon à laisser aux municipalités le soin de juger des circonstances où cette permission pourrait être donnée au maire et aux conseillers.

Une voix fait remarquer que les conseils municipaux qui connaissent le proverbe ne manqueraient pas de se servir les premiers.

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Cannon, Dorris, Francoeur, Galipeault, Gosselin, Lavergne, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Sauvé, Stein, 10.

Contre: MM. Allard, Bernier, Bullock, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cousineau, Décarie, Gouin, Grégoire, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est) Mercier, Mitchell, Petit, Slater, Taschereau, Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Trahan, 18.

La motion d'amendement est ainsi rejetée.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose de nouveau que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Tellier (Joliette) se déclare satisfait de la façon dont les choses se sont passées tout le temps qu'a duré l'étude du Code municipal.

On a montré à son égard, du côté du gouvernement, dit-il, de la bienveillance et on a accueilli favorablement plusieurs de ses suggestions.

Le nouveau Code, dit-il, est beaucoup amélioré. L'ancien avait un bon plan, mais il y avait place pour bien des améliorations. On y a introduit des choses importantes qui seront très utiles aux municipalités; il y a moins de place pour l'arbitraire et plus de garanties pour les contribuables. Ce qui manquait dans le passé, c'étaient les moyens de contrôle pour ces derniers. Ces moyens leur ont été procurés et mis absolument à leur portée.

Il n'a qu'une réserve à faire et il espère qu'on va s'entendre sur l'amendement qu'il veut proposer relativement aux biens non imposables. Il désire que la loi reste telle qu'elle était. Il veut faire enlever la clause qui décrète que les terres des institutions religieuses seront imposables pour l'entretien des chemins de front, quand ces chemins sont municipalisés, ainsi que pour la protection contre l'incendie. Il répète qu'il ne peut s'entendre avec la majorité de la Chambre sur cette question. Il croit que cela va nécessiter une comptabilité spéciale ennuyeuse.

Il faut laisser aux municipalités la possibilité d'exempter, selon leur bon vouloir, les communautés des taxes imposées par la loi. Il base son argument sur le fait que certaines communautés refuseraient sans doute d'ouvrir de nouveaux établissements en raison de cette taxe. Il considère que bien des villes ne seraient pas grand-chose si elles n'avaient pas ces institutions.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Cousineau), que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants: "ce bill ne soit pas lu maintenant pour la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général, avec instruction de l'amender de manière à conserver la loi telle qu'elle a existé jusqu'ici, en vertu du Code municipal, relativement aux biens non imposables."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que cette question a été suffisamment discutée et que l'opinion de la Chambre ne saurait être changée. Il déclare que la loi à laquelle le député de Joliette (M. Tellier) fait allusion est le résultat d'un compromis et il croit qu'on devrait la laisser telle qu'on l'a définitivement adoptée. Tout le monde s'est déclaré content. Il rappelle que le gouvernement n'a pas agi par surprise, mais après consultation des intéressés.

Il profite de l'occasion pour remercier le député de Joliette de son concours dans la tâche de révision du nouveau Code et exprime en même temps sa reconnaissance au député de Nicolet et secrétaire de la commission de refonte du Code municipal (M. Trahan) qu'il qualifie de père du nouveau Code pour la somme de travail qu'il s'est imposée pour aider la Chambre et le comité dans leur besogne.

M. Tellier (Joliette) se fait aussi un devoir de féliciter le député de Nicolet (M. Trahan) du dévouement qu'il a apporté dans cet important travail.

Parlant de son amendement qui demande de laisser la loi telle qu'auparavant relativement aux biens non imposables, le député de Joliette déclare que, pour continuer à faire preuve du même esprit d'harmonie qui a présidé à l'étude du Code, il consentirait même à accepter la nouvelle loi pourvu que l'on s'en rapporte à la décision des municipalités plutôt que d'imposer à ces dernières l'obligation de taxer certains biens non imposables jusqu'ici.

M. Lavergne (Montmagny) désire expliquer son vote. Il se déclare favorable au principe de l'imposition édicté par le Code, mais voudrait que la question reste facultative, et c'est pour cette raison qu'il votera pour l'amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) remarque que cette question est devant le public depuis longtemps.

Il fait remarquer que les municipalités ont été amplement protégées par la décision du gouvernement, puisque la taxe ne leur est imposée qu'en cas de municipalisation. La discussion n'a porté, ajoute-t-il, que sur la question de l'éclairage et des appareils à incendies. J'ai porté moi-même celle-ci devant les autorités religieuses catholiques de la province et je puis déclarer qu'il n'y a pas eu la moindre objection de leur part.

Elles ont reconnu que l'aide des communautés religieuses à l'entretien de la lumière et à l'achat des appareils des pompiers était un besoin urgent et elles ont accepté notre décision sans discussion. Nous avons simplement conversé ensemble sur la rédaction qu'il fallait donner à l'article, et celle-ci, une fois terminée, a reçu l'approbation de l'avocat du clergé en cette circonstance, M. Rivard. Il conclut donc que l'on ne devrait pas insister davantage sur ce point.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) dit que le principe des immunités est admis dans tous les pays civilisés et que l'on devrait favoriser les institutions religieuses. Il reproche au gouvernement de jouer double jeu et de chercher à plaire aux deux pouvoirs. Il ne voit pas de raison de modifier l'ancienne loi.

M. Dorris (Napierville) n'aime pas le nouveau Code municipal qui ne sera, dit-il, jamais compris des habitants et pas toujours des avocats. Il voulait d'abord proposer que l'on renvoie l'étude du Code à six mois, c'est-à-dire aux calendes grecques, mais il a modifié son intention; il s'est contenté de demander que l'on ajournât la troisième lecture à la semaine prochaine. Tous les députés habitants, dit-il, sont absents, et c'est une chose qui les intéresse, eux autres, le Code. Attendons-les donc. On ne voit ici, à soir, que des avocats, et le Code municipal, qu'est-ce que ça leur fait? Ce Code-là, continue le député de Napierville, c'est une corde que le gouvernement se met au cou.

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Bernier, Cousineau, D'Auteuil, Dorris, Lavergne, Sauvé, Tellier, 7.

Contre: MM. Allard, Bullock, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Décarie, Francoeur, Galipeault, Gosselin, Guin, Grégoire, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Mercier, Mitchell, Petit, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Stein, Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Trahan, 22.

La motion d'amendement est ainsi rejetée.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose de nouveau que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que le greffier porte au Conseil législatif, avec le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec et l'original du rôle imprimé qui a été préparé par les commissaires spéciaux nommés en vertu de la loi 5 George V, chapitre 5, une copie de ce rôle contenant les modifications que l'Assemblée législative propose d'apporter audit rôle et que le greffier prie le Conseil

législatif de concourir avec l'Assemblée législative à l'adoption de ce rôle et de ces modifications avant de voter ledit bill 19.

Adopté.

Paroisse Saint-Pierre-aux-Liens

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 concernant la construction des soubassements d'église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession O. Lachance

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 155 ratifiant la vente des biens substitués par le testament de feu Olivier Lachance. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville de Québec-Ouest

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 constituant en corporation la ville de Québec-Ouest. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Cimetière de l'est de Montréal

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 141 constituant en corporation le Cimetière de l'est de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 100 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sunday School Union of Montreal

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 133 amendant la charte de la Sunday School Union of Montreal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de la Pointe-aux-Trembles

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 108 constituant en ville la paroisse de la Pointe-aux-Trembles sous le nom de "Laval de Montréal".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 109 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 amendant la loi imposant des taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Cour du banc du roi, juridiction d'appel

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 25 relatif à certaines questions soumises à la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il s'agit de permettre de faire régler par le Conseil privé la question des pêcheries qui s'est élevée entre le gouvernement de la province de Québec et celui du Canada.

Il explique qu'il a été entendu entre les gouvernements fédéral et provincial que les questions en litige seraient soumises à la Cour du banc du roi, siégeant en appel, et que l'une ou l'autre des parties pourrait interjeter appel de la décision de cette cour au comité judiciaire du Conseil privé. Jusqu'au jugement final, le gouvernement de cette province reste en possession des pêcheries. C'est une opinion que la Cour d'appel est invitée à donner. Le Conseil privé sera appelé à se prononcer aussi de façon à donner plus de satisfaction aux deux parties.

Le bill présenté a pour objet de confirmer cette entente entre les gouvernements fédéral et provincial.

Il annonce qu'une dépêche reçue aujourd'hui même dit que le Conseil privé a décidé en faveur des provinces la question des assurances, maintenant ainsi le jugement de la Cour supérieure. Il attend toutefois des détails supplémentaires avant de commenter le sujet.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 171 amendant la loi de l'instruction publique relativement au serment d'office que doivent prêter les commissaires et les syndics d'écoles.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 129 amendant la charte de la ville de Beaconsfield.

Charte de Beaconsfield

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 129 amendant la charte de la ville de Beaconsfield. Les amendements sont lus deux fois.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, lorsque la Chambre ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, 8 h 30 du soir.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du lundi 28 février 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 9 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission des chemins à barrières
de la rive nord à Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 24 relatif à la Commission des chemins à barrières de la rive nord à Québec.

Le projet de loi a pour objet d'abolir les péages, de faire disparaître la Commission des chemins à barrières de la rive nord, de pourvoir par la nomination d'une commission à la confection et à l'entretien des chemins pendant dix ans, d'effectuer le rachat des débentures de la commission disparue, au montant de \$400,000. Les municipalités intéressées vont être appelées à contribuer leur part à cette amélioration; la cité de Québec est au nombre de ces dernières.

Il y a 75 milles de routes situées dans les comtés de Québec, Portneuf et Montmorency.

Une voix demande au ministre des Travaux publics s'il a l'intention d'étendre l'application de ce projet de loi à Montréal.

M. Bernier (Lévis) demande au ministre (l'honorable M. Taschereau) si la loi s'appliquerait aussi à la rive sud.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'on va d'abord l'essayer ici et qu'on verra si le résultat sera bon.

Si la loi s'avère satisfaisante, elle sera probablement appliquée à la rive sud plus tard.

Accordé. Le bill est lu une première fois¹.

Loi des licences de Québec

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 31 amendant la loi des licences de Québec.

Le principal amendement est proposé à la demande du ministre de la Milice du Canada. Il s'agit de la vente des boissons enivrantes aux soldats dans les buvettes. Actuellement, les buvetiers et les hôteliers ne peuvent vendre de boissons enivrantes

aux soldats après 8 heures du soir. En dépit de cette restriction, il s'est produit bien des abus dans certaines buvettes. Dorénavant, le ministre de la Milice fournira au trésorier de la province une liste des buvettes où il jugera à propos, selon son jugement personnel et sans consultation, de ne pas admettre du tout les soldats, en aucun temps. Le trésorier de la province pourra alors donner instruction aux propriétaires de ces buvettes de cesser de vendre des boissons enivrantes aux soldats, sous peine de perdre leur licence.

Cela s'appliquera à toute buvette dans la province, à toute heure du jour.

Par cette loi, Sir Sam Hughes, le ministre de la Milice d'Ottawa, s'il le juge à propos, pourra interdire aux soldats l'entrée dans toutes les buvettes de la province.

Il affirme que plusieurs personnes ont demandé au gouvernement de prendre les mesures maintenant proposées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Véhicules-moteurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

Par cette loi, on demande de prolonger d'un an encore le délai pour prohiber l'abolition des lumières rouges en arrière des automobiles. Il y a deux ans, la Législature a voté une loi prohibant l'emploi des lumières rouges en arrière des automobiles. Il arrive que, dans les routes parallèles aux voies ferrées, les mécaniciens de locomotive confondent ces lumières avec celles en usage sur les chemins de fer, ce qui donne lieu à des erreurs qui auraient pu être fatales. Les mécaniciens les prennent souvent pour un signal de danger.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Lots de colonisation,
comté Lac-Saint-Jean**

M. Morin (L'Islet): 1. Le gouvernement a-t-il eu des demandes de billets de location pour lots de colonisation situés dans les paroisses de Saint-Jérôme, Notre-Dame d'Hébertville, d'Alma et de Saint-Cœur-de-Marie, comté Lac-Saint-Jean?

2. Dans l'affirmative, qui a fait ces demandes?
3. Les demandes faites ont-elles été accordées ou refusées? Si elles ont été refusées, pour quelle raison?
4. Les lots demandés étaient-ils des lots propres à la culture?

L'honorable M. Allard (Drummond): Il n'y a pas d'index spécial pour les demandes de billets de location; Saint-Jérôme, Hébertville et Alma sont trois des plus vieilles paroisses du Lac-Saint-Jean, et il n'y a plus de lots de colonisation propres à la culture, dans leurs limites respectives, à l'exception de quelques lots isolés ici et là.

Charte de Beaconsfield

M. Perron (Verchères) propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 129 amendant la charte de la ville de Beaconsfield soient adoptés.

Adopté sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Lévis

M. Bernier (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 84 amendant la charte de la ville de Lévis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bernier (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 114 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Shamrock Amateur Athletic Association

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 80 amendant la charte de The Shamrock Amateur Athletic Association.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Verdun

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 111 amendant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

North Shore Power Company

M. Trahan (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 95 amendant la charte de la North Shore Power Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Trahan (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de la ville de Pointe-aux-Trembles

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 128 amendant et refondant la charte de la ville de Pointe-aux-Trembles.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Joseph-Philias-Philippe Caumartin

M. Mayrand (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Joseph-Philéas-Philippe Caumartin de pratiquer le droit.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Mayrand (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Benjamin Shulman

M. Perron (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Benjamin Shulman au nombre de ses membres, après qu'il aura passé l'examen d'admission à la pratique et l'examen d'admission à l'étude du droit.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Perron (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Mayrand (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 57 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Mayrand (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fonds d'indemnité pour les propriétaires de moutons

L'honorable M. Caron (Iles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant les statuts refondus, 1909, et refondant les dispositions relatives à la création, par certaines municipalités, d'un fonds d'indemnité destiné aux propriétaires ou possesseurs qui ont souffert des dommages causés à leurs moutons soit maintenant lu une deuxième fois.

Par cette loi, le ministre de l'Agriculture veut que désormais 25 propriétaires seulement au lieu du quart des contribuables d'une paroisse aient le droit de faire requête au conseil de créer ce fonds d'indemnité en faveur des propriétaires des moutons qui auront été dévorés par les chiens et que l'indemnité soit portée de \$5 à \$15.

L'honorable M. Lavergne (Montmagny) trouve le projet de loi mal fait.

L'honorable M. Caron (Iles-de-la-Madeleine) prend la parole.

M. Lavergne (Montmagny): Je mettrais ma main au feu, dit-il, que cette loi a été traduite mot pour mot d'un statut ontarien. Pourquoi mettre dans nos statuts des lois rédigées en "Parisian French"? Il s'insurge contre la distinction que l'on fait entre les mots "chien" et "chienne". "Chien" est un terme générique qui comprend la chienne, dit-il, et, comme je l'ai dit moi-même, mordu par un chien ou mordu par une chienne, quelle différence peut-il bien y avoir? Le mouton qui aura été la victime subira les mêmes dommages.

Il est donc oiseux de préciser et de mettre dans le bill "chien" et "chienne". On devrait donc taxer l'un et l'autre au même taux. Le fait est que l'on taxe d'un montant plus élevé les chiennes que les chiens.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Iles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Iles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lits et rives des voies d'eau navigables

L'honorable M. Allard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives au bill 17 modifiant les statuts refondus, 1909, concernant le département des Terres et Forêts et les matières qui en relèvent.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur autorise la soumission dudit projet de résolutions et qu'il en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Allard (Drummond) propose:

1. Qu'il a toujours été loisible, dans le passé, quel qu'ait été le régime de gouvernement en vigueur, à l'autorité ayant le contrôle et l'administration des terres publiques dans le territoire qui forme maintenant la province de Québec ou dans toute partie d'icelui, d'aliéner ou de donner à bail, pour l'étendue jugée à propos, les lits et les rives des fleuves, rivières et lacs navigables et flottables et les lits, rivages, lais et relais de la mer compris dans ledit territoire et faisant partie du domaine public.

2. Qu'à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions toute aliénation ou bail d'un ou de plusieurs des biens mentionnés dans la résolution précédente ne puisse être fait qu'avec l'autorisation expresse du lieutenant-gouverneur en conseil et qu'aux conditions et restrictions qu'il indiquera.

3. Que l'article 1572 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 2 George V, chapitre 16, section 1, soit de nouveau modifié de façon que tout transport d'un lot - autre que celui autorisé par le

premier alinéa dudit article 1572 - fait après le 1^{er} juillet 1909, pendant les cinq années à compter de la date du billet de location, soit valable s'il a été préalablement autorisé par le ministre sur preuve, à sa satisfaction, que ce transport est dans l'intérêt de la colonisation, le nouvel acquéreur restant soumis à la même prohibition que l'acquéreur primitif.

4. Que tout transport antérieur à la loi qui sera basé sur la résolution 3 et déjà autorisé ou accepté par le ministre des Terres et Forêts dans les limites mentionnées dans ladite résolution 3 soit valide à toutes fins que de droit, nonobstant toutes dispositions contraires.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a étudié les résolutions et qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 11 heures.

NOTE

1. Voici les commentaires du *Soleil* (29 février 1916, p. 12) à ce sujet:

Il s'agit d'abolir une bonne fois les barrières de péage et de laisser l'entretien des chemins à une commission provinciale qui serait aidée naturellement en une certaine mesure par les municipalités, par la ville de Québec et par le gouvernement.

On sait que la Commission des chemins à barrières, qui, depuis quelques années, n'allait pas trop bien et qui a aujourd'hui une dette de \$100,000, a pratiquement résigné et que les chemins aujourd'hui, dans certaines parties des comtés de Québec, Montmorency et Portneuf, n'étant pas entretenus, sont dans un état impraticable. Le gouvernement veut remédier au mal. Le projet du ministre des Travaux publics comportera en premier lieu l'abolition des barrières de péage.

En second lieu, il pourvoira à la formation d'une commission de trois membres, l'un nommé par le gouvernement, l'autre par la ville de Québec et le troisième par les municipalités intéressées. Cette commission verra à la construction des chemins et à

leur entretien. L'argent nécessaire sera perçu de la manière suivante: 5% par les municipalités, 25% par la ville de Québec et 25% par le gouvernement provincial.

Le gouvernement envisage aussi la question du rachat des débentures de la commission. Le montant total de ces débentures se chiffre à \$400,000. Il est évident qu'elles ne valent pas aujourd'hui cent sous dans la piastre; aussi, le gouvernement aurait, d'après nos informations, l'intention de ne payer au pair que les débentures privilégiées, fixant pour les autres un taux qui nous est encore inconnu.

Le gouvernement Gouin, comme on le comprend bien, compte sur le concours des municipalités. Celles-ci, d'ailleurs, ont tout avantage à adopter son projet.

Il leur donne la certitude d'avoir de bons chemins et de donner leur argent à bon escient. Comme on le voit, la ville de Québec aura aussi sa part à payer dans l'entretien des chemins en question.

Le gouvernement, par sa mesure, prendrait l'entretien, toujours par l'entremise de la commission dont nous avons parlé, de 75 milles de longueur de chemins autour de Québec, dans les comtés de Québec, Portneuf et Montmonrency. Il espère qu'au cours de la prochaine saison toutes les barrières de péage seront enlevées et que les chemins seront refaits ou, du moins, réparés d'une façon tout à fait moderne et entretenus en bon ordre.

Avec la route Québec-Montréal et celle de Lévis-Jackman, ce nouveau réseau de bonnes routes amènera sans aucun doute un grand nombre de touristes à Québec. Les commissaires qui seront nommés par la ville, par le gouvernement et par les municipalités resteront en charge pendant 10 ans.

Séance du mardi 29 février 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'au 2 mars prochain inclusivement et que les règles 531 et 543 de cette Chambre soient suspendues en conséquence.

Adopté.

M. Desaulniers (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 122 concernant l'avenue Connaught, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal;

- bill 86 concernant le village de Dorion et décrétant son érection en ville sous le nom de "ville de Dorion";

- bill 130 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est.

Le promoteur du bill 88 amendant la charte de la ville de Saint-Michel et le promoteur du bill 101 pourvoyant à une évaluation uniforme des terres en culture situées dans le quartier Bordeaux, en la cité de Montréal, ayant déclaré qu'ils désiraient ne pas procéder sur ces bills, votre comité recommande, en conséquence, que permission leur soit accordée de les retirer.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 91 amendant et refondant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'au 2 mars prochain inclusivement et que les règles 531 et 543 de cette Chambre soient suspendues en conséquence.

Adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rejeter les bills suivants:

- bill 177 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec;

- bill 175 relatif aux contrats généralement connus sous le nom de "contrats de prêts coopératifs".

Taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 amendant la loi imposant des taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations soit maintenant lu une troisième fois.

Le projet de loi oblige les compagnies par actions à faire un rapport annuel de leurs opérations au trésorier de la province afin de faciliter la perception des taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions obligations.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Naturalisation et droits civils

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant le Code civil concernant la jouissance des droits civils soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subventions à certaines compagnies de chemins de fer

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à des subventions accordées à certaines compagnies de chemins de fer par la loi 2 George V, chapitre 5.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a autorisé de soumettre ledit projet de résolutions et qu'il en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, après l'expiration du délai mentionné dans la section 9 de la loi 2 George V, chapitre 5, pour le parachèvement des travaux, de prolonger ledit délai de parachèvement pour une période ne devant pas excéder 12 mois additionnels, pourvu que, à l'expiration des quatre années y indiquées, les travaux soient complétés pour au moins la moitié.

Adopté.

2. Que la section 1 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions n'affecte aucunement les dispositions spéciales décrétées par la section 5 de la loi 3 George V, chapitre 8.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 27 modifiant la loi 2 George V, chapitre 5, concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Lits et rives des voies d'eau navigables

L'honorable M. Allard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 17 modifiant les statuts refondus, 1909, concernant le département des Terres et Forêts et les matières qui en relèvent.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Allard (Drummond) propose: 1. Qu'il a toujours été loisible, dans le passé, quel qu'ait été le régime de gouvernement en vigueur, à l'autorité ayant le contrôle et l'administration des terres publiques dans le territoire qui forme maintenant la province de Québec ou dans toute partie d'icelui, d'aliéner ou de donner à bail, pour l'étendue jugée à propos, les lits et les rives des fleuves, rivières et lacs navigables et flottables et les lits, rivages, lais et relais de la mer compris dans ledit territoire et faisant partie du domaine public.

2. Qu'à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions toute aliénation ou bail d'un ou de plusieurs des biens mentionnés dans la résolution précédente ne puisse être fait qu'avec l'autorisation expresse du lieutenant-gouverneur en conseil et qu'aux conditions et restrictions qu'il indiquera.

3. Que l'article 1572 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 2 George V, chapitre 16, section 1, soit de nouveau modifié de façon que tout transport d'un lot - autre que celui autorisé par le premier alinéa dudit article 1572 - fait après le 1^{er} juillet 1909, pendant les cinq années à compter de la date du billet de location, soit valable s'il a été préalablement autorisé par le ministre sur preuve, à sa satisfaction, que ce transport est dans l'intérêt de la colonisation, le nouvel acquéreur restant soumis à la même prohibition que l'acquéreur primitif.

4. Que tout transport antérieur à la loi qui sera basé sur la résolution 3 et déjà autorisé ou accepté par le ministre des Terres et Forêts dans les limites mentionnées dans ladite résolution 3 soit valide à toutes fins que de droit, nonobstant toutes dispositions contraires.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois par la Chambre. Les résolutions sont adoptées sur division.

L'honorable M. Allard (Drummond) demande la permission de présenter le bill 17 modifiant les statuts refondus, 1909, concernant le département des Terres et Forêts et les matières qui en relèvent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Protection des bois
contre le feu**

L'honorable M. Allard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives au bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des bois contre le feu.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a autorisé de soumettre ledit projet de résolutions et qu'il en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Allard (Drummond) propose:

1. Que tout garde-feu ou autre officier chargé de voir à la protection des bois contre le feu puisse requérir les services de toute personne mâle âgée d'au moins dix-huit ans et d'au plus cinquante-cinq ans pour l'aider à éteindre le feu dans une forêt et que toute personne procurant telle assistance puisse réclamer une indemnité n'excédant pas une piastre et demie par jour, en sus de la pension, ou deux piastres par jour sans pension.

Adopté.

2. Que cette indemnité soit payable par le département des Terres et Forêts, mais que le ministre doive faire rembourser cette indemnité, dans la proportion qu'il fixera, par les porteurs de permis de coupe de bois qui ont ou auraient pu bénéficier des services ainsi rendus.

Adopté.

3. Que le certificat du ministre soit final et établisse indiscutablement l'exigibilité du remboursement.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Allard (Drummond) propose que le bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des bois contre le feu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Allard (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Allard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Indemnités, secours et récompenses

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 amendant l'article 5684 des statuts refondus, 1909, concernant les indemnités, secours et récompenses soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi autorise les municipalités à créer un fonds, au moyen d'une taxe, pour assister ses pauvres. Ce bill ne faisait qu'appliquer le principe consacré par la loi actuelle et par le Code municipal. Ce n'est sûrement pas là une mesure radicale, a dit le député de Lotbinière, contrairement à ce qu'a prétendu un journal qui croit avoir le monopole de la charité. Un des projets du bill est de protéger les citoyens de la minorité de cette province que les sociétés locales ne peuvent secourir.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Municipalité scolaire du
village de Villeray**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 92 annexant la municipalité scolaire du village de Villeray à celle des écoles catholiques de Montréal.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) déclare qu'il avait une proposition à soumettre à la Chambre au sujet de la fusion des commissions mentionnées dans le bill 73 annexant certaines municipalités scolaires à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Nous avons devant nous, dit-il, trois commissions scolaires qui demandent à être annexées à la Commission des écoles catholiques de Montréal. Nous avons aussi une demande d'annexion en bloc qui concerne toutes les corporations scolaires des alentours de Montréal.

Je crois qu'il est dans l'intérêt de la jeunesse qu'on instruit que le gouvernement décrète l'annexion à la grande corporation. Quand la question a été discutée devant le comité des bills privés, je n'ai pas hésité à voter en faveur de la mesure, dans l'intérêt des enfants et des pères de famille. Les trois bills particuliers ont été adoptés et le bill d'annexion générale a été simplement renvoyé devant la Chambre pour être considéré. Ce projet est d'une importance capitale. La commission des écoles de Montréal est la plus grande qui existe. Son budget est considérable, il atteint quelques millions. Voici plusieurs années qu'on se demande s'il ne serait pas utile de lui annexer les autres corporations scolaires. Il est arrivé en certains cas que le territoire sur lequel se trouvaient les petites municipalités scolaires a été annexé à la métropole et que ces municipalités se trouvaient dans la ville même.

Il y a sept ans, on nous demandait exactement ce qu'on nous propose aujourd'hui. Devant les demandes nombreuses, le gouvernement crut de son devoir de faire examiner la question. Il nomma une commission spéciale qui se mit au travail. De son rapport, on put conclure que la majorité, la très grande majorité (il n'y eut aucun dissident) reconnaissait l'urgence et l'avantage de l'annexion définitive. Immédiatement après la présentation de ce rapport, quelques corporations sont venues nous dire qu'elles s'objectaient à l'annexion parce que, d'après elles, les besoins particuliers des municipalités rurales ne pouvaient être considérés sagement que par une corporation locale, séparée des autres. Elles se réunirent et envoyèrent un second rapport demandant au gouvernement de ne pas voter l'annexion.

Le mouvement favorable à celle-ci continuait cependant et les demandes d'annexion arrivaient nombreuses, si bien que le gouvernement commença à annexer les municipalités une par une à la commission des écoles de Montréal.

Cette année, on nous a présenté, continue-t-il, le bill 73 par lequel on nous demande d'en finir et de jeter une bonne fois toutes les petites municipalités dans la grande Commission des écoles catholiques de Montréal. La discussion sur ce point a été très longue au comité de législation. Les mêmes objections ont été apportées. Cependant, il ressort de toutes les représentations qui ont été faites que tout le monde reconnaît qu'il faut faire un changement à tout prix. Nous ne disons pas que nous sommes prêts à voter l'annexion pure et simple, telle qu'elle est demandée, mais le gouvernement donne ici l'assurance qu'il veut faire quelque chose.

Il y a, par exemple, un projet favorisant la création d'une grande commission scolaire aidée de quatre commissions de moindre importance qui prendraient la direction de toutes les écoles.

L'idée de la fusion a fait du chemin, puisque même ses ennemis les plus irréductibles admettent sa nécessité. Le président des commissions scolaires indépendantes, Mgr LePailleur, admet lui-même la nécessité de la réunion de toutes les commissions scolaires de la ville de Montréal sous un même contrôle, à condition que l'administration soit ensuite décentralisée.

Si l'on étudie toutes les propositions qui ont été faites, on trouvera qu'il y a au moins une chose certaine: c'est que la question est considérée par tous comme une des plus importantes. S'est-on demandé cependant si la Commission des écoles catholiques de Montréal ne s'opposera pas à l'annexion immédiate? La commission scolaire de Montréal, sans être en parfaite harmonie sur la question de la fusion, s'entend sur son opportunité. Deux de ses membres ont réclamé l'annexion pure et simple. Serait-elle en mesure de rendre justice aux enfants? Son président s'est objecté à la proposition que nous avons devant nous en disant qu'elle n'était pas prête à prendre aujourd'hui cette énorme responsabilité. Le président et la majorité des commissaires veulent la fusion, mais seulement après l'étude d'un plan d'ensemble.

Le premier ministre ne croit pas que la Chambre serait prête à déclarer que la fusion immédiate serait dans l'intérêt de tous les contribuables, non plus que des enfants.

Pour moi, dit-il, en face de la preuve accumulée devant le comité, j'en suis arrivé à la conclusion que la population de Montréal et ses autorités quelles qu'elles soient sont prêtes à faire quelque chose en vue d'un changement dont tout le monde bénéficierait. Mais ce changement, de l'avis de tout le monde et de mon avis, ne peut se faire immédiatement et sans étude préalable.

J'ai été heureux de constater qu'il est temps d'étudier un plan d'ensemble pour les corporations de Montréal. Les choses ne peuvent plus fonctionner longtemps avec le présent régime. Toute la population, les autorités civiles et religieuses sont prêtes à faire un changement et consentent à la réunion de toutes les petites corporations à une grande.

Mais la question qui se pose est celle-ci: La commission de Montréal est-elle en position de prendre, à quelques mois d'avis, la direction de toutes les petites municipalités scolaires qu'on veut lui annexer? Je ne crois pas qu'elle soit en état de faire ce travail. Le temps est venu d'étudier la question qui se pose à nous. On se rend compte que Montréal ne peut se charger de ce fardeau, même à six mois d'avis, de 25 à 30 nouvelles commissions scolaires.

C'est pourquoi le bill 73 ne pourrait être adopté tel qu'il est sans précipiter la métropole dans un chaos. Il faut bien songer qu'il s'agit de 200 écoles; il va falloir étudier un système uniforme. Il y a une multitude de problèmes différents qui devront être étudiés et résolus. Il y aura à régler plusieurs points auxquels on ne songe peut-être pas.

Le salaire des professeurs dans les différentes municipalités n'est pas le même et, du jour où toutes les corporations seront fusionnées en une seule, les professeurs voudront tous être traités sur le même pied.

D'autre part, on doit se demander si le budget de la Commission des écoles catholiques de Montréal avec sa taxe de 40 sous sera suffisant pour rencontrer toutes les obligations de demain.

Je crois que nous devons donner à cette question une étude plus approfondie. Maintenant que nous avons obtenu de bons résultats, celui, entre autres, d'avoir amené l'opinion publique à reconnaître l'urgence d'un changement, nous devons prendre le temps de mûrir notre décision et de traiter le projet avec toute l'attention qu'il mérite.

Il est trop important pour que la Chambre le traite comme un simple bill privé. C'est dans la ville de Montréal que demeure la majorité des enfants qui fréquentent les écoles primaires. Le gouvernement ne peut pas se désintéresser de ce problème. Il lui appartient d'organiser la machine pour qu'elle marche bien.

D'ici à la prochaine session, le gouvernement étudiera l'état de chacune des municipalités scolaires, à tous les points de vue, et il présentera une mesure qui réglera la question d'une manière équitable et satisfaisante.

On a demandé de nommer une commission spéciale pour étudier le projet.

Cette question sera étudiée au bureau du secrétariat, au bureau du surintendant de l'Instruction publique où il y a tous les hommes de la compétence voulue. On étudiera aussi l'état financier de chacune des municipalités scolaires, les avantages pédagogiques et les désavantages. Une fois cette étude terminée, le gouvernement proposera lui-même, l'an prochain, à la prochaine session, une mesure dans le genre de celle qui est actuellement devant la Chambre. Personne ainsi ne sera pris par surprise et tout le monde aura une mesure conforme à son desiderata. Si la Chambre accepte la proposition du gouvernement au sujet de l'annexion générale et si, d'autre part, elle vote les annexions particulières qui lui sont présentées, tout le monde devra être content. Dans l'intervalle, le premier ministre croit que la Chambre doit décréter les annexions particulières qu'elle jugera à propos. Ce sera autant de pas de faits dans la voie du règlement de cette question de fusion.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Le premier ministre est-il prêt à nous donner l'assurance qu'il y aura une autre session?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Certainement, il y aura une autre session.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Avant les élections?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): C'est fort possible.

M. Lavergne (Montmagny): J'ai tenu ce projet de loi sur les fonts baptismaux.

Il croit qu'il n'insistera pas pour le faire adopter maintenant. Il est prêt à attendre encore un an et admet qu'il n'est pas parfait. Une étude approfondie de cette grave question permettra de présenter un projet de loi plus complet.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) fait remarquer que, si le gouvernement peut réellement nous donner l'assurance qu'il y aura encore une session avant les élections, cela pourrait modifier ses vues.

Il fait un cas spécial du bill pourvoyant à l'annexion de la commission scolaire de Maisonneuve.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) soutient que c'est un cas comme un autre et que, si la Chambre croit cependant qu'il vaut mieux laisser cette commission telle qu'elle est actuellement, eh bien, c'est son affaire.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) veut savoir au sujet de Villeroy et de Côte-Visitation. Il n'apprécie pas de traiter de cas individuels, la Commission catholique de Montréal s'étant opposée à cette façon de procéder.

La proposition est adoptée. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité scolaire de Saint-Édouard

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 60 annexant la municipalité scolaire de Saint-Édouard à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 81 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité scolaire du village de la Côte-de-la-Visitation

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 132 annexant la

municipalité scolaire du village de la Côte-de-la-Visitation de Montréal à celle des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Cartierville

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 113 amendant la charte de Cartierville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Annexion des municipalités scolaires à la Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Perron (Verchères) pour **M. Lavergne (Montmagny)** dit qu'après avoir entendu les remarques du premier ministre (l'honorable M. Gouin) et avec la permission du député de Montmagny (M. Lavergne) il propose qu'il lui soit permis de retirer le bill 73 annexant certaines municipalités scolaires à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

Sociétés de frais funéraires

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Bérubé), que l'avis de motion pour la production de copie de toute correspondance échangée entre toute société de frais funéraires et le gouvernement ou aucun de ses membres, depuis l'année 1914 inclusivement jusqu'à ce jour, soit inscrit au feuillet jusqu'à ce qu'il soit pris en considération.

Adopté.

Questions et réponses:**Subdivisions
de terrains**

M. Bérubé (Témiscouata): 1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes de certains registrateurs, notaires ou autres personnes à l'effet que la loi 5 George V, chapitre 77, amendant les articles 2168 et 2175 du Code civil et édictant de nouvelles dispositions relativement aux subdivisions de terrains était impossible ou très difficile d'application?

2. Est-ce l'intention du gouvernement d'abroger ou de modifier cette loi au cours de la présente session?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Le gouvernement a reçu des observations de plusieurs personnes, mais peu de plaintes.

2. À l'étude.

Demande de documents:**Administration
de la prison de Bordeaux**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous rapports, plaintes, correspondance et de tous autres documents émanant de toute personne et adressés au département du procureur général ou au bureau du shérif de Montréal, concernant l'administration de la prison de Bordeaux depuis le transport des prisonniers à ladite prison jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Employés
de la prison de Bordeaux**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, affidavits et de tous autres documents échangés entre le geôlier, les gardes, les officiers et employés de la prison de Bordeaux et le gouvernement ou aucun de ses membres, à l'occasion de et depuis la nomination de M. Landriault comme gouverneur de ladite prison jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Destitutions ou démissions d'employés
de la prison de Bordeaux**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous rapports, correspondance et tous autres documents échangés entre toute personne quelconque et le gouvernement ou aucun de ses membres concernant toutes destitutions ou démissions de geôliers, officiers, gardes ou autres employés de la prison de Bordeaux, depuis 1911 inclusivement jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Plans
de la prison de Bordeaux**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie des plans de la prison de Bordeaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que les plans sont excessivement volumineux et que le département ne tient pas à les laisser sortir du département. Il promet cependant qu'il donnera toutes les facilités possibles pour examiner ces plans au département même.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se soumet aux raisons que lui donne le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau).

Chemins à Pierreville

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents, lettres, etc., relatifs à la construction de chemins gravelés ou macadamisés, dans la municipalité du village de Pierreville, depuis le 1^{er} juillet 1913 jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Municipalités nouvelles et
amendements de chartes**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous rapports faits au gouvernement, à la Chambre, au comité des bills privés ou à un officier du gouvernement

de la Chambre ou du comité des bills privés sur les bills privés présentés depuis 1912 inclusivement jusqu'à ce jour, pour constituer des municipalités nouvelles ou pour amender des chartes existantes.

Adopté.

Dépôt de documents:

**Municipalités
et ministère de la Voirie**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du Très-Saint-Sacrement et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 73)

**Administration de la justice
dans le district de Montréal**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 janvier 1916, pour la production de copie de tous documents, correspondance, échangés entre toute personne et le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres, concernant l'administration de la justice dans le district de Montréal, depuis le 1^{er} juillet 1913. (Document de la session no 74)

Adopté.

**Municipalités
et ministère de la Voirie**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Hermas et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 75)

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Séance du mercredi 1^{er} mars 1916**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 83 annexant la municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve, maintenant cité de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, à celle des écoles catholiques de Montréal.

De rejeter le bill suivant:

- bill 181 amendant l'article 5684 des statuts refondus, 1909, concernant les indemnités, secours et récompenses.

De rapporter à la Chambre le bill suivant:

- bill 179 modifiant la loi de tempérance de Québec relativement au mode de votation sur les règlements de prohibition.

M. Desaulniers (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 144 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert;

- bill 59 amendant la charte de la ville de Maisonneuve.

Les promoteurs du bill 99 amendant la charte de The Shawinigan Water & Power Company, du bill 68 régularisant la cléricature et le brevet de cléricature de Joseph-A. Allard, du bill 154 autorisant la Compagnie de pulpe de Chicoutimi à agrandir le réservoir du lac Kénogami, du bill 116 constituant en corporation la Commission des parcs de Montréal-Nord, et du bill 118 concernant la ville Montréal-Nord ayant déclaré qu'ils désiraient ne pas procéder sur ces bills, votre comité recommande, en conséquence, que permission leur soit accordée de les retirer.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 82 annexant la cité de Maisonneuve à la cité de Montréal n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Dépôt de documents:**Travaux de route,
cantons Cabot et Awantjish**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1916, pour la production de copie de la liste de paie concernant toute somme de deniers ayant été dépensés pour travaux dans la route allant du 2^e rang du canton Cabot au 3^e rang du même canton et aussi de la route du canton Awantjish, en l'année 1914, et dont M. Joseph Ouellet, de Saint-Moïse, avait la direction comme contremaître. (Document de la session no 76)

**Réparations de chemins
à Saint-Gédéon**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1916, pour la production de copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et le conseil de la municipalité de Saint-Gédéon au sujet des réparations en terre dans les chemins publics de la paroisse, depuis 1904 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 77)

**Contrat pour le barrage de la
rivière Saint-Maurice**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 31 janvier 1916, pour la production de copie de tous arrêtés ministériels, demandes de soumissions, soumissions, documents, correspondance, échangés entre toutes personnes et le gouvernement ou aucun de ses membres ou employés et la Commission du régime des eaux courantes au sujet du contrat pour le barrage de la rivière Saint-Maurice. (Document de la session no 78)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants pour lesquels il lui demande son agrément:

- bill C amendant les articles 1285 et 1286 du Code de procédure civile;
- bill E modifiant l'article 1342 du Code civil.

**Code de procédure civile,
articles 1285 et 1286**

M. Tessier (Rimouski) demande la permission de présenter le bill C du Conseil législatif amendant les articles 1285 et 1286 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,
article 1342**

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill E du Conseil législatif modifiant l'article 1342 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission
des chemins à barrières
de la rive nord, à Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 24 relatif à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

Adopté.

**Subventions
à certaines compagnies
de chemins de fer**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant la loi 2 George V, chapitre 5, concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Lits et rives des voies
d'eau navigables**

L'honorable M. Allard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant les statuts refondus, 1909, concernant le département des Terres et Forêts et les matières qui en relèvent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Allard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des licences
de Québec**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill 31 amendant la loi des licences de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) prétend que le gouvernement provincial est à mettre au point les mesures appropriées pour contrôler le commerce des alcools dans cette province.

Le préambule est adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose l'adoption de l'article 1.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) veut savoir qui a demandé la modification à Saint-Jérôme, mentionnée aux articles 1 et 2 du bill.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond que plusieurs pétitions et résolutions en faveur de la modification ont été envoyées.

M. Lavergne (Montmagny) demande au trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell) si c'était l'intention du gouvernement de faire une refonte complète de la loi des licences.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit que le gouvernement étudie la question et qu'il n'est pas prêt à y répondre.

M. Lavergne (Montmagny) déclare qu'il n'est pas un prohibitionniste, pas plus qu'il n'est un partisan de l'alcool. Il ne croit pas que le mal de l'alcoolisme soit aussi grand dans la province qu'on essaie, en certains quartiers, de nous le faire voir. Les prohibitionnistes, en voulant établir leur prohibition, commettent des extravagances et des choses regrettables. On en est rendu, dans certaines parties du pays, à croire maintenant que prendre un verre de vin, c'est un péché mortel. À son avis, il faudrait changer l'économie de la loi des licences.

Pour lui, le principe de la municipalisation des hôtels, qui fut proposé lors du bill de Trois-Rivières, est excellent. Il veut que les licences soient classifiées: vente en gros et au détail pour les hôtels, pour les buvettes et pour les auberges, pour la bière et le vin, pour les spiritueux. Dans tous les cas, on devrait être plus sévère et faire mieux observer la loi. Les maisons de pension devraient avoir des licences pour la vente du vin et de la bière, mais sans comptoir. On devrait, enfin, rendre difficiles d'accès les licences pour les alcools et les plus faciles possible les licences pour le vin et la bière. Il trouve que la diminution du nombre des licences n'est pas un bon moyen de servir la tempérance. La diminution du nombre des licences, dit-il, signifie simplement plus de profit pour celui ou ceux qui conservent leur permis.

En Angleterre, dit-il, où l'on débite au comptoir comme dans notre pays, on rencontre un grand nombre de gens ivres sur la rue; 50% des gens que vous rencontrez dans les rues sont ivres. En France et en Allemagne, où l'on boit du café, les gens ivres sont très rares. C'est là, dit-il, un meilleur frein à l'alcoolisme que la campagne de prohibition qui se fait actuellement en notre province et qui n'aura pour résultat que de favoriser le commerce clandestin.

Il met le gouvernement en garde contre les méthodes prônées par des vieilles filles qui prétendent réformer la race humaine. Il déclare, en guise de réplique à l'argument voulant que la consommation d'alcool soit ruineuse pour la communauté: On ne peut empêcher les gens de se laver parce que d'autres se sont noyés dans leur bain.

Autant les liqueurs enivrantes doivent être dénoncées, autant le vin et la bière doivent être recommandés et encouragés. Il constate que, depuis le commencement de la campagne en faveur de la prohibition, le revenu de l'accise a grossi, à Ottawa, et les contraventions à la loi des licences, dans la province, ont augmenté de façon très notable.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit que la raison de l'augmentation des revenus de l'accise est que les importations ont considérablement augmenté pendant un temps, quand le gouvernement a manifesté son intention d'augmenter les droits. Quant aux contraventions à la loi, elles paraissent avoir beaucoup augmenté parce que le territoire où règne la prohibition a considérablement augmenté en ces derniers temps. Cela ne veut pas dire que les gens boivent plus.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) se prononce en faveur de la tempérance, mais contre la prohibition telle qu'on l'entend aujourd'hui et telle qu'elle est prêchée présentement dans la province. C'est de l'hypocrisie, dit-il.

Il dit que le gouvernement de l'Ontario est en faveur de la prohibition.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) corrige les propos du député de Jacques-Cartier (M. Cousineau) en disant que le gouvernement de l'Ontario favorise plutôt un référendum sur la prohibition.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Bien, je serais pour la tenue d'un référendum sur la prohibition dans cette province. Ce serait bon que le peuple se prononce là-dessus.

Il est d'avis que la loi des licences, telle qu'elle est actuellement, est une loi hypocrite: elle n'a en somme pour résultat que de donner des revenus au gouvernement. Pour la tempérance, elle ne vaut absolument rien. La loi que l'on nous présente aujourd'hui est amusante si elle n'est pas honteuse. On veut faire des lois et l'on n'a pas le courage d'en supporter les conséquences. Si le nombre des licences a été réduit, on n'a pas réduit la

consommation. Il n'y a qu'un seul remède, dans son opinion comme dans celle du député de Montmagny: la réglementation intelligente, rigoureuse, inflexible du commerce des alcools.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que l'on adopte l'article 4.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) veut savoir pourquoi on a proposé l'amendement concernant les buvettes situées à l'extérieur des limites de la milice.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond qu'on a souvent fait valoir au gouvernement que les soldats faisaient un usage abusif des buvettes et qu'on demandait que celles-ci ferment à 7 heures.

Le gouvernement, en examinant la loi, a constaté que le ministre de la Milice a le pouvoir de déclarer toute partie hors limites, pour les soldats en service actif.

C'est pour apporter au ministre de la Milice toute l'aide possible à ce sujet en cette époque que nous proposons cet amendement.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) croit que le gouvernement se dérobe à son devoir.

On se met à couvert derrière le ministre de la Milice. On m'a reproché un jour, dit-il, mon union législative. Eh bien, je reproche aujourd'hui au gouvernement son avachissement législatif devant le ministre de la Milice, Sir Sam Hughes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande au chef de l'opposition (M. Cousineau) s'il ne sait pas que la loi permet au ministre de la Milice de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les soldats se livrent à l'intempérance.

M. Lavergne (Montmagny) demande si les amendements du député de Richmond (l'honorable M. Mitchell) pourvoient à la punition des buvetiers qui ne se conformeront pas aux demandes du ministre de la Milice.

Une voix: Non.

M. Lavergne (Montmagny): Il n'y a pas à redire cela, bien au contraire.

L'article 4 est adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose l'adoption de l'article 5.

M. Lavergne (Montmagny) remarque que cet amendement n'empêchera pas les commis de buvettes de remplir les bouteilles vides avec des décoctions anodines et de les vendre pour des boissons de bonne qualité.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit que la proposition vise à donner l'assurance que ce que les gens achètent est bien ce qui est indiqué. Si cette loi est adoptée, dit-il, il n'y aura pas de remplissage des vieilles bouteilles avec une sorte différente d'alcool, parce que les inspecteurs pourront pénétrer dans les buvettes à tout moment et déterminer si le contenu des bouteilles correspond à ce qui est indiqué sur les étiquettes.

L'article 5 est adopté.

L'article 6 est adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose l'adoption de l'article 7.

M. Cousineau (Jacques-Cartier), M. Lavergne (Montmagny) et M. Bernier (Lévis) discutent la surveillance exercée par le gouvernement sur l'observance de la loi des licences.

L'article 7 est adopté.

L'article 8 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Bernier (Lévis) demande au trésorier si un autre bill sur les licences sera présenté au cours de cette session.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond qu'il n'en prévoit aucun autre.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au gouvernement d'avoir cherché à laisser croire que l'opposition conservatrice s'était opposée à l'enseignement technique dans la province. Le premier ministre, dit-il, a mal représenté les faits et, quand le secrétaire provincial me répond que la première loi relative à l'enseignement technique date de trois ans, il renseigne mal la province et le peuple, puisque son propre annuaire statistique, à la page 9, dit que la première loi en ce sens a été adoptée en 1897, sous le gouvernement conservateur. Dès 1909, l'opposition s'est déclarée en faveur de l'enseignement technique et de la diffusion de cet enseignement dans tous les petits centres de la province. Il félicite le gouvernement de l'encouragement qu'il accorde à l'enseignement technique dont les succès réjouiront toujours l'opposition.

Quant aux bourses, continue-t-il, le système suivi dans les écoles techniques est préférable à celui des écoles normales. Pour les écoles normales, c'est le secrétaire provincial qui accorde ces bourses. La mise en pratique de ce système détermine souvent un très grand abus de patronage; généralement, pour obtenir une bourse, l'élève doit être recommandé par un député ministériel. C'est le principal de l'école qui devrait, suivant les mérites, accorder ces bourses.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dit qu'il fait toujours son possible pour être juste et il ne croit pas qu'il y ait abus dans la distribution des bourses dans les écoles normales.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut technique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, le 2 et le 3 mars, cette Chambre tienne deux séances, la première de 11 heures du matin à 1 heure de l'après-midi et la seconde de 3 heures de l'après-midi jusqu'à ajournement; que, le 6 mars, cette Chambre tienne une séance de 8 heures et demie du soir jusqu'à ajournement; que, à partir du 7 mars, cette Chambre tienne trois séances tous les jours, excepté le dimanche, la première de 11 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, la deuxième de 3 heures à 6 heures de l'après-midi et la troisième de 8 heures et un quart du soir jusqu'à ajournement; et que, à chaque séance, l'ordre des affaires soit désormais réglé suivant les dispositions de l'article 111 du règlement relatives aux séances du mardi et du jeudi.

Adopté.

Dépôt de documents:

Compagnies de fidéicommis

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre les états financiers présentés par les compagnies de fidéicommis (enregistrées) de la province de Québec pour l'année finissant le 31 décembre 1914. (Document de la session no 21)

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Avenue Connaught, cité de Montréal

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 122 concernant l'avenue Connaught, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Dorion

M. Pilon (Vaudreuil) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 86 concernant le village de Dorion et décrétant son érection en ville sous le nom de "ville de Dorion".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Pilon (Vaudreuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Montréal-Est

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 130 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les allocations spéciales à l'éducation protestante dans la province pour être appliqué tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets et des aveugles: institution catholique pour garçons, Montréal, \$20,000; institution catholique pour filles, Montréal, \$10,000; institut Nazareth, Montréal, \$1,600; institut Mackay, Montréal, \$1,600, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Association for the Blind, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Des voix de l'opposition déclarent que le département de l'Instruction publique fait du capital politique avec la distribution de ses fonds.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste pour que le secrétaire provincial (l'honorable M. Décarie) accorde les octrois demandés par les commissions scolaires de Saint-Eustache et de Sainte-Scholastique. Le ministre, dit-il, considère ces demandes depuis plus de deux ans, et il semble que cela suffit.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dit que, lorsque les finances de la province le permettront, il accordera sûrement ces octrois demandés.

Il donne des chiffres des montants dépensés dans les comtés des députés de la gauche, comme Champlain, Charlevoix, Joliette, Montmagny, Terrebonne, Témiscouata. La réponse, dit-il, est que ce sont les amis du gouvernement qui pourraient plutôt dire que nous avons mieux traité les adversaires.

Il déclare que le gouvernement est prêt à aider toutes les municipalités qui veulent faire leur part, qui désirent progresser.

Il ajoute que 115 des 258 académies de la province ont été construites avec l'aide du gouvernement. Il constate que les jardins scolaires ont donné de bons résultats et que leur efficacité va s'affirmer davantage dans un avenir rapproché.

L'honorable député trouvera tous les renseignements dans le rapport du département de l'Instruction publique.

Il trouve étrange que le gouvernement vante tant sa situation financière et qu'il refuse d'accorder les octrois demandés et promis tant de fois, et cela, en donnant pour prétexte qu'il manque d'argent.

Il réclame encore plus de méthode dans notre système d'instruction publique. Il voudrait une école modèle par village et une académie par comté, et il veut aussi que ces institutions soient généreusement subventionnées par le gouvernement et soient dirigées suivant un programme pratique, et cela, sans surcharger les municipalités scolaires.

On donne des faits, dit-il, on rappelle des promesses maintes fois répétées, puis, quand on les presse trop, ces hommes d'affaires, ces pères de l'éducation, ces gens qui ont tant fait pour le développement de l'éducation dans la province, ils nous disent: Notre budget est épuisé.

Et le secrétaire (l'honorable M. Décarie) semble ajouter qu'il n'a pas le courage d'en demander un autre tant que l'état lamentable des affaires de la province ne sera pas amélioré.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) fait remarquer qu'il s'élève déjà depuis assez longtemps un véritable concert de récriminations contre l'administration du département de l'Instruction publique.

On ne sait plus qui est maître dans ces bureaux. On se plaint sérieusement du secrétaire provincial; on ne peut plus rien savoir de ce que l'on veut apprendre. En somme, cela va très mal.

Il réclame une école technique pour la municipalité de Saint-Laurent.

L'honorable M. Décarie (Hochelaga) dit que, si la municipalité de Saint-Laurent veut construire une école technique, elle aura toute l'aide nécessaire pour lui faire la tâche plus facile et lui permettre de réaliser le projet.

M. Bernier (Lévis) demande alors s'il n'est pas dans les intentions du gouvernement d'établir un ministère de l'Instruction publique, comme le veut la rumeur publiée dans certains journaux. On en parlait beaucoup autrefois, de ce ministère de l'Instruction publique. Voilà qu'on en parle de nouveau. On va même jusqu'à dire que le premier ministre (l'honorable M. Gouin) deviendrait ministre de l'Instruction publique. Est-ce que le premier ministre serait en état de donner une expression d'opinion à ce sujet?

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dit qu'il a déjà répondu non à une interrogation de cette nature faite par le député de Montmagny (M. Lavergne), voilà quelques jours.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français, par des spécialistes, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant de l'instruction publique, tel qu'approuvé par ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 74 amendant la charte de la Compagnie de chemins de fer Québec Central;
- bill 120 constituant en corporation l'Association des courtiers d'assurance-feu de Montréal;
- bill 121 amendant la loi constituant en corporation The Saint Francis Valley Railway Company;
- bill 124 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Pamphile LeMay au nombre de ses membres, après examen;
- bill 126 constituant en corporation l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal;
- bill 153 amendant la charte de la Compagnie de chemins de fer Roberval-Saguenay;
- bill 160 amendant la loi 39 Victoria, chapitre 74, et établissant le titre à la propriété connue sous le nom de "Saint Edwards Church", dans la cité de Montréal;
- bill 166 remettant en vigueur et amendant la charte de la Compagnie de chemins de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 106 amendant la charte de la corporation de la cité de Trois-Rivières;
- bill 167 amendant la loi 5 George V, chapitre 134, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Saint-Pierre-Claver;
- bill 94 amendant la loi constituant en corporation The Three Rivers Traction Company.

Charte de Trois-Rivières

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 106 amendant la charte de la corporation de Trois-Rivières. Les amendements sont lus une première fois.

Paroisse Saint-Pierre-Claver

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 167 amendant la loi 5 George V, chapitre 134, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Saint-Pierre-Claver. Les amendements sont lus une première fois.

The Three Rivers Traction Company

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 amendant la loi constituant en corporation The Three Rivers Traction Company. Les amendements sont lus une première fois.

Demande de documents:

Procès A. Couture

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie des dossiers relatifs à la cause *Le roi vs Anna Couture* et à l'enquête préliminaire dans la cause *Dame J.-A. Roy vs Anna Couture et Olympe Cournoyer vs Anna Couture*.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

Première séance du jeudi 2 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi de la chasse

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 34 amendant la loi de la chasse de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la pêche

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 35 amendant la loi de la pêche de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Statuts refondus, 1909,
articles 5360 et 5361

M. Bérubé (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 183 modifiant les articles 5360 et 5361 des statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Statuts refondus, 1909,
article 5729

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission de présenter le bill 184 modifiant l'article 5729 des statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Agents
d'assurances

M. Robert (Rouville) demande la permission de présenter le bill 182 amendant la loi des assurances de Québec, au sujet des agents d'assurances.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**A. Dorval et J.-C. Michaud, fonctionnaires
au département des Terres et Forêts**

M. Morin (L'Islet): 1. MM. Arthur Dorval et Jean-Charles Michaud sont-ils à l'emploi du département des Terres et Forêts, et, dans l'affirmative, depuis quand?

2. Le gouvernement est-il informé que ces messieurs se sont occupés de la révision des listes électorales parlementaires de Lévis, vers les 27 et 28 septembre 1915, pendant leurs heures de bureau?

3. Messieurs Dorval et Michaud avaient-ils eu la permission de leurs supérieurs pour aller s'occuper ainsi de révision de listes électorales parlementaires?

L'honorable M. Allard (Drummond): 1. Oui; le premier, depuis le 18 janvier 1909 et, le second, depuis le 12 juillet 1911.
2 et 3. Non.

Loi de la chasse

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34 amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

Loi de la pêche

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 35 amendant la loi de la pêche de Québec.

Adopté.

Charte
de Trois-Rivières

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil

législatif a apportés au bill 106 amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Paroisse de Saint-Pierre-Claver

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 167 amendant la loi 5 George V, chapitre 134, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Saint-Pierre-Claver. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

The Three Rivers Traction Company

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 amendant la loi constituant en corporation The Three Rivers Traction Company. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Saint-Lambert

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 144 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Maisonneuve

M. Perron (Verchères) pour **M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 59 amendant la charte de la cité de Maisonneuve.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au député de Verchères (M. Perron) d'expliquer le bill.

M. Perron (Verchères) pour **M. Reed (L'Assomption)** explique le bill.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve étrange que le député de Verchères (M. Perron) soit devenu subitement si scrupuleux au sujet de la législation privée. Autrefois, le député de Verchères était fortement en faveur de l'annexion de Maisonneuve et il a changé tout à coup son fusil d'épaule. Auparavant, ses amis s'en mêlaient; il s'en mêlait lui-même en sa qualité d'avocat.

Que s'est-il passé depuis quelques jours? Par quelle autorité le député de Verchères vient-il aujourd'hui déclarer que tout Montréal ne veut pas de l'annexion de Maisonneuve? L'autre jour, au comité, tout était préparé d'avance, à tel point que les amendements du député de Verchères étaient écrits au clavographe. On n'a pas voulu entendre certaines autorités du conseil de Montréal, comme M. L.-A. Lapointe.

Le député de Verchères, au sujet des amendements aux chartes des petites villes, dénigre sa province. Le premier ministre ne se sent pas le courage de protester; il ne répond à ces déclamations du député de Verchères que par son silence.

Maintenant que les gros bonnets ont fait leur argent dans Maisonneuve, le gouvernement ne veut pas se préoccuper des petits propriétaires, déclare-t-il. Il ne comprend pas pourquoi le bill de Maisonneuve est amené en l'absence du député de L'Assomption (M. Reed), qui est un ancien maire de cette ville.

On devrait attendre que ce dernier soit à son siège. On veut, dit-il, noircir les administrateurs actuels de la ville quand ce ne sont pas eux, les vrais coupables, et on veut passer les amendements à la charte qui mettent Maisonneuve pratiquement en tutelle sans que personne soit là pour la défendre.

M. Perron (Verchères) et **M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie)** expliquent que le député de L'Assomption (M. Reed) est retenu chez lui par la maladie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Aujourd'hui, celui qui proteste le plus contre la législation que l'on impose à Maisonneuve, le député de L'Assomption (M. Reed), tombe tout à coup malade et c'est le

député de Verchères qui est chargé de nous l'annoncer.

Voilà une maladie qui me rappelle celle de M. Mousseau, dit-il. Il fait quelques railleries à l'adresse du premier ministre sur les prétendues dissensions intestines dont il est question de temps à autre dans *La Patrie*. Il porte des accusations contre les ministériels qui ont profité de la spéculation amenée à Maisonneuve à la suite de lois habilement passées. Il met en regard, au sujet de Maisonneuve, la grande prudence du premier ministre et l'impétuosité du député de Verchères.

M. Perron (Verchères): Le drame de Maisonneuve n'existe que dans l'imagination du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé). Il dit que celui-ci fait preuve d'une magnifique imagination, mais il ne trouve pas correct de se faire du capital politique en se basant sur de la législation privée. L'opposition devrait tenter autre chose pour faire de la politique.

Ceux qui, au cours des dernières années, ont réclamé des pouvoirs en matière d'expropriation et autres dans Maisonneuve sont des avocats conservateurs, amis de députés conservateurs, partenaires d'avocats députés conservateurs. Les conservateurs ont toujours formé la majorité au sein de cette administration municipale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avec des gros rouges derrière.

M. Perron (Verchères) dit qu'il n'a rien dit contre l'administration de Maisonneuve. Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) n'a pas raison de se scandaliser. Il a fait, étant avocat, ce qu'ont fait tous les avocats bleus de la gauche.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les tramways!

M. Perron (Verchères): Les tramways ont fait davantage pour Montréal que les amis du député de Deux-Montagnes. Il nie avoir mal traité les administrateurs de Maisonneuve, à la réunion du comité, et déclare qu'il est injuste de donner l'impression que la population de cette cité a été malmenée par les législateurs.

Il soulève une question de privilège au sujet de certaines rumeurs de formation de nouveau cabinet dans les journaux.

On l'a insulté, dans les journaux jaunes, dans les journaux de bas étage, dit-il en faisant référence à des articles dans un journal de Montréal.

Il nie qu'il y ait une scission dans le Parti libéral et qu'il (M. Perron) soit en train de former un cabinet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) nie avoir jamais écrit une ligne dans le journal en question.

M. Perron (Verchères) affirme que ces rumeurs sont absolument sans fondement. Il a placé sa confiance dans le premier ministre, il ne la retirera que lorsque le premier ministre aura démérité, et il ne croit pas que la chose arrive jamais.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) nie et répond qu'il n'a jamais écrit dans ce sens, avoir jamais formé de cabinet dans les journaux. Je ne vous ai pas accusé de déloyauté. Vous ne feriez en somme que ce que le premier ministre a fait en 1908, dans l'intérêt de la province.

M. Perron (Verchères) prend note de la dénégation du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé). Il prend toute la Chambre à témoin qu'il a toujours été loyal à son gouvernement et que, quand il a quelque chose à dire, il ne le cache pas et le dit en face.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve le député de Verchères (M. Perron) pâle et embarrassé dans sa défense.

M. Perron (Verchères) raille le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) sur son physique rubicond.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Franchissez donc le Rubicon!

M. Cousineau (Jacques-Cartier) fait l'historique de la question de Maisonneuve. Il dit que toute la législation de Maisonneuve a été faite et votée par cette Législature. Elle doit porter la responsabilité de la banqueroute de cette ville. Mais qui a profité des votes que l'on a donnés ici au sujet de Maisonneuve? Des députés qui étaient intéressés, il y avait même des ministres. Ceux-là ont profité des votes donnés ici et qui ont plongé Maisonneuve dans le marasme d'aujourd'hui. Il y a des façons détournées, aujourd'hui, de faire du "graft" par le moyen d'intermédiaires. Que l'on fasse une enquête sur les affaires de Maisonneuve et l'on verra. Qu'on nous donne cette enquête et l'on va voir sauter des têtes de ministres, de ministres qui appartenaient à

certaines syndicats qui spéculaient sur certaines expropriations. Nous sommes en droit de savoir qui a fait de l'argent grâce aux votes qui ont été accordés en cette Chambre. Leurs associés ont acheté des propriétés dans Maisonneuve et, à la suite de certaines décisions et de l'adoption d'une loi, ils ont vendu ces propriétés trois fois leur valeur originale.

L'exemple de Maisonneuve est l'exemple le plus frappant de l'ingérence administrative et intéressée de ceux qui contrôlent la législation de cette province.

Il réclame une enquête complète des affaires de Maisonneuve depuis 10 ans. C'est le devoir qui incombe au gouvernement. Que l'on cherche, dans cette enquête, s'il y a des ministres. Nous avons le droit de le savoir. Il parle des expropriations du boulevard Pie IX, de l'agrandissement du parc Viau. Nous avons le droit de savoir pourquoi, malgré les lois que nous avons votées, Maisonneuve est en danger.

Il déclare que c'est le parti majoritaire en Chambre qui doit porter la responsabilité de la situation financière de Maisonneuve.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) s'excuse d'avoir la voix enrouée parce qu'il a la grippe.

Le chef de l'opposition et son principal lieutenant tentent de livrer des attaques, comme par le passé, à l'encontre de ce parti et particulièrement contre les ministres. Aucun ministre n'a à rougir. On prétend que les affaires de Maisonneuve vont mal et que les ministres sont à blâmer.

Je regrette que le chef de l'opposition n'ait pas été présent au comité des bills privés, dit-il, quand celui-ci étudia la question de Maisonneuve. Il aurait pu avoir là toutes les informations dont il semble maintenant dépourvu.

La ville de Maisonneuve demandait, dans un premier bill, son annexion à Montréal et, dans un second, elle demandait de voter quelques amendements à sa charte. Le comité rejeta le premier et vota le second après l'avoir considéré. C'est à ce propos que le chef de l'opposition et son bras droit prononcent les discours qu'ils avaient préparés depuis longtemps. Ils disent que les affaires de Maisonneuve sont mauvaises et ils jettent la responsabilité sur le ministère actuel et sur quelques membres du conseil.

Il reproche au chef de l'opposition d'avoir attendu que le bill soit rendu devant la Chambre pour prétendre y défendre l'annexion et se faire du capital politique en portant des accusations incomplètes contre certains membres de la droite.

Il dit que c'est sur la demande des administrateurs de Maisonneuve que la Législature a pris en main, pour ainsi dire, l'administration de cette ville.

Il ne croit pas que l'administration de la ville de Maisonneuve ait été scandaleuse. Si cette municipalité se trouve dans une impasse difficile, c'est à la suite de la guerre, comme toutes les autres municipalités de la province. Elle a grandi plus vite que d'autres et on n'a pas à désespérer de son avenir comme les quatre ou cinq hommes de progrès qui ont poussé son développement n'en désespèrent pas non plus.

Dans 10 ou 20 ans, MM. Dufresne, Michaud, Ecrement ou Morin passeront pour de grands hommes pour avoir regardé de plus loin que le commun des mortels. Maisonneuve est administrée par des hommes qui ont la confiance de la Législature et celle-ci n'a pas hésité à leur accorder leur demande. Il félicite ces hommes à vues larges, à vastes projets, ce sont les amis politiques du chef de l'opposition. Ils ont proposé eux-mêmes la législation qui a fait de Maisonneuve ce qu'elle est aujourd'hui.

Le chef de l'opposition scrute les statuts et nous montre certains pouvoirs donnés à la municipalité, puis il se scandalise. Toute cette législation s'est faite du consentement unanime de la Chambre. L'opposition ne s'est jamais objectée à l'adoption de ces mesures et elle est autant que le gouvernement responsable de ce qui s'est passé. L'opposition a même fait des suggestions qui ont été acceptées.

Il y a eu des expropriations, qu'y a-t-il d'extraordinaire? J'ignore qui en a profité. Je déclare ici, continue-t-il, qu'il n'y a pas un ministre qui rougirait de ce qu'il a fait dans la législation de Maisonneuve.

Le chef de l'opposition reproche la législation du boulevard Pie IX. Je déclare que, dans 10 ans, ceux qui ont travaillé pour ce boulevard seront regardés comme de grands hommes pour avoir prévu cette grande et belle entreprise. Le boulevard Pie IX doit être approuvé non seulement par les citoyens de Maisonneuve, mais par ceux de Montréal.

Il dit qu'on peut reprocher peut-être à Maisonneuve certaines entreprises, mais elles ont été bien faites et elles ont servi non seulement à cette ville, mais à la cité de Montréal.

Il ajoute que l'opposition est maîtresse de sa politique et de sa manière d'agir, mais qu'il serait préférable, dans toute cette discussion, de considérer les véritables intérêts de Maisonneuve plutôt que de rechercher à faire un capital politique.

La législation n'a pas eu les mauvais résultats que l'on dénonce. Pour ce qui regarde les insinuations, les accusations qui ont été faites, le chef de l'opposition peut continuer à se servir de son procédé pour se racoler quelques partisans dans Maisonneuve, mais qu'il soit bien persuadé que ces paroles ne feront pas tomber, comme il le prétend, les têtes des ministres ni celles d'aucun député de cette Chambre.

Il peut faire toutes les insinuations qu'il désire, mais ses insinuations ne changent en rien le caractère des hommes qui siègent de ce côté de la Chambre.

Si la ville de Montréal veut une enquête, elle lui sera accordée. Il ajoute que, personnellement, il n'a pas à rougir de sa conduite.

Au cours de sa vie publique, il a entendu de plus grandes clameurs que celles provenant du chef de l'opposition à titre d'homme public. Les accusations portées sont fausses, déclare-t-il. Si le chef de l'opposition veut continuer à se faire du capital politique dans l'espoir d'obtenir quelques votes dans Maisonneuve et dans Montréal, soit! Nous serons prêts à faire face à la musique, et le temps nous donnera raison.

Quant à la question de l'annexion de Maisonneuve à Montréal, il dit qu'elle aura lieu quand les deux parties en seront venues à un accord, et il croit que c'est dans leur intérêt mutuel. Alors, la Législature annexera Maisonneuve à Montréal. Il parle avec optimisme de l'avenir de Maisonneuve.

L'article 4 prohibant les établissements industriels dans les limites comprises entre le boulevard Pie IX, la rue Boyce et les limites ouest et nord de la municipalité est rejeté.

L'article 5 concernant les glaciers est rejeté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Perron (Verchères) pour **M. Reed (L'Assomption)** propose que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

La séance est levée à 1 h 05.

Deuxième séance du 2 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Jurés

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission d'introduire le bill 185 amendant l'article 3408 des statuts refondus, 1909, et exemptant les ingénieurs civils pratiquants de remplir les fonctions de jurés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Pont Delisle, Rivière-à-Pierre

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mars 1915, pour la production de copie de tous documents et correspondance échangés entre le conseil municipal du canton Bois (Rivière-à-Pierre), le maire ou toute autre personne de la municipalité et le gouvernement de cette province relativement au pont Delisle, depuis le 1er mars 1913 au 15 février 1915. (Document de la session no 79)

Questions et réponses:

Route Montréal-Québec

M. Bérubé (Témiscouata): 1. Combien a coûté jusqu'ici la route Montréal-Québec?

2. Combien de milles de cette route sont actuellement faits?

3. Quand cette route sera-t-elle terminée?

4. Quel en sera le coût total une fois terminée?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):
(Voir le tableau à la page suivante).

Question 1 :

A.-Du 1 ^{er} juillet 1912 au 25 janvier 1913 (voir C. P. 1912-1913, page 413)	\$ 495.73
B.-Du 25 janvier au 30 juin 1913 (voir C. P. 1912-1913, page 511)	8,161.51
C.-Du 1 ^{er} juillet 1913 au 30 juin 1914 (voir c. P. 1913-1914, page 541)	282,824.50
D.-Du 1 ^{er} juillet 1914 au 30 juin 1915 (voir C.P. 1914-1915, pages 556-560)	1,264,967.65
E.-Du 1 ^{er} juillet 1915 au 28 février 1916	1,210,549.73

2 Pour fins de construction, la route Montréal-Québec a été partagée en trois divisions. Les travaux ont été exécutés :

Division Ouest

Nature des travaux	Quantités	Unités
Macadam.....	28.169	milles
Béton (pavage).....	0.810	milles
Fondations.....	87,165.425	vg. cube
Ponts et ponceaux :		
Béton, 1 ^{re} classe.....	795.4	vg. cube
Béton, 2 ^e classe.....	1,294.1	vg. cube
Béton, 3 ^e classe.....	1,394.4	vg. cube
Acier pour armature.....	56.165	tonnes
Déblais ordinaires.....	10,067.5	vg. cube
Déblais sous l'eau.....	4,141.9	vg. cube
Déblais, roc disséminé.....	433.1	vg. cube
Rip-Rap.....	19.6	vg. cube
Ponts temporaires.....	1,919.5	pd lin.
Cofferdam.....	5,213.0	pd FBM
Empierrement à la main...	188.0	vg. cube
Pavage en pierre sèche.....	14.0	vg. cube
Fondation (ponts).....	1,165.2	vg. cube
Ponceaux de 18".....	5	ponceaux
" 20".....	1	ponceaux
" 24".....	12	ponceaux
" 30".....	2	ponceaux
" 42".....	1	ponceaux
Tuyaux en béton de 6".....	6	feuilles 2 ½
" " 12".....	487	"
" " 15".....	1337	"
" " 18".....	847	"
" " 20".....	153	"
" " 24".....	1012	"
" " 30".....	248	"
" " 36".....	103	"
" " 42".....	60	"
Tuyaux en grès 18".....	461	pied lin.
" " 15".....	1493	"
" " 12".....	739	"
" " 9".....	1088	"
" " 7 ½".....	60	"

Murs de tête (béton).....	56.05	vg. cube
Terrassements.....	141,960.00	vg. cube
Rip-Rap (revêtement en pierres sèches).....	4,805.70	vg. cube
Drains en pierre sèche.....	5,687.40	vg. cube
Drains, tuile 4" avec pierre	420	pied lin.
Drains, tuile 4" sans pierre	43,354	"
Clôture de 6 fils.....	62,535	"
Clôture de 9 fils.....	7,639	"
Garde-fous.....	8,502	"
Clôtures remises en place	3,658	"
Barrières.....	1,726	"
Poteaux pour clôtures.....	31	poteaux
Déblais sous l'eau.....	312.6	vg. cube
Déblais, rip-rap.....	3,046	"
Déblais pour drains.....	1,013	"
Rigoles pavées.....	326.3	vg. carrée
Couche de protection en gravier.....	1,879.5	vg. cube
Défrichement.....	0.669	acres

En plus de cette liste, des travaux en régie (force account) ont été faits pour déplacements de construction, etc.; le coût est compris dans les dépenses énumérées plus haut.

Division Centre

Macadam.....	26.086	milles
Macadam rocmac.....	5.120	milles
Béton (pavage).....	8.440	milles
Fondations.....	76,087.0	vg. cube
Déblais au-dessus de l'eau	103,090.0	"
Déblais sous l'eau.....	2,313.28	"
Déblais, terre difficile.....	2,181.4	"
Charroiyage supplémentaire	90,000.0	"
Ponts et ponceaux :		
Béton, 1 ^e classe.....	1,442.61	"
Béton, 2 ^e classe.....	2,277.69	"
Béton, 3 ^e classe.....	1,615.66	"
Acier pour armature.....	32.461	tonnes
Ponceaux de 12".....	18	ponceaux
" 15".....	47	"
" 18".....	64	"
" 24".....	49	"
" 30".....	24	"
Murs de tête additionnels	32.606	vg. cube
Tuyaux de béton 9".....	44	feuilles 2 ½
" " 12".....	169	"
" " 15".....	12	"
" " 18".....	67	"
" " 24".....	72	"
" " 30".....	77	"
Tuyaux en grès 12".....	17	pieds lin.

Tuyaux en grès 6"	14,866	"
Déplacement de clôtures..	26,576	"
Clôtures neuves.....	38,780	"
Barrières de 14"	27	barrières
Bouches d'égout, 18"	1	
Revêtement en pierre sèche	784.33	vg. cube
Défrichement et essartement	0.176	acre
Coupe des arbres.....	95	arbres
Drains en pierre sèche.....	1,357.05	vg. cube
Tuyaux drainage en fer, 2"	617	pieds lin.
Garde-fous en bois	260	"
Garde-fous en tuyaux, 2"	299	"
Pilotis	1,200	"
Empattement en bois.....	2,914	"

En plus de cette liste, des travaux en régie (force account) ont été faits pour déplacements de constructions, etc.; le coût est compris dans les dépenses énumérées plus haut.

Division Est

Macadam.....	47.7725	milles
Béton (pavage).....	0.1510	milles
Fondations.....	84,868.21	vg. cube
Ponts et ponceaux :		
Béton, 1 ^{re} classe	1,545.86	vg. cube
Béton, 2 ^e classe	1,340.38	"
Béton, 3 ^e classe	406.78	"
Acier pour armature	37.383	tonnes
Ponceaux :		
Avec murs de tête 12" ...	99	ponceaux
" " " 15" ...	46	"
" " " 18" ...	94	"
" " " 21" ...	1	"
" " " 24" ...	93	"
" " " 30" ...	7	"
" " " 36" ...	1	"
Sans murs de tête 9"	13	ponceaux
" " " 12".....	28	"
" " " 15".....	7	"
" " " 15".....	4	"
" " " 18".....	26	"
" " " 24".....	23	"
" " " 30".....	7	"
" " " 36".....	6	"
Ponceaux 12"	1	ponceau
Ponceaux 36"	1	ponceau
Tuyaux en béton 6"	6	feuilles 2 ½
" " " 9"	10	"
" " " 12"	117	"
" " " 15"	89	"
" " " 18"	249	"
" " " 24"	212	"

Tuyaux en béton 30"	96	"
" " " 36"	71	"
Drains en béton 4"	110	pieds lin.
" " " 6"	1,252	"
" " " 8"	429	"
" " " 9"	173	"
" " " 10"	45	"
" " " 12"	461	"
" " " 21"	310	"
Tuyaux en grès 4"	4,370	"
" " " 6"	2,744	"
" " " 8"	2,779.5	"
" " " 9"	619.5	"
" " " 10"	581	"
" " " 12"	898.9	"
" " " 18"	201	"
" " " 24"	125	"
Murs de tête en béton 9" ..	5	murs
Défrichement et essartement	31.376	acres
Terrassement roc dur	58,902	vg. cube
" roc tendre	75,543.7	"
" terre ordinaire	229,575.7	"
Excavation sous l'eau roc	982.1	"
" " " "	2,687.9	"
Remblais en pierre	7,317.03	"
Drains en pierre sèche.....	9,255.99	"
Rip-Rap (revêtement en pierres sèches).....	5,791.54	"
Tôle étendue	2.11	tonnes
Clôtures neuves.....	52,682	pieds lin.
Déplacement de clôtures	80,353	pieds lin.
Barrières.....	29	barrières
Cèdre.....	22,199	pd FBM
"	586	pd lin.
Coupe des arbres.....	340	arbres
Charroiyage supplémentaire	23,800	vg. cube

En plus de cette liste, des travaux de régie (force account) ont été faits pour déplacements de constructions, quai à Donnacona, enfoncement d'aqueducs, fossés refaits, etc. Le coût est compris dans les dépenses énumérées plus haut.

Dans la somme de \$ 1,210,549.73 dépensés depuis le 1^{er} juillet 1915, sont aussi compris les montants payés pour achats de terrains, rampes en béton, déplacement de poteaux téléphoniques, etc.

Note. - D'après les chiffres donnés ci-dessus, il appert que :

102.0275 milles de macadam sont terminés;
 9.401 milles de béton sont terminés;
 5.12 milles de rocmac sont terminés;
 20.874 milles de fondations sont passés et prêts à recevoir le macadam;

- 2.10 milles de béton à terminer;
8.1805 milles de chemin sont les seuls sur
lesquels il n'y a pas eu de travaux de
faits sauf les ponts et terrassements.
147.703 milles, longueur totale.
3. Durant la prochaine saison de construction.
4. Il est impossible de prévoir exactement.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il consent à s'unir pour la formation d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la législature, tel que demandé, et que le comité nommé pour surveiller les impressions de la Chambre durant la présente session et composé des honorables MM. Amyot, Bryson, Dubord, Garneau, Gilman, Pérodeau, Racine, Roberge, Savoie, Smith et Turgeon est chargé d'agir au nom de cette Chambre dans ledit comité collectif.

Véhicules-moteurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique que le bill contient deux amendements à la loi actuelle. Lorsqu'un détenteur de licence vend son véhicule au cours de l'année, il est proposé qu'il soit tenu d'enlever les plaques de numéros afin que le nouveau propriétaire n'utilise pas les anciennes plaques. Nous avons connu des cas où, dit-il, on avait conservé l'ancienne plaque après le changement de propriétaire et cela avait causé des difficultés lorsque des poursuites avaient été intentées.

Le deuxième article a trait aux lumières rouges à l'arrière des véhicules.

Il dit que la loi défend maintenant aux propriétaires d'automobiles de porter une lumière rouge à l'arrière de leur voiture, mais que son amendement a pour but de permettre pour une autre année le port de cette lumière. Ce délai sera prolongé jusqu'à ce que l'avis prohibant ces lumières soit publié dans la *Gazette officielle*.

Il dit qu'il n'est pas convaincu que les feux arrière rouges représentent un danger, tel que le prétendent les responsables des chemins de fer, mais

que les arguments des ingénieurs étaient à cet effet, et que le bill permettrait au gouvernement d'agir au besoin.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Maisonneuve

M. Perron (Verchères) pour **M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 amendant la charte de la cité de Maisonneuve soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Municipalité scolaire de la cité de Maisonneuve

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 83 annexant la municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve, maintenant cité de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, à celle des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S. R. Q., 1909, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V (1re session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un salaire annuel d'au moins cent vingt-cinq piastres.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des articles 2929 et 2930, S. R. Q., 1909, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des articles 2929 et 2930 des S. R. Q., 1909, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent soixante-quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des articles 2929 et 2930 des S. R. Q., 1909, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins deux cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles dans les municipalités pauvres, \$24,000; à être transféré de l'éducation supérieure protestante aux écoles pauvres protestantes, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux

municipalités scolaires rurales qui emploient des instituteurs pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-neuf mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) dit que le rapport de l'inspecteur général est complet et bien fait.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu de l'article 3012, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par 1 George V (2e session), chapitre 27, section 2, et 2 George V, chapitre 24, section 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) fait observer que les primes ainsi accordées par le département de l'Instruction publique ont contribué à faire augmenter considérablement les salaires des instituteurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 12. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour livres à donner en prix, reliure et fournitures scolaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) complimente le gouvernement pour le succès de la *Revue de l'enseignement primaire*, dirigée par M. Magnan. C'est une excellente revue, dit-il, qui devrait être envoyée à toutes les commissions scolaires. Les sujets qui y sont traités sont bien rédigés et bien adaptés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 17. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Académie de musique de Québec, 1 George V (2e session), chapitre 5, section 1, paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour rapport du surintendant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare qu'il a eu l'avantage de se rendre compte de l'efficacité des congrès de commissaires d'écoles. Il exprime de nouveau le désir qu'un tel congrès ait lieu dans son

comté. Ces congrès sont une excellente réforme à laquelle il applaudit des deux mains. Il suggère que l'on envoie aux commissaires des circulaires, comme le fait le département de l'Agriculture, pour les guider plus efficacement et pour mettre en autant que possible de l'uniformité dans les méthodes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 21. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujettes au rapport des inspecteurs, O. C. 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires, \$150,000), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Demande de documents:

Sociétés de frais funéraires

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre toute société de frais funéraires et le gouvernement ou aucun de ses membres, depuis l'année 1914 inclusivement jusqu'à ce jour.

Je me lève, dit-il, pour protester contre un autre système d'exploitation qui fait encore tant de victimes dans notre province. Je me demande où

nous allons avec cette fièvre de la spéculation véreuse. Nous sommes rendus au point où nous ne savons plus avec qui nous faisons affaire. On ne songe qu'à la spéculation, qu'au pécule. On cherche des victimes partout. Quand on n'en trouve pas suffisamment dans nos villes, on s'abat sur nos campagnes. Pendant que l'opposition protesta contre les abus des sociétés d'assurance mutuelles qui firent perdre des millions de piastres à de braves gens de la campagne, le gouvernement, pour ne pas sévir contre les députés libéraux qui dirigeaient des compagnies, refusa d'abord d'agir et de sévir contre les opérations scandaleuses et ruineuses qui lui étaient signalées. La deuxième année, il hésita, mais l'opposition, redoublant d'énergie, revint à la charge et, finalement, le gouvernement dut céder et amender la loi.

Mais la réforme n'est pas complète. Considérons pour un instant les sociétés mutuelles dont le bureau principal est aux États-Unis et qui ont des succursales ou leur bureau secondaire dans la province de Québec. Ces sociétés, d'après la loi provinciale, ne sont tenues qu'à faire un dépôt de \$5,000 au Trésor, et c'est la seule garantie qui existe en faveur des sociétaires; et alors, dans un cas de conflit international ou dans un cas de guerre, les sociétaires ne perdraient-ils pas leur assurance?

Il y a, me dit-on, dans la province de Québec, au-delà de 50,000 sociétaires dans ce cas. Leur police étant une moyenne de \$1,000 pour chaque membre, payable en cas de mort, cela représente donc \$50,000,000. Le gouvernement a-t-il prévu ce cas?

De plus, la moyenne payée annuellement par chaque sociétaire est de \$15; soit \$750,000 qui sont drainées à l'étranger et, là-dessus, il revient à la province environ \$200,000 qui sont payées aux familles des défunts, et la balance, par conséquent, reste au bureau principal de ces compagnies. On devrait prendre les moyens de garder cette somme d'un demi-million, drainée annuellement à l'étranger.

Mais voici un autre abus que je désire signaler au gouvernement: l'abus des sociétés coopératives de frais funéraires qui exploitent si odieusement le brave public. L'abonnement tel qu'il se pratique généralement, dans le district de Montréal surtout, est un danger, une véritable escroquerie. Ces sociétés ne sont point contrôlées. Je ne vois rien à ce sujet dans le rapport du gouvernement sur les sociétés de secours mutuels de 1915. Pourquoi?

Pour une somme insignifiante, on promet de payer les frais funéraires des abonnés, les prospectus sont alléchants. Le montant de la prime versée par

l'assuré va en tout ou en partie à l'agent. Le but de ces compagnies est d'attirer à leur établissement des clients pour les surcharger sur toutes les marchandises qu'ils voudront ordonner et qui ne sont pas comprises dans le contrat. Depuis 10 ans, plusieurs de ces sociétés ont fait banqueroute, ne laissant pas un sou d'actif pour garantir les abonnés.

Voici une liste qui est loin d'être complète.

On me rapporte que telle compagnie ouvrait, en 1909, un bureau, rue X, sans actif. Elle lança des agents sur le chemin avec un prospectus des plus avantageux. Moyennant \$2 par famille, l'agent garantit de faire, au décès de tout assuré de 10 ans à 70 ans, des funérailles s'élevant à \$75. On promet en plus de donner, au décès du mari, la somme de \$50 et, à la mort de l'épouse, la somme de \$25. Au bout de six mois, la société était disparue, après avoir escamoté quelques milliers de piastres.

D'autres plus modestes ne chargeaient qu'une piastre par famille et promettaient moins. Une de celles-là est en faillite. Son actif est saisi et elle fait perdre à ses assurés les montants qu'ils ont versés. Depuis plusieurs années, 11 de ces sociétés ont fait faillite, faisant perdre des milliers de piastres.

Encore à l'heure actuelle, telle compagnie est en liquidation avec \$14,000 de polices acquittées. Ses porteurs de polices, qui ont payé chacun \$20 pour leur police, perdent leur argent.

Le président de la compagnie jure en cour qu'il ne possède pas un sou. Cependant, il s'établit de nouveau sous une autre raison sociale et lance ses agents à l'assaut des bourses, par exemple, de nos bons cultivateurs du comté de Laval et d'ailleurs.

Les soi-disant grosses sociétés de frais funéraires sont dans une position encore plus précaire. Prenez telle autre société de frais funéraires de Montréal. Cette société a un capital autorisé de \$100,000; elle a 10,000 polices acquittées, représentant un passif pour la société de \$500,000, pour lequel montant il n'y a pas un sou de réserve. En plus, un passif de \$50,000, montant dû aux abonnées de 2e classe payant un taux moindre, aucune réserve non plus. Tout le capital souscrit a été englobé par les frais d'administration et 40% des primes va à l'agent et 25% à l'administration du bureau. On porte comme réserve une vieille bâtisse, rue Sainte-Catherine, achetée il y a quelques années, durant le boom de l'immeuble, laquelle propriété, si elle était vendue aujourd'hui, rapporterait à peine pour couvrir les hypothèques. Donc, vous voyez qu'il n'y a pas ici l'ombre d'une garantie pour les abonnés.

Prenons telle autre, la deuxième en importance. Elle a été fondée avec un capital payé de \$86,000. L'actif comprenait quelques vieux corbillards et autres vieilleries, en plus deux propriétés, une rue Sainte-Catherine et l'autre rue Craig, les deux évaluées à \$45,000. Depuis, elles ont bénéficié de l'augmentation de la propriété. Aussi, sont-elles, me dit-on, grevées de la somme de \$80,000. Avec cela, pour au-delà de \$20,000 d'argent reçu pour abonnements.

L'abonnement est une escroquerie. Supposons que toutes les sociétés seraient solvables. C'est, à leur aveu même, une escroquerie, et voici comment: on donne instruction aux agents de ne pas abonner les familles pauvres. Pourquoi? Voici: le dollar ou le montant d'une police acquittée versé à l'agent lui reste, généralement. Le but est d'exploiter l'abonné au cas de décès. Une fois rendu là, vient la partie la plus intéressante. Le représentant de la société montrera au représentant du décédé un habit dont le prix réel est de \$4; il le lui vendra \$6, \$7 et \$8; il lui montrera un cercueil dont le prix réel est de \$20, il lui chargera \$45 d'extra, etc.

Une autre a agi de la même manière que cette compagnie actuellement en liquidation et dont j'ai parlé plus haut. On a tout promis, on a tout offert; après, ce fut la faillite. Le gérant rouvre de nouveau, abonne encore, après avoir fait perdre des milliers de dollars.

Une autre est allée émettre des polices acquittées dans toutes les places de campagnes jusque parmi les sauvages de Caughnawaga. On en a vendu pour environ \$10,000 dans le comté de Laval et les environs. On a pris les billets des cultivateurs et la compagnie, ayant besoin d'argent, est allée vendre ces billets, à de vils prix, à des courtiers. Et aujourd'hui, ces gens se voient forcés de payer ces billets à la société qui est en faillite; et le gérant rouvre de nouveau en face de la vieille compagnie, il n'a pas même l'argent voulu pour s'acheter du charbon et va de nouveau, de porte en porte, solliciter des abonnements.

Ces sociétés devraient être mises sous le contrôle de la branche des assurances du département du Trésor. Elles offrent des polices acquittées; elles sont censées payer des bénéfices après la mort: \$50 pour les hommes; \$25 pour les femmes.

Je sou mets ces faits à l'honorable trésorier de la province et au gouvernement. Je me demande pourquoi, en ces temps si difficiles, le gouvernement ne montre pas plus de soucis à protéger les contribuables de cette province contre les spéculateurs ou les voleurs de tout acabit. Le

gouvernement a failli à son devoir en refusant de protéger à temps les contribuables trompés par les sociétés de secours mutuels. L'opposition lui demande encore de ne pas rester indifférent devant ces sociétés de frais funéraires qui exploitent notre population, et avant qu'elles n'aient fait plus de victimes. Il doit sévir contre celles que sont insolvables et protéger les sociétés qui donnent des garanties.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit que les questions soumises par le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) sont importantes et que le gouvernement va y donner toute son attention.

Il est impossible, dit-il, de forcer les sociétés de frais funéraires à se mettre sous le contrôle de la branche des assurances du département du Trésor, attendu que leurs opérations ne sont aucunement assimilables à celles des compagnies d'assurances. Il s'agit de contrats passés entre ces sociétés et ceux qui en deviennent les membres.

À sa connaissance, aucune des provinces ou même le gouvernement du dominion n'a jamais légiféré pour les assujettir.

Tout ce que le gouvernement peut faire, c'est de prohiber leurs opérations si elles constituent un danger pour le public. Le gouvernement va étudier la question. Une surveillance étroite sera établie sur les agissements de ces sociétés.

Il semble que certaines mesures législatives devraient être adoptées, mais il s'agit de savoir si cela devrait être sous l'autorité du département du Trésor. Il est prêt à faire tout en son pouvoir pour que les droits du public soient protégés.

Il prend note des remarques au sujet des sociétés mutuelles.

La proposition est adoptée.

Plans de la prison de Bordeaux

M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste auprès du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau) pour avoir une reproduction des plans intérieurs de la prison de Bordeaux. Il rappelle au gouvernement qu'il n'a pas encore répondu à certaines questions posées la semaine dernière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il n'est pas bon de laisser connaître au public la division intérieure de la prison, car la vulgarisation de ces plans pourrait faciliter les évasions.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill suivant:

- bill 110 amendant la charte de l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 170 modifiant le Code du notariat.

Code du notariat

La Chambre procède à la prise en considération de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 170 modifiant le Code du notariat. L'amendement est lu deux fois adopté et le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à 5 h 45.

Séance du vendredi 3 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Municipalités, comtés de Pontiac
et de Témiscamingue

L'honorable M. Allard (Drummond) demande la permission de présenter le bill 32 concernant la formation de municipalités dans le territoire des comtés de Pontiac et de Témiscamingue situé au nord de la ligne 48° de latitude.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales du ministère de la Voirie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): La session ne se terminera, dit-il, que quand l'ouvrage sera complètement terminé. Nous avons l'intention d'étudier rigoureusement le budget, qui est la partie la plus importante de la session. Je puis assurer le premier ministre que nous n'avons pas l'intention de lui faire d'ennuis inutiles, mais nous voulons procéder par ordre¹.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'élève avec force contre la façon de procéder du gouvernement relativement au vote des estimés budgétaires. C'est l'habitude du gouvernement de faire voter le budget généralement à la fin de la session afin de précipiter les votes et d'éviter la discussion le plus possible.

Il dit qu'il y a bien des choses à voir dans ce budget et qu'il faut que l'opposition et le peuple soient éclairés. Voici des articles absolument importants et l'on s'empresse de parler de prorogation. On parle de

proroger même la semaine prochaine quand on sait qu'il y a tant de choses à faire encore.

Évidemment, le gouvernement veut prendre tous les moyens possibles pour empêcher la lumière de se faire.

Il veut être davantage éclairé sur les dépenses générales du ministère de la Voirie. Il ne veut pas entendre parler de prorogation tant que le gouvernement n'aura pas donné tous les renseignements que désirent l'opposition et le peuple.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) dit qu'en autant que le département de la Voirie est concerné il a fait tout son possible pour donner des renseignements à l'opposition.

Quand le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) insinue que nous voulons précipiter la discussion et que nous sommes de mauvaise foi, il sait parfaitement que c'est le contraire qui est la vérité. Notre conduite depuis le commencement de la session est d'ailleurs une preuve de notre bonne volonté. L'opposition nous a demandé un grand nombre de documents, une centaine environ, que nous nous sommes empressés de lui communiquer. Nous avons ordonné immédiatement les recherches, nous avons fait copier les documents et, aujourd'hui, la moitié de ces documents est en possession de la gauche. Nous avons fait tous les efforts possibles pour faciliter la besogne et nous ne nous sommes jamais opposés à la discussion.

Nous demandons aujourd'hui, sans vouloir empêcher le moindrement la discussion, d'étudier quelques items du budget de la voirie.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) n'est pas prêt, il l'avoue franchement, à discuter le budget de la voirie.

Ce que nous voulons, dit-il, c'est prendre le temps de nous éclairer. Nous n'avons pas encore eu le temps de prendre connaissance des documents que nous avons reçus du ministère de la Voirie. Nous n'avons pas l'intention de faire de la critique de partisan, mais nous ne voulons pas être pris au dépourvu. Qu'on nous laisse le temps d'étudier les dossiers qui nous ont été soumis.

Il ajoute qu'il n'y a pas encore eu de session proprement dite, la Législature ne s'étant occupée, depuis deux mois, presque exclusivement de législation privée. À tout événement, je demande qu'on remette la discussion de ces items à la semaine prochaine.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) donne comme raison qu'il doit assister au congrès des routes, la semaine prochaine.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) fait remarquer que ce congrès n'a guère d'importance, qu'il est plutôt organisé par un groupe de marchands d'automobiles.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) fait remarquer que le Parlement pourrait fort bien commencer l'étude et s'arrêter au moment où l'opposition manquerait d'arguments. Nous donnerons à la gauche tous les renseignements qu'elle nous demandera et ceux-ci l'instruiront davantage, lui donneront plus de connaissances pour la prochaine discussion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose d'étudier le budget de la voirie pendant 30 minutes seulement et de prendre ensuite autre chose.

L'adoption de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) explique que ce montant avait été voté l'an dernier pour les mêmes fins, qu'il sert à payer les dépenses de service antérieur ainsi que l'entretien du ministère. Il sert également à payer les octrois de 50% que le gouvernement donne en vertu de la loi de 1911 pour les chemins en macadam, les octrois donnés pour les tuyaux pour les ponceaux et les octrois spéciaux qui sont demandés par les municipalités.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) condamne la coutume de faire remettre par les députés les sommes votées par la Chambre. Il y voit une tactique électorale. Il ne croit pas ce que le gouvernement prétend, que la méthode de payer les chèques aux trésoriers des municipalités donne lieu à des abus.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) accuse un secrétaire de municipalité conservateur.

M. Bérubé (Témiscouata) rappelle un cas arrivé dans le comté de Témiscouata alors qu'un trésorier ami du gouvernement avait, pendant plusieurs jours, gardé à son profit les fruits d'un chèque donné par le gouvernement à une municipalité.

L'adoption de la résolution est suspendue².

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
3. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté pour les sociétés d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Des députés discutent la résolution.

L'adoption de la résolution est suspendue

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général, y compris subside à la Compagnie du chemin de fer de la rive sud en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 2, concours d'abattis, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Labissonnière (Champlain) demande au ministre (l'honorable M. Caron) si les cercles agricoles de la province sont bien prospères et s'ils se soumettent aux règlements qui leur donnent droit à l'allocation.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond qu'en général les cercles fonctionnent bien et font du bien.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) fait remarquer que l'on demande de voter un article de \$85,000 plus \$12,000 supplémentaires, ce qui fait \$97,000 pour les cercles agricoles, et que là-dessus, l'année dernière, on n'a payé aux cercles qu'une somme de \$30,000, et que, sur cette somme de \$97,000, on voit dans les comptes publics \$60,000 pour des fins tout à fait étrangères aux cercles.

M. Labissonnière (Champlain) veut savoir s'il y a eu des conférences dans les cercles agricoles. Il trouve que le gouvernement a négligé ce côté des règlements.

M. Grégoire (Frontenac) dit que, dans son comté de Frontenac, les cercles agricoles sont très encouragés par le gouvernement.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) dit que le comté de Frontenac n'apparaît pas dans les comptes publics, pas plus pour les cercles agricoles que pour le reste.

L'adoption de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'horticulture, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Demande de documents:

Chemins, réclamations de municipalités

M. Labissonnière (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Sylvestre), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant si les réclamations produites par les municipalités contre le gouvernement, en vertu des lois concernant les chemins, ont été toutes payées et, dans la négative, quelles sont ces municipalités et quel est le montant de leurs réclamations.

Adopté.

Dépôt de documents:

Municipalités et ministère de la Voirie

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre les réponses à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, demandant copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la Rivière-Ouelle et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 80)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité Saint-Amédée et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 81)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton de Weedon et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 82)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Pacôme et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 83)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Notre-Dame-du-Lac, dans le comté de Témiscouata, ou toute autre personne, et le ministère de la Voirie, depuis le 1^{er} mai 1913 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 84)

Chemins, réclamations de municipalités

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mars 1913, pour la production d'un état indiquant si les réclamations produites par les municipalités contre le gouvernement, en vertu des lois concernant les chemins, ont été toutes payées et, dans la négative, quelles sont ces municipalités et quel est le montant de leurs réclamations. (Document de la session no 85)

La séance est levée à 1 h 05.

Deuxième séance du 3 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Sténographes

L'honorable M. Allard (Drummond) pour **l'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 36 modifiant l'article 3488 des statuts refondus, 1909, au sujet des sténographes.

Ce projet de loi a pour but de faire inscrire les sténographes à l'emploi du gouvernement au nombre des fonctionnaires publics. D'après la loi actuelle, ils ne sont pas considérés comme tels. Ils deviendront employés civils salariés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1 et 2.

**Gardes de
la prison de Bordeaux***Officiers et gardes nommés à la prison de
Bordeaux depuis le 1^{er} janvier 1914*

M. Sylvestre (Montcalm): Quels sont les gardes de la prison de Bordeaux qui ont démissionné ou qui ont été destitués depuis le 1^{er} janvier 1914 jusqu'à ce jour, leur nom et la résidence de chacun?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):*Gardes démissionnaires*

Nom	Date	Résidence
Jules Bouzelli	30 avril 1914	Inconnue
Francis Bowles	14 juillet 1914	"
David Cadieux	12 juillet 1915	"
Joseph Duperré	6 juin 1914	"
Albert Fournier	6 mars 1914	"
Gustave Fortin	15 janvier 1915	"
Frs Groleau	4 août 1914	"
Joseph Gariépy	5 octobre 1914	"
Aldége Gauthier	30 mai 1914	"
Élie Gauthier	13 mars 1914	"
Edgar Lefrançois	8 janvier 1914	"
Jos. Laperrière	5 octobre 1914	"
H.-P. McKenzie	10 avril 1915	"
Albert Rouleau	31 août 1914	"
James Shanahan	15 mai 1914	"
Clovis Dame	1 ^{er} juin 1914	"
Joseph Gaudet	février 1914	"

Gardes démis

Joseph Clermont	25 février 1915	"
J.-A.-C. Gaudet	13 octobre 1915	"
Charles Guay	9 avril 1914	"
Xavier Lortie	5 octobre 1914	"
L.-P. Vallée	8 février 1916	"

M. Sylvestre (Montcalm): 1. Quels sont ceux qui ont été nommés gardes ou officiers de la prison de Bordeaux, depuis le 1^{er} janvier 1914 jusqu'à ce jour?

2. Quelle était la résidence de chacun au jour de sa nomination?

Nom	Date	Résidence
Arthur Arcand	26 janvier 1915	"
William Brown	17 octobre 1914	"
Jules Beauregard	13 avril 1915	"
Joseph Beaupré	13 octobre 1915	"
Emmanuel Côté	16 avril 1915	"
Joseph Duperré	20 février 1914	"
Maxime Dansereau	8 avril 1914	"
Albert Fournier	26 février 1914	"
Gustave Fortin	27 octobre 1914	"
Philippe Galipeault	28 février 1914	"
Joseph Gravel	11 juin 1914	"
Alfred Gailloux	11 septembre 1914	"
Arthur Hastwell	24 novembre 1914	"
Jean Labonté	20 février 1914	"
Omer Lévesque	24 février 1914	"
Jacob Laperrière	18 mars 1914	"
Michel L'Escarbeault	20 février 1914	"
Xavier Lortie	8 mai 1914	"
E. Lafontaine	3 octobre 1914	"
Régis Latraverse	26 janvier 1914	"
Omer Marchand	3 octobre 1914	"
H. P. McKenzie	7 janvier 1914	"
Wilbrod Ouimet	27 février 1915	"
Wilfrid Piché	5 janvier 1914	"
Cilien Perron	22 juin 1915	"
Joseph Robert	25 juin 1914	"
John Smith	19 janvier 1915	"
Alex. Trudeau	23 juin 1915	"
L.-P. Vallée	12 février 1915	"
Olivier Vallée	1 ^{er} mars 1915	"

**Société des
logements ouvriers**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La Société des logements ouvriers a-t-elle fourni au trésorier de la province un état conforme aux prescriptions de l'article 38 de la loi de Québec 5 George V, chapitre 128?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): L'Association a fourni l'état requis par l'article 38 de la loi 5 George V, chapitre 128, mais non dans le délai fixé par ledit article.

**Statuts refondus, 1909,
articles 5360 et 5361**

M. Bérubé (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 modifiant les articles 5360 et 5361 des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi décrète que les estimateurs, dans les cités et villes, devront posséder une qualification foncière de \$600.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose de nouveau: Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général, y compris subside à la Compagnie des chemins de fer de la rive sud, en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 2, concours d'abattis, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Bérubé (Témiscouata) annonce que, désireux de se renseigner sur les cercles agricoles, il va poser une infinité de questions au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron).

Il demande pourquoi les subventions que l'on accorde aux cercles agricoles ne sont pas égales et quel est actuellement le nombre de cercles dans la province.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit qu'il y a, dans la province, 694 cercles agricoles. Des 1,230 municipalités de la province, si on déduit celles des cités et villes et si on tient compte que bon nombre de cercles agricoles desservent un territoire qui renferme plusieurs municipalités, on en vient à la conclusion que très peu de paroisses rurales n'ont pas de cercle agricole.

Les subventions que l'on accorde à ces cercles se mesurent sur leur importance et le plus ou moins grand nombre de leurs membres.

M. Bérubé (Témiscouata) fait remarquer que les cercles agricoles n'ont plus cette vie qui les caractérisait autrefois. On semble s'en désintéresser et le gouvernement n'y donne assurément pas assez d'attention. Il s'informe où va l'argent des souscripteurs de ces cercles; il demande également qui est chargé de faire les divers achats des cercles et quels sont généralement les acheteurs. Il croit que l'on donne des ordres pour acheter chez tel particulier plutôt que chez un autre et que l'on en fait une question de patronage, ce qui ne devrait pas être pour le bon fonctionnement et les avantages de ces cercles.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) proteste et déclare qu'il n'y a jamais eu le moindre patronage et que les acheteurs sont libres d'acheter où ils veulent.

Les comptes des cercles sont soumis au département de l'Agriculture qui les vérifie et qui constate si l'on a payé un prix raisonnable au taux du marché.

M. Bérubé (Témiscouata) s'informe de la profession du président du Conseil d'agriculture.

M. Pilon (Vaudreuil) déclare qu'il est heureux avant tout d'être cultivateur; à ses heures de loisir, il exerce la profession de médecin vétérinaire.

M. Labissonnière (Champlain) demande si le gouvernement prend toutes les mesures possibles pour pousser les cultivateurs qui sont membres des cercles à la culture intensive; s'il encourage les concours de récolte sur pied et les achats d'animaux de race pure. Ce sont là, dit-il, des projets qui doivent surtout occuper les cercles agricoles.

M. Bérubé (Témiscouata) attire l'attention du gouvernement sur les rapports des secrétaires de ces cercles et demande si ces rapports sont assermentés.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit qu'ils le sont.

Une voix de l'opposition affirme qu'ils ne le sont pas.

M. Bérubé (Témiscouata) dit à nouveau que l'on devrait donner plus de vie à ces cercles agricoles. Il devrait y avoir un cercle par municipalité, et demande ce que le gouvernement serait prêt à faire dans ce sens.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Ces cercles agricoles sont des associations de cultivateurs auxquelles le gouvernement alloue chaque année des octrois pour l'élevage des animaux pur sang et pour le développement de l'agriculture. Les membres de ces cercles paient une contribution pour laquelle ils peuvent recevoir, s'ils le désirent, des graines de trèfle et de mil. Le gouvernement donne des octrois aux cercles qui veulent faire l'élevage des animaux de reproduction ou faire un genre spécial de culture. Les cercles, de cette manière, peuvent acheter des animaux de race ou des machines agricoles dont ils se servent mutuellement et l'agriculture en reçoit un avancement non négligeable. Les cercles s'occupent d'organiser des concours dans toutes les branches de l'agriculture. Environ un tiers des cercles organisent des concours de récolte sur pied, la plupart achètent des animaux de race pure. Toutes ces opérations doivent avoir l'approbation du Conseil d'agriculture.

Chaque cercle fait ses achats où et comme il le veut. Il fait tous les ans un rapport qu'il présente au gouvernement. Le gouvernement donne des octrois spéciaux aux cercles qui achètent des moutons reproducteurs et des animaux pur sang en général. L'octroi pour les moutons et les porcs est de \$15, et de \$50 pour les bêtes à cornes. Les cercles bénéficient beaucoup de ces allocations spéciales. L'un d'eux, dans le comté d'Arthabaska, a acheté pour \$1,080 d'animaux de race. Le gouvernement fait lui-même, tous les ans, des ventes d'animaux pur sang dont profitent des associations de cultivateurs. Tous les animaux vendus ainsi par le gouvernement sont canadiens.

L'élevage des animaux pur sang a beaucoup augmenté dans la province durant ces dernières années. Dans les comtés de Montmorency, de Lévis, de Lotbinière et dans la région de Trois-Rivières, on trouve un grand nombre d'animaux de race. La Société des éleveurs achète maintenant ses animaux dans la province, aux ventes annuelles faites par le département de l'Agriculture, par exemple.

Il donne lecture d'une lettre de la Compagnie d'abattoirs Davis, de Montréal, dans laquelle le gérant déclare que la proportion des porcs que sa compagnie achète dans la province a augmenté de 9% à 47%. Il ajoute que la qualité est beaucoup meilleure grâce à la politique du gouvernement qui encourage la reproduction.

Les cercles agricoles sont répandus dans toute la province. Il reste au plus une centaine de paroisses qui n'en ont pas encore. En effet, il y a dans la province environ 600 paroisses et les cercles agricoles se chiffrent à 604. Le gouvernement est donc rendu jusqu'au maximum.

M. Lavergne (Montmagny) complimente le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), ajoutant que l'on devrait dépenser deux fois plus d'argent pour l'encouragement à l'agriculture plutôt que de jeter de folles sommes dans la construction de prétentieux ponts en fer et dans d'autres travaux non moins modestes, entrepris à certains moments.

M. Bérubé (Témiscouata) fait remarquer qu'il y a beaucoup de municipalités qui n'ont pas encore de cercle.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond que le plus souvent il y a deux ou trois municipalités par paroisse et qu'elles peuvent ainsi profiter du cercle qui se trouve dans celle-ci.

Le gouvernement, en outre de l'octroi qu'il donne, prête aussi de l'argent aux cercles agricoles pour l'achat des animaux pur sang. Ces prêts ne comportent pas d'intérêt et sont remboursés dans une période de quatre ans, à même les octrois. Cette innovation a contribué largement au progrès agricole en notre province.

Depuis 1910 que ces prêts se font par le gouvernement, pas un sou n'a été perdu. Ces prêts sont toujours remboursés rubis sur l'ongle. Le gouvernement a reçu de ce chef, cette année, pas moins de \$30 000. Les prêts aux cercles agricoles ne dépassent jamais \$250. Nous avons dit, il y a un instant, qu'une association du genre, dans le comté d'Arthabaska, avait acheté des animaux pour la somme de \$1,080. C'est donc dire qu'elle avait de l'argent de côté. Et on trouve là une preuve éclatante du bon fonctionnement de ces cercles.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande quels sont les résultats de l'industrie du bacon dans la province par rapport aux subsides que le gouvernement fédéral donne pour cet aspect de l'agriculture.

M. Bérubé (Témiscouata) parle de l'établissement que le gouvernement possède à Saint-Vallier.

M. Lavergne (Montmagny) pose des questions au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) sur notre bacon et le bacon anglais.

Il veut connaître le prix du bacon anglais vendu ici et en Angleterre, ainsi que le prix du bacon local vendu ici et à l'étranger.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) donne des renseignements sur l'établissement qui a été fondé il y a 16 mois, à Saint-Vallier, avec les subsides du gouvernement fédéral et qui est, dit-il, le seul du genre qu'il y ait au Canada. C'est un succès, dit le ministre, ce dont doute visiblement le chef de l'opposition (M. Cousineau). Cet établissement a coûté en tout et partout la somme de \$11,000. Le gouvernement l'administre lui-même et il n'y a pas eu encore de rapport sur ces opérations.

Le ministère de l'Agriculture a établi à cet endroit un abattoir où l'on enseigne les meilleures manières d'abattage aux élèves qui sortent chaque année des écoles d'agriculture. On y enseigne surtout l'abattage du porc. Celui-ci est ensuite transformé en bacon qui est vendu sur le marché. On sait tous les efforts que le gouvernement a faits, ces dernières années, pour promouvoir l'industrie du bacon.

Cet établissement de Saint-Vallier ne contribue pas peu à faire connaître aux cultivateurs tous les avantages de cette industrie. On y fabrique le bacon anglais, et la guerre seule a empêché le gouvernement d'expédier son produit en Angleterre. Cet établissement, en un mot, est un succès au point de vue de l'enseignement agricole et il rend de grands services au ministère. Il est organisé de façon tout à fait moderne et paie ses dépenses d'administration à même ses revenus. Il arrive quelquefois que ceux-ci sont insuffisants pour solder les dépenses, mais il ne faut pas s'en surprendre outre mesure, car on ne peut oublier que, l'industrie du bacon n'étant pas très connue et n'ayant pas la confiance entière du public, le gouvernement est obligé de vendre celui-ci à prix réduit, diminuant ainsi son revenu. Le seul marché où le gouvernement vend son produit est celui de Montréal. On se prépare à faire en sorte que le bacon de la province de Québec fasse une concurrence heureuse au bacon anglais. Notre bacon est encore peu connu, cependant il se vend très bien: une fois qu'on y a goûté, on en redemande. Pour le moment, l'abattoir-école ne saurait donner un rendement considérable, mais, le temps et les circonstances aidant, les résultats seront très appréciables dans un avenir prochain.

M. Lavergne (Montmagny) reproche au gouvernement de négliger notre bonne petite vache canadienne au profit de races étrangères. La même chose pour le cheval canadien que l'on cherche à remplacer par des spécimens de race étrangère au pays et qui ne font pas mieux l'affaire. Le député de Montmagny y voit là une question de patriotisme en

même temps qu'un devoir et un profit. Il souhaite que le gouvernement fasse son possible pour faire revivre cette race comme aux plus beaux jours.

M. Labissonnière (Champlain): Le gouvernement devrait encourager par tous les moyens à sa disposition la race de nos chevaux et de nos vaches qui est en train de disparaître.

M. Lavergne (Montmagny): Ce sont des produits de chez nous et qui sont aussi bons que n'importe quel autre; le cheval canadien, entre autres, se prête mieux ici, au Canada, aux usages que l'on fait des chevaux.

Parlant d'un point de vue impérial, il dit qu'on aurait fait montre de réel impérialisme si davantage de chevaux avaient été disponibles au moment de l'éclatement de la guerre. Ce serait rendre service à l'Empire que d'avoir plus de chevaux, puisque les chevaux canadiens, selon lui et selon ce qu'il a entendu dire, sont vigoureux et font du meilleur travail que ceux de partout ailleurs. C'est ce que certains officiers lui ont dit.

Mes anciens compagnons de régiment, qui me parlent encore malgré tout, me rapportent que les chevaux canadiens, pourtant très utiles à cause de leur résistance, sont trop rares.

J'espère que le ministre de l'Agriculture, qui est un impérialiste, essaiera d'encourager davantage la production de chevaux, dit-il. Si le gouvernement pouvait faciliter l'enregistrement du bétail pour assurer un meilleur suivi du pedigree, cela contribuerait à l'amélioration du cheptel canadien, croit-il. Aussi, il croit que les associations s'intéressant aux vaches devraient être encouragées.

M. Labissonnière (Champlain) fait remarquer que les conférenciers du gouvernement devraient vanter les avantages du cheval canadien et de la vache canadienne au lieu de faire le silence sur ces animaux, comme ils le font généralement. Il prend l'occasion pour critiquer un peu ces conférenciers agricoles qui ne se mettent pas assez en contact avec les populations. Il n'a que du bien à dire, cependant, de celui qui fait des conférences dans son comté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) annonce qu'il va nommer un assistant à M. J.-C. Magnan qui s'occupe de l'œuvre des jardins scolaires, en particulier dans le comté de Portneuf, avec un grand succès. Cet assistant va s'occuper surtout du comté de Champlain.

M. Labissonnière (Champlain) insiste pour que les conférenciers du gouvernement se mettent plus en contact avec les cultivateurs. Il croit que des réunions plus intimes dans les fermes des cultivateurs mêmes auraient plus d'effet que des conférences dans les salles publiques et qui n'ont, à bien dire, qu'un côté purement théorique.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) est aussi en faveur du maintien de la race des chevaux canadiens et des vaches canadiennes. Il faut cependant faire certaines restrictions en faveur d'autres races devenues nécessaires en quelques endroits de notre province ou pour quelques fins agricoles spéciales.

Ainsi, les nouvelles machines aratoires, fort pesantes, exigent des chevaux plus lourds que le cheval canadien. Nous avons ici 2,000 chevaux plus lourds que le cheval canadien. Nous avons ici 2,000 chevaux ardennais que les Belges nous envient en ce moment, eux qui ont perdu leurs plus beaux sujets de cette race chevaline dans la guerre actuelle et qui se proposent de venir chercher chez nous ce qu'il faut pour reconstituer cette race chez eux.

Quant à la vache canadienne, le ministre prétend que ceux qui exploitent l'industrie du beurre et du fromage préfèrent le lait de cette dernière. Mais les laitiers préfèrent la vache Ayrshire qui donne une plus grande quantité de lait.

La conclusion, dit-il, est qu'il serait difficile de faire de la propagande en faveur de l'élevage du cheval canadien et de la vache canadienne, attendu qu'il y a tant d'intéressés à diverses industries agricoles qui élèvent des animaux de races différentes.

Autant qu'il est possible, le département de l'Agriculture encourage l'élevage des animaux canadiens et il (le ministre) continuera à agir de même.

M. Bérubé (Témiscouata) voudrait que le gouvernement, sur cette question, commence par faire l'éducation du peuple, puisque le ministre déclare qu'il serait bien difficile de faire perdre aux éleveurs le goût des races étrangères au détriment de la race canadienne. Le gouvernement devrait accorder des primes dans ce sens comme il en a accordé déjà aux producteurs de fromage, ce qui a eu un très grand effet sur l'industrie laitière. Pourquoi donc, sous ce rapport, toujours être obligé de pousser l'épée dans les reins du gouvernement? Que l'on forme des sociétés d'éleveurs qui se feront un devoir d'élever des produits canadiens et qu'on leur accorde des primes pour les encourager. Il fait aussi remarquer que jamais on n'entend les conférenciers

du gouvernement parler en faveur de la vache canadienne ou du cheval canadien. Ce sont eux pourtant qui devraient partir le mouvement.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) fait une critique des œuvres du département de l'Agriculture. Il dit que le ministre de ce département épargne trop ses efforts sur trop d'objets pour lesquels il faut ensuite voter de l'argent. L'importation des vaches laitières, continue le chef de l'opposition, se fait actuellement chez nous avec une inquiétante intensité, et toutes les vaches qui nous arrivent nous viennent de l'Ontario. Au contraire, nos vaches canadiennes prennent le chemin des États-Unis. Avec cette importation d'animaux étrangers, on n'a pas encore vu le moindre progrès dans l'industrie laitière et dans l'industrie de l'élevage.

Il croit que les vaches devraient être conservées et qu'on devrait encourager les fermiers à accroître leurs troupeaux.

Il craint fort pour le printemps encore une forte diminution dans le nombre de nos vaches laitières canadiennes. Il demande au gouvernement de sortir des sentiers battus et de voter d'urgence une grosse somme en faveur de l'agriculture et, surtout, de l'élevage. On devrait, poursuit le chef de l'opposition, généraliser les efforts, laisser les détails de côté et ne s'occuper que de trois ou quatre questions vitales pour l'agriculture. Ce département est le plus important alors que l'on prêche partout le retour à la terre. Le Conseil d'agriculture ne fait rien dans ce sens. On pourrait choisir quelques bons agronomes qui, dès à présent, travailleraient d'un commun effort à parer la disette qui nous guette dans tout ce qui concerne l'agriculture.

M. Bérubé (Témiscouata) fait l'éloge des conférenciers du gouvernement. Il croit que, par ces derniers, le gouvernement trouvera le moyen de faire faire de la bonne propagande en faveur des animaux canadiens. Il suggère l'octroi de primes aux cultivateurs qui élèveront des animaux de race canadienne. Il remercie le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) des renseignements fournis à la Chambre.

L'adoption de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'industrie laitière de la province de Québec, S. R. Q., 1909, art. 1958, & c., et O. C. no 75 du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la fête des arbres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 21 modifiant les statuts refondus, 1909, et refondant les dispositions relatives à la création par certaines municipalités d'un fonds d'indemnité destiné aux propriétaires ou possesseurs, qui ont souffert des dommages causés à leurs moutons.

Demande de documents:

Liste de paie et reçus des officiers gardes, prison de Bordeaux

M. Cousineau (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Lavergne), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre la liste de paie et reçus des officiers gardes de la prison de Bordeaux, depuis le 1^{er} juillet 1915 au 31 décembre 1915.

Adopté.

Admission des femmes au Barreau

M. Cannon (Dorchester) propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Reed), que le bill 177 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec soit inscrit sur le feuillet des affaires du jour pour deuxième lecture.

Adopté.

Dépôt de documents:

Municipalités et ministère de la Voirie

L'honorable M. Decarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Réponses à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour la production de:

Copie de toute correspondance entre les conseils des municipalités du village et de la paroisse de Saint-Eustache et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 86)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Gérard-Majella et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 87)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 88)

État de santé du premier ministre

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande des nouvelles du premier ministre qu'une indisposition a empêché de venir à la Chambre depuis une couple de jours.

L'honorable M. Allard (Drummond) répond que le premier ministre (l'honorable M. Gouin) allait mieux ce matin. On a bon espoir que le premier ministre sera de retour à la Chambre lundi soir, c'est-à-dire pour la prochaine séance.

La séance est levée à 6 h 15.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* (4 mars 1916, p. 16), les derniers mots de M. Cousineau ont leur explication dans le fait que le ministre de la Voirie, l'honorable J.-A. Tessier, demande au Parlement d'étudier séance tenante son budget.

2. On cesse d'étudier l'article suite à une entente entre le ministre des Travaux publics, l'honorable L.-A. Taschereau, et le chef de l'opposition (*Le Soleil*, 4 mars 1916, p. 16).

Séance du lundi 6 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 8 h 30.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**Employés du gouvernement
en 1897 et 1915**

M. Bérubé (Témiscouata): 1. Quel était le nombre d'employés civils du gouvernement provincial, le 11 mai 1897?

2. Quel était le total des salaires alors payés aux employés civils provinciaux?

3. Quel est le nombre actuel des employés civils provinciaux?

4. Quel est le salaire payé aux employés civils provinciaux pendant le dernier exercice financier expirant le 30 juin 1915?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Le nombre d'employés civils du gouvernement provincial, le 11 mai 1897, était de 172.

2. Le total des salaires alors payés s'élevait à la somme de \$190,603.63.

3. Le nombre des employés civils provinciaux actuellement est de 329, nombre nécessité par la création du département de la Voirie, du Bureau des statistiques, du service hydraulique, du service forestier, de la loi des véhicules-moteurs, de la loi des vues animées, du service des distributeurs automatiques, de l'inspection des hôtels et de l'inspection des engins stationnaires.

4. Les salaires payés aux employés civils de la province, pendant le dernier exercice financier finissant le 30 juin 1915, a été de \$462,429.20.

**Taxes perçues en 1896-1897 et
en 1914-1915**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel a été le montant des taxes perçues pendant l'exercice financier 1896-1897?

2. Même question pour l'exercice financier 1914-1915.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Ce qui suit est un état des recettes ordinaires de la province pour l'année fiscale 1896-1897, parmi les items duquel sont contenus les renseignements demandés: (Voir la liste ci-dessous)

Puissance du Canada.....	\$ 1,257,183.70
Terres de la Couronne.....	879,893.26
Timbres judiciaires.....	177,426.80
Fonds des bâties et des jurés.....	27,565.83
Honoraires judiciaires, à l'exclusion des timbres.....	9,654.38
Municipalités, entretien des prisonniers.....	12,751.96
Taxe du palais de justice de Montréal, non compris les timbres.....	2,123.88
Prison de Montréal, pour vente de pierre concassée.....	2,946.94
Garde, prison de Montréal, de la cité de Montréal.....	1,200.00
Garde, prison de Québec, de la cité de Québec.....	1,600.00
Prison de Québec, gain des prisonniers.....	140.75
Amendes.....	246.60
Honoraires du grand constable, Québec.....	540.29
Timbres d'enregistrement.....	63,875.90
Licences : hôtels, magasins, etc.....	586,176.42
Taxes directes sur les corporations commerciales.....	134,404.03
Taxes directes sur certaines personnes.....	3,507.74
Taxes sur les mutations de propriétés.....	74,856.99
Licences de manufactures et de commerce.....	10,393.77
Droits sur les successions.....	229,441.72

Honoraires des officiers publics :		
Pourcentage sur les honoraires.....	\$ 6,671.83	
Pourcentage sur les honoraires des renouvellements d'hypothèques, cadastre.....		<u>163.04</u>
		5,834.87
Législation :		
Honoraires des bills privés.....	\$ 7,973.41	
Vente de statuts.....		<u>417.98</u>
		8,391.39
Asiles d'aliénés		9,342.57
Écoles de réforme et d'industrie		923.72
<i>Gazette officielle de Québec</i>		21,637.58
Revenu casuel		7,570.62
Service civil, contributions pour pensions		5,712.61
Compagnies d'assurance de la province, en vertu de l'article 5388, S. R. Q.		376.33
Travaux et édifices publics : loyers		785.60
Honoraires, inspection de chemins de fer		204.00
Intérêts sur dépôts et placements		35,556.71
Prime, escompte et change.....		2,141.15
Intérêt sur le prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental		<u>299,395.07</u>
		\$ 3,874,803.18

2. Ce qui suit est un état des recettes ordinaires de la province, pour l'année fiscale 1914-1915, parmi les items duquel sont contenus les renseignements demandés :

Puissance du Canada.....	\$ 2,027,845.42
Terres et Forêts	1,840,347.45
Mines, Pêcheries et Chasse.....	147,767.84
Timbres judiciaires.....	482,683.30
Fonds des bâties et des jurés.....	88,915.79
Honoraires judiciaires, non compris les timbres.....	23,384.54
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers.....	27,934.27
Taxe du palais de justice de Montréal, non compris les timbres	5,957.11
Garde, prison de Montréal, de la cité de Montréal	2,400.00
Garde, prison de Québec, cité de Québec	1,200.00
Prison de Québec : gain des prisonniers	126.05
Honoraires du grand constable, Québec	452.95
Jeunes délinquants	6,500.00
Amendes	132.25
Timbres d'enregistrement	209,947.17
Licences : hôtels, magasins, etc.	1,086,767.43
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	982,977.87
Droits sur les successions.....	1,660,853.15
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....	20,369.48
Loi des véhicules-moteurs	180,224.67
Loi des distributeurs automatiques	10,965.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension - Honoraires	963.00
Loi des ingénieurs stationnaires, Québec - Honoraires	797.00
Honoraires des officiers publics :	
Pourcentage sur honoraires	\$ 26,330.09
Pourcentage sur les renouvellements d'hypothèque, cadastre.....	<u>44.07</u>
	26,374.16

Législation :

Honoraires, bills privés	\$ 31,817.46	
Vente de statuts	<u>545.00</u>	
		32,362.46
Asiles d'aliénés		262,554.79
Écoles de réforme et d'industrie		55,353.02
<i>Gazette officielle de Québec</i>		40,820.85
Revenu casuel		60,416.81
Service civil, contribution pour pensions.....		23,770.96
Revenu en vertu de la loi des assurances		23,052.43
Loi des compagnies de fidéicommiss - Revenu		3,884.44
Travaux et édifices publics : loyers		763.60
Intérêts sur dépôts et placements		92,865.19
Prime, escompte et change.....		13,947.38
Intérêts sur fonds d'amortissement, en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5		28,513.31
Intérêts reçu des municipalités en vertu de la loi des bons chemins.....		81,473.42
Remboursement, taxe subventions de chemins de fer		7,871.71
Montant affecté au paiement de la dette publique, en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2		145.00
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences.....		13,685.40
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20		20,399.00
Prêts aux incendiés de Québec.....		<u>160.00</u>
		\$ 9,597,925.67

**Réserve forestière,
municipalité du canton Bois
(Rivière-à-Pierre)**

M. Bernier (Lévis): 1. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes pour l'établissement d'une réserve cantonnière forestière dans la municipalité du canton Bois (Rivière-à-Pierre)?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention d'accéder à une telle demande?

L'honorable M. Allard (Drummond): 1. Oui.

2. La question est à l'étude.

**A. Corriveau,
percepteur du revenu
pour le district de Québec**

M. Slater (Argenteuil): 1. Monsieur Appolinaire Corriveau agit-il actuellement comme percepteur du revenu de la province pour le district de Québec?

2. Dans la négative, pour quelle raison, et qui le remplace actuellement?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Non.

2. Parce qu'il a été suspendu. M. O.-A. Bériau.

**Ingénieurs proposés
à l'installation des bouilloires**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 amendant la loi 4 George V, chapitre 42, relativement aux ingénieurs stationnaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Par ce bill, on décrète que tout ingénieur qui aura subi son examen devant le bureau des examinateurs et aura obtenu un certificat de compétence ne sera pas tenu de subir aucun autre examen d'une autorité municipale quelconque sous laquelle il est appelé à résider. Actuellement, c'est le double système qui s'applique.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 relatif à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Il y a peu de questions, dit-il, qui aient autant que celle-ci soulevé l'opinion publique. Depuis longtemps déjà, on a senti le besoin, la nécessité de changer de système. Il y a trois ans, le gouvernement vota \$300,000 pour aider à la disparition des barrières de péage. Jusqu'à aujourd'hui, \$150,000 ont été dépensés à cet effet et il y a un nombre de barrières et de ponts de péage qui ont disparu. Il n'y a qu'à Québec que cette question n'ait pas été réglée.

Nous avons constaté que les chemins, environ 64 milles, ont été mal entretenus par la Commission, dont les ressources, il faut le dire, étaient insuffisantes. Si nous étudions un peu sérieusement la question, nous découvrons que cette Commission doit environ \$400,000 en obligations.

On signale également qu'aucun intérêt n'a été payé au cours des trois dernières années sur les \$97,200 d'obligations privilégiées de la Commission, pendant que \$311,928 d'obligations ordinaires ne rapportent pas d'intérêt depuis environ 35 ans.

Elle avait sous contrôle plusieurs ponts; le gouvernement en a racheté quelques-uns, dont le pont Dorchester qu'il a payé \$100,000. Il a aussi permis à la Commission de prélever un taux sur les automobiles. Le revenu de ce chef a été de \$6,000.

Malgré tout, à la fin de l'été, la Commission se trouva absolument incapable de faire honneur à ses obligations. Elle ne payait plus de dividendes depuis plusieurs années. Les commissaires ont donc résigné, prétendant qu'ils étaient incapables d'administrer leurs affaires. Le gouvernement a compris qu'il devait faire une tentative pour trouver une solution au problème. Il était impossible, après les grands efforts qui avaient été faits pour rendre l'abord québécois plus attrayant et plus facile aux touristes, de laisser les chemins aux alentours de Québec dans l'état où ils étaient.

Les chemins sont en mauvais état et, si on les néglige davantage, ils vont continuer à se détériorer et ils deviendront bientôt impraticables et dangereux.

C'est un autre chaînon du réseau des bons chemins que le gouvernement est en train d'implanter dans la province. D'ici quelques mois, dit-il, la grande route Montréal-Québec sera terminée ainsi que d'autres grandes routes menant à Québec, et il ne

faudrait pas que les chemins sur lesquels donnent des routes aussi importantes soient en mauvais état. Il faut que les chemins soient en bonne condition pour la circulation routière moderne et pour répondre aux besoins de la population.

Il s'agit de trouver une solution qui contentera un peu tout le monde.

Il faut, en premier lieu, satisfaire les porteurs de débetures. Le gouvernement demande à la Chambre de l'autoriser à changer les obligations privilégiées pour des obligations de la province à 40 ans, portant 5% d'intérêt. Les obligations ordinaires seront également changées pour des obligations de la province jusqu'à concurrence de 20% de leur valeur.

On déclare que la Commission est éteinte. Il est notoire qu'avant d'en venir à cette décision on a fait l'impossible pour convoquer une réunion des commissaires, mais on n'a pu avoir un quorum. Le gouvernement propose de déclarer l'ancienne Commission des chemins à barrières dissoute et de nommer un curateur pour administrer la succession. C'est comme dans le cas d'une succession vacante.

Il faudra alors s'occuper de construire et d'entretenir les chemins. Le gouvernement veut donner aux municipalités la liberté de se prévaloir de la loi des chemins de 1912 pour emprunter du gouvernement l'argent nécessaire, à la condition qu'elles paient à celui-ci, annuellement, pendant 40 ans à 3%.

Il est vrai que ce taux est plus élevé que celui demandé ordinairement aux autres municipalités pour les mêmes fins, mais il ne faut pas oublier que les municipalités qui entourent Québec, où les chemins ont été faits, il y a quelques années, avec beaucoup de soin, pourront les réparer à bon marché et qu'il n'est pas juste que le gouvernement leur demande 3% au lieu de 2%.

Pour veiller à l'entretien des chemins, le gouvernement propose de créer une commission spéciale de quatre membres non salariés dont deux seront nommés par le gouvernement, un par la ville de Québec et un par les autres municipalités intéressées, savoir: Château-Richer, L'Ange-Gardien, Beauport, Charlesbourg, les 2 Lorette, Sainte-Foy, Saint-Augustin, Sillery et Cap-Rouge.

L'argent emprunté au gouvernement sera remis à cette commission de quatre membres et le travail, étant fait partout par les mêmes, aura uniformité. Si le gouvernement laissait aux municipalités le soin d'entretenir chacun son bout de chemin, il n'y aurait pas d'ensemble. Cette commission resterait en office pendant 10 ans. Après cette période, d'après les circonstances, les chemins

pourront être remis aux municipalités, ou la commission pourra continuer. Celles-ci seront libres d'accepter ou de refuser les conditions de cet arrangement.

Le gouvernement paiera 25% de l'argent nécessaire à la construction ou à l'entretien des chemins, la ville également 25% et les municipalités 50%, à condition qu'il ne soit pas dépensé chaque année plus de \$40,000. Si la Chambre accepte ce projet, dès l'automne prochain les chemins seront construits. Il déclare qu'il a rencontré les délégués des municipalités, qui ont accepté les grandes lignes du projet.

Quand le bill aura été adopté, toutes les barrières de péage devront rester levées et aucun droit de passage, que ce soit sur les routes ou sur les ponts, ne pourra être perçu.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Les barrières de péage n'existent pas seulement dans la région autour de Québec, fait-il remarquer, et il croit que le gouvernement devrait prendre des dispositions pour un règlement général de la question des barrières de péage dans la province.

Les explications du ministre des Travaux publics font voir au moins toutes les difficultés que s'est attirées le gouvernement avec la politique qu'il a suivie dans les choses de la voirie. Puisque, dit-il, le gouvernement a entrepris de régler ces difficultés à un point de vue tout local, il devrait envisager courageusement les choses et entreprendre une réforme générale dans toute la province.

Il est un fait acquis, patent, ajoute le chef de l'opposition, c'est que nous marchons, dans cette question de la voirie, sous les dictées d'un système quelconque, surtout en ce qui concerne les grandes routes que le gouvernement a fait construire, comme la route Édouard VII. Le projet de loi que nous avons devant nous ce soir, dit-il, nous fait voir l'absence de tout système dans la construction et l'entretien de ces routes. Nous n'avons, dans cette question de la voirie, qu'un pêle-mêle ridicule de règlements et de lois qui changent à toutes les régions.

Quant à la loi actuelle que présente le ministre des Travaux publics, il y voit surtout une bonne affaire pour les porteurs de débentures de l'ancienne Commission de la rive nord. Il n'est pas contre la nomination d'une commission provinciale, mais ceci commence à donner raison à ce que l'opposition a toujours préconisé, c'est-à-dire la nomination d'une commission d'experts qui aurait sous son contrôle toutes les choses de la voirie dans la province, une commission de trois ou quatre

membres, tenus absolument à l'écart de toute influence politique.

Les membres de cette commission seraient payés, car personne ne pourrait et ne voudrait travailler dans ce sens pour rien et, le gouvernement ne payant pas ces commissaires, ils seraient tentés de se payer eux-mêmes. Nous avons aussi préconisé, ajoute le chef de l'opposition, la classification des routes. Les routes nationales d'abord, dont le coût total de la construction et de l'entretien reviendrait entièrement au gouvernement.

Ces routes profitent aux propriétaires d'automobiles et aux touristes qui visitent et qui font le tour de la province pendant trois mois dans une année. L'hiver, des routes macadamisées et pavées sont inutiles pour les fermiers et ceux-ci ne devraient pas avoir à payer une partie de la dépense; l'été, les bénéfices retirés sont plus que contrebalancés par le dérangement causé par les automobiles, l'ennui de la poussière, etc.

Ces routes, au reste, ne profitent qu'aux automobiles et, par ricochet, au gouvernement. Que ces routes aient coûté, par exemple, quatre millions à 5% d'intérêt, ce qui rapporte \$200,000, c'est précisément la somme que retire le gouvernement des taxes sur les automobiles. Il n'est donc pas juste que nous fassions payer une partie de la construction et de l'entretien de ces routes par les municipalités. Nous aurions ensuite, continue-t-il, les routes rurales que les municipalités construiraient et entretiendraient au moyen d'allocations.

Quant aux routes rurales, il croit que le gouvernement devrait continuer à subventionner les municipalités et encourager un système de construction de routes plus général. Dans quelques années, il y aurait un bon réseau de routes rurales dans les différents comtés de la province. Il est en faveur de l'abolition des barrières de péage, ce qui est la politique de l'opposition.

Il croit que les routes nationales devraient être faites avec le concours du gouvernement central. Le gouvernement fédéral, dit-il, a offert déjà, du reste, une somme de 10 millions pour les routes dans les provinces, et c'est grâce au Sénat que nous n'avons pu profiter de cette bonne aubaine. Ce sera la grande erreur du Sénat. Les temps sont devenus plus difficiles et il est peu probable aujourd'hui que le gouvernement central revienne avec une offre semblable après la rebuffade qu'il a reçue. Aujourd'hui, ajoute-t-il, les grandes routes devraient être beaucoup au point de vue militaire. Cela existait, du reste, sous l'Union; à plus forte raison cela devrait exister aujourd'hui. Ce sont les grandes routes nationales qui, dans tous les pays, favorisent les

opérations militaires. Il cite à l'appui de cet argument l'exemple de ce qui se passe en Europe en ce moment, où les chemins de fer ne suffisent pas au transport des troupes et où les camions automobiles jouent un rôle important grâce à l'état supérieur des routes. Revenant au bill, il déclare que, dans quelques années, le gouvernement rencontrera les mêmes difficultés, parce que le système n'est pas uniforme. On ne fait du bien aujourd'hui qu'aux porteurs de débentures.

Tout ce tapage que l'on fait aujourd'hui, on l'a fait il y a deux ans, alors que l'on a aboli les ponts Lachapelle et Viau, avec le seul résultat que l'on a payé \$140,000 aux compagnies propriétaires de ces ponts. Aujourd'hui, on va payer \$100 aux porteurs de débentures de la Commission de la rive nord. Aujourd'hui, dans le comté de Laval, on peut croire qu'il n'existe plus de barrières de péage et il y en a autant qu'il y a 25 ans.

Il continue en reprochant au gouvernement de n'avoir pas même le courage de payer les porteurs de débentures de la Commission en argent. On leur donne des billets promissoires à 40 ans. Voilà un genre de finance assez drôle. Il reproche au gouvernement de vouloir faire peser le fardeau de ce règlement sur ceux qui viendront après nous en échangeant les débentures de la Commission pour des débentures de la province à 40 ans.

Le gouvernement n'a pas le courage de le faire, malgré son surplus. Peut-être le trésorier de la province craint-il que la réserve de millionnaires ne diminue ou que ceux-ci ne dépensent leur argent avant de mourir, et qu'en conséquence les droits sur les successions rapportent moins d'argent.

Le discours que vient de faire le ministre des Travaux publics, continue le chef de l'opposition, ressemble passablement à un discours d'élection, quoique le gouvernement nous ait promis qu'il n'y en aurait pas encore cette année.

Toujours magnanime, le ministre des Travaux publics commence par son comté tout en ignorant les comtés environnants, où il existe pourtant encore des barrières de péage. Il commence par son comté, par celui du premier ministre et celui aussi du président de la Chambre.

Il affirme que l'opposition a toujours été pour l'abolition des barrières de péage et qu'il pense que le gouvernement devrait entreprendre de régler cette question dans son ensemble plutôt que d'avoir une loi qui s'applique dans un petit district seulement.

M. Bernier (Lévis) fait remarquer que c'était un déni de justice de la part du gouvernement que de ne donner que 20% aux porteurs de débentures non

privilegiées, eux qui étaient en somme les pionniers des routes dans cette région de Québec et qui, plus que tous les autres, avaient été à la peine.

L'honorable M. Taschereau (Montmagny) répond que le gouvernement n'avait aucune obligation envers ces porteurs de débentures et que, par la loi actuelle, on leur rendait un service. Il le fait par pure bonté et par sollicitude pour les personnes qui ont mis leurs capitaux dans ce placement de tout repos devenu tout à coup si dangereux. Il rappelle la décision du Conseil privé à ce sujet, dans la cause de Sir Narcisse Belleau contre la Commission. Les porteurs de débentures non privilégiées ont demandé eux-mêmes qu'on les remboursât de 25% seulement. On leur donne 20% et on a lieu de croire qu'ils seront satisfaits.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant qu'il la prie d'agréer:

- bill F modifiant le Code civil au sujet de l'enregistrement de certaines servitudes.

Enregistrement de servitudes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire le bill F du Conseil législatif modifiant le Code civil au sujet de l'enregistrement de certaines servitudes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal.

Charte de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

Loi de la pêche

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 35 amendant la loi de la pêche de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur l'autorise à soumettre ledit projet de résolution et qu'il en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: 1. Que, si le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries se convainc qu'un locataire de droits de pêche s'est rendu coupable d'infraction aux lois ou aux règlements de la pêche dans cette province, ou a enfreint ou négligé d'accomplir quelque-une des conditions de son bail, ou refuse de les accomplir à l'avenir, il puisse révoquer le bail de pêche, et que cette révocation comporte la confiscation pleine et entière de toutes les améliorations faites et existant sur le terrain y mentionné, ainsi que de tous les camps, maisons, glaciers, dépendances quelconques, ameublements, embarcations ou tous autres articles pouvant servir aux fins de la pêche, mais qu'il soit toutefois loisible audit ministre d'accorder les remboursements ou indemnités qu'il trouvera justes et équitables.

M. Tellier (Joliette) ne trouve pas la loi juste. Ce n'est pas le terrain lui-même que certains sportsmen louent, mais les eaux qui l'entourent, et cela pour fins de pêche. Il trouve que la loi va un peu loin en donnant au ministre le droit de confisquer les engins de pêche.

M. Bernier (Lévis), lui aussi, trouve que cette loi va un peu loin en donnant au ministre le droit de confisquer les engins de pêche.

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) dit que cette résolution confère un pouvoir exorbitant au ministre.

Il ne croit pas que, devant de telles conditions, les clubs soient susceptibles de construire des bâtiments coûteux ou d'apporter des améliorations importantes quand, sous un prétexte ou l'autre, le gouvernement pourrait confisquer tous les bâtiments et les améliorations pour une simple infraction.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique que la loi ne vise pas les gros clubs qui paient leurs droits, mais les petits clubs.

M. Tellier (Joliette) constate que les gros clubs peuvent lutter contre le gouvernement. Ce sont les petits clubs qui ont besoin d'être protégés.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

Une voix de l'opposition réclame le vote.

La motion "Que ladite résolution soit maintenant adoptée" étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Allard, Bugeaud, Bullock, Cannon, Fortier, Galipeault, Godbout, Gouin, Grégoire, Létourneau (Québec-Est), Mercier, Mitchell, Péloquin, Philips, Pilon, Robillard, Séguin, Taschereau, Therrien, 19.

Contre: MM. Bernier, Bérubé, Campbell, Cousineau, D'Auteuil, Labissonnière, Morin, Sauvé, Slater, Sylvestre, Tansey, Tellier, 12.

La motion est ainsi adoptée.

En conséquence, la résolution est adoptée.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 amendant la loi de la pêche de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

Sténographes

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant l'article 3488 des statuts refondus, 1909, au sujet des sténographes soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique son bill dont l'objet est de nommer ces derniers officiers de la Cour supérieure et de les soumettre au contrôle de ce tribunal et du procureur général.

Il explique que cette mesure était demandée par les juges qui se plaignent que, dans plusieurs cas, les notes sténographiques ne sont pas transcrites assez tôt et qu'il n'y a pas actuellement de contrainte à exercer pour obtenir cette transcription. Dans certaines causes, même, on a dû recommencer les procédures à cause de l'impossibilité dans laquelle on se trouvait d'avoir les notes sténographiques.

M. Tellier (Joliette) dit qu'il connaît des districts judiciaires où les juges ont dû attendre des mois avant de rendre un jugement parce que les sténographes ne transcrivent pas leurs notes. Certaines causes inscrites en appel accusent des retards d'un an ou deux à cause de cette négligence¹.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

La séance est levée.

NOTE

1. Selon *Le Canada* (7 mars 1916, p. 1), après quelques échanges de vues, il a été entendu de remettre à une autre séance le projet de loi pour s'entendre exactement sur la rédaction.

Première séance du mardi 7 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal. Les amendements concernent des changements faits quant à ce qui a trait aux quartiers Rosemont et Bordeaux ainsi qu'aux institutions de charité.

M. Tellier (Joliette) remarque qu'il y a de nombreuses plaintes.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Municipalités, comtés de Pontiac
et de Témiscamingue**

L'honorable M. Allard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 concernant la formation de municipalités dans le territoire des comtés de Pontiac et de Témiscamingue situé au nord de la ligne 48° de latitude soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Allard (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Allard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la pêche

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 35 amendant la loi de la pêche de Québec.

Adopté.

En comité:

M. Tellier (Joliette) s'oppose à cette loi qu'il trouve vexatoire. On sait qu'il s'agit, en cas d'infraction à la loi, de confisquer aux locataires d'un club toutes les améliorations faites sur les terrains du club. C'est une loi très antilibérale et plutôt moyenâgeuse.

Il rappelle que des lois du même genre existaient dans les vieilles législations anglaises pour les criminels condamnés à mort ou à l'emprisonnement à vie et il ajoute qu'il n'y a pas de raisons de confisquer les biens dans les circonstances mentionnées dans le bill.

Il attire l'attention du gouvernement sur le fait que les eaux que l'on doit peupler ne sont pas suffisamment gardées, surtout dans le temps du frai. Il demande plus de gardes-pêche et une augmentation de leur traitement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dit que, d'une façon générale, les lois de pêche sont tellement violées qu'il faut des sanctions très sévères contre les délinquants. Les salaires des gardes-pêche ne sont pas considérables, dit-il, mais ils touchent la moitié des amendes imposées aux délinquants.

M. Tellier (Joliette) demande à quelles conditions s'est faite la cession par le gouvernement fédéral à la province des établissements de pisciculture de Magog, de Lac-Tremblant et de Saint-Alexis.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Cette cession s'est faite purement et simplement, sans conditions. Il ajoute que le gouvernement continuera à peu près les mêmes règlements qui étaient en vigueur sous le régime fédéral.

M. Tellier (Joliette): On compte actuellement, dit-il, 130 gardes-chasse et gardes-pêche nommés par le département, en plus entre 400 et 500 gardes nommés par les locataires de clubs.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Ces gardes, dit-il, font tous leur devoir et ils s'appliquent surtout à réprimer les récidivistes.

M. Lavergne (Montmagny) déplore la disparition de certaines espèces de gibier dans notre province. Il suggère au ministre de faire venir des États-Unis des espèces inconnues ici, entre autres le sanglier.

Il croit qu'on devrait imposer aux clubs l'établissement d'une réserve où personne, pas même les sociétaires de ce club, n'aurait le droit de pêcher ni de chasser.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

déclare que le ministère considérait depuis quelque temps ces questions et qu'il trouverait avant peu une solution.

Il annonce que le département est prêt à donner tous les renseignements possibles à ceux qui voudraient établir, par exemple, des fermes d'élevage pour le faisan.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives au bill 34 amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur l'autorise à soumettre ledit projet de résolutions et qu'il en recommande la prise en considération.

En comité:**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

propose: 1. Que toute personne, association de personnes ou tout agent faisant affaire comme commerçant en fourrures, dans le sens du bill qui accompagne les présentes résolutions, qui chasse ou fait chasser, achète ou fait acheter, ou se procure d'une manière quelconque des animaux à fourrure

tués ou pris sur le territoire de la province, doive payer au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour le privilège à lui accordé de chasser, de tuer ou prendre, ou de faire chasser, faire tuer ou faire prendre des animaux à fourrure en vertu de quelqu'une des dispositions de la loi, sur le territoire de la province, un droit régalien qui sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et que, sur réception de ce droit, un officier du département à ce autorisé appose un sceau approuvé par le ministre sur chacune des peaux, et que toute peau sur laquelle il n'y aura pas un tel sceau soit considérée être détenue illégalement.

Adopté.

2. Que toute personne ou association de personnes faisant des affaires dans la province en son propre nom ou par un agent, et tel agent, et toute personne faisant le commerce de fourrures, qui chassent ou font chasser, prennent ou font prendre, achètent ou font acheter des animaux à fourrure sur le territoire de cette province, ou qui, faisant actuellement ce commerce ou qui ont l'intention de continuer ou faire tel commerce, soient tenus de remettre au ministre, ou à l'un de ses officiers autorisés, une déclaration par écrit de telle intention, rédigée conformément aux règlements établis par le département.

Adopté.

3. Que cette déclaration doive contenir:

a. Le nom de la personne qui désire se prévaloir des présentes dispositions comme commerçant ou agent;

b. S'il s'agit d'une association de personnes, le nom du président, du secrétaire trésorier et des autres officiers ainsi que leurs domicile et adresse;

c. L'endroit de la principale place d'affaires;

d. Les endroits où sont situés les entrepôts, magasins, postes ou caches dans lesquels sont ou seront gardés les animaux à fourrure ou leur dépouille;

e. Les ports d'expédition d'où ces fourrures sont expédiées hors de la province.

Adopté.

4. Que, sur réception de cette déclaration et paiement d'un droit de dix piastres, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries puisse émettre un permis autorisant la personne ou association de personnes ou agent à chasser, à faire chasser, à acheter ou faire acheter, à prendre ou faire prendre les animaux à fourrure sur le territoire de cette province, le tout conformément à la loi.

Adopté.

5. Que toute personne, association de personnes faisant des affaires dans la province en son propre nom ou par un agent, ou tout agent qui chasse ou fait chasser, achète ou fait acheter, ou est trouvé en possession d'animaux à fourrure tués ou de fourrures prises sur le territoire de cette province, sans avoir au préalable fait la déclaration ci-dessus et qui n'est pas porteur d'un permis tel que ci-dessus stipulé, soit passible de la pénalité édictée par l'article 7442 des statuts refondus, 1909, laquelle pénalité pourra être recouvrée en la manière y déterminée, et que cette disposition, toutefois, ne s'applique pas au chasseur ou trappeur qui fait la chasse lui-même, même dans le but de vendre l'animal ou quelque partie d'icelui à un commerçant de fourrures, pourvu que ledit chasseur ou trappeur soit domicilié et résidant dans la province de Québec et soit sujet britannique.

Adopté.

6. Que le gibier, les peaux ou autres objets quelconques, d'une valeur appréciable, saisis et confisqués en vertu de quelqu'une des dispositions de la loi de la chasse de Québec, soient vendus sur ordre du ministre au profit de la couronne.

Adopté.

7. Qu'il soit cependant loisible au ministre de disposer, en faveur d'établissements de bienfaisance ou d'œuvres de charité, du gibier ou autres objets saisis, lorsque la vente au bénéfice de la couronne ne pourra pas être facilement faite.

Adopté.

8. Qu'il soit aussi loisible au ministre de réserver, pour l'usage de la couronne, tous objets saisis et confisqués de quelque nature qu'ils soient qui, dans son opinion, pourront être de quelque utilité pour l'administration de l'un des départements du gouvernement de cette province.

Adopté.

9. Que, si le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries se convainc qu'un locataire de terrains de chasse s'est rendu coupable d'infraction aux lois ou aux règlements de la chasse dans cette province, ou a enfreint ou négligé d'accomplir quelqu'une des conditions de son bail, ou refuse de les accomplir à l'avenir, il pourra révoquer le bail de chasse; et que cette révocation comportera la confiscation pleine et entière de toutes les améliorations faites et existant sur le terrain y mentionné, ainsi que de tous les camps, maisons, glaciers, dépendances quelconques, ameublements, embarcations, ou tous autres articles pouvant servir aux fins de la chasse; mais qu'il sera toutefois loisible au ministre d'accorder les remboursements ou indemnités qu'il trouvera justes et équitables.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division par la Chambre.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 amendant la loi de la chasse de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il dit que la Compagnie de la baie d'Hudson est celle qui donne le plus de difficultés à son ministère dont elle vient de contester la juridiction devant les tribunaux.

Les résolutions qui amendent la loi portent que tout individu tuant ou faisant tuer un animal pour le commerce des fourrures devra payer un droit régalien qui sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil et, sur réception de ce droit, un employé autorisé du département apposera un sceau, approuvé par le ministère, sur chacune des peaux et que toute peau ne portant pas ce sceau sera considérée comme étant détenue illégalement.

M. Tellier (Joliette) n'a pas d'objection à faire appliquer cette loi aux compagnies commerciales comme la Compagnie Revillon ou la Compagnie de la baie d'Hudson, mais il a peur qu'elle affecte toute cette classe nombreuse de chasseurs qui vivent des produits de leur chasse.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique que cette loi n'atteint pas les petits chasseurs qui font la chasse pour leur compte personnel, mais simplement les commerçants de fourrures.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Combien cela rapportera-t-il?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) déclare qu'il ne sait pas combien cet impôt rapporterait à la province, mais il n'a pas de doute que ce serait une somme considérable.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'article 5 des résolutions est amendé remplaçant les mots après "toutefois" par: "Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au chasseur ou trappeur qui fait la chasse lui-même, pourvu que ledit chasseur ou trappeur soit domicilié dans la province de Québec et soit sujet britannique."

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 7 mars 1916**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Biens de succession sujets à l'impôt

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 37 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Recettes et dépenses**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1916, pour la production d'un état détaillé des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 17 janvier dernier au 17 février courant. (Document de la session no 89)

M. Cousineau (Jacques-Cartier) dit qu'il ressort de cet état que la province continue d'être en déficit et que le compte du trésorier est soutiré à la banque. Le gouvernement a actuellement un déficit de plus d'un million et quelques centaines de mille piastres.

Selon le document, il y a eu un déficit de \$451,263.96 pour le mois en question, ce qui, ajouté au déficit qui existait le 17 janvier, fait grimper le total à \$1,608,896.32.

Il demande comment le gouvernement va faire pour rétablir l'équilibre dans ses finances et s'il va falloir pour cela contracter un nouvel emprunt.

Un nouvel emprunt sera-t-il émis ou le gouvernement procédera-t-il par découverts bancaires additionnels?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond au chef de l'opposition (M. Cousineau) qu'il n'a pas besoin de s'inquiéter. La situation financière de la province est comme elle a toujours été depuis 1902 à cette époque de l'année. Le compte de la province se trouve à découvert parce que ce n'est qu'au commencement du mois d'avril que les revenus commencent à rentrer.

Le gouvernement doit obtenir de la banque ce qui lui manque en attendant la perception de ses revenus. C'est ce qui se passe dans le cours ordinaire des choses pour toutes les maisons d'affaires, et les gouvernements n'échappent pas à ces lois de la finance. En parcourant les comptes de banque de tous les gouvernements, on trouvera la même chose à cette époque de l'année.

Le chef de l'opposition peut être assuré que les finances s'équilibreront sans qu'il soit fait un nouvel emprunt.

Questions et réponses:**M. J.-E. Chabot**

M. Morin (L'Islet): 1. M. J.-E. Chabot est-il à l'emploi du département des statistiques, et, dans l'affirmative, depuis quand?

2. Le gouvernement est-il informé que ce monsieur s'est occupé de la révision des listes électorales parlementaires de Lévis, vers les 27 et 28 septembre 1915, pendant ses heures de bureau?

3. Monsieur Chabot avait-il la permission de ses supérieurs pour aller s'occuper ainsi de révision de listes électorales parlementaires?

L'honorable M. Décarie (Maisonnette): 1. Oui, depuis mars 1914.

2. Non.

3. Non.

M. Morin (L'Islet): 1. M. J.-E. Chabot, du département des statistiques, a-t-il obtenu de ses supérieurs un congé, au mois de juin 1915?

2. Dans l'affirmative, à quelle date a-t-il été autorisé à prendre ce congé et combien de temps devait-il durer?

3. M. J.-E. Chabot était-il autorisé à s'occuper de rôle d'évaluation et de l'aqueduc de la ville de Lévis pendant la durée de son congé?

L'honorable M. Décarie (Maisonnette): 1. Oui. Vacances annuelles.

2. 21 juin. Trois semaines.

3. Non.

Enregistrement de servitudes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill F du Conseil législatif modifiant le Code civil au sujet de l'enregistrement de certaines servitudes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sténographes

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 36 modifiant l'article 3488 des statuts refondus, 1909, au sujet des sténographes.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose en amendement que les parties en cause puissent choisir leur sténographe.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose en amendement qu'un juge puisse ordonner à un sténographe de donner lecture de ses notes sans en ordonner la transcription¹.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Statuts refondus, 1909, article 5729

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant l'article 5729 des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi amende la loi des cités et villes en déclarant non imposables les cours de circuit et les bureaux d'enregistrement, tout comme ils le sont dans les municipalités rurales.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Desaulniers (Chambly) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Jurés

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 amendant l'article 3408 des statuts refondus, 1909, et exemptant les

ingénieurs civils pratiquants de remplir les fonctions de jurés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Desaulniers (Chambly) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Agents d'assurances

L'honorable M. Mitchell (Richmond) pour **M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de défendre aux agents d'assurances qui ne sont pas résidents de bonne foi de faire affaire dans la province de Québec. Cette défense ne s'appliquera pas aux agents résidant dans toute autre province dont les lois permettent aux agents de la province de Québec de faire affaire chez elle aux mêmes conditions que ceux qui y résident.

Il explique que ce bill ressemble en tous points à la loi qui régit les agents d'assurances dans plusieurs provinces canadiennes et dans la plupart des États de la république voisine.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) et **M. Tellier (Joliette)** s'opposent à l'adoption du projet de loi; ils le considèrent intolérant.

M. Tellier (Joliette) croit que c'est une mesure étroite qu'il ne faut pas imiter de la province d'Ontario ni d'ailleurs. On va probablement, dit-il, donner lieu à des représailles.

Il soutient que l'égalité des droits des sujets dans un empire comprend un principe trop sacré pour qu'on le viole dans les codes de lois de Québec.

M. Leclerc (Québec-Centre) déclare que c'est là une loi absolument sage, grâce à laquelle on va protéger le public contre ces agents aventuriers qui n'ont pas de résidence connue et qui disparaissent quand vient le moment de régler le paiement des assurances. Il cite plusieurs cas où des montants

considérables ont été ainsi perdus et où des familles ont été ruinées. Il voudrait même que les agents d'assurances fussent licenciés pour pouvoir faire affaire dans la province de Québec².

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) trouve le bill bon dans les circonstances. Puisque Ontario empêche nos agents d'aller faire affaire chez elle, s'ils n'y ont pas de résidence, c'est notre devoir, dit-il, d'user de représailles.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) fait allusion aux écoles canadiennes-françaises d'Ontario.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si on pouvait régler cette question par une loi du Québec, je n'y aurais pas d'objection. On pourrait être sûrs alors que nos compatriotes ne seraient pas lésés. Il est temps que nous répondions du tic au tac.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) pour **M. Robert (Rouville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Des voix soulèvent certaines objections quant à la portée du bill.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) suggère que l'on attende le parrain du bill.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 modifiant le Code civil concernant la jouissance des droits civils;
- bill 27 modifiant la loi 2 George V, chapitre 5, concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer;

- bill 52 constituant en corporation le Chapitre de Québec;

- bill 108 constituant en ville la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, sous le nom de "Laval de Montréal";

- bill 117 amendant la loi concernant la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec;

- bill 133 amendant la charte de la Sunday School Union of Montreal;

- bill 142 constituant en corporation The Metropolitan Columbus Association;

- bill 143 constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des paroisses et des maisons d'éducation et de charité de la vallée de l'Ottawa, dans la province de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 66 annexant la municipalité scolaire distincte de la paroisse Saint-Michel-Archange de Montréal à celle des écoles catholiques de Montréal;

- bill 100 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec;

- bill 77 ratifiant les titres de l'immeuble connu sous le no 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, en la cité de Québec.

Municipalité scolaire de la paroisse

Saint-Michel-Archange de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 66 annexant la municipalité scolaire distincte de la paroisse Saint-Michel-Archange de Montréal à celle des écoles catholiques de Montréal. Les amendements sont lus deux fois.

Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec. Les amendements sont lus deux fois.

Immeuble du no 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, Québec

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 77 ratifiant les titres de l'immeuble connu sous le no 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, en la cité de Québec. Les amendements sont lus deux fois.

Statuts refondus, 1909, articles 5360 et 5361

M. Bérubé (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 183 modifiant les articles 5360 et 5361 des statuts refondus, 1909.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bérubé (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, articles 1285 et 1286

M. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill C du Conseil législatif amendant les articles 1285 et 1286 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Tessier (Rimouski) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général y compris subside à la Compagnie du chemin de fer de la rive sud, en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 2, concours d'abattis, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si les cercles agricoles ont été autorisés à se rendre, aux frais des allocations données par le gouvernement, au congrès des routes.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond dans l'affirmative, croyant que c'était là l'occasion aux membres des cercles de se renseigner sur les diverses questions qui intéressent les routes. On a permis aux cercles d'envoyer un délégué au congrès de la voirie, pourvu que les dépenses de voyage ne soient pas de plus de dix piastres.

M. Labissonnière (Champlain) demande si le gouvernement a l'intention de nommer un surintendant pour les cercles agricoles.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Le gouvernement n'en a pas l'intention.

Une voix demande si l'on fera cette année une réforme des cercles agricoles.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Il n'en est pas question.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande d'augmenter les octrois aux écoles d'agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit qu'il n'en est pas question pour le moment parce que ces dernières sont satisfaites de ce qu'elles reçoivent actuellement. C'est \$80,000 par année qui sont payées aux écoles d'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit que le gouvernement de Québec fait, en somme, très peu pour les écoles d'agriculture. C'est, dit-il, le gouvernement fédéral qui fait le plus dans ce sens, puisqu'il accorde pour cela une somme de \$60,000, tandis que le gouvernement provincial ne donne que \$30,000.

Le moins alors que l'on pourrait faire, continue-t-il en s'adressant au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), ce serait de donner au moins crédit de cette générosité au gouvernement central. Pourquoi n'en est-il en aucune façon fait mention dans les rapports du département? Pourquoi le ministre de l'Agriculture, quand il se vante, comme il le fait sur les hustings, de tout ce que son département fait à l'endroit des écoles d'agriculture, ne fait-il pas mention de ces octrois accordés par le gouvernement conservateur? C'est ainsi que l'on fait du capital politique avec de l'argent qui est donné par d'autres. Il ne voit rien qui donne le moindre crédit des générosités du gouvernement d'Ottawa.

Je tiens à saisir cette nouvelle preuve, dit encore le député de Deux-Montagnes, pour établir que, si à l'heure qu'il est il se dépense plus d'argent pour l'agriculture dans la province de Québec, c'est dû au gouvernement fédéral. Le gouvernement de Québec non seulement, dans l'occurrence, ne fait rien pour l'agriculture, mais il fait tout pour cacher au public la part du gouvernement conservateur. Sans Ottawa, quelle serait actuellement à Québec la situation agricole? Le peu que l'on fait pour les cultivateurs, c'est avec l'argent que l'on reçoit de ceux que le ministre de l'Agriculture est le premier à dénoncer comme des fanatiques et des ennemis de la province. Nous espérons donc que le ministre changera de tactique, à l'avenir, à l'égard des bienfaiteurs de l'agriculture dans la province de Québec.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit que chacun, la province et le gouvernement d'Ottawa, a ses responsabilités et ses avantages; que Québec dépense \$500,000 pour l'agriculture et que le subside fédéral s'élève à \$200,000. Il voudrait que ce dernier fût augmenté, il trouverait amplement à quoi l'appliquer. Il peut arriver que certaines branches de l'agriculture soient plus favorisées par Ottawa que par Québec, mais, en somme, c'est Québec qui donne le plus pour l'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit que le département faisait tout ce qu'il pouvait pour cacher, par exemple aux directeurs des écoles d'agriculture, que les octrois que ces écoles recevaient venaient en

grande partie du gouvernement central. Il cite, entre autres, le rapport du directeur de l'école de Sainte-Anne qui semble absolument ignorer cela et qui n'a, dans son rapport, que des louanges à prodiguer au député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron).

Le député de Deux-Montagnes dit que l'on fait du favoritisme au chapitre des places à donner aux élèves des écoles d'agriculture et aux diplômés.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) nie que lui ou son département ait jamais commis le moindre acte en ce sens. Dans chaque cas, on se guide sur le mérite même de l'élève sans considérer la question de parti. Il cite plusieurs noms de diplômés des écoles d'agriculture qui appartiennent à des familles conservatrices, même à des organisateurs adversaires acharnés du gouvernement, et qui cependant ont été nommés à des postes importants parce que leurs mérites les y appelaient.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande quel est le but des cours suivis par les inspecteurs d'écoles dans les écoles d'agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est pour que ces inspecteurs puissent ensuite donner eux-mêmes, à base d'agriculture, des cours à leurs élèves et aux institutrices dans les campagnes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit que ces cours donnés par les inspecteurs sont trop techniques et qu'ils ne peuvent être compris par les élèves et par les institutrices.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Une voix: Combien y a-t-il d'écoles ménagères officiellement reconnues?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Quarante-cinq.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se plaint de la diversité des programmes d'enseignement ménager qui lui sont tombés sous les yeux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe et travaux de la ferme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection d'établissements de produits laitiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Labissonnière (Champlain) dit que les propriétaires de beurreries et de fromageries sont réticents à payer la taxe de \$15 imposée pour l'inspection.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) déclare que les propriétaires de beurreries et de fromageries ne se font pas trop prier pour payer la taxe de \$15 imposée pour défrayer les dépenses des inspecteurs. Il n'y a de récriminations que chez ceux qui crient toujours quand on leur demande de l'argent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) accuse le ministre (l'honorable M. Caron) de favoriser les coopératives de fromagers et beurriers au détriment des propriétaires indépendants de beurreries et de fromageries. Il demande si le département a reçu des plaintes contre elles.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit qu'il n'en a pas reçu.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est dommage que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) ne se soit pas rendu à la convention de l'industrie laitière de Saint-Gabriel-de-Brandon. Il aurait pu, là, en entendre de belles sur le compte de ces coopératives. On a reproché là au ministre un favoritisme injustifiable à l'endroit des coopératives.

M. Labissonnière (Champlain): Combien y a-t-il d'inspecteurs de fromageries et de beurreries et combien y a-t-il de fromageries et de beurreries?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit que l'on compte présentement 50 inspecteurs de fromageries et de beurreries et qu'il y a 2,800 fromageries et beurreries, ce qui fait 50 fabriques par inspecteur.

M. Labissonnière (Champlain): Cela n'est pas suffisant. Je sais que des patrons ont réclamé les services d'inspecteurs qu'ils n'ont pu avoir, ces derniers ayant trop de travail à faire. Il dit également que ces inspecteurs ne sont pas suffisamment payés. Le député de Champlain aussi fait remarquer que les inspecteurs ne font pas l'épreuve du lait.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit que c'est au fabricant de faire cette épreuve.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conférences sur l'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'élevage des volailles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le mérite agricole provincial, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Dépôt de documents:

Municipalités et ministère de la Voirie

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour copie de toute correspondance entre le conseil des municipalités du village et de la paroisse de Saint-Eustache et le ministère de la Voirie, depuis 1913 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 86a)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Havre-aux-Maisons et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 90)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Narcisse et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 91)

Location de lacs, canton Neigette, comté de Rimouski

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1916, pour copie de toute correspondance ou autres documents quelconques entre le club de chasse et pêche de Rimouski et Eugène Fiset et le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec, concernant la location des lacs des Roches, Noir, Pointu, Carré, canton Neigette, comté de Rimouski, depuis l'année 1908 à date. (Document de la session no 92)

Indemnités, secours et récompenses

M. Francoeur (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que le bill 181 amendement l'article 5684 des statuts refondus, 1909, concernant les indemnités, secours et récompenses soit inscrit au feuillet pour étude en comité général.

Adopté sur division.

Travaux de la Chambre, congrès

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande un congé pour permettre à la députation de passer librement la soirée du Mardi gras.

Il demande également au premier ministre de donner congé à la députation pour le Mercredi des cendres, qui est un jour de fête légale.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dit que, depuis 20 ans qu'il siège à l'Assemblée législative, les députés ont toujours travaillé le Mercredi des cendres et que cela ne leur a pas porté malheur.

D'ailleurs, ajoute-t-il, nous irons à l'église de bonne heure et nous aurons amplement le temps de revenir travailler ici pour 11 heures.

La séance est levée à 7 heures.

NOTES

1. Selon *La Presse*, ce dernier amendement a plutôt été proposé par le premier ministre Gouin.
2. Selon certains journaux, Eugène Leclerc est un des plus importants agents d'assurances de la province de Québec.

Première séance du mercredi 8 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Biens de succession
sujets à l'impôt**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code civil,
article 1342**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill E du Conseil législatif modifiant l'article 1342 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Lévesque (Laval) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:**Cellules de la prison
de Bordeaux**

M. Sylvestre (Montcalm) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous rapports, correspondance, et de tous documents échangés entre toute personne et le département des Travaux publics ainsi que celui du procureur général concernant le système de barrage automatique des cellules de la prison de Bordeaux.

Adopté.

**Gouverneur de la prison
de Bordeaux**

M. Sylvestre (Montcalm) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous affidavits, plaintes, correspondance, et de tous documents échangés entre toute personne et le département du procureur général ou le bureau du shérif de Montréal, concernant la démission de M. Vallée, l'ancien gouverneur de la prison de Bordeaux, et la nomination de son successeur, M. Landriault.

Adopté.

**Règlements à la prison
de Bordeaux**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie des règlements actuellement en force à la prison de Bordeaux, concernant les officiers, gardiens et prisonniers.

Adopté.

**N. Jutras, fromagerie dans la
paroisse de La Visitation**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le département de l'Agriculture et M. Napoléon Jutras, ou toute autre personne, relativement à une fromagerie dans la paroisse de La Visitation.

Adopté.

**Annexion de municipalités scolaires
à la Commission
des écoles catholiques
de Montréal**

M. Lavergne (Montmagny) propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Sylvestre), que l'honoraire et les déboursés concernant le bill 73 annexant certaines municipalités scolaires à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal, moins les frais d'impression, soient remis, vu que le bill a été retiré et que la loi a été reconnue mesure d'utilité publique et déclarée devoir être mesure du gouvernement à la prochaine session.

Adopté.

**Corporation
des commissaires d'écoles catholiques
séparées de Saint-Dominique
de Montréal**

M. Mayrand (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. Lemieux), que, vu que le bill 64 érigeant en municipalité scolaire distincte la corporation des commissaires d'écoles catholiques séparées de Saint-Dominique, de Montréal, ayant pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique a été rejeté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Charte
de Saint-Jean**

M. Robert (Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Demers), que, vu que le bill 91 amendant et refondant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève la question de la fermeture d'une fromagerie appartenant à M. Léon Jutras, dans la paroisse de La Visitation, affaire dont le dossier sera déposé devant la Chambre.

Ce M. Jutras aurait été obligé de fermer sa fromagerie parce que, selon le département de l'Agriculture, elle n'était pas enregistrée, et de la vendre à perte. Deux mois après, M. Jutras aurait retrouvé son certificat d'enregistrement. Jutras a été sous le coup d'une injustice de la part du département de l'Agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit que rien dans ce sens n'apparaît dans le dossier de cette affaire. Il nie qu'un officier du département ait été directement mêlé à cette affaire.

Des voix de l'opposition demandent des renseignements sur l'organisation des concours de la société coopérative.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le département n'a rien à y voir.

M. Labissonnière (Champlain) n'aime pas que l'on mette les concours de bonne tenue des fabriques sous le contrôle de la coopérative.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande s'il n'y a pas des ministres intéressés dans la coopérative.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) nie énergiquement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas de prénoms?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non. Il parle en faveur des opérations de la coopérative.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il n'est pas prêt à critiquer tous les actes de cette société, mais il critique le fait que, au détriment d'un grand

nombre de gens, le gouvernement accorde toutes les faveurs à cette société. Le député des Deux-Montagnes doute fort des succès des ventes de fromage faites par la coopérative. Le gouvernement a commis une injustice. Il signale le fait que les fabricants sont obligés de payer le fret. Il fait allusion à l'envoi qui a été fait au commencement de la guerre.

Le gouvernement ne devrait pas accorder exclusivement son encouragement à cette société qui est une société privée dont certains directeurs ont fait des fortunes. Ce favoritisme du ministre ressemble à de l'intérêt. Je veux bien croire les déclarations du ministre qui dit qu'il n'y a aucun ministre intéressé dans la société, mais ce zèle que l'on montre à son endroit regarde mal.

Le ministre sait qu'il y a des plaintes sérieuses qui sont bien fondées. Pourquoi alors persister à encourager constamment cette société coopérative? Il demande au ministre plus de justice pour les particuliers et pour les autres sociétés.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) déclare en tout premier lieu que le gouvernement n'avait jamais tenté de cacher ce qu'il avait fait pour la société coopérative. Les produits qu'elle met sur le marché sont supérieurs. Son fromage est vendu à Londres comme un produit de première qualité. Le gouvernement n'a jamais eu d'autre but que de protéger l'industrie laitière.

Il explique qu'en l'occurrence la société était le meilleur médium d'achat que le gouvernement pouvait avoir. Si celui-ci avait acheté de différents fabricants du marché de Montréal, le prix du fromage aurait monté de plusieurs points, il y aurait eu des perturbations certaines dans le commerce et des tiraillements entre les fabricants. Le gouvernement aurait été encore certainement accusé de favoritisme. En achetant d'une société fondée par le ministère, le gouvernement a évité la critique. Les prix sont restés les mêmes et le fromage a été payé relativement bon marché. Il n'y a eu, dans cet achat, aucune spéculation ni aucune transaction véreuse. Cette question est devant le public et, quand l'opposition voudra une enquête, le gouvernement la lui donnera.

On a prétendu que la société faisait des profits très élevés. Les membres de la coopérative ont retiré, depuis deux ans, un dividende de 6%, et pas autre chose. Ce sont là tous les profits que les sociétaires retirent.

Pour ce qui regarde la protection que le gouvernement accorde à cette société, il n'y a pas raison de s'étonner. Dans tous les pays, les gouvernements donnent le même encouragement aux

sociétés coopératives. C'est d'ailleurs la population obligée d'un gouvernement qui veut réellement l'avancement de l'industrie laitière et de l'agriculture en général. C'est d'ailleurs ici la seule coopérative qui existe dans la province et, comme nous l'avons dit, dans tous les pays, c'est le même encouragement spécial aux sociétés de ce genre. Ce sont les coopératives qui ont fait la richesse de la Belgique et du Danemark, mais elles n'ont pu prospérer qu'avec l'aide du gouvernement.

Il ajoute que le gouvernement de la province est prêt à donner son appui à une autre société coopérative qui viendrait s'installer à côté de celle déjà existante, mais il fait remarquer qu'il ne serait pas bon de diviser le travail.

On accuse le gouvernement de faire du tort aux fabricants de fromage. Il n'est pas chargé de veiller aux intérêts des individus en particulier. D'ailleurs, ceux-ci sont satisfaits de l'action de la société coopérative. Quand ils ont besoin d'un produit supérieur qu'ils ne possèdent pas dans leur fabrique, ils s'adressent à la coopérative que le leur vend au prix régulier. Ils sont les clients réguliers de la société et ils s'y font les uns et les autres concurrence.

Ce sont eux qui fixent les prix, mais la société s'est toujours arrangée pour que ceux-ci soient les mêmes que ceux du marché de la province d'Ontario. Il produit des statistiques qui prouvent que les prix de la coopérative ont toujours été les mêmes que ceux du marché de Brockville, qui est le plus grand de la province d'Ontario. C'est dire que jamais la province de Québec n'a soutenu si avantageusement la comparaison avec la province voisine.

Le gouvernement n'encourage pas à tort cette société coopérative. Elle est parfaitement organisée et fait un grand bien à l'industrie laitière dans la province. Les produits des différentes fabriques lui sont envoyés. Elle en fait l'inspection sérieuse et tâche autant que possible d'amener les fabriques à faire des produits de première qualité.

Un des grands résultats obtenus a été celui de forcer les marchands à acheter le fromage selon sa qualité et non selon sa provenance. Il est donc vrai de dire que le mouvement coopératif, quand il est bien dirigé, peut faire beaucoup de bien, et le gouvernement n'a aucune raison de cacher ce qu'il a fait jusqu'ici pour la société coopérative des produits laitiers. Si la Chambre veut encourager cette industrie laitière, qu'elle donne ses coudées franches à la société coopérative qui est encore jeune, il est vrai, mais dont la province est en droit d'obtenir de grandes choses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous prenons la parole du ministre (l'honorable M. Caron). Nous voulons et nous demandons cette enquête.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit qu'il faut appeler le gérant de la coopérative dès demain matin pour donner des renseignements.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande de faire venir bien d'autres personnes que le gérant de la société. Il veut faire entendre certains marchands de fromage.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit qu'il y a d'autres procédures pour demander une enquête. Le ministre nie que quelqu'un ait fait de l'argent dans la coopérative.

Si, enfin, le département encourage la coopérative, c'est qu'il y a confiance et il trouve que les marchands y ont confiance également et en sont contents.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande que l'on fixe un jour de la semaine pour s'occuper de cette affaire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) accepte. Il demande de formuler les griefs et de présenter une demande régulièrement.

M. Lavergne (Montmagny) s'informe du fromage que nous avons donné en cadeau à l'Angleterre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il a été acheté par la coopérative et il a été expédié comme produit de la province de Québec.

M. Lavergne (Montmagny): Le don de fromage fait par Québec à l'Empire a totalement manqué son but, soit comme aide aux soldats, soit comme réclame à la province.

Le fromage n'a pas été distribué aux soldats, en effet, mais aux pauvres de Dublin et de Liverpool. Les boîtes seules portaient l'étiquette "Québec", de sorte que la réclame, sans compter le fait qu'il a été distribué gratuitement, n'était pas un certificat de bonne qualité.

M. Tellier (Joliette) demande s'il n'est pas vrai que le fromage n'a même pas été distribué aux pauvres, mais qu'il a simplement pourri sur les quais de Londres.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit qu'il n'en a pas été ainsi, comme l'établit une lettre du docteur Pelletier, agent de la province à Londres.

M. Lavergne (Montmagny): On devrait marquer le fromage de Québec sur le fromage même et non sur la boîte, car il est arrivé que l'on ait mis dans des boîtes d'Ontario du fromage de première qualité de la province de Québec.

M. Tellier (Joliette): C'est une chose qui ne doit pas arriver. Il y aurait lieu de remédier à cet état de choses.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) fait remarquer que, de l'avis de tous les marchands, cette manière d'agir peut diminuer la vente et déprécier la marchandise sur le marché anglais.

M. Lavergne (Montmagny) se déclare en faveur de la politique du gouvernement.

M. Bérubé (Témiscouata) parle de la démission d'un inspecteur.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) prend la parole sur ce dernier sujet.

Le comité fait rapport qu'il a étudié la résolution, mais qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 57 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides sans amendement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 8 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**Octrois à l'agriculture,
comté de Portneuf**

M. Bernier (Lévis): 1. Quel est le montant des octrois accordés par le département de l'Agriculture pour fins agricoles, dans le comté de Portneuf, depuis 1905?

2. Quels sont les sociétés ou corporations qui ont bénéficié de ces octrois et les montants perçus annuellement par chacune d'elles, depuis la même date?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. \$22,898.52.

2. (Voir le tableau ci-dessous)

	1905-06	1906-07	1907-08	1908-09	1909-10	1910-11	1911-12	1912-13	1913-14	1914-15
Sociétés d'agriculture :										
Portneuf, division A	\$533.30	\$503.30	\$578.10	\$594.50	\$658.60	\$1014.10	\$686.90	\$752.70	\$673.67	\$695.30
Portneuf, division B .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	526.50	570.00	650.40
Cercles agricoles :										
Notre-Dame-de-										
Montauban.....	34.00	36.50	45.00	36.00	34.00	29.00	25.00	108.50	119.00	38.00
Saint-Alban	48.00	44.00	46.50	50.00	50.00	50.00	43.50	92.50	99.00	81.50
Saint-Augustin	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	65.00	50.00	115.00
Saint-Casimir	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	115.00
Saint-Charles-des-										
Grondines	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	165.00	115.00	115.00	270.00	57.00
Sainte-Christine	25.00	25.00	49.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00
Sainte-Famille-Cap-Santé ..	25.00	25.00	25.00	27.00	30.50	43.50	25.50	90.00	98.00	31.00
Pointe-aux-Trembles.....	50.00	50.00	50.00	35.00	50.00	50.00	50.00	125.00	100.00	50.00
Saint-Gilbert	27.00	27.50	29.50	32.00	32.00	27.50	29.50	27.50	40.50	25.00
Les Écureuils	50.00	50.00	50.00	26.50	25.00	75.00	88.50	45.50	35.00	35.50
Sainte-Jeanne-Neuville	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	130.00
Saint-Joseph-										
Deschambault.....	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	115.00	115.00	130.00
Saint-Léonard-de-P.-M.	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	115.00	130.00	189.65	65.00
Saint-Raymond	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	125.00	50.00	50.00
Saint-Rémi-Lac-aux-Sables ..	43.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	130.00	130.00	125.00	130.00
Saint-Thuribe	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	165.00	65.00	115.00	130.00
Saint-Basile.....	.....	.....	50.00	50.00	150.00	49.00	94.50	46.50	107.00	125.50
Saint-Marc-des-Carières..	.....	25.00	25.00	25.00	25.00	25.00	25.00	25.00	25.00	25.00
Saint-Ubalde .....	.....	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00
Sainte-Catherine.....	.....	.....	25.00	25.00	25.00	25.00	25.00	25.00	25.00	105.00
Notre-Dame-de-Portneuf ..	.....	.....	.....	.....	.....	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00
Écoles ménagères :										
Pointe-aux-Trembles.....	.....	.....	.....	.....	.....	350.00	300.00	290.00	300.00	300.00
Saint-Rémi-Lac-aux-Sables ..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	340.00	400.00	300.00	150.00
Rivière-à-Pierre.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	100.00
Saint-Thuribe .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	20.00

Succession J. Comte

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que, vu que le bill 161 concernant la succession de feu Jean de la Croix, Joseph Comte a été rejeté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Charte
de Montréal**

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Vilas), que les honoraires payés pour le bill 112 amendant la charte de la cité de Montréal et réduisant le nombre des échevins soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, ce bill ayant été retiré.

Adopté.

**Municipalité scolaire
de la paroisse Saint-Michel-Archange
de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 66 annexant la municipalité scolaire distincte de la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal à celle des écoles catholiques de Montréal. Les amendements sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Union Saint-Joseph
à Saint-Roch de Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec. Les amendements sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Bérubé (Témiscouata) parle de faits particuliers pour prouver le favoritisme du département de l'Agriculture à l'égard de quelques amis ainsi qu'à l'égard de la Société coopérative des fromagers de la province, au détriment souvent des particuliers et des autres sociétés coopératives.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) parle de M. D. Beaudry, de Saint-Hyacinthe, qui a ouvert une fabrique de fromage à huit arpents d'une autre fabrique régulièrement établie et enregistrée. Avant d'acheter cette fabrique, il savait qu'il allait faire opposition à l'ancienne fabrique. Le gouvernement ne le lui a pas permis et lui a refusé l'enregistrement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

dit qu'il n'est pas bon qu'il y ait deux fabriques trop rapprochées l'une de l'autre, car la concurrence pousse les fabricants à accepter du lait de qualité inférieure.

M. Bérubé (Témiscouata) parle de la nouvelle taxe imposée l'année dernière aux propriétaires de fabriques, soi-disant pour les frais d'inspection. Il s'élève fortement contre cette taxe qui non seulement est devenue d'une impopularité notoire, mais qui est en train de révolter tous les patrons. Il cite à ce sujet un article d'un homme fort compétent dans la matière et qui a été publié dans un journal de Québec. Dans cet article, on affirme qu'autrefois, sous l'ancienne loi, un fabricant pouvait payer un inspecteur \$5 et \$10 et qu'aujourd'hui il lui faut payer la somme de \$15. De plus, il leur faut accepter l'inspecteur du gouvernement, qu'il leur plaise ou non.

La loi actuelle, dit-il, menace de la prison celui qui ne se sera pas conformé à cette loi. Il demande alors ce que l'on va faire au cas où ce sera un syndicat qui aura refusé de payer la taxe. Il voudrait au moins que la loi soit assez claire pour qu'un syndicat puisse savoir sur qui va tomber la punition, au cas de l'infraction.

Il prédit qu'avant un an, devant le concert de récriminations qui s'élève de partout contre cette mesure du gouvernement, avant un an, le ministre de l'Agriculture demandera de retirer cette loi. Il fait remarquer que la production du beurre a diminué dans la province. Il s'appuie là-dessus sur des statistiques publiées dans le dernier annuaire des statistiques publié par le gouvernement.

C'est logique, du reste, dit-il, les vaches laitières ayant diminué considérablement, il est naturel que cela diminue aussi la production du beurre. Il serait donc temps que l'on coupât les ailes à ce canard que l'on promène de "husting" en "husting", portant que l'industrie du beurre a fait des progrès énormes depuis quatre ou cinq ans. Depuis 1911, il y a eu sept millions de livres de lait de moins dans les fabriques et on compte plusieurs millions de livres de beurre de moins que l'on en comptait quelques années auparavant. Ça va mal dans l'agriculture et c'est la faute du gouvernement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

admet que les vaches ont diminué, mais il ne veut pas admettre que la production du beurre en a fait autant. Dans les statistiques de la production du beurre, on ne compte pas plus de 20,000,000 de

livres de lait que l'on vend à certaines industries comme la Montreal Dairy qui fait du beurre qui n'est pas compté dans les statistiques.

La diminution du nombre des fabriques de beurre et de fromage, qui est apparemment de 195, provient du fait que la coutume se répand de plus en plus dans les municipalités rurales de fusionner plusieurs petites fabriques en une seule grande. D'autre part, le nombre des postes d'écémage augmente aussi rapidement et tend à faire disparaître les petites fabriques. On transporte la crème à une fabrique centrale, évitant des voyages nombreux et inutiles aux cultivateurs éloignés de la beurrerie.

Il faut encore tenir compte du fait que les villes, à cause de l'augmentation de la population, consomment une quantité de lait de plus en plus grande.

De plus, l'abolition des droits d'exportation sur la crème et le lait aux États-Unis, depuis quelques années, a provoqué l'augmentation de l'expédition de ces produits au-delà de la ligne 45e dans les comités limitrophes.

Toutes ces raisons expliquent comment il se fait qu'il y ait diminution des fabriques de beurre et de fromage, quoique la production du lait et de la crème ait augmenté, attendu qu'il n'y a pas de statistiques de recueillies sur la consommation en nature du lait et de la crème en dehors des fabriques de beurre et de fromage.

La valeur des bâtiments et de l'outillage des fabriques a augmenté près de un million dans l'espace de quatre ans. En 1914, on a apporté aux fabriques de beurre 21,000,000 de livres de lait de plus qu'en 1911. La valeur totale du beurre et du fromage a augmenté en quatre ans de près de \$500,000. La somme payée aux patrons des fabriques de beurre et de fromage a augmenté en quatre ans de \$188,040.

M. Bérubé (Témiscouata): Les rapports du ministère de l'Agriculture ne sont pas exacts.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si la société coopérative s'occupe d'autres choses que de la vente du beurre et du fromage.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Elle s'occupe aussi de la vente de volailles, d'œufs, etc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si elle obtient des succès dans les ventes de ces produits.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, elle a remporté de grands succès.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) exhibe un rapport dans lequel il est dit que les profits nets faits par la société dans la vente des volailles, par exemple, a remporté exactement la somme de \$50.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Dans ces ventes, la société ne cherche pas tant ses intérêts que ceux des cultivateurs à qui elle donne des prix plus rémunérateurs qu'ils ne pourraient obtenir ailleurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la culture des arbres fruitiers (horticulture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au gouvernement si ces \$27,000 que l'on demande pour l'impression du *Journal d'agriculture* sont le seul moyen de subsistance de la Compagnie de publication du *Canada*, organe libéral qui a exclusivement pour mission de dire des injures aux membres de l'opposition. Il s'étonne que les ministres n'aient pas considéré les offres pourtant alléchantes faites dernièrement par l'*Autorité* et par M. Marsil, un autre ami du gouvernement.

On sait, dit-il, que l'un offrait d'imprimer le *Journal d'agriculture* à \$10,000 de moins que le *Canada* et, par-dessus le marché, promettait de verser \$2,000 à une institution de bienfaisance grâce au profit que rapportaient les annonces. Pour quelles raisons le gouvernement n'a-t-il pas considéré ces offres qui étaient pourtant dans l'intérêt de la province? En ce temps de crise économique, il est urgent pourtant de faire toutes les économies que l'on peut. Il raille ensuite le premier ministre au sujet de la tendre mais, à la vérité, peu solide amitié qui l'unissait avec M. Gaston Maillet et avec le groupe de députés qui soutiennent le *Réveil*. Ces derniers ne se promènent pas en automobile, mais, comme le député de Laval (M. Lévesque), en tramway.

Il se rappelle un temps, en 1897, où le Parti libéral était plus scrupuleux. Il se scandalisait alors de ce que le contrat pour l'impression du *Journal d'agriculture* fût donné au journal *La Minerve*, imprimerie Sénécal, à des conditions beaucoup plus avantageuses que celles qu'on obtient pourtant du *Canada*.

Il ajoute que ces propositions avaient été faites sérieusement au gouvernement, mais que celui-ci n'en a pas tenu compte parce que l'on craignait une scission dans les rangs libéraux. Le député des Deux-Montagnes rappelle que le *Réveil* a accusé le *Canada* de s'être vendu dans l'élection d'Hochelaga pour la somme de \$800, et accuse le gouvernement de jouer avec les deniers de la province en laissant à ce journal le contrat de l'impression du *Journal d'agriculture*.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande qui sont les directeurs du *Canada*.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) l'ignore. Nous avons toujours fait affaire, dit-il, avec le gérant du journal, M. Lapointe, et je n'ai jamais vu aucun autre à ce sujet depuis 1910.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) dit que, si l'on a amélioré la toilette du *Journal d'agriculture*, suivant ce qu'a déclaré le ministre de l'Agriculture, on n'a pas amélioré la toilette morale du *Canada* qui n'a aucune valeur comme organe, et il ne voit pas pourquoi le gouvernement l'encourage. Il croit que ce contrat de \$27,000 n'est accordé au *Canada* que pour le sauver de la banqueroute. Il croit que le *Canada* ne devrait pas avoir plus longtemps le contrat de publication du *Journal d'agriculture* parce qu'il s'est permis de raccoler son nom à celui de Bob Rogers, dans un article éditorial. M. Rogers, le ministre des Travaux publics d'Ottawa, dit-il, peut faire ses affaires seul, il n'a pas besoin de mon concours. Le ministre des Travaux publics d'Ottawa est accusé, tout à fait gratuitement, d'avoir voulu faire de la corruption avec les trois millions rejetés par le Sénat, que le gouvernement d'Ottawa avait fait voter pour l'entretien des routes dans le dominion.

M. Lavergne (Montmagny) croit que le budget de l'agriculture est de beaucoup trop petit. Il devrait être quintuplé pour que la culture de la terre prit dans notre province l'essor dont elle a besoin. On ne veut pas l'avouer, mais ces \$27,000 sont une carotte au journal libéral et sont perdus pour la province. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable

M. Caron), qui est bon patriote et un bon ministre, saurait bien employer tout le montant judicieusement.

Il affirme que ce journal s'est vendu à Ottawa pour la somme de \$800, pour encourager les électeurs d'Hochelaga à voter pour M. Coderre, lors de la dernière élection dans ce comté, contre M. Doyon. Ce journal est un organe libéral, et il ne voit pas pourquoi le gouvernement l'encourage. Il n'a aucune influence et le gouvernement n'en a pas besoin.

Il croit que le ministre de l'Agriculture devrait demander des soumissions pour l'impression du *Journal d'agriculture* qui pourrait probablement être imprimé pour le simple profit des annonces.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il fut pourtant un temps où le premier ministre (l'honorable M. Gouin) se rendait aux désirs et aux demandes de son ami Gaston Maillet avec moins de garanties. Mais, continue-t-il, le point intéressant pour nous, c'est celui d'un imprimeur qui offre d'imprimer le *Journal d'agriculture* à \$10,000 de moins qu'il coûte aujourd'hui et que le gouvernement refuse cette offre afin de continuer ses faveurs à son organe. Je proteste contre cet acte de partisannerie. La politique du gouvernement, dit-il, c'est de demander le plus à Ottawa pour l'agriculture dans la province et de garder son argent pour ses amis.

Il donne lecture de la lettre de Maillet dans laquelle ce dernier fait son offre au premier ministre¹. Il donne lecture de plusieurs articles de l'*Autorité*, pour que le ministre ne puisse pas dire qu'il n'est pas au courant de cette offre très sérieuse faite par un ami du premier ministre. On a parlé, en effet, de cette offre dans la presse de Montréal. L'orateur rappelle que *Le Devoir* publiait à ce sujet un fort article de son rédacteur en chef.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond aux députés de Deux-Montagnes (M. Sauvé) et de Montmagny (M. Lavergne) qu'il n'a pas considéré sérieuse l'offre de M. Gaston Maillet. Si l'on est sérieux, comme le prétendent les députés de l'opposition, on n'a qu'à s'adresser au gouvernement pour lui soumettre régulièrement le projet et non pas se contenter de lancer des affirmations dans un journal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit que l'ami intime du premier ministre a offert les garanties financières les plus sûres.

M. le Président²: Adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Adopté.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois.

Votes concernant les règlements de prohibition

M. Robert (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 179 modifiant la loi de tempérance de Québec relativement au mode de votation sur les règlements de prohibition.

Par ce bill, en sus du scrutin secret, on propose de mettre en vigueur les listes électorales provinciales pour le vote sur les règlements de prohibition, c'est-à-dire que les femmes sont exclues. Adopté.

En comité:

M. Robert (Rouville) propose un amendement qui modifie son bill. Il propose que les listes électorales municipales servent pour ces votes, et non pas les listes électorales provinciales comme il l'a proposé dans son bill primitif. C'est dire que les femmes qui ont droit de vote aux élections municipales auraient le droit de vote sur la prohibition. Il propose de plus que l'on ne soit pas tenu d'avoir payé ses taxes pour avoir le droit de voter sur la prohibition.

M. Lavergne (Montmagny): Je constate que le député de Rouville a mis de l'eau dans son vin.

M. Robert (Rouville) explique qu'il a décidé de proposer cet amendement après en avoir causé avec ses collègues et avoir acquis la conviction que la majorité de la députation était favorable au vote des femmes sur la prohibition.

Il a craint que son bill ne subît le sort de celui qu'il a présenté l'an dernier. C'est pourquoi il a consenti à le modifier pour faire passer le principal principe en jeu, le scrutin secret.

Il ajoute que son désir est surtout de faire accepter le principe du scrutin secret.

M. Lavergne (Montmagny) approuve ce dernier principe. Ce sera autant d'occasions de moins d'intimidation et d'influence indue.

Il ne veut pas d'un seul bureau de votation pour le vote sur la prohibition. Dans une ville comme Montréal, un vote avec un pareil système durerait deux ans!

Il ne craint pas de dire qu'il est opposé à la prohibition qu'il juge un système ridicule et hypocrite et destiné à entraîner la vente illicite de boissons frelatées.

M. Tellier (Joliette) dit qu'il comprend que, par le nouveau texte proposé, le droit de vote des femmes est maintenu et qu'on établit le scrutin secret avec la suppression de la nécessité d'avoir payé ses taxes pour exercer son droit de vote. Il croit que c'est une excellente amélioration.

Il croit que l'amendement proposé par le député de Rouville est un bon amendement. Quant à lui, il s'est rangé du côté des prohibitionnistes, sans condamner au feu éternel ceux qui y sont opposés. On a voté la prohibition à Joliette et il n'y a eu ni intimidation ni récrimination. Comme l'amendement proposé n'a pas encore été lu par tous les députés, il demande que l'on remette l'étude du bill à une séance ultérieure. Cette demande est accordée.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill 25 relatif à certaines questions soumises à la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 115 concernant la ville du Sault-au-Récollet;
- bill 97 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;
- bill 111 amendant la charte de la cité de Verdun;
- bill 141 constituant en corporation le cimetière de l'est de Montréal;

- bill 28 amendant la loi imposant des taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

Ville du Sault-au-Récollet

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 concernant la ville du Sault-au-Récollet. Les amendements sont lus une première fois.

Charte de Québec

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 97 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec. Les amendements sont lus une première fois.

Charte de Verdun

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 amendant la charte de la cité de Verdun. Les amendements sont lus une première fois.

Cimetière de l'est de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 constituant en corporation le Cimetière de l'est de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

Taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 28 amendant la loi imposant des taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligation ou d'actions-obligations. Les amendements sont lus une première fois.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 8 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 8 h 15 .

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 38 amendant la loi des licences de Québec, relativement aux licences de certains brasseurs, distillateurs ou magasins de liqueurs en gros.

Le projet de loi permet aux brasseurs, ou magasins de liqueurs en gros, dans les localités où la prohibition a été votée, d'écouler dans un délai de six mois leur stock dans les endroits où le règne de la prohibition n'aura pas été établi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Contraventions à la loi de la chasse et de la pêche, comté de Rimouski

M. Tessier (Rimouski): Quel a été le nombre de contraventions à la loi de la chasse et de la pêche, dans le comté de Rimouski, pendant chacune des cinq dernières années?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1911	2
1912	5
1913	7
1914	20
1915	6

M. Tessier (Rimouski): Quel est le montant total des amendes payées dans le comté de Rimouski, pendant chacune des cinq dernières années, pour contraventions à la loi de la chasse et de la pêche?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1911	\$ 50.00
1912	750.00
1913	420.00
1914	629.00
1915	87.50

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 38 amendant la loi des licences de Québec, relativement aux licences de certains brasseurs, distillateurs ou magasins de liqueurs en gros.

Adopté.

Taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 28 amendant la loi imposant des taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Immeuble du no 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, Québec

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 77 ratifiant les titres de l'immeuble connu sous le numéro 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, en la cité de Québec. Les amendements sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Bernier (Lévis) parle du barrage à construire aux rapides de la Loutre, sur la rivière Saint-Maurice.

Il donne le texte de certaines lois. Comme on le voit jusqu'ici, il n'est pas question de payer les travaux de construction autrement qu'en argent à l'entrepreneur à qui le contrat serait accordé. Le contrat devait être terminé en 1918, et le revenu annuel pour le gouvernement résultant de ce barrage devait être, pour la première année, de \$130,195.00, tel qu'en fait foi le dernier rapport de la Commission du régime des eaux courantes produit à cette session.

Le gouvernement avait demandé des soumissions pour la construction d'un barrage sur la rivière Saint-Maurice, aux rapides de la Loutre. Sur les neuf soumissions qu'elle a reçues, la Commission des eaux courantes³ a jugé à propos d'en écarter sept, de sorte qu'il ne restait plus que celle de M. Joseph Gosselin, de Lévis, et celle de la St. Maurice Construction Co. La soumission de M. Gosselin était de \$1,341,000, celle de la St. Maurice Construction Co. était de \$1,425,000, ce qui faisait une différence de \$884,000 entre les deux soumissions.

La Commission des eaux courantes, dans son rapport en date du 21 juin 1915, signale par l'intermédiaire de l'ingénieur Lefebvre: "De ce qui précède, je puis conclure que la soumission no 7, Joseph Gosselin, et la soumission no 9, la St. Maurice Construction Co., offrent des garanties nécessaires et peuvent être recommandées."

C'est alors qu'il semble y avoir eu une modification dans les intentions de la Commission quant au mode de paiement pour l'entrepreneur. Au lieu de payer l'entrepreneur en argent sur les estimés mensuels dûment approuvés, la Commission aurait décidé de le payer au moyen de débentures de la province au montant de \$1,500,000 et pour 10 ans et, par téléphone ou autrement, la Commission a demandé aux soumissionnaires à quel prix ils accepteraient ces débentures.

Joseph Gosselin, soumissionnaire comme susdit, par sa lettre en date du 27 juin 1915, écrit au président de la Commission comme suit: "J'ai l'honneur de vous offrir de prendre au pair à 4½ % les débentures de la province de Québec, remboursables dans 10 ans, jusqu'à concurrence de \$1,500,000 si le contrat du barrage du Saint-Maurice m'est accordé. Le produit de ces débentures suffirait amplement à couvrir le prix du contrat."

La soumission de Joseph Gosselin était la plus basse, au montant de \$1,345,000, et il offrait donc à acheter au pair les débentures pour le montant de \$1,500,000, la différence entre ce dernier chiffre et \$1,345,000 devant rester à la province.

Tous les autres soumissionnaires - car le contrat n'était pas encore accordé et on ne savait pas à qui il serait accordé - firent des offres à divers prix.

La St. Maurice Construction Co., dont la soumission était de \$1,425,000, offrait d'acheter \$1,425,000 de débentures également à 4½ % au pair (page 56 du dossier).

On découvre dans le dossier, page 87, une lettre en date du 25 juin 1915, signée par Howard Murray, pour la St. Maurice Construction Company, qui offre de prendre des débentures à 30 ou 40 ans

d'échéance (page 60), et il est très étonnant de constater qu'aucun autre soumissionnaire n'aurait reçu une demande identique.

Il dit que, alors que la St. Maurice Construction Company exécutait des travaux depuis cinq ou six mois, rien ne permettait de savoir si elle avait été payée comptant ou par débentures. Il s'agit probablement de la dernière session du Parlement, dit-il, et on découvrira probablement au cours de la prochaine session du prochain Parlement que la compagnie a été payée en argent comptant. Il y a eu un plan pour octroyer le contrat au plus haut soumissionnaire, déclare-t-il, et on a exercé de l'influence.

Il est intéressant de bien faire remarquer une chose, c'est que la St. Maurice Construction Company est composée des mêmes hommes à l'exception d'un, que la Shawinigan Water & Power Co., c'est une filiale de la Shawinigan, comme la défunte Compagnie Dorchester en était une, comme la Public Service Corporation of Quebec en est une, comme la Laurentide Co. en est probablement une. C'est une pieuvre qui étend ses tentacules par toute la province et qui, par ses capitaux considérables, monopolise actuellement une partie des services publics de la province.

Des lettres écrites par Julian C. Smith au président de la Commission ont une pression très forte sur ce dernier pour faire accorder le contrat à la St. Maurice Construction Co. (page 74)

Il lit de la correspondance indiquant que la St. Maurice Construction Company avait affirmé que la Shawinigan Water & Power Company l'assisterait dans la réalisation du contrat, financièrement et autrement.

Par sa lettre en date du 12 juillet 1915, la St. Maurice Construction Co. confirme ses télégrammes des 24 et 25 juin à l'effet que cette compagnie acceptera au pair des débentures portant 4½ % d'intérêt pour \$1,425,000 en paiement de son contrat, ces débentures devant être à 30 ou 40 ans à leur option.

Le 11 juillet 1915, MM. Francoeur, Vien et Thériault, agissant comme les procureurs du soumissionnaire Gosselin (page 83), protestent auprès de M. Parent contre le paiement de débentures à 30 ans. Ils disent, entre autres choses:

"Après l'ouverture des soumissions, on a demandé aux différents soumissionnaires s'ils accepteraient en paiement des débentures de la province et quel prix ils offriraient pour des débentures. La proposition ainsi soumise fait donc entrer le prix offert pour les débentures en ligne de

compte avec le prix de la soumission. Sur cette base, nous avons lieu de croire que M. Gosselin est de beaucoup le plus bas soumissionnaire.

"Nous avons entendu dire qu'il est maintenant question de favoriser l'émission de débentures de 30 ans plutôt que l'émission de débentures de 10 ans, et, pour justifier cette manière de voir, on expose, nous dit-on, qu'il faut un fonds d'amortissement pour rachat des emprunts et que le rachat d'une débenture de 10 ans exigerait une somme annuelle très considérable pour être couverte par la vente de l'eau emmagasinée. Nous soumettons respectueusement qu'on ne peut sérieusement discuter de cette façon, au point de vue affaires, et voici pourquoi:

"1. Il faut se demander combien la province sera définitivement appelée à payer. Or, que les débentures soient de 10 ans ou de 30 ans, dès qu'elles sont vendues sur la base de 4½ % au pair, le gouvernement paiera exactement le même montant pour leur rachat. Il ne serait pas raisonnable de payer \$60,000 ou \$80,000 de plus pour avoir l'avantage de ne racheter ses débentures que 20 ans après.

"2. Ce principe a été sanctionné par le préambule de la loi 5 George V, chapitre 2, dans lequel il est spécialement déclaré qu'il n'est pas opportun de vendre maintenant des débentures à long terme, vu l'état du marché financier, et que, dans un temps plus ou moins éloigné, le marché présentera des conditions plus ou moins favorables et qu'il est bon d'attendre pour en profiter. Sur ce principe, la législature a voté un pouvoir d'emprunt de \$10,000,000 sans fonds d'amortissement, emprunt qui sera racheté par l'émission de débentures à long terme lorsque les circonstances seront plus favorables.

"3. À la section 2 de 5 George V, chapitre 2, on a spécialement mentionné que les travaux de l'éclusage du Saint-Maurice autorisés par 3 George V, chapitre 6, font partie des travaux publics pour lesquelles fins l'emprunt spécial de \$10,000,000 est autorisé.

"4. Il n'est donc pas nécessaire maintenant pour le gouvernement de la province de vendre ses débentures autorisées par la section 10 de 3 George V, chapitre 6, puisque le gouvernement peut puiser dans l'emprunt des \$10,000,000 autorisé comme susdit.

"5. Le fonds d'amortissement dont parle la section 13 de 3 George V, chapitre 6, n'est prévu par la loi que pour un rachat des débentures à long terme autorisées par la section 10 de la même loi. La section 13 de cette loi dit que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation de

ces débentures à long terme, peut autoriser le trésorier de la province à avancer de temps à autre les deniers publics non autrement affectés.

"D'ailleurs, sur ce point, la loi 5 George V, chapitre 2, surtout dans sa section 3, est très claire en disant que l'emprunt spécial de \$10,000,000 sera remboursé par le produit de la vente des débentures à long terme autorisée pour différents travaux.

"Personne ne pourra donc sérieusement affirmer que le gouvernement ferait bien de payer \$60,000 à \$80,000 plus cher pour les débentures de 30 ans, en face des termes du préambule de la loi 5 George V, chapitre 2.

"Nous ne croyons pas qu'il puisse être question de mettre en doute la compétence de M. Gosselin pour exécuter les travaux. Sa réputation bien établie, les travaux qu'il a accomplis, sa position financière, la garantie de \$150,000 exigée par le gouvernement, la retenue sur les estimés progressifs, tout donne au gouvernement l'assurance que les travaux seront menés à bonne fin dans le temps requis.

"M. Gosselin retiendra les services des ingénieurs les plus compétents et il s'est même déjà assuré tout l'outillage qu'il lui faut.

"Puisque l'on prend en ligne de compte le prix des débentures, si les chiffres de M. Gosselin établissent qu'il est le plus bas soumissionnaire, nous ne voyons aucune raison pour que sa soumission ne soit pas acceptée.

"Il nous semble que l'intérêt de la province exige qu'elle le soit, etc."

"Vos très humbles serviteurs..."

Et c'est signé: Francoeur, Vien et Thériault

Comme nous l'avons vu, cette lettre était en date du 11 juillet 1915.

Le 14 juillet 1915, la Commission des eaux courantes faisait un second rapport au ministre des Terres et Forêts (page 91 du dossier) et déclarait que "dès le début, on pouvait plus qu'établir l'équilibre entre les charges générales (y compris l'intérêt et le fonds d'amortissement) et les revenus annuels; et, d'une façon générale, la province réalisera une augmentation supplémentaire de ses revenus par suite du développement économique et industriel de cette région".

Ce rapport donne les raisons pour écarter plusieurs soumissions. Ainsi, trois sont écartées parce que le prix dépasse \$1,500,000. Entre autres, celle de Sir John Jackson Limited, pour \$1,552,202, est écartée parce qu'elle dépasse le chiffre de

\$1,500,000. Et la Commission, prenant en considération: 1° le prix de la soumission de M. Jos. Gosselin; 2° sa proposition de paiement par les débentures de la province au pair à 4½ % pendant 10 ans, conclut comme suit:

"La soumission dudit Jos. Gosselin, au jugement de la Commission, est la plus basse et la plus avantageuse dans l'intérêt public et ce soumissionnaire a toute l'expérience, l'habileté et les ressources voulues pour bien exécuter les travaux; de plus, il offre de payer le pair pour les débentures de la province à 4½ %. En conséquence, la Commission, conformément à la section 6 de la loi 3 George V, chapitre 6, adjuge lesdits travaux audit Joseph Gosselin et demande l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil pour compléter et appuyer le contrat ci-annexé."

(Signé) S.-N. Parent, président,
Ernest Bélanger,
Wm. I. Bishop,
commissaires

Outre ce rapport de la Commission au ministre des Terres, la minute suivante fut entrée dans le livre des délibérations de la Commission du régime des eaux courantes:

À une séance tenue à Québec, le 14 juillet 1915, où sont présents MM. S.-N. Parent, Ernest Bélanger, Wm. I. Bishop et Arthur Ames, il est résolu que le président de la Commission des eaux courantes de Québec et son secrétaire soient autorisés à signer le contrat passé entre Joseph Gosselin, entrepreneur de la ville de Lévis, et ladite Commission pour la construction d'une écluse sur la rivière Saint-Maurice.

Après l'adoption de cette résolution, la séance est levée.

(Signé) O. Lefebvre, secrétaire.

Je suis informé qu'un ordre en conseil fut passé le soir même de ce 14 juillet et en vertu duquel le Conseil exécutif de la province décidait d'autoriser le contrat suivant les mêmes termes de la résolution de la Commission des eaux courantes.

Toutes ces délibérations prirent fin le 14 au soir entre l'entrepreneur Gosselin, la Commission et le Conseil exécutif. Le lendemain matin, très à bonne heure, le premier ministre quittait Québec pour une vacance. Dans l'avant-midi du 15, l'entrepreneur Jos. Gosselin était appelé à venir signer son contrat.

Comme on l'a vu, avec la modification dans le mode de paiement qui avait été apportée et

acceptée, l'entrepreneur Gosselin acceptait comme prix de son contrat \$1,500,000 de débentures. Il avait avec lui un acheteur qui achetait immédiatement ces débentures; il en déposait le produit "in trust" à la Banque Nationale de Québec, au bureau-chef de cette banque à Québec, au crédit de la province.

Nous devons ajouter que la Banque Nationale de Québec avait offert de payer 4½ % d'intérêt au gouvernement de la province sur toutes les sommes impayées à l'entrepreneur Gosselin sur les argents ainsi déposés, tant que les travaux ne seraient pas terminés. Comme garantie additionnelle, vis-à-vis du gouvernement de la province, la Banque Nationale avait aussi offert au gouvernement de déposer et lui remettre en mains \$1,000,000 de débentures municipales qu'elle gardait dans ses voûtes.

Ainsi donc, M. Gosselin devait être payé par la Banque Nationale à chaque estimé mensuel du montant qui lui serait dû d'après des rapports d'ingénieurs sur le produit de la vente des débentures, la Banque Nationale payait au gouvernement de la province 4½ % sur les argents détenus par elle "in trust" à son crédit, et la Banque Nationale offrait \$1,000,000 de débentures municipales au gouvernement comme garantie pour ce dernier.

À son grand ébahissement, M. Gosselin vit que le projet de contrat qu'on lui offrait de signer contenait une clause qui jusque-là n'avait pas été prévue, ni offerte, ni proposée, ni discutée. Cette clause se trouve dans un rapport faussement daté du 14 juillet et déposé avec le dossier en cette cause, sur ordre de la Chambre (page 95).

Dans cette clause, on voulait obliger l'entrepreneur à recevoir comme paiement, sur estimés mensuels, et comme acompte sur le prix du contrat, des débentures de la province à 10 ans. Il est vrai que la Commission se réservait de payer ces acomptes en argent. En d'autres termes, au lieu de remettre toutes les débentures immédiatement et en bloc, on voulait les lui donner en détail, quand les estimés deviendraient dus.

Si, au moment de passer le contrat, M. Gosselin avait un acheteur pour acheter en bloc \$1,500,000 de débentures suivant le prix actuel de ces débentures, il ne pouvait y avoir d'acheteur possible pour acheter des débentures au fur et à mesure qu'elles lui seraient remises durant la construction des travaux, c'est-à-dire pendant deux ans.

De l'avis même de M. S.-N. Parent, le 15 juillet, en son bureau à Québec, cette clause n'était pas acceptable. Le prix du marché de ces débentures aurait nécessairement varié à toutes les époques de

paiements partiels sur estimés. Et M. Gosselin écrivait, le 15 juillet, la lettre suivante au trésorier de la province (page 100):

"Je suis absolument incapable d'accepter cette clause qui déroge à la soumission que je vous ai soumise.

"J'avais accepté d'acheter maintenant \$1,500,000 de débentures de la province de Québec portant 4½ % d'intérêt, payable semi-annuellement au pair, débentures rachetables dans 10 ans. Je ne puis accepter un bloc de débentures en paiement de chaque estimé mensuel.

"J'ai une offre pour ces débentures si je les vends immédiatement. Cette offre, comme vous le savez, est sujette à cancellation sans avis.

"Quelles seront les conditions de marché quand chaque estimé deviendra dû? Je ne le sais et je ne puis assumer les risques des fluctuations du marché monétaire aux époques où deviendront dus les estimés progressifs.

"Je me permets de soumettre ceci: je crois que le gouvernement aurait tort d'éliminer un soumissionnaire de beaucoup le plus bas, à la seule fin d'inclure cette clause au contrat.

"Vous avez dès maintenant une offre pour vos débentures qui ne se présentera pas de longtemps, je le crains.

"On ne peut prétendre sérieusement que ce serait affecter le crédit de la province que de vendre des débentures pour un travail qui n'est pas accompli. Vous aurez en mains l'argent que produira la vente, et la Banque Nationale est prête à s'engager à payer au gouvernement, sur toute balance non dépensée, déposée entre ses mains au crédit de la province, un intérêt de 4½ %, le même que celui que comportent les débentures.

"Je suis donc prêt à accepter le contrat aux conditions de ma soumission et vos débentures au pair à 4½ % rachetables dans 10 ans, mais livrables immédiatement.

"Je ne pourrai accepter la clause que j'ai mentionnée plus haut."

Et c'est signé: Jos. Gosselin

Il est évident que l'on voulait se débarrasser de l'entrepreneur Gosselin et accorder le contrat à la St. Maurice Construction Co., car, le 16 juillet, par une résolution de la Commission des eaux courantes, il était décidé que le contrat devait être accordé à la St. Maurice Construction Co. Un ordre en conseil était passé à la même date à cet effet et, le même jour également, le contrat était signé entre la Commission et cette compagnie.

Mais, chose bien extraordinaire, la clause à laquelle s'objectait l'entrepreneur Gosselin n'était pas incluse identiquement dans le contrat de la St. Maurice Construction Co. Ce ne sont pas des débentures à 10 ans que la compagnie recevra en paiement, mais ce sont des débentures à 30 ans, et cela malgré le statut 5 George V qui avait édicté pour le paiement de ces travaux des débentures de 10 ans.

La St. Maurice Construction Co. avait un prix de soumission de \$80,000 plus élevé que la soumission de M. Gosselin. C'est donc une somme de \$80,000 que la province a perdue.

Il ne peut y avoir aucune contradiction quelconque sur le point suivant: La somme de \$169,979.51, qui est le service annuel de l'intérêt et de l'amortissement à 4½ % pendant 10 ans sur la soumission de M. Gosselin, est absolument l'équivalent de la somme de \$87,482.14, qui est le service annuel de l'intérêt et de l'amortissement à 4½ % pendant 30 ans pour les débentures de \$1,425,000 qui est le prix de la soumission de la Saint-Maurice Construction Co. Les deux prix se valent, mais le gouvernement paie \$80,000 de plus à la Saint-Maurice Construction Co.

De plus, il est encore à remarquer que, en acceptant la soumission de M. Gosselin, le gouvernement aurait retiré 4½ % sur le produit des débentures déposées à la Banque Nationale, tant que le dernier centin du prix de ce contrat n'aurait pas été payé. Ces intérêts forment une somme très appréciable que le gouvernement ne peut retirer de la St. Maurice Construction Co. et que, par conséquent, il perd.

On peut donc évaluer à \$150,000 le montant que le gouvernement a perdu en enlevant le contrat à M. Gosselin pour le donner à la St. Maurice Construction Company.

L'honorable M. Allard (Drummond): Les deux points que le député de Lévis (M. Bernier) a voulu mettre en évidence sont ceux-ci: le gouvernement a commis une injustice et il a fait une mauvaise affaire au point de vue financier.

Il explique comment il s'est fait que le contrat, au lieu d'être accordé à M. Gosselin, de Lévis, l'a été à la St. Maurice Construction. Le ministre refait l'histoire de cette question des barrages présentée pour la première fois par le premier ministre en 1909, à une assemblée à Saint-Jean, alors que le premier ministre déclarait que son gouvernement avait l'intention d'étudier l'opportunité d'emmagasiner les eaux qui alimentaient certaines rivières de la province pour obtenir des pouvoirs

d'eau plus considérables, afin d'aider nos industries et pour diminuer les dommages causés par les inondations.

En 1916, le gouvernement adoptait une loi l'autorisant à nommer une commission qui serait chargée d'étudier le régime de ses rivières. En 1912, cette dernière présenta son premier rapport, qui était favorable aux travaux dont il avait été question.

En 1911, les principaux intéressés de la vallée de Saint-Maurice avaient voulu entreprendre de faire eux-mêmes les travaux de barrage. Ils abandonnèrent leur projet sur la promesse faite par le gouvernement que l'entreprise serait la chose du gouvernement avant longtemps. En effet, en 1912, après la présentation du rapport de la commission, le gouvernement fit adopter une législation visant à cet effet. Il supputa sérieusement avant quelles dépenses et quels revenus accompagneraient une telle entreprise. La commission, nommée par le gouvernement pour faire les travaux, fit préparer les plans, qui furent soumis à des experts et définitivement acceptés. Le gouvernement autorisa alors celle-ci à demander des soumissions. On apprit donc que le coût en serait de \$1,500,000 et que les forces hydrauliques en seraient considérablement augmentées.

Il s'agit de prouver si le gouvernement a bien fait d'accorder le contrat à la St. Maurice Construction Co. Disons tout de suite qu'avant de le faire le gouvernement s'est assuré de la solidité des contrats qui seraient donnés aux locataires de ces pouvoirs d'eau quand les travaux seraient terminés.

Quant aux revenus, ils seront, dès que les travaux seront terminés, les suivants: la Shawinigan Water & Power Co. s'engage à payer annuellement à la Commission des eaux courantes \$80,000 pendant 40 ans, jamais moins que ce montant; si, dans 20 ans, on constate que la compagnie doit payer davantage, en proportion des bénéfices qu'elle en retire, elle s'engage à le faire. La Laurentide Pulp & Paper paiera \$40,000 annuellement pendant la même période de 40 ans, sujette aux mêmes conditions que la Shawinigan. La Brown Corporation Co., qui prétend ne pas avoir besoin de ces améliorations actuellement, accepte de payer quand même \$10,000 annuellement pendant 10 ans et \$25,000 pendant 20 ans, sujette aux mêmes conditions que les autres. Elle veut bénéficier dès maintenant des avantages de ces améliorations.

On a calculé que l'intérêt et le fonds d'amortissement, en tenant compte des dépenses initiales de l'entreprise, coûteront au plus \$100,000 par année tandis que le gouvernement retirera des

trois compagnies plus haut mentionnées \$130,000. C'est une des transactions les plus avantageuses qui puissent être faites. On ne peut donc lui reprocher sciemment d'avoir donné le contrat à une compagnie qui demandait \$80,000 de plus que M. Jos. Gosselin.

La raison pour laquelle le contrat n'a pas été accordé à M. Gosselin est qu'il a refusé d'accepter les conditions de paiement. Il voulait avoir tout le montant immédiatement, tandis que le gouvernement voulait le payer tous les mois à mesure que les travaux avanceraient. Si le gouvernement avait accepté de le payer immédiatement, il lui aurait fallu emprunter et il considère que c'eût été un accroc à sa réputation sur le marché, qui est excellente. En effet, dans quelle situation se serait trouvé le gouvernement si les travaux avaient cessé au cours de leur exécution et s'il avait eu à continuer à payer l'intérêt sur cet emprunt?

Il dit que, si le gouvernement avait conclu avec M. Gosselin et ainsi vendu ses débetures, on aurait obtenu seulement \$90, alors qu'elles ont été vendues aux contracteurs actuels au pair.

La St. Maurice Construction a accepté les débetures de la province à 4½ %, remboursables en 30 ans, payables au fur et à mesure que les travaux avanceront. Cette compagnie se compose d'ingénieurs d'une expérience éprouvée, d'une réputation considérable, qui ont conduit avec succès l'entreprise des \$11,000,000 de la Baie des Cèdres. Le gouvernement a donc toutes les garanties d'une parfaite exécution du contrat.

M. Gosselin est aussi un excellent entrepreneur. Le gouvernement lui a prouvé sa confiance en le chargeant de plusieurs entreprises considérables déjà. Mais on peut bien dire que M. Gosselin n'a jamais eu des travaux de cette envergure à conduire.

Il ne faut pas oublier que le réservoir du Saint-Maurice sera le plus considérable de l'univers, non pas que les travaux soient les plus considérables qui aient été faits, mais au point de vue des dimensions du réservoir.

La Compagnie Saint-Maurice a été recommandée par plusieurs des compagnies intéressées à l'exécution du barrage comme étant en mesure de conduire l'entreprise à bonne fin en restant dans les limites du temps fixé par le contrat.

D'autres avantages que tirera la province consistent en ce que les ouvrages faits à une chute située tout près du barrage pour les fins des travaux principaux de l'entreprise resteront en la possession du gouvernement, qui aura ainsi l'avantage d'acheter, s'il le désire, à un prix fixé par trois ingénieurs, les chemins qui auront servi à ces travaux.

Cependant, à l'argument de M. Bernier que le gouvernement se trouvait à avoir accepté un contrat de \$80,000 plus élevé que le plus bas soumissionnaire, il démontre que l'on va avoir une compensation équivalente à ce montant par le fait que l'on ne sera pas obligé d'émettre toutes les débetures à la fois et que l'on aura l'occasion de profiter au cours des diverses négociations des avantages qu'offrira le marché dans ses différentes fluctuations, tandis que, par le contrat Gosselin, on aurait été forcé d'emprunter immédiatement et de se soumettre aux conditions difficiles du marché.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): La loi obligeait la Commission des eaux courantes à accorder le contrat du Saint-Maurice au plus bas soumissionnaire. M. Gosselin a fait une soumission plus basse de \$80,000 que toute autre soumission. Cette soumission a été acceptée par la Commission et, quand on en est venu au point de signer le contrat, le gouvernement a voulu lui imposer des conditions de paiement qui n'étaient pas mentionnées dans la soumission et que M. Gosselin a trouvées à bon droit inacceptables. Le gouvernement lui a alors refusé le contrat et l'a accordé à la Saint-Maurice Construction, à \$80,000 de plus.

Le gouvernement a donc manqué à la parole qu'il avait donnée à M. Gosselin, et il a fait perdre une somme de \$80,000 à la province. Et les conditions de paiement ont été faites de telle façon que la province perdra presque le double de cette somme.

Cet acte du gouvernement est un scandale, une tare dont il ne pourra pas se laver. Il dit que l'honneur de la province est en jeu, au même titre que la perte d'argent. Il critique l'honorable S.-N. Parent, de la Commission des eaux courantes, qui est impliqué dans le contrat, en disant qu'il le considère infâme.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Salissage!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que le gouvernement a conclu en cela un bon marché et que c'est la seule chose à considérer pour le moment.

M. Tellier (Joliette): Est-ce que, dans la demande de soumissions, le paiement des travaux au moyen de débetures était prévu?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non.

M. Tellier (Joliette): Eh bien alors, la seule opinion qu'on puisse se former, c'est que le gouvernement n'avait pas le droit de changer les

termes des soumissions, mais qu'il devait en demander de nouvelles. Il doit être blâmé d'avoir fait perdre \$80,000 à la province en ayant méconnu la loi, ce qui est un précédent dangereux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le gouvernement n'était pas obligé d'accepter aucune des soumissions. Il explique que les mêmes conditions ont été offertes aux deux soumissionnaires qui sont restés en dernier lieu pour discuter les propositions du gouvernement. S'il avait fallu demander de nouvelles soumissions, c'eût été une dépense de milliers de piastres de plus.

La Commission des eaux courantes a exercé sa discrétion et elle a accepté les conditions qu'elle a cru les plus avantageuses pour la province. Elle n'était aucunement liée envers M. Gosselin par le fait que sa soumission avait été acceptée d'abord. Il restait toujours à discuter le mode de paiement, qui n'était pas mentionné dans les soumissions, et le contrat devrait être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) prend la parole⁴.

La proposition est acceptée.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Monument national, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal; paiement sujet à un ordre en conseil et aux conditions de l'ordre en conseil no 187 du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les archives canadiennes, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin (y compris \$500 pour inspection) pour Montréal et Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pêche et la chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Dépôt de documents:

**Municipalités nouvelles
et amendement de chartes**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 février 1916, pour la production de copie de tous rapports faits au gouvernement, à la Chambre, au comité des bills privés ou à un officier du gouvernement, de la Chambre ou du comité des bills privés sur les bills privés présentés depuis 1912 inclusivement jusqu'à ce jour, pour constituer des municipalités nouvelles ou pour amender des chartes existantes. (Document de la session no 93)

Pêcheries

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 26 février 1915, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement du Canada et de tous autres documents concernant les pêcheries de la province de Québec depuis le 1^{er} juillet 1913 à ce jour. (Document de la session no 94)

La séance est levée.

NOTES

1. Au moment où M. Sauvé donne le nom de l'auteur de la lettre, des éclats de voix de certains pages causent, selon certains journaux, l'hilarité générale.

2. Il s'agit, selon *L'Événement* (9 mars 1916, p. 5), de l'assistant Orateur de la Chambre.

3. Le président de cet organisme est Simon-Napoléon Parent, premier ministre de la province de Québec entre 1900 et 1905.

4. Après ces explications, M. Bernier, selon *Le Canada* (9 mars, p. 7), a renoncé à sa motion de non-confiance et la Chambre s'est réunie en comité des subsides.

Première séance du jeudi 9 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le bureau d'hygiène de la province de Québec, articles 3867-3982, S. R. Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Le bureau d'hygiène de la province ne travaille pas toujours dans l'intérêt de la santé publique. Il est arrivé que les médecins hygiénistes qui le composent se sont laissés influencer par certaines corporations et ont considéré plus particulièrement le côté politique de certaines questions, laissant au deuxième plan le côté sanitaire.

Il croit que certains docteurs sont trop responsables pour se laisser influencer par les municipalités. Il demande que le bureau d'hygiène cesse de faire affaire avec certaines corporations.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dit qu'il est bien de son avis que le bureau d'hygiène doit s'occuper avant tout des intérêts de l'hygiène et qu'il a raison de croire que c'est ça qu'il a toujours fait.

Le gouvernement n'a pas encore reçu de plaintes touchant l'administration du bureau d'hygiène. Les médecins qui le composent sont très dévoués et s'occupent de leur affaire.

M. Gadoury (Berthier) parle de la mortalité infantile et des moyens de l'enrayer. Il compare les statistiques à celles des autres pays.

Il prouve par des statistiques que la mortalité dans la province de Québec est trop grande. Il

attribue cet état de choses non pas à la déchéance de notre race, mais à la mauvaise hygiène de nos écoles et à la mauvaise hygiène en général. Il ajoute que l'inspection sanitaire des écoles est insuffisante. De plus, l'inspection du lait n'est pas bien faite, les écoles publiques sont encombrées et mal aérées, etc. Le gouvernement devrait donner plus d'aide au bureau d'hygiène.

Il parle de la nécessité de prendre toutes les mesures possibles pour enrayer le progrès des maladies contagieuses.

M. Grégoire (Frontenac): L'hygiène est une question primordiale et qui doit avoir un rôle, et un rôle marqué, dans notre vie. Pour quiconque a confiance dans notre nation, elle est une question vitale. Il faut vivre d'abord. La supériorité du Canadien, c'est sa santé et sa vitalité. Il est donc de la première importance que le gouvernement donne son appui à l'institution qui a charge de l'hygiène publique.

M. Desaulniers (Chambly): On constate que, depuis six ou sept ans, le bureau d'hygiène de la province, grâce à l'aide que lui a donnée le gouvernement, a fait des progrès énormes dont toute la province a profité. La subvention qui lui était accordée fut augmentée il y a cinq ans et elle est maintenant raisonnable. Il n'y a pas lieu de dire que les médecins se sont plutôt occupés du côté politique de la question.

Il y a des cas où l'on voit clairement que c'est la santé publique qui préoccupait le bureau d'hygiène. Dans aucun cas il n'est arrivé que les médecins se soient laissés influencer. Il faut cependant avouer que le nombre des médecins n'est pas suffisant. Le gouvernement ne peut trouver des médecins qui consentent à passer l'examen exigé par la loi. Plusieurs, cependant, ont l'intention de passer ces examens et, aussitôt qu'ils seront en état de faire partie du bureau, il n'y a pas de doute que le gouvernement les acceptera.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose au ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) plusieurs questions concernant les subventions soit aux chemins de pierre, soit aux chemins de terre. Il veut savoir la destination de l'allocation de \$121,000 pour améliorations et en quoi consistent ces améliorations. Le député de Deux-Montagnes fait une charge contre les inspecteurs du gouvernement chargés d'inspecter les améliorations aux chemins ruraux. Il demande quelle est la compétence de ces officiers qui, dit-il, dans certains cas, comme à Saint-Benoît des Deux-Montagnes, par exemple, ont accepté des travaux mal faits, tandis qu'ils en rejetaient d'autres excellents.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Ce sont des officiers de première classe.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comme le ministre?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Meilleurs, mais la perfection n'est pas de ce monde, et le meilleur service que le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) puisse nous rendre, c'est, quand il constatera des bourdes semblables, de nous les signaler pour que nous y apportions remède.

Relativement à la question du gravelage, il déclare qu'il a toujours conseillé de faire du gravelage au lieu de macadamisage.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui s'occupera de l'entretien de routes comme la route Lévis-Jackman et d'autres routes provinciales?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): dit que le sujet est encore à l'étude, mais qu'il croit que ce sera le gouvernement. Il s'agit, depuis quelque temps déjà, d'un problème entre les municipalités et le gouvernement. Les municipalités prétendent que le gouvernement devrait s'occuper de ces routes.

Il ajoute que le gouvernement se chargerait de l'entretien de la route Lévis-Jackman.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération ultérieure de deux résolutions rapportées le 8 mars courant du comité des subsides et dont l'adoption avait alors été remise:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la culture des arbres fruitiers (horticulture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Les résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération ultérieure d'une résolution rapportée le 8 mars courant du comité des subsides et dont l'adoption avait alors été remise: Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que ladite résolution soit maintenant adoptée.

M. Bérubé (Témiscouata) propose en amendement, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bernier), que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants: Que la résolution relative au *Journal d'agriculture*, pour un montant de \$27,000, soit amendée en réduisant \$10,000 sur ce montant, et que ledit montant de \$27,000 soit en conséquence remplacé dans la résolution par celui de \$17,000, vu que, suivant les offres qui lui ont été faites publiquement par une compagnie d'imprimerie solvable, le gouvernement est à même de faire imprimer le *Journal d'agriculture* pour \$10,000 de moins que le prix actuellement payé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande le rejet de la motion comme étant hors d'ordre parce qu'elle contient des faits non établis que la Chambre ne peut pas accepter comme vrais.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande à M. l'Orateur de remettre sa décision à cet après-midi.

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

Municipalités et ministère de la Voirie

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre les réponses à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Hedwidge et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 95)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Anselme et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 96)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Méthode et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 97)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Henri-de-Taillon et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 98)

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 9 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Votes concernant les règlements de prohibition

M. Robert (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 179 modifiant la loi de tempérance de Québec relativement au mode de votation sur les règlements de prohibition.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

M. Tellier (Joliette) propose en amendement que l'on ajoute l'article suivant:

"4. La présente loi entrera en vigueur le vingtième jour après sa sanction."

Cela a pour but de permettre aux employés de corporations municipales de se familiariser avec ses dispositions et d'être ainsi capables de régler les litiges.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Robert (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

Suspension des travaux

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'huissier à la verge noire se présentant à la porte avec un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'huissier à la verge noire communique à la Chambre un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur requérant la présence des membres de la Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif où Son Honneur veut bien, au nom de Sa Majesté, donner la sanction royale aux bills suivants:

- bill 2 refondant les dispositions des articles 47 et 53 et modifiant l'article 1202b du Code de procédure civile;

- bill 3 modifiant le Code civil concernant la jouissance des droits civils;

- bill 5 modifiant les articles 1426 et 1427 du Code de procédure civile relativement aux successions vacantes;

- bill 9 amendant la loi des mines de Québec;

- bill 10 ratifiant certains contrats passés par le gouvernement de la province avec Sa Grandeur Mgr Gustave Blanche, vicaire apostolique du golfe Saint-Laurent; l'hospice Saint-Joseph de la délivrance, de Lévis; l'asile du Bon-Pasteur, de Québec; les missionnaires de la Compagnie de Marie; et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, respectivement concernant l'entretien de certains enfants dans une école de réforme ou une école d'industrie, selon le cas;

- bill 11 légalisant certaines entrées au volume 2 de l'index aux immeubles de la ville de Joliette, en usage depuis le 15 juin 1900, dans le bureau de la division d'enregistrement de Joliette;

- bill 12 relatif à l'authentification de certains registres et livres d'enregistrement dans le district de Terrebonne;

- bill 15 amendant la loi 5 George V, chapitre 12, relative aux compagnies de chemins à barrières de péage;

- bill 16 modifiant l'article 892 du Code de procédure civile;

- bill 20 amendant la loi 3 George V, chapitre 38, relativement à la protection de certaines municipalités contre les incendies;

- bill 21 modifiant les statuts refondus, 1909, et refondant les dispositions relatives à la création, par certaines municipalités, d'un fonds d'indemnité destiné aux propriétaires ou possesseurs qui ont souffert des dommages causés à leurs moutons;

- bill 25 relatif à certaines questions soumises à la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, par le lieutenant-gouverneur en conseil;

- bill 27 modifiant la loi 2 George V, chapitre 5, concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer;

- bill 28 amendant la loi imposant des taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations;

- bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs;

- bill 51 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis-René Gagné au nombre de ses membres et à lui octroyer son diplôme d'avocat;

- bill 55 amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français;

- bill 56 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest;

- bill 57 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;

- bill 60 annexant la municipalité scolaire de Saint-Édouard à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Joseph-Philéas-Philippe Caumartin de pratiquer le droit;

- bill 70 amendant la loi 60 Victoria, chapitre 72, concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange;

- bill 75 constituant en corporation la ville de Québec-Ouest;

- bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Benjamin Shulman au nombre de ses membres, après qu'il aura passé l'examen d'admission à la pratique et l'examen d'admission à l'étude du droit;

- bill 78 concernant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;

- bill 81 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 85 concernant la construction des soubassements d'église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de la Salle;

- bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal;

- bill 92 annexant la municipalité scolaire du village de Villeray à celle des écoles catholiques de Montréal;

- bill 98 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph Labrèque au nombre de ses membres;

- bill 106 amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières;

- bill 108 constituant en ville la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, sous le nom de "Laval de Montréal";

- bill 119 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens;

- bill 129 amendant la charte de la ville de Beaconsfield;

- bill 131 amendant la charte de la cité de Westmount;
- bill 132 annexant la municipalité scolaire du village de la Côte-de-la-Visitation de Montréal à celle des écoles catholiques de Montréal;
- bill 152 changeant le chef-lieu du comté de Pontiac et l'établissant dans le village de Campbell's Bay;
- bill 156 constituant en corporation la ville de Trois-Pistoles;
- bill 159 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albert Lavigne au nombre de ses membres;
- bill 162 autorisant la construction d'une église, d'une sacristie, d'un presbytère et ses dépendances en la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir;
- bill 167 amendant la loi 5 George V, chapitre 134, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Saint-Pierre-Claver;
- bill 170 modifiant le Code du notariat;
- bill 171 amendant la loi de l'instruction publique relativement au serment d'office que doivent prêter les commissaires et les syndics d'écoles.

Reprise de la séance

Subsides

Au retour de M. l'Orateur et des députés, M. l'Orateur quitte le fauteuil et le comité des subsides reprend ses délibérations.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose de nouveau qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) dit que le gouvernement possède 57 outillages qu'il loue aux municipalités moyennant une somme mensuelle de \$100. Quand une municipalité veut améliorer ses chemins ou ses routes, elle passe d'abord un règlement à cet effet dans lequel elle mentionne quels chemins ou routes elle se propose d'améliorer. Ce règlement est adressé au département de la Voirie qui envoie ses ingénieurs chargés de faire les plans et devis et d'établir le coût approximatif des travaux. Il déclare que, dans les municipalités où le gravois est à proximité, son ministère recommande de faire du gravelage.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit que l'explication du ministre n'est pas exacte et il cite le cas de la municipalité de Saint-Hermas, dans le comté de Deux-Montagnes, qui possède une montagne d'excellent gravois. Il y a deux ans, on avait gravelé la route Lalande et, en 1914, on l'a macadamisée malgré que cette route fût excellente, meilleure que bien des chemins macadamisés. Le macadam de cette route en 1914 a coûté très cher parce que l'on a eu beaucoup de peine à défaire le gravelage.

Il s'informe ensuite d'un certain M. Bergeron qui aurait conduit les travaux de voirie à Saint-Hermas.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) dit qu'il ne connaît pas ce monsieur et admet ensuite qu'il est employé comme rouleux. Ce M. Bergeron n'a pas été envoyé par le département de la Voirie à Saint-Hermas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soutient que la position de M. Bergeron, à Saint-Hermas, était occupée, en 1914, par un M. Cyr et par un M. Gagnon, deux jeunes gens compétents. On a augmenté le salaire de Bergeron et diminué les salaires des ouvriers de la localité. Il demande si des plaintes avaient été portées contre M. Cyr ou M. Gagnon.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Aucune plainte n'a été portée, à ma connaissance, contre ces messieurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi ne pas les avoir gardés?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) dit que M. Bergeron était, en 1915, l'employé de la municipalité de Saint-Hermas et non de son département et il n'a jamais demandé au conseil de Saint-Hermas d'employer M. Bergeron.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) soulève la question de la retraite de l'ingénieur Evans, du département de la Voirie. Au commencement des opérations de la voirie, le département s'était adressé à Washington pour avoir les services d'un ingénieur compétent. On avait recommandé M. Evans.

Il s'informe des raisons de son départ du département. Il dit qu'il a été informé que M. Evans était parti parce qu'il ne s'accordait pas du tout avec les principaux officiers du département au sujet des travaux à faire.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): M. Evans était un bon ingénieur et l'on s'est bien accordé avec lui.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) affirme que M. Evans était un homme incontrôlable, qu'il n'a jamais écouté les avis de ses supérieurs, qu'il s'absentait sans raison et que l'on était des 15 jours sans savoir où il se trouvait. Il avait des relations qui étaient mal vues de ses chefs avec certains entrepreneurs. Je l'ai plusieurs fois averti à ce sujet quand je m'occupais encore de la voirie.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) note la contradiction entre les deux ministres. Si c'était un homme de cette nature, pourquoi lui avoir donné, avant de partir, une indemnité de \$1,000?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Nous avons cru qu'il était de notre devoir de lui donner trois mois de salaire. Ce n'était pas un mauvais employé, et on craignait qu'à cause de ses conditions d'engagement il pût réclamer toute l'année.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) affirme de nouveau qu'Evans est parti de lui-même parce que l'on ne voulait pas suivre ses avis. N'est-il pas vrai qu'il est parti parce qu'il ne voulait pas, comme ingénieur en chef, approuver les plans du gouvernement?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Il est parti parce qu'on pouvait le remplacer par un Canadien et qu'on n'avait plus besoin de lui. Il n'était pas ingénieur en chef, d'ailleurs, mais sous M. Herary. Il dit qu'il est parti parce qu'on lui a fait voir que l'on pouvait se passer de lui et qu'il y avait au département assez de bons employés canadiens-français pour se passer de ce monsieur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. Evans était favorable au bitume au lieu du macadam à l'eau dans certaines routes, et voilà pourquoi on ne s'accordait pas avec lui.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): C'est évident que les deux ministres ne s'entendent pas: l'un prétend que M. Evans était un mauvais employé, l'autre dit qu'il est parti parce qu'on n'avait plus besoin de lui, mais qu'il n'a jamais donné lieu de se plaindre de sa conduite.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): On n'avait pas à se plaindre de M. Evans et il n'est pas parti mécontent.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon Dieu... il se peut que M. Evans se soit amendé depuis que j'ai quitté le département.

M. Labissonnière (Champlain) s'informe de la façon dont sont distribués les octrois aux municipalités et comment les municipalités s'y prennent quand elles veulent emprunter pour macadamiser. Il s'informe également quel est actuellement le montant des réclamations contre les municipalités relativement aux intérêts sur les emprunts contractés en vertu de la loi des chemins.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): L'année dernière, ce montant était de \$630,000 et il n'est plus, cette année, que de \$355,405.29.

M. Labissonnière (Champlain) demande quand seront terminés les travaux de revêtement de la route Montréal-Québec à travers le comté de Champlain.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) dit qu'ils seront terminés l'année prochaine. Il promet qu'il verra au parachèvement de ces travaux.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs;
- bill 60 annexant la municipalité scolaire de Saint-Édouard à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Joseph-Philéas-Philippe Caumartin de pratiquer le droit;

- bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Benjamin Shulman au nombre de ses membres, après qu'il aura passé l'examen d'admission à la pratique et l'examen d'admission à l'étude du droit;

- bill 81 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 92 annexant la municipalité scolaire du village de Villeray à celle des écoles catholiques de Montréal;

- bill 132 annexant la municipalité scolaire du village de la Côte-de-la-Visitation de Montréal à celle des écoles catholiques de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il l'a prie d'agréer:

- bill 84 amendant la charte de la ville de Lévis;

- bill 89 concernant la Compagnie Bélair limitée;

- bill 87 concernant la Compagnie Lecavalier & Riel limitée;

- bill 80 amendant la charte de The Shamrock Amateur Athletic Association.

Charte de Lévis

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 amendant la charte de la ville de Lévis. Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

Compagnie Bélair limitée

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 concernant la Compagnie Bélair limitée. Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

Compagnie Lecavalier & Riel limitée

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 concernant la Compagnie Lecavalier & Riel limitée. Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

The Shamrock Amateur Athletic Association

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 80 amendant la charte de The Shamrock Amateur Athletic Association. Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

Demande de documents:

Loi des bons chemins

M. Cousineau (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état récapitulatif concernant la loi des bons chemins, 1912, faisant suite au no 43 produit à la dernière session, depuis le 3 février 1915 au 15 février 1916.

Adopté.

Dépôt de documents:

Loi des bons chemins

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date de ce jour, pour la production d'un état récapitulatif concernant la loi des bons chemins, 1912, faisant suite au no 43 produit à la dernière session, depuis le 3 février 1915 au 15 février 1916. (Document de la session no 99)

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Sylvestre (Montcalm) propose en amendement, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bernier), que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que le gouvernement fait imprimer le *Journal d'agriculture* par la Compagnie de publication du Canada limitée, au coût de \$27,000 par année, frais de port compris (Comptes publics 1914-1915, page 398);

Attendu que le contrat entre le gouvernement et ladite compagnie est un contrat annuel qui expire le 31 décembre, chaque année;

Attendu que, dès le mois de septembre dernier (1915), le gouvernement a reçu publiquement et à plusieurs reprises, de la part d'une compagnie d'imprimerie solvable, l'offre d'imprimer le *Journal d'agriculture* à \$10,000 meilleur marché que le prix actuel;

Attendu que le gouvernement a négligé de profiter de cette offre, qu'il a laissé l'ancien contrat se renouveler par tacite reconduction le 31 décembre 1915, et qu'il continue à payer à la Compagnie de publication du Canada limitée l'ancien prix de \$27,000, quand il pourrait obtenir le même service pour \$10,000 de moins, c'est-à-dire \$17,000 au lieu de \$27,000 par année;

Cette Chambre regrette que le gouvernement, par incurie, négligence ou favoritisme, fasse ainsi perdre à la province une somme de \$10,000 par année qu'il pourrait employer fort avantageusement à aider la classe agricole dans cette province, et elle invite le gouvernement à faire mieux à l'avenir.

M. l'Orateur déclare la motion hors d'ordre.

Des voix de l'opposition font appel de cette décision.

M. l'Orateur accepte de mettre la proposition devant la Chambre.

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit¹:

Pour: MM. Bernier, Bérubé, Campbell, Cousineau, D'Auteuil, Gadoury, Gault, Labissonnière, Morin, Sauvé, Slater, Sylvestre, Tansey, Tellier, 14.

Contre: MM. Allard, Bissonnet, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Décarie, Delisle, Demers, Finnie, Fortier, Francoeur, Galipeault, Gendron, Godbout, Gosselin, Gouin, Grégoire, Langlois, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mercier, Mitchell, Ouellette, Phaneuf, Philps, Pilon, Reed, Robert (Rouville), Robillard, Scott, Séguin, Stein, Tangay, Taschereau, Tessier (Trois-Rivières), Therrien, Trahan, Turcot, Vilas, 43.

La motion d'amendement est ainsi rejetée.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose de nouveau qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) s'informe de la retraite de M. Castonguay, ancien inspecteur des travaux de colonisation, et il demande les raisons de sa retraite. Comme dans le cas de M. Evans, le chef de l'opposition a été informé que l'ancien employé civil ne s'accordait pas avec les autres officiers du département au sujet de certains travaux à faire et à faire faire.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): M. Castonguay s'est retiré de lui-même parce qu'il se disait vieux, fatigué de travailler et malade. Il veut se consacrer exclusivement à l'École d'arpentage dont il est le directeur.

M. Lavergne (Montmagny) préconise de nouveau une réforme qu'il a suggérée bien des fois. C'est que, dans les routes le long desquelles se trouvent des limites à bois, les porteurs des limites de ces forêts soient forcés de payer, comme les autres, des parts de routes, afin que ces routes qui leur appartiennent autant qu'aux colons ne soient pas seulement entretenues par les municipalités.

M. Bérubé (Témiscouata) se plaint que son comté ne reçoit pas les allocations qu'il recevait autrefois au point de vue des travaux de colonisation. Il craint que, dans la distribution de ces octrois de la colonisation, on ne fasse du favoritisme. Il y a quelques années, le comté recevait jusqu'à \$20,000; aujourd'hui, il reçoit à peine quelque \$6,000.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) affirme que les comtés représentés par les conservateurs reçoivent autant que les autres. Il dit que, si Témiscouata reçoit moins aujourd'hui et qu'il a reçu beaucoup autrefois, c'est que le département doit tourner ses yeux ailleurs où l'on en a besoin.

M. Morin (L'Islet) attire l'attention du ministre sur une route du comté de L'Islet, la route Saint-Adalbert qui n'est pas encore terminée au grand ennui des colons qu'elle dessert. Cette route, dit-il, traverse un pays magnifique, des paroisses qui ont un beau site, et où la terre est excellente. Seulement

nous n'avons là qu'un seul bout de route et, tant que le département n'aura pas terminé cette route complètement, l'argent qu'on y mettra sera en pure perte.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) promet de voir à cela.

M. Lavergne (Montmagny) reproche au gouvernement de dépenser dans des paroisses où il ne se fait pas le moins du monde de colonisation de l'argent spécialement affecté à la colonisation, et cela, au détriment des paroisses qui en ont excessivement besoin. Le député de Montmagny reproche aussi au gouvernement sa politique d'aller camper des colons à 200 et 300 milles de Québec, dans l'Abitibi, par exemple, tandis qu'il y a encore tant d'endroits près de nous où l'on pourrait les loger.

Ce n'est pas avec \$1,400, dit-il, que l'on fera grand-chose dans une région où il n'y a même pas de routes. Il parle du système qui régit actuellement le colon et le marchand de bois.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) promet de donner son attention aux besoins des électeurs de Montmagny.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et il demande la permission de siéger de nouveau.

Demande de documents:

Noms et adresses des instituteurs et institutrices

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant quels sont les noms et adresses des instituteurs et institutrices de la province de Québec.

Adopté.

Commission scolaire de Maisonneuve

M. Desaulniers (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Therrien), que, le bill 93 conférant certains pouvoirs à la commission scolaire de Maisonneuve ayant pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction

publique ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

The Shawinigan Water & Power Company

M. Cannon (Dorchester) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Tourville), que les droits ordinaires payés pour le bill 99 amendant la charte de The Shawinigan Water & Power Company soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, ce bill ayant été retiré.

Adopté.

Charte de Montréal-Nord

M. Lévesque (Laval) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que les droits ordinaires payés pour le bill 118 concernant la ville de Montréal-Nord soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Commission des parcs de Montréal-Nord

M. Lévesque (Laval) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que les droits ordinaires payés par le bill 116 constituant en corporation la Commission des parcs de Montréal-Nord soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Charte de Saint-Michel

M. Lévesque (Laval) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que les droits ordinaires payés pour le bill 88 amendant la charte de la ville Saint-Michel soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 9 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 8 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Pont Delisle, Rivière-à-Pierre

M. Bernier (Lévis): 1. Quel a été le montant de l'octroi payé par le gouvernement pour la reconstruction du pont Delisle et à la demande de qui cet octroi a-t-il été accordé?

2. Le gouvernement sait-il que ce pont Delisle n'a pas été reconstruit conformément à la loi et qu'il ne mesure que 12 pieds de largeur entre les garde-fous?

3. Avant de payer l'octroi promis, le gouvernement s'est-il assuré que la reconstruction du pont en question avait été faite conformément à la loi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. \$400 ont été octroyés, à la demande du conseil municipal de Rivière-à-Pierre.

2 et 3. Le pont a été reconstruit ou réparé en utilisant les vieilles culées.

Cimetière de l'est de Montréal

M. Lévesque (Laval) propose la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 constituant en corporation le cimetière de l'est de Montréal. Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et sont adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Verdun

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 amendant la charte de la cité de Verdun. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie Lecavalier & Riel limitée

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 concernant la Compagnie Lecavalier & Riel limitée. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie Bélair limitée

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 concernant la Compagnie Bélair limitée. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville du Sault-au-Récollet

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 concernant la ville du Sault-au-Récollet. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

The Shamrock Amateur Athletic Association

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 80 amendant la charte de The Shamrock Amateur Athletic Association. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur l'amendement du député de Témiscouata (M. Bérubé) fait, le jeudi 9 mars courant, à la motion pour adoption de la résolution suivante: Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. l'Orateur: La motion du député de Témiscouata est irrégulière pour au moins deux raisons: 1. parce que, contrairement aux dispositions de l'article 160 du règlement, elle ne propose pas de modifier la motion qui était en délibération; 2. parce qu'on ne peut plus proposer d'amender une résolution lorsque la Chambre est saisie d'une motion à l'effet d'agréer cette résolution. (Cf. May, p. 627: Règlement annoté de l'Assemblée législative de Québec, note 1 sous l'article 316)

M. Bérubé (Témiscouata) en appelle de la décision de M. l'Orateur².

Et appel de la décision de l'Orateur étant fait à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Bouchard, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Décarie, Finnie, Fortier, Francoeur, Galipeault, Godbout, Gosselin, Gouin, Grégoire, Langlois, Lavergne, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Mercier, Mitchell, Péloquin, Phaneuf, Philps, Pilon, Reed, Robert (Rouville), Séguin, Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Turcot, 32.

Contre: MM. Bernier, Bérubé, Campbell, Cousineau, D'Auteuil, Gadoury, Gault, Labissonnière, Morin, Sauvé, Slater, Sylvestre, Tansey, Tellier, 14.

En conséquence, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Allard, Bouchard, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Décarie, Finnie, Fortier, Francoeur, Galipeault, Godbout, Gosselin, Gouin, Grégoire, Langlois, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mercier, Mitchell, Péloquin, Phaneuf, Philps, Pilon, Reed, Robert (Rouville), Séguin, Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Trahan, Turcot, 34.

Contre: MM. Bernier, Bérubé, Campbell, Cousineau, D'Auteuil, Gadoury, Gault, Labissonnière, Morin, Sauvé, Slater, Sylvestre, Tansey, Tellier, 14.

La motion est ainsi adoptée.

En conséquence, la résolution est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération ultérieure d'une résolution rapportée le 9 courant, laquelle se lit comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

La résolution est adoptée.

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 38 amendant la loi des licences de Québec relativement aux licences de certains brasseurs, distillateurs ou magasins de liqueurs en gros.

Adopté. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a autorisé à soumettre ledit projet de résolution et qu'il en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que, quand un porteur de licence de magasin de liqueurs de gros ne pourra renouveler sa licence, dans une année de licence, à raison de la mise en vigueur d'un règlement de prohibition, il lui soit permis de disposer, dans les six mois qui suivront la mise en vigueur du règlement de prohibition, des liqueurs enivrantes qui seront encore en sa possession, en les retournant aux maisons de commerce qui les lui auront fournies ou en les vendant à des personnes munies de licences pour la vente des liqueurs enivrantes, pourvu que ladite vente se fasse dans un territoire non régi par un règlement de prohibition; et que, pour les fins de la présente résolution, une licence pour la vente en gros des liqueurs enivrantes dans les cités et villes soit accordée simplement et sans autre formalité, sur paiement au percepteur du revenu qu'il appartiendra de la moitié des droits et honoraires requis par l'article 988 des statuts refondus, 1909.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 amendant la loi des licences de Québec relativement aux licences de certains brasseurs, distillateurs ou magasins de liqueurs en gros soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Québec

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 97 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec. Les amendements sont lus une deuxième fois.

La motion "Que lesdits amendements soient maintenant adoptés" est proposée à la Chambre.

M. Létourneau (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Francoeur), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant les honorables conseillers que cette Chambre n'accepte pas l'amendement 1 que le Conseil législatif a apporté au bill 97 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec parce qu'il n'est pas à propos d'accorder à la cité de Québec des pouvoirs plus étendus que ceux qui lui ont été accordés par cette Chambre, et que cette Chambre accepte les autres amendements du Conseil législatif.

L'amendement du Conseil législatif hausse la taxe sur les billets de théâtre et autres lieux d'amusement de un à deux cents.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Bernier (Lévis) demande à ce sujet des explications plus satisfaisantes que celles qu'on a données la veille. L'honorable député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), dit-il, a prétendu que le contrat signé par la Saint-Maurice Construction Co. était plus favorable que les conditions offertes par l'entrepreneur Gosselin. Mais en quoi, demande le député de Lévis. Pour répondre à cela, il suffit de se

demander combien la province aurait été appelée à payer sur chacune de ces soumissions.

Que les débentures soient à 10 ans ou qu'elles soient à 30 ans, dès qu'elles seront achetées sur la base de 4½ % au pair, le gouvernement paiera exactement le même montant pour leur rachat. Par conséquent, la différence de \$80,000 entre le prix des deux soumissions constitue une perte sèche pour la province.

On a dit qu'il pouvait y avoir arrêt dans la construction ou bien qu'il y aurait impossibilité de construire et qu'alors, si l'on déposait immédiatement des débentures au montant de \$1,500,000, il y aurait une perte sèche pour la province. Mais cela serait vrai pour les deux soumissions si telle occurrence se produisait.

1. Dans la soumission de M. Gosselin, le produit de la vente déposé à la Banque Nationale reste au crédit de la province, et ce produit est reconnu comme celui d'une vente à excellentes conditions par la Commission. Si, au cours des travaux, ceux-ci sont rendus impossibles par un accident de force majeure, il n'y aura de perdu pour la province que la partie de l'argent payé à M. Gosselin. La balance du produit des débentures retournera et sera remise par la Banque Nationale au gouvernement.

2. Dans la soumission de la Saint-Maurice Construction Co., si l'on paie celle-ci en débentures sur chaque estimé mensuel, les débentures payées à la Saint-Maurice Construction Co. seront seules perdues; la balance qui sera entre les mains du gouvernement et non livrée ne sera pas dépensée, voilà tout.

Dans le premier cas, la balance du produit de la vente des débentures (dans le cas de M. Gosselin) servira aux fins publiques de la province.

Mais, en réalité, cette contingence d'impossibilité de construire peut-elle arriver? Non. Pouvait-on douter de la compétence, de la capacité et de l'habileté de M. Gosselin?

Le rapport de la Commission, en date du 14 juillet 1915, dit ceci: "Que la soumission dudit Joseph Gosselin, au jugement de la Commission, est la plus basse et la plus avantageuse dans l'intérêt public, et que ce soumissionnaire a toute l'expérience, l'habileté et les ressources nécessaires pour bien exécuter les travaux. De plus, il offre de payer le pair pour les débentures de la province de Québec à 4½ %".

Ce témoignage, ou plutôt cette constatation de la capacité de M. Gosselin était le résultat de l'enquête que la Commission devait faire sur la compétence de M. Gosselin, en vertu de la loi 3 George V.

Que le ministre des Terres et Forêts puisse avoir une autre opinion, libre à lui, mais de quel droit viendrait-il substituer sa manière de voir à celle de la Commission? Celle-ci est en meilleure position que le ministre pour connaître la valeur intrinsèque des soumissionnaires, car c'est son devoir de faire enquête sur ce sujet.

En d'autres termes, ajoute-t-il, voici l'histoire en trois mots: On demande des soumissions payables en argent: neuf soumissions arrivent à la Commission; quand ces soumissions sont ouvertes, on offre non plus de l'argent, mais des débetures, et ces débetures sont à 30 ans; on décide de donner l'entreprise au plus bas soumissionnaire, qui est M. Gosselin, et l'on insère dans le contrat devant être passé avec lui l'offre de débetures à 10 ans. M. Gosselin refuse et, le même jour, on donne l'entreprise à la Saint-Maurice Construction Co. avec des débetures à 30 ans.

Il existe dans notre province, continue-t-il, un état de choses assez étranger. Y a-t-il une limite qu'un ministre ne doit pas dépasser dans l'octroi des contrats sans soumission? Je ne sais pas. Il devrait y en avoir une. Généralement, et cela est arrivé par exemple pour l'ameublement de la Bibliothèque de la législature et pour des achats de charbon en rapport avec la construction de la route Lévis-Jackman, on ne demande pas de soumissions. À la vérité, j'aime autant cela que de demander des soumissions et d'accorder ensuite les contrats non pas aux plus bas soumissionnaires, mais à des favoris politiques. Il n'est pas permis à un gouvernement, quoi qu'il en soit, de changer les termes d'une soumission.

Il propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Bérubé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu qu'en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le statut 3 George V, chapitre 6, la Commission du régime des eaux courantes de Québec a demandé des soumissions pour l'éclusage de la rivière Saint-Maurice;

Attendu que, par la section 6 de ce statut, il est édicté que "la Commission adjugera l'entreprise des travaux autorisés par la présente loi par voie de soumissions et de contrat, après annonce publique et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la Commission; que l'adjudication de l'entreprise est constatée par un contrat qui doit être donné à l'entrepreneur qui produit la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la Commission, a assez d'expérience, d'habileté et de

ressources pour bien exécuter les travaux; un contrat ne peut toutefois être conclu par la Commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil";

Attendu que, par la section 10 dudit acte, il est dit que pour assurer la construction des travaux indiqués, le trésorier de la province est autorisé à contracter des emprunts n'excédant pas un million cinq cent mille piastres, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas 50 ans;

Attendu que ce statut a été modifié par le statut 5 George V, chapitre 3, qui, pour les raisons mentionnées dans le préambule de ce dernier acte, édicte que l'emprunt de ladite somme de \$1,500,000 se fera par des débetures ou obligations n'excédant pas 10 ans;

Attendu que, parmi les neuf soumissions qui ont été faites pour ces travaux, celle de Joseph Gosselin, entrepreneur de Lévis, a été trouvée la plus basse par la Commission du régime des eaux courantes, et qu'en même temps ladite Commission a reconnu que ledit Joseph Gosselin possédait toutes les garanties d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter lesdits travaux;

Attendu que, par son rapport officiel à l'honorable ministre des Terres et Forêts, en date du 14 juillet 1915, conformément à la section 6 de la loi 3 George V, chapitre 6, la Commission a adjugé lesdits travaux audit Joseph Gosselin;

Attendu que, par sa résolution adoptée en sa séance régulière, ledit 14 juillet 1915, il fut résolu que le président de la Commission des eaux courantes de Québec et son secrétaire fussent autorisés à signer le contrat à être passé entre M. Joseph Gosselin susdit et ladite Commission, pour la construction d'une écluse sur la rivière Saint-Maurice;

Attendu que la soumission de M. Joseph Gosselin était pour un prix de \$1,345,960;

Attendu que, nonobstant les faits ci-dessus, le contrat susdit a été accordé, le 16 juillet 1915, à la compagnie connue sous le nom de Saint-Maurice Construction Co., au prix de \$1,425,000, savoir à un soumissionnaire dont le prix était près de \$80,000 plus élevé que le prix de la soumission de Joseph Gosselin;

Attendu que, dans son contrat avec la Saint-Maurice Construction Co., ladite Commission a, par la clause 36 du contrat, convenu de payer soit en argent, soit au moyen de débetures de la province émises pour un terme de 30 années, contrairement à la loi 5 George V, chapitre 6;

Attendu que, si la soumission de Joseph Gosselin avait été acceptée, non seulement on aurait épargné une perte de \$80,000 à la province, mais celle-ci aurait retiré de la Banque Nationale de Québec, dépositaire en fidéicommiss, du produit de la vente de \$1,500,000 de ces débentures, un intérêt de 4½ % sur toutes balances non payées à l'entrepreneur durant tout le cours de la construction desdits travaux;

Cette Chambre blâme le gouvernement pour n'avoir pas agi dans les meilleurs intérêts de la province, dans l'octroi du contrat pour l'éclusage de la rivière Saint-Maurice, d'avoir fait perdre à la province des sommes considérables.

L'honorable M. Allard (Drummond) répète son argumentation de la veille sur certains points.

M. Bérubé (Témiscouata) dit qu'avant même que la soumission ait été rejetée par le gouvernement MM. le député de Lotbinière (M. Francoeur), Vien et Thériault, des libéraux bien connus, avaient prononcé leur jugement dans cette soumission et l'avaient approuvée. Par aucun raisonnement, continue-t-il, on ne peut établir que la province n'a pas perdu \$80,000 en refusant le contrat au plus bas soumissionnaire, M. Gosselin. On fait toutes sortes d'arguties au sujet de la valeur des débentures. Il aurait été bien plus simple de payer M. Gosselin en argent et d'économiser \$80,000 à la province.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit que le statut autorisant l'exécution du contrat décrète que celui-ci doit être adjugé au plus bas soumissionnaire. Je ne crains pas d'affirmer, ajoute-t-il, que le gouvernement a suivi en cela la loi à la lettre. Le gouvernement aurait pu faire un emprunt d'un million et demi et payer comptant, mais il en a jugé autrement. Sans tenir compte que M. Gosselin était un libéral, que son avocat, M. Vien, un bon libéral aussi, était l'associé d'un député ami du gouvernement, le député de Lotbinière (M. Francoeur).

Le gouvernement a considéré avant tout l'intérêt de la province et a adjugé le contrat à la Saint-Maurice Construction Co. parce qu'elle était le plus bas soumissionnaire en raison des conditions dans lesquelles elle acceptait de faire l'entreprise. Il déclare qu'il ne sait même pas quelles sont les opinions politiques des directeurs de la Saint-Maurice Construction Co. Il considère que l'opposition a tort de vouloir faire du capital politique avec cette question.

Il considère que, malgré la déclaration du député de Lotbinière (M. Francoeur) à l'effet qu'il est membre du cabinet d'avocats chargé de négocier les affaires de M. Gosselin, c'est son partenaire qui a négocié cette soumission en particulier, et cela devrait être reconnu de bonne foi par l'opposition, qui semble très empressée d'en retirer du capital politique.

Il fait observer que la loi n'oblige pas le gouvernement à payer comptant. Nous avons dit à M. Gosselin, quand nous avons considéré sa soumission, que nous ne le paierions pas en argent, mais avec des débentures. Il n'y a rien de mal à cela; ce sont des choses qui se passent tous les jours dans les affaires. M. Gosselin consentit à accepter les débentures à 10 ans, tandis que la Saint-Maurice acceptait celles de 30 ans.

Le 23 juin dernier, M. Gosselin se déclarait prêt à accepter les débentures à 10 ans et on préparait le contrat d'après les conditions mentionnées dans sa lettre. Au moment de signer le contrat, M. Gosselin déclara qu'il voulait être payé d'avance.

Voilà la raison pour laquelle M. Gosselin n'a pas été l'heureux soumissionnaire. S'il avait accepté d'être payé comme on le fait généralement dans ces entreprises, et la Saint-Maurice a accepté de l'être, il aurait eu le contrat ce jour-là même. Le 15 juillet, M. Gosselin déclara, dans une lettre, qu'il n'acceptait pas la proposition parce qu'on ne voulait pas le payer d'avance. Il lit alors la lettre de M. Gosselin à cet effet.

Lorsqu'on a su que M. Gosselin n'acceptait pas le contrat après qu'il eût appris que nous ne payerions pas d'avance, la Commission des eaux courantes s'est alors tournée vers le soumissionnaire suivant et lui a demandé s'il accepterait le contrat. Ils l'ont accepté tel que rédigé, à l'exception d'une modification au nom de la compagnie, en haut du contrat, et ils ont accepté des débentures de 30 ans au lieu de 10 ans.

Je pense que le gouvernement était parfaitement justifiable d'accorder le contrat à la Saint-Maurice. Je ne crois pas qu'un homme d'affaires dans cette province nous aurait conseillé d'augmenter la dette d'un million et demi pour une entreprise dont l'exécution n'était pas assurée. La proposition de M. Gosselin étant acceptée, l'argent eût été déposé à la banque et, si pour une raison quelconque les travaux avaient été suspendus ou arrêtés définitivement, il aurait fallu continuer à payer l'intérêt et le capital eût été immobilisé. La dette de la province se serait trouvée augmentée d'autant et en pure perte.

Si le gouvernement l'avait fait, l'opposition aurait été la première à l'en blâmer. Si l'on m'avait alors demandé de payer en argent, je n'aurais pas osé consentir à cause des obligations très lourdes qui nous auraient été ainsi imposées en ces moments de guerre. Mais le député de Drummond (l'honorable M. Allard) m'a convaincu que l'entreprise était avantageuse, qu'on en retirerait un revenu de \$130,000 au moins, et possiblement \$160,000 annuellement.

On développera des forces hydrauliques considérables en créant le plus grand réservoir du genre dans tout l'Empire. J'ai réalisé quelle valeur auront avant longtemps les pouvoirs d'eau en notre province. Je sais que les Américains ont l'œil sur le pouvoir hydraulique bon marché que nous avons dans ce pays et, après avoir constaté ces avantages, j'ai pensé qu'il était temps de nous demander sérieusement si nous devions aller de l'avant ou non avec ce contrat.

J'ai considéré sérieusement l'opportunité de favoriser l'entreprise. L'honorable ministre des Terres a prouvé à la Chambre, hier soir, que l'entreprise rapportera des bénéfices considérables à la province. Il ajoute que des financiers éminents ont déclaré au gouvernement que la proposition acceptée par la Saint-Maurice Construction était la plus avantageuse si on acceptait les débentures de la province à 30 ans, à 90 et payant 4½ %. Il cite la lettre du président de la Banque de Montréal, Sir Vincent Meredith, qui recommande cette proposition comme la plus avantageuse. Il démontre que les débentures à 30 ans du contrat de la Saint-Maurice négociées sur le marché de New York à 90, donnant un escompte de 10%, rapportent immédiatement à la province la somme de \$142,500, puisque le montant du contrat est de \$1,425,000. Au lieu de perdre \$80,000 comme le disent les gauchistes, le gouvernement réalise donc par la transaction \$142,500 dès le début.

Il dit qu'en réduisant des \$142,000 le montant de \$80,000 que l'opposition prétend être perdu pour la province parce que la soumission de M. Gosselin était inférieure de cette somme à celle de la Saint-Maurice, on obtient encore un bénéfice net pour la province d'au moins \$62,500.

Quant à ce qui concerne la province, le prix demandé pour la réalisation en cours des travaux par la St. Maurice Construction Company est de \$1,282,500.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) dit que, le 16 juin dernier, quand le trésorier de la province a fait, à Boston, son emprunt de six millions déclarant

que c'était là tout l'argent dont la province avait besoin, les soumissions pour le barrage du Saint-Maurice étaient demandées depuis le 14 avril. Conséquemment, le trésorier, il était tout naturel, devait prévoir qu'il lui fallait de l'argent pour ces travaux.

D'un autre côté, continue-t-il, quand M. Gosselin a fait sa soumission, il était dans son droit de croire que le gouvernement pouvait payer en argent, suivant les termes que comportait sa soumission. Alors, du moment que l'on voulait payer par des bons de 10 ans ou de 30 ans, c'était le gouvernement qui changeait les conditions et il était alors de son devoir de demander de nouvelles soumissions.

D'un autre côté, avant d'accepter la soumission Gosselin, la Commission des eaux courantes a obtenu un rapport de Sharp Miles & Co., déclarant que la soumission Gosselin était la plus avantageuse.

Il déclare que c'est une bien mauvaise politique que de payer des entreprises considérables comme celle-là avec des débentures, ou plutôt avec des billets promissoires. C'est une politique de gens aux abois.

Le chef de l'opposition parle de l'honorable S.-N. Parent qu'il dit un homme néfaste pour la province. Son nom, dit-il, est intimement lié à l'entreprise du pont de Québec qui s'est terminée par la chute de ce pont dans le fleuve. La compagnie, à la tête de laquelle il était, s'est fait rembourser les quelque \$100,000 qu'elle avait mis dans l'entreprise et si, aujourd'hui, le pont se reconstruit, c'est grâce au gouvernement qui l'a pris entièrement à sa charge. Le nom de M. Parent est aussi intimement lié à la construction du Transcontinental où il a été établi qu'après enquête fédérale il s'était gaspillé au-delà de 45 millions.

Au reste, cet homme a reçu déjà le certificat que je lui décerne, dit-il, du premier ministre lui-même, dans une lettre datée du 3 février 1905 et dans laquelle le premier ministre disait de M. Parent qu'il ne s'occupait pas de sauvegarder l'honneur de la province et le sien; le futur premier ministre expliquait pourquoi il démissionnait du cabinet Parent.

Enfin, les entreprises de barrage organisées par M. Parent semblent être une suite naturelle des entreprises auxquelles il a toujours été mêlé et dont on connaît les résultats, que ce soit le barrage du Saint-Maurice ou de la rivière Saint-François.

Nous voulons une enquête sur cette affaire, poursuit-il. Il serait normal que nous en ayons une, mais je suis certain que nous n'en aurons pas.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le chef de l'opposition est sorti absolument de la question principale pour faire des personnalités. Il dit que la cause de l'opposition est bien mauvaise, puisque le chef recourt à de tels moyens d'attaque pour dire des injures à tout le monde à peu près.

Il a dit particulièrement des injures au président de la Commission des eaux courantes et il est remonté pour chercher de quoi baver jusqu'à l'ancien pont de Québec. Il a qualifié M. Parent d'homme néfaste pour la province de Québec. Je n'ai pas à faire l'éloge de l'honorable S.-N. Parent, mais je veux dire un mot du pont de Québec.

Le chef de l'opposition pensera ce qu'il voudra de cette entreprise, il n'en restera pas moins vrai que, quand l'histoire s'écrit, quand la population de la province de Québec et du Canada passera sur le pont de Québec, il apparaîtra que l'homme qui, par son énergie et son sens des affaires, réussit à parfaire cette gigantesque entreprise, ce fut l'honorable S.-N. Parent. C'est l'œuvre la plus considérable du genre dans l'univers.

Je me rappelle un temps où les conservateurs étaient tout puissants dans cette province et dans le pays. On parlait alors d'un pont qui relierait les deux rives du fleuve.

À chaque élection, les conservateurs mettaient en tête de leur programme la construction du pont de Québec.

À un banquet devenu célèbre à cause du ton des discours qui y furent prononcés, l'honorable T.-C. Casgrain déclara après le président, M. Châteauvert, que, si le gouvernement conservateur ne donnait pas le pont, il n'aurait pas de votes. En effet, en 1896, comme il n'y avait pas encore de pont, il n'y eut pas de votes pour ces messieurs.

En 1896, le Parti libéral vint au pouvoir et celui qui consacra la plus grande partie de son temps et de ses efforts à l'accomplissement des promesses faites par le Parti conservateur fut M. Parent. Il déploya toute son énergie et fit preuve du plus grand dévouement; il réussit à convaincre le gouvernement fédéral de la nécessité de cette construction et ce dernier vota les fonds nécessaires. Ce n'est pas l'honorable M. Parent qui a fait les plans du pont. Les œuvres de M. Parent vivront.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et la lettre aussi!

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Elle vivra plus longtemps, je le crains, que le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé).

C'est à des ingénieurs réputés que cette lourde tâche est confiée. Que ce soit dû à un accident, que ce soit à cause d'un mauvais calcul scientifique, le pont est tombé. On se souvient que, le soir même de cette catastrophe, un conservateur qui occupe aujourd'hui un poste très élevé voyait dans ce malheur le doigt de Dieu.

Le chef de l'opposition répète ici ce soir la même chose. Il souhaite que Québec et tous les grands centres aient encore de ces hommes de volonté, de talent et d'esprit de travail du calibre de l'honorable M. Parent. Parlant du Transcontinental, il rappelle que l'on n'a pas pu prouver qu'un seul sou de cette grande entreprise ait été dépensé inutilement. Il défie l'opposition de prouver que \$500 furent dépensés inutilement dans cette seconde entreprise.

C'est là encore une œuvre nationale dont la réalisation revient en partie au crédit de l'honorable M. Parent et à laquelle l'histoire attachera avec raison son nom. Mais nous sommes loin de la question que nous avons en ce moment à étudier. Le chef de l'opposition nous a fait passer par le pont de Québec et parcourir toute la voie du Transcontinental.

Il s'agit de savoir si, en juillet dernier, nous avons fait un bon marché en accordant le contrat du barrage du Saint-Maurice à la Compagnie Saint-Maurice Construction. Nous avons été autorisés à construire ce barrage par la loi 3 George V et, à cette fin, la Chambre a autorisé aussi le gouvernement à emprunter la somme de \$1,500,000. Nous avons envoyé des ingénieurs sur les lieux, des hommes très compétents chargés de nous faire rapport.

Après avoir reçu un rapport favorable des experts qui avaient été envoyés, le gouvernement se demanda, en second lieu, s'il était dans l'intérêt de la province d'entreprendre ces travaux. Quand il fut reconnu que la province gagnerait à la construction de ce barrage, la Commission des eaux courantes demanda des soumissions. Après avoir étudié très sérieusement les propositions des neuf soumissionnaires qui avaient répondu à la demande, la Commission conclut que les deux propositions les plus sérieuses étaient celle de M. Jos. Gosselin, de Lévis, et celle de la Saint-Maurice Construction Co. M. Gosselin demandait \$1,345,000, la Saint-Maurice, \$1,425,000.

L'honorable S.-N. Parent s'assura des contrats des différentes compagnies qui exploitaient les pouvoirs d'eau et il assura au gouvernement un revenu annuel de \$130,000, ce qui est plus que suffisant pour garantir le fonds d'amortissement d'une somme de \$1,500,000 et l'intérêt qu'elle comporte. Ce montant de \$130,000 augmentera à \$160,000 dans 5 ans probablement.

Le gouvernement venait d'emprunter \$6,000,000 sur le marché américain et avait déclaré à ses prêteurs qu'il en avait assez pour rencontrer toutes ses obligations jusqu'en janvier 1918. Nous n'avons pas encore payé un sou à la Saint-Maurice et nous n'avions rien à lui payer jusqu'au printemps, probablement, de sorte que le trésorier avait raison de faire la déclaration ci-haut à nos prêteurs. Les soumissions ne mentionnaient pas le mode de paiement.

L'argument du chef de l'opposition accusant le trésorier de la province d'avoir blagué les banquiers américains ne vaut donc rien.

La Commission avait donc deux soumissions devant elle. Quand elle les avait demandées, elle ne s'était pas engagée à payer en argent ou en obligations.

Quand ces deux soumissions furent devant la Commission, celle-ci ne songea qu'à une chose: travailler dans le meilleur intérêt de la province; faire faire les travaux pour le prix le plus bas. C'est alors qu'elle proposa de payer en obligations de la province.

En hommes d'affaires sérieux, le gouvernement a accepté la soumission qui était la plus avantageuse pour la province. Nous n'avons pas considéré que M. Gosselin était libéral, que M. Vien était libéral, deux bons amis du gouvernement.

M. Joseph Gosselin déclara qu'il était prêt à accepter les obligations au pair à 10 ans pourvu que le gouvernement, avant que les travaux soient commencés, déposât pour \$1,500,000 d'obligations à la Banque Nationale. Celle-ci vous paiera, dit-il, et il n'y aura aucun danger.

La Commission déclara qu'elle acceptait l'offre de l'entrepreneur de Lévis, mais qu'elle ne voulait pas engager le crédit de la province pour une telle somme avant même que les travaux fussent commencés. Elle donnait pour raison que la Chambre et le peuple tout entier censureraient sa conduite. Le seul contrat que la Commission des eaux courantes a recommandé au gouvernement dans le cas de M. Gosselin comportait que ce dernier acceptait les débetures de la province à 4½ % au pair, payables à mesure que les travaux avançaient.

M. Gosselin a refusé ces conditions. Il avait peut-être raison, mais le gouvernement en a jugé autrement dans l'intérêt de la province. Nous voulons payer à mesure que les travaux sont exécutés. Il me semble que nous avons pris toutes les précautions nécessaires pour assurer le succès de l'entreprise et les membres de la gauche ne devraient pas insister dans leurs critiques.

Restait l'autre soumissionnaire, la St. Maurice Construction Co. Le gouvernement lui demanda si elle accepterait des débetures à 30 ans. La réponse fut affirmative. La compagnie n'exigeait pas que le gouvernement émette immédiatement le montant total des obligations. Les obligations de la province de Québec sur le marché sont cotées à 90%, ce qui comporte un escompte de 10%. Si le gouvernement avait accepté la proposition Gosselin, il aurait vendu ses obligations et il n'aurait certainement pas en plus que 90%. La St. Maurice Construction Co. accepte des obligations à 30 ans.

Sur une somme de \$1,425,000, 10% d'escompte pendant 30 ans représente \$142,000. Cette dernière somme que le gouvernement va retirer de la vente de ses obligations dépasse de beaucoup le \$80,000 que l'opposition considère comme perdu pour la province. Le gouvernement a donc fait une bonne affaire en accordant le contrat à la St. Maurice Construction Co. Voilà ce que la province a gagné. C'est là une transaction qui a été approuvée par le président de la Banque de Montréal et par plusieurs autres financiers.

Je souhaite, dit-il, que les administrations qui nous suivront ne fassent jamais d'autres transactions que celle-là. Elles y trouveront plus de profit qu'à jeter la boue et l'injure à la face de leurs adversaires.

Répondant au chef de l'opposition qui avait dit que le premier ministre s'était sauvé pour ne pas prendre part à l'octroi de ce contrat, il déclare qu'il prend toute la responsabilité de cette transaction et qu'il félicite ses collègues de l'avoir faite, dans l'intérêt de la province. Loin d'avoir préparé pour nos enfants un fardeau qui leur sera lourd comme le prétend le chef de l'opposition, dit-il, nous leur léguons un héritage des plus avantageux. En outre des \$130,000 puis des \$160,000 que nous retirerons des trois compagnies mentionnées par le député de Drummond (l'honorable M. Allard), quels avantages n'aurons-nous pas dans 20 ans des ressources développées par la réalisation de cette entreprise! Elles rapporteront alors un quart de million par année.

Les travaux de développement de la Saint-Maurice stimuleront le développement d'autres parties de la province. Combien d'industries pourront grandir grâce à ces ressources qui leur seront ainsi offertes! Quand on a fait des opérations aussi heureuses, quand on a réalisé des transactions aussi belles, on peut marcher le front haut. On ne craint pas le verdict de l'histoire. On n'a pas honte de marcher le front haut devant la génération vivante et on ne craint pas le verdict de ses enfants et de ses petits-enfants.

M. Bernier (Lévis): Il reste deux faits qu'on ne peut contredire et que je suis prêt à établir devant le comité des comptes publics, en mettant mon siège en jeu s'il le faut. D'abord, quand on a offert le contrat à M. Gosselin, on ne lui a pas fait mention de la clause des débentures à 30 ans, mais à 10 ans seulement. Deuxièmement, M. Parent, président de la Commission des eaux courantes, a déclaré devant ses collègues que, s'il était soumissionnaire, jamais il n'accorderait la clause du paiement mensuel à mesure que les travaux avanceraient. M. Parent a prononcé ces paroles en sortant du bureau du procureur général. Il fait observer qu'on a lésé dans cette transaction un particulier et que personne, pas même un gouvernement si puissant soit-il, n'a le droit de faire cela.

Il ne nie pas que le gouvernement ait fait un bon marché, mais c'est sur le dos et aux dépens d'un honnête citoyen. Il demande qu'on lui cite un cas où l'on a payé des estimés avec des billets promissaires; c'est l'indice d'une boutique qui s'en va à la ruine. Quand on n'est pas capable de payer avec de l'argent les travaux que l'on veut faire, on s'abstient d'en faire.

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Bernier, Bérubé, Campbell, Cousineau, D'Auteuil, Gadoury, Gault, Labissonnière, Morin, Sauvé, Slater, Sylvestre, Tansey, Tellier, 14.

Contre: MM. Allard, Bouchard, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Décarie, Delisle, Demers, Finnie, Fortier, Francoeur, Galipeault, Godbout, Gosselin, Guin, Grégoire, Langlois, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mercier, Mitchell, Ouellette, Péloquin, Phaneuf, Philips, Pilon, Reed, Robert (Rouville), Robillard, Scott, Séguin, Stein, Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Therrien, Tourville, Trahan, Turcot, Vilas, 44.

La motion d'amendement est ainsi rejetée.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société nationale d'immigration des femmes, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *Le Canada*, Armand Lavergne quitte son siège au moment où la cloche appelle les députés pour voter et il revient aussitôt que le vote est fini.

2. Selon *La Presse*, c'est plutôt le député de L'Islet, Joseph-Octave Morin, qui en appelle à la Chambre de la décision de l'Orateur.

3. Selon *Le Devoir*, Arthur Sauvé fait ici allusion à la lettre que M. Gouin écrivait lors de sa séparation d'avec M. Parent, en 1905.

Première séance du vendredi 10 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

jour, par le gouvernement de cette province au journal *Le Soleil*?

2. Quel montant a été payé annuellement, depuis 1911 jusqu'à ce jour, par le gouvernement de cette province au journal *Le Canada*?

Questions et réponses:

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): 1 et 2. (Voir les tableaux ci-dessous)

**Montants payés
au *Soleil* et au *Canada***

M. Bérubé (Témiscouata): 1. Quel montant total a été payé annuellement, depuis 1911 jusqu'à ce

1	1911-1912	1912-1913	1913-1914	1914-1915	Du 1 ^{er} juillet 1915 au 1 ^{er} février 1916
Assemblée législative.....	18,223.76	15,612.99	24,758.34	29,833.47	29,158.23
Conseil Exécutif.....	.....	26.00	46.87	20.04	
Secrétariat	589.52	.....	.....	6,325.00	5,306.40
Instruction publique	8,413.70	7,769.95	11,892.90	14,955.80	12,065.54
Procureur Général	133.40	556.97	441.71	723.24	
Trésor	876.93	688.55	1,121.42		
Agriculture	1,533.11	430.05	625.44	4,099.59	
Terre et Forêts	633.58	380.00	891.33	1,397.36	
Colonisation, Mines et Pêcheries	23.50	1,761.55	467.37	1,650.80	1,167.86
Travaux publics et Travail	42.35	113.05	29.05		
Voirie .....	.....	236.00	708.97	2,174.63	1,096.61

2	1911-1912	1912-1913	1913-1914	1914-1915	1915-1916
Assemblée législative.....	9.00	425.61	.....	31.50	
Agriculture	24,178.05	32,875.68	28,724.60	27,994.57	2,189.33
Terre et Forêts	215.75	285.30	133.00	3.00	50.00
Voirie .....	.....	.....	23.11	162.06	50.00
Colonisation, Mines et Pêcheries	6.00	.....	.....	4.50	
Travaux publics et Travail	4.00	.....	12.00	7.75	
Trésor	8.00	8.00	8.00	17.00	

Imprimerie Le Saint-Laurent

M. Bérubé (Témiscouata): 1. Quel montant le gouvernement de cette province a-t-il payé à l'imprimerie Le Saint-Laurent limitée, de Fraserville, chaque année depuis le 21 septembre 1911 jusqu'au 30 juin 1915?

2. Quel montant depuis le 30 juin 1915 jusqu'à ce jour?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):
(Voir le tableau à la page suivante).

1 et 2	1911-1912	1912-1913	1913-1914	1914-1915	Du 1 ^{er} juillet 1915 au 1 ^{er} février 1916
Assemblée législative.....	600.00	87.30	1.00	417.74	347.15
Secrétariat .....	.....	.....	333.97	51.94	289.14
Agriculture	390.64	3,756.72	672.53	566.46	
Terre et Forêts	671.39	76.70	579.72	.....	34.76
Colonisation, Mines et Pêcheries.....	15.45	.....	.....	80.50	
Voirie .....	.....	71.44	58.01	508.59	25.00

Charte de Lévis

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 amendant la charte de la ville de Lévis. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) se plaint du dépeuplement des forêts. On ne voit plus de nos belles forêts d'autrefois. Encore, si l'absence de nos forêts était compensée par de la bonne colonisation. Mais tel n'est pas le cas. Il demande si le gouvernement n'a pas une politique précise à nous énoncer à ce sujet.

L'honorable M. Allard (Drummond): Avec le service forestier tel qu'il est actuellement organisé, il y aura amélioration sensible et, de 20 ans en 20 ans, on pourra renouveler les récoltes d'arbres.

M. Morin (L'Islet) se plaint de la façon dont est faite la classification des lots qui est la cause d'une foule de difficultés pour ceux qui veulent avoir des lots. Les classificateurs sont trop enclins à dire des lots qu'ils sont impropres à l'agriculture. Il se plaint,

comme conséquence, de la dépopulation des campagnes. Le moyen de garder les nôtres chez nous, c'est de leur donner des terres. On ne leur en donne pas.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) fait la critique du département des Terres et Forêts. Il trouve qu'il y a trop d'employés en dedans et pas assez au dehors.

M. Bernier (Lévis) s'adresse au seigneur de Lauzon, qui est le gouvernement, et dit les sommes énormes perçues par le gouvernement dans cette seigneurie et les exactions dont sont victimes les gens de la seigneurie. Il donne à ce sujet connaissance d'un volumineux dossier. Il demande instamment au ministre des Terres d'étudier cette question attentivement.

L'honorable M. Allard (Drummond) promet d'étudier la question.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes courants (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Campbell (Pontiac) critique l'administration du ministère, surtout son système de protection contre le feu. Je peux nommer des zones de bois de coupe, dit-il, où il n'y a pas eu de garde forestier depuis des années. Si le gouvernement prétend qu'il y a là des gardes forestiers, ils sont probablement venus la nuit dans un aéroplane et ont quitté avant le lever du jour. L'autre soir, le ministre a dit qu'il avait le meilleur système de protection contre l'incendie dans le dominion. Pourquoi? Il n'y a absolument aucun système.

Il critique un rapport du gouvernement qui parle avec enthousiasme des ressources de la province en matière de forêts. Il considère que les chiffres sont grandement exagérés et dit que, à certains endroits qu'il connaît, le bois représente pour la province un atout au même titre que le ciel. Il affirme qu'il n'y a plus de forêts d'envergure au nord du chemin de fer Transcontinental, sauf dans les vallées et cours d'eau. S'ils s'éloignent des vallées et cours d'eau, il n'y a pas de bois. Il peut ça et là y avoir des aulnes de la grosseur d'un manche à balai, poursuit-il, mais il n'y en aurait pas assez pour construire un cercueil pour un corbeau. Il parle de rivières qui ont été baptisées du nom de ministres et du fait que, sur les cartes, il y avait des descriptions de territoires illustrant des forêts denses à perte de vue. Qu'est-ce que cela signifie, demande-t-il? Est-ce que cela veut dire qu'il y a des forêts denses aussi loin que se porte le regard de l'inspecteur ou aussi loin que ce dernier peut sauter? Il prétend que l'information contenue dans les rapports du gouvernement sur le bois de coupe est tout à fait trompeuse.

Il allègue que le gouvernement est fautif en refusant de payer les frais de transport des gardes forestiers pour se rendre aux feux et en revenir. Il dit qu'il est difficile pour un garde forestier d'avoir à assumer ses dépenses de transport pour combattre les feux de forêt et d'être tenu d'attendre parfois jusqu'à un an et demi avant de recevoir le misérable octroi du ministère.

Il demande que le gouvernement nomme des gardes forestiers dans les 70,000,000 d'acres de forêts non affermées.

L'honorable M. Allard (Drummond): On se sert de la coopération des curés de colonisation pour un certain système de protection des forêts contre le feu établi dans les centres de colonisation.

M. Campbell (Pontiac) ne conçoit pas que le ministre se soit adressé aux prêtres et aux ministres pour faire l'instruction des gens dans la lutte contre les incendies. Mais, dit-il, où il y a du bois, il n'y a pas de membres du clergé. Les paroisses sont à des centaines de milles des bois de coupe, et ensuite prêtres et ministres ont assez d'empêcher les fidèles d'aller au feu de l'enfer sans se mêler de la protection de la haute futaie contre les incendies.

Il trouve étrange que, souhaitant faire appliquer les lois de la province, le ministère doive s'adresser aux prêtres et aux curés pour le faire à sa place. Il déclare que le système de protection contre

le feu dans le district nord de l'Outaouais n'est pas bon. Il y a des hommes qui, bon an mal an, ont eu des concessions et qui n'ont jamais eu de gardes forestiers, et pendant tout ce temps ils payaient la taxe pour la protection dont ils n'ont jamais bénéficié.

Il remet en question les chiffres relatifs aux pertes par le feu dans la province de Québec qui ont été envoyés au *Journal de la foresterie* par le gouvernement provincial.

Paru dans le *Journal de la foresterie* en novembre de l'année dernière, le communiqué affirmait: "À travers le dominion au cours de l'été dernier, les feux de forêt ont causé des pertes évaluées à pas moins de \$9,536,867. Les pertes dues aux feux de forêt sont considérablement moindres cette année qu'auparavant. La province de Québec, au cours des huit premiers mois de 1915, a perdu \$2,254,115 à cause des feux de forêt, ce qui est beaucoup moins qu'en Ontario où, bien que les forêts soient considérablement plus petites qu'au Québec, les pertes par le feu ont atteint le chiffre de \$3,694,823. La faiblesse du montant des pertes par le feu au Québec est attribuable aux mesures prises par le gouvernement pour prévenir, combattre et contrôler les feux".

Il veut savoir comment le ministre en est arrivé à ces chiffres quant à l'ampleur des pertes de bois dues aux feux dans la province. Il veut savoir quelle a été la base de calcul: combien de milliers de pieds, combien d'acres, ou combien de milles. Il prétend que les chiffres sont faux et qu'on ne peut s'y fier.

L'honorable M. Allard (Drummond) rejette la responsabilité de l'information contenue dans cet article et dit qu'elle est incorrecte. Il n'accepte pas la responsabilité des chiffres cités.

Il déclare qu'avant 1915 les colons qui possédaient des licences de coupe de bois payaient au gouvernement une taxe dite de feu avec le revenu de laquelle celui-ci payait des gardes forestiers. Le gouvernement s'engageait, en plus, à payer la moitié des dépenses encourues par ces gens pour l'extinction des incendies.

Aujourd'hui, ce sont les licenciés eux-mêmes, à leurs dépens, qui se chargent de la protection de leurs forêts. Il est arrivé à certains moments qu'ils n'ont pas rempli leur devoir comme ils le devaient. Le gouvernement décréta que les colons qui manqueraient à leurs obligations seraient passibles d'une pénalité et, depuis ce temps-là, tous se conforment à la loi.

Il arrivait souvent que le feu était communiqué aux forêts par la combustion des abattis allumés par les colons. Le gouvernement inaugura un système qui est maintenant en vigueur dans toute la région inférieure du Saint-Maurice. Les colons ne peuvent mettre le feu à leurs abattis sans avoir un permis qui ne leur est accordé que quand il est reconnu qu'il n'y a pas de danger de propagation.

C'est à la demande des curés intéressés qu'il a eu recours au clergé pour faire l'enseignement des colons. Curés et ministres sont les plus qualifiés pour s'occuper de cette question. Le ministre des Terres et Forêts demanda simplement aux curés des paroisses d'engager leurs paroissiens à se conformer à ce règlement et c'est là toute la démarche qui fut faite auprès des membres du clergé. Ceux-ci, reconnaissant la sagesse de la mesure, n'hésitèrent pas à se rendre à la demande du gouvernement. Au-delà de 600 permis ont été accordés depuis et aucun incendie ne s'est déclaré.

Il fait ensuite remarquer que, si le gouvernement devait entretenir des gardes forestiers sur toute l'étendue du territoire boisé de la province, il prendrait tous les revenus de celle-ci pour subvenir aux dépenses.

La surveillance qui est faite est d'ailleurs suffisante, comme le prouve une lettre envoyée par un officier du Canadian Northern dont le ministre donne lecture à la Chambre.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande si c'est l'intention du gouvernement d'adopter, pour la protection des forêts dans la province, le système qui est en vigueur et qui donne de bons résultats, soit le système d'aéroplanes. Il en était question dans le rapport annuel du ministère.

L'honorable M. Allard (Drummond): Le système est très dispendieux et on ne l'adoptera sûrement pas cette année encore.

M. Tellier (Joliette) suggère que des tours d'eau pourraient peut-être aider.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé sans amendement l'amendement de l'Assemblée législative au bill F modifiant le Code civil au sujet de l'enregistrement de certaines servitudes.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des bois contre le feu;

- bill 17 modifiant les statuts refondus, 1909, concernant le département des Terres et Forêts et les matières qui en relèvent;

- bill 31 amendant la loi des licences de Québec;

- bill 83 annexant la municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve, maintenant cité de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, à celle des écoles catholiques de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 109 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie avec certains amendements qu'il la prie d'agréer.

Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie. Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois.

M. Francoeur (Lothbinière) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant les honorables conseillers que cette Chambre agréée les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, avec l'amendement suivant: Insérer entre les mots "et" et "s'il", dans la 8e ligne du paragraphe 4 des amendements du Conseil, les mots "à défaut de tel consentement ou".

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 10 mars 1916**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Code civil,
article 2175**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 186 amendant l'article 2175 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Ministère de la Voirie
et municipalités**

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 27a)

Et la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Michel-de-Mistassini et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 100)

**Commission des chemins à barrières
de la rive nord à Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant le bill 24 relatif à la Commission des chemins à barrières de la rive nord à Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a autorisé de soumettre ledit projet de résolutions et qu'il en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que la Commission des chemins de Québec qui sera nommée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions puisse se choisir un secrétaire et retenir les services de toute personne compétente dont elle pourra avoir besoin pour l'assister dans l'accomplissement des devoirs qui lui incomberont en vertu d'icelle, et que les rémunérations de ces officiers soient fixées par la Commission et soient payées par elle, ainsi que les frais d'administration et autres déboursés, à même les fonds dont elle aura le contrôle en vertu de ladite loi.

Adopté.

2. Que la commission créée sous l'autorité de la loi qui accompagne les présentes résolutions soit dissoute de plein droit à l'expiration des 10 années qui suivront la date de la création de la corporation, et que son actif et son passif soient alors distribués entre les municipalités intéressées, conformément aux prescriptions du lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que toute municipalité intéressée dans les chemins et ponts mentionnés dans la loi qui accompagne les présentes résolutions puisse se prévaloir de la loi des bons chemins, 1912, et de ses amendements (3 George V, chapitre 19, et 5 George V, chapitre 3), avec ces modifications:

a. Que les coupons signés par la municipalité ou ses officiers autorisés devront comporter un engagement de la part de la municipalité de payer annuellement, à l'époque fixée par le trésorier de la province et mentionnée dans le coupon, 3% d'intérêt sur la somme indiquée dans la résolution;

b. Que les deniers nécessaires seront payés à et contrôlés par la commission nommée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions; et

c. Que les travaux seront exécutés par elle, conformément à la section 10 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

4. Que toute municipalité intéressée reste toutefois soumise aux autres prescriptions de la loi des bons chemins, 1912, et ses amendements - sauf les sections 5, 5a et 22 - et que la Commission assume les obligations imposées par les articles 14, 15 et 17 de ladite loi et ses amendements, *mutatis mutandis*.

Adopté.

5. Que la Commission des chemins de Québec, après que les travaux entrepris seront

terminés dans une municipalité à laquelle s'appliquera la loi qui accompagne les présentes résolutions, pourvoie à leur entretien convenable; qu'elle fasse faire elle-même les travaux d'entretien et de réparation et doive, avant le 1^{er} mai de chaque année ou à toute autre époque, si nécessaire, transmettre au ministre de la Voirie, à la cité de Québec et aux municipalités intéressées un état des sommes requises pour l'entretien des chemins dans chacune d'elles.

Adopté.

6. Que la moitié du coût de l'entretien soit payable par la municipalité intéressée, un quart par la cité de Québec, et qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner le paiement de l'autre quart à même le fonds consolidé du revenu de la province, pourvu toutefois que le coût total de l'entretien, des frais d'administration, salaires et autres déboursés n'excède pas une somme annuelle de \$40,000.

Adopté.

7. Que, jusqu'à ce que lesdits travaux de reconstruction soient terminés d'une manière complète et permanente, la commission puisse les entretenir d'une manière provisoire en suivant les règles prescrites par les résolutions 5 et 6.

Adopté.

8. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, si une proclamation est lancée en vertu de la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, d'autoriser l'échange des débetures dites privilégiées émises sous l'autorité des syndics ayant le contrôle des chemins à barrières de la rive nord à Québec, s'élevant à la somme de \$97,200, pour les débetures de la province, de la même dénomination, portant un intérêt annuel de 5% à compter de leur émission, remboursables dans une période n'excédant pas 40 ans; qu'il soit également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser l'échange des autres débetures émises par lesdits syndics dites non privilégiées et s'élevant à environ \$301,928 pour de semblables débetures de la province, telles que ci-dessus décrites, mais pour un montant n'excédant pas 20% de leur valeur nominale.

Adopté.

9. Que le trésorier de la province, après autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, doive émettre les débetures ci-dessus en la forme déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

10. Que tout porteur de débetures qui échangera celles qu'il détient pour des débetures du gouvernement doive, en faisant cet échange, renoncer en faveur du gouvernement à tout recours qu'il pourra avoir sur l'actif des syndics.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 24 relatif à la Commission des chemins à barrières de la rive nord à Québec.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose en amendement que l'on porte à quatre le nombre des membres de la nouvelle commission, le quatrième commissaire devant être nommé par les municipalités¹.

Adopté.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) parle du remboursement des débetures. Il voudrait que l'on ne traitât pas de façon différente les débetures privilégiées et non privilégiées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cela n'est que facultatif. Il répète que le gouvernement n'est nullement tenu au remboursement des débetures sans valeur et que les porteurs de débetures non privilégiées sont satisfaits d'accepter 20%.

M. Labissonnière (Champlain) demande ce qui arriverait si l'une des municipalités intéressées refusait d'accepter le nouveau mode proposé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le bill contient une clause disant qu'en cas de refus d'une municipalité la Commission des services d'utilité publique pourra la forcer à faire et à entretenir ses chemins.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne persiste pas dans l'amendement no 1 au bill 97 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec et qu'il l'a retiré.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 113 amendant la charte de Cartierville;
- bill 144 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert;
- bill 174 modifiant la loi de pharmacie de Québec;
- bill 114 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;
- bill 128 amendant et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Charte de Cartierville

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 amendant la charte de Cartierville. Les amendements sont lus deux fois.

Charte de Saint-Lambert

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 144 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert. Les amendements sont lus deux fois.

Loi de pharmacie

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 174 modifiant la loi de pharmacie de Québec. Les amendements sont lus deux fois.

Saint-Léonard-de-Port-Maurice

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice. Les amendements sont lus deux fois.

Charte de Pointe-aux-Trembles

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 amendant et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles. Les amendements sont lus deux fois.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes régionales et de brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Lavergne (Montmagny): Il n'apparaît sur la carte de Québec, à bien dire, que l'Ungava.

M. Tellier (Joliette): Il n'y a pourtant pas que l'Ungava dans la province de Québec. C'est comme dans le Voyage de M. Perrichon, un gros Perrichon et un tout petit Mont-Blanc.

M. Lavergne (Montmagny): Un grand Ungava et un tout petit Québec.

M. Tellier (Joliette): En somme, on ne trouve pas les renseignements que l'on voudrait et il serait à souhaiter que l'on nous donne du pays que nous habitons et que nous devons connaître une carte plus détaillée.

L'honorable M. Allard (Drummond) fait observer que ce territoire est à lui seul aussi grand que celui du reste de la province de Québec et qu'il faut bien lui donner sur la carte une place proportionnée. Les indications y sont rares, étant donné que le territoire est encore peu habité. C'est ce qui donne à cette partie une apparence plus vaste que l'ancien territoire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le parc national des Laurentides, S. R. Q., 1909, art. 1693, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

L'honorable M. Allard (Drummond): L'année dernière, on a dépensé \$140,000 pour les mêmes fins à cause des relevés que l'on a dû faire de certaines rivières dans le nord et au Lac-Saint-Jean. Cette année, il n'y a aucun de ces travaux à faire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier (comprenant l'inspection et la classification des terres), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Labissonnière (Champlain) demande qui fait les arpentages en vue de délimiter les lots à vendre aux colons.

L'honorable M. Allard (Drummond): Ce sont des ingénieurs forestiers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'on ne s'accorderait pas toujours, dans les départements des Terres et de la Colonisation, au sujet des lots.

M. Labissonnière (Champlain): Pour quelles régions surtout les colons demandent-ils des lots?

L'honorable M. Allard (Drummond): Pour l'Abitibi et pour la Matapédia surtout.

M. Labissonnière (Champlain) demande s'il y a eu des cancellations et pourquoi.

L'honorable M. Allard (Drummond): Il y en a eu l'année dernière entre 300 et 400.

M. Labissonnière (Champlain): Des colons du comté de Champlain qui se sont établis dans l'Abitibi ont à se plaindre de toutes sortes de choses et même plusieurs ont dû passer les frontières ontariennes.

L'honorable M. Allard (Drummond) dit qu'il ne peut croire cela car les colons canadiens-français n'ont aucun avantage de l'autre côté de la ligne interprovinciale. Il a visité la région de l'Ontario à laquelle l'opposition a fait allusion, parcourant 140 milles en voiture.

Il a vu très peu de colons canadiens-français et tous ceux qu'il a rencontrés étaient prêts à rendre leurs lots pour revenir dans la province de Québec, mécontents de la façon dont ils sont traités dans la province d'Ontario. Ils offrent même de vendre leurs maisons et leurs terres à sacrifice. Il a pris auprès des colons eux-mêmes tous ces renseignements.

Quant à la loi, elle est moins favorable là-bas qu'ici. Les colons canadiens-français n'ont pratiquement pas de curés catholiques et ils sont forcément obligés de négliger leur religion.

Il n'est donc pas vrai que les Canadiens fuient en grand nombre la province de Québec pour s'en aller dans le nord de l'Ontario et il est également faux que la loi leur donne là plus d'avantages qu'elle ne leur en donne chez nous.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Labissonnière (Champlain) demande une foule de renseignements surtout au sujet de l'enseignement de l'arboriculture. Il signale le fait que la plupart des cultivateurs possèdent aujourd'hui sur leurs terres certaines petites réserves forestières qui, d'année en année, s'en vont en dépérissant. Le gouvernement ne devrait-il pas, par le moyen de ses ingénieurs forestiers, enseigner à ces cultivateurs à conserver ses petites réserves forestières? Des conférences données à ce sujet dans les paroisses produiraient un bon effet.

M. Lavergne (Montmagny) fait remarquer que beaucoup d'ingénieurs forestiers n'ont rien à faire par le temps qui court et sont sans positions. Il voudrait qu'on les employât à donner des conférences dans les paroisses sur le reboisement des réserves qui dépérissent.

M. Labissonnière (Champlain): Que l'on donne des conférences dans les écoles.

M. Tellier (Joliette) fait à ce sujet au gouvernement une importante suggestion. Le long des grandes routes, dit-il, et sur le parcours des chemins de fer, on voit de grandes étendues de terres abandonnées moitié en friche, moitié en broussailles. Ce sont des terrains dont il est possible de dire qu'on ne s'en servira jamais. Le gouvernement ne pourrait-il pas acheter les titres de ces terres, titres qu'il aurait à très bon marché, ce qui lui permettrait ensuite de reboiser ces terrains? On a fait cela dans les campagnes de France, en des endroits couverts de dunes, et on a ainsi produit des forêts de pins dans lesquelles l'État prend le bois pour la construction de ses navires.

L'honorable M. Allard (Drummond) accueille favorablement la suggestion du député de Joliette (M. Tellier) et promet de l'étudier attentivement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Tellier (Joliette) fait remarquer que l'on entreprend dans certains comtés des travaux auxquels la plupart des gens sont opposés. Il signale aussi le fait que certains travaux de chemins de colonisation sont sous la direction de gens absolument incompétents dans ces sortes d'entreprises, des médecins par exemple.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a adopté le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec, et qu'il a

adopté, tel que requis, le projet du rôle du Code municipal avec les amendements passés par l'Assemblée législative, avec l'amendement suivant:

L'article 646 du projet modifié du Code municipal est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Les dispositions de cet article s'appliquent également au cas où le secrétaire-trésorier s'est déclaré ou reconnu reliquataire dans un acte de reddition, de redressement ou de réformation de compte accepté par le Conseil."

Nouveau Code municipal

La Chambre procède à la prise en considération de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au projet du rôle du Code municipal, du bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec. L'amendement est lu deux fois et adopté. Le bill est de nouveau retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 10 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 8 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi de pharmacie

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 174 modifiant la loi de pharmacie de Québec. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Code civil, article 2175

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 amendement l'article 2175 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi restreint la portée de l'article décrétant que, pour que toute mutation soit valide quand il s'agit d'une partie de lot, il faut faire un plan

qui soit enregistré. L'amendement proposé décrète que le plan ne sera pas nécessaire si le lot n'est pas divisé en plus de trois parties. Il sera possible de faire des subdivisions de lots sans qu'il y ait besoin de faire de plan jusqu'à concurrence de trois parties. Le bill comporte aussi la ratification de toutes les mutations faites depuis la passation de la loi de l'an dernier.

Adopté.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Tellier (Joliette), M. Bernier (Lévis) et M. Lévesque (Laval) expriment l'opinion qu'il vaut mieux rappeler la loi de l'an dernier, sauf à ratifier les mutations faites depuis, afin d'éloigner tout doute sur leur validité. Ils admettent que le principe de la loi est bon, mais que l'application avec l'effet rétroactif est de nature à créer des ennuis considérables. Ils suggèrent donc de faire préparer pour la prochaine session un nouveau projet de loi qui ne devra affecter que les nouvelles subdivisions. Ils déclarent que, dans les bureaux d'enregistrement, cette loi de l'an dernier donne lieu à trop de complications.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Charte de Cartierville

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 amendant la charte de Cartierville.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que lesdits amendements soient maintenant adoptés.

Adopté sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Saint-Lambert

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 144 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert. Les amendements sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Saint-Léonard-de-Port-Maurice

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Pointe-aux-Trembles

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 amendant et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 36 modifiant l'article 3488 des statuts refondus, 1909, et l'article 346 du Code de procédure civile au sujet des sténographes;

- bill 172 remplaçant l'article 30 du Code de procédure civile au sujet de certaines dépositions reçues en dehors de la province de Québec;

- bill 178 détachant certains lots du comté d'Arthabaska et les annexant à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet, pour fins électorales, municipales, d'enregistrement et judiciaires;

- bill 185 amendant l'article 3408 des statuts refondus, 1909, et exemptant les ingénieurs civils pratiquants de remplir les fonctions de jurés.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 59 amendant la charte de la cité de Maisonneuve;

- bill 95 amendant la charte de la North Shore Power Company;

- bill 165 concernant un acte de donation en date du 6 juillet 1877, fait par Joseph Gagnon père à Joseph Gagnon fils *et al.*, autorisant la vente de certains immeubles;

- bill 140 amendant la charte de la ville de Roberval;
- bill 130 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est.

Charte de Maisonneuve

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 59 amendant la charte de la cité de Maisonneuve. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

North Shore Power Company

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 amendant la charte de la North Shore Power Company. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession de J. Gagnon père, vente d'immeubles

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 165 concernant un acte de donation en date du 6 juillet 1877, fait par Joseph Gagnon père à Joseph Gagnon fils *et al.*, autorisant la vente de certains immeubles. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Roberval

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 amendant la charte de la ville de Roberval. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville de Montréal-Est

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Commission des chemins à barrières de la rive nord à Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 relatif à la Commission des chemins à barrières de la rive nord à Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose de nouveau: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) s'empare de l'édition de jeudi du *Star* et réfère à un article intitulé "État de préparation", de George Lynch Staunton. Il cite un extrait:

"Le Canada est un pays où il fait bon vivre, une fois qu'on s'est trouvé un endroit où habiter, mais c'est une terre assez inhospitalière pour un homme sans foyer. De nombreux exilés à la recherche d'une terre d'accueil ont traversé les frontières, l'océan, avec l'intention de demeurer, mais ils ont gelé avant de pouvoir prendre racine dans le sol. Nous dépensons d'innombrables millions pour des quais de gare non nécessaires, et des édifices publics, mais rien du tout pour loger l'immigrant et l'aider à s'établir.

Il dit au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Mercier fils):

"Je crois que le ministre devrait annoncer son programme de développement des régions du Témiscamingue et de l'Abitibi. La situation actuelle n'est pas très encourageante. Je suis prêt à admettre que la guerre exerce actuellement une influence considérable sur l'immigration, mais j'aimerais connaître les démarches qui seront entreprises pour préparer l'accueil de ceux qui viendront plus tard."

Le chef de l'opposition reproche au gouvernement de ne pas raviver sa politique de colonisation et déclare que les rapports officiels la condamnent.

Le ministre ne présente aucun nouveau plan gouvernemental de développement. Il parle de manière générale du travail de développement déjà effectué, de la population qui s'installe dans la région, et de l'espoir qu'après la guerre la population augmentera à pas de géant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes), s'autorisant d'un rapport de l'abbé Ivanhoé Caron, missionnaire colonisateur, rappelle au ministre de la Colonisation les promesses faites à maintes reprises aux habitants du Témiscamingue, au sujet de la construction d'un chemin de fer dans cette région.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dit qu'il a assisté à des réunions au Témiscamingue en compagnie du regretté M. Devlin et qu'aucune promesse de cette sorte n'a été faite. Il nie qu'aucune promesse directe ait été faite par lui ou par son prédécesseur à ce sujet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) affirme que toute la région du Témiscamingue peut témoigner de ces promesses de 1912. Il dit qu'il est certain que c'est parce que ces promesses n'ont pas été remplies par le gouvernement que ce dernier a refusé jusqu'ici de donner un représentant à ce comté.

M. Tellier (Joliette): Depuis le décès de l'honorable M. Devlin, le Témiscamingue n'est pas représenté dans cette Chambre. Il fait remarquer que 10 personnes de l'Abitibi, qui ont visité son comté, lui ont affirmé qu'une telle promesse avait été faite.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre ne croit-il pas sincèrement que ce comté, qui a tant besoin du gouvernement, doit avoir et aurait dû avoir depuis longtemps un représentant ici?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Une des raisons pour lesquelles les progrès ne sont pas plus rapides au Témiscamingue, c'est qu'il n'y a pas de chemin de fer. La voie du lac Témiscamingue à Ville-Marie a été commencée grâce aux démarches du gouvernement auprès du C. P. R., mais les travaux ont été interrompus au début de la guerre. Une section de 10 milles est finie, une autre a été commencée et on avait commandé le matériel pour d'autres sections.

Le gouvernement, par les honorables députés de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) et de Richmond (l'honorable M. Mitchell), a rencontré le président du C. P. R. et a demandé de faire l'impossible pour que prochainement cette voie soit construite. On en a obtenu la promesse.

Il a eu l'occasion de visiter le Témiscamingue et les autres régions de colonisation pour se rendre compte lui-même des besoins. Il rend hommage, au cours de ses remarques, à la mémoire de l'honorable M. Devlin qui s'est dévoué pour la cause de la colonisation en notre province.

Parlant de l'Abitibi, il dit que cette région ouverte depuis 1912, à proprement parler, compte maintenant 2,000 colons. Il a visité ces derniers qui venaient des vieilles paroisses de plusieurs comtés de la province, entre autres de Champlain.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) cite une remarque du député de Pontiac à l'effet que, dans certaines parties de l'Abitibi vantées par le gouvernement, il n'y avait pas assez de bois pour en fabriquer un cercueil assez grand pour y loger un corbeau.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) réplique qu'il s'agit là d'une de plusieurs remarques du genre concernant la campagne dans lesquelles se complait le député de Pontiac (M. Campbell).

M. Lavergne (Montmagny) veut savoir s'il a été porté à la connaissance du ministre que les autorités impériales ou que les autorités fédérales seraient intervenues pour empêcher l'immigration. Il demande s'il n'a pas reçu d'Angleterre et d'Ottawa la défense de faire venir des colons belges.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dit que le gouvernement de Belgique a représenté à la province qu'il désirait qu'aucune propagande ne fût faite pour attirer des Belges hors de leur pays, attendu que l'on a besoin du concours de tout le monde là-bas en ce moment et que tous les bras seront requis après la guerre aussi. Il fait remarquer que la province a besoin d'immigrants, puisqu'il y a beaucoup de travail à accomplir à la ferme et ailleurs. C'est l'immigration des valets de ferme qui est surtout désirable, c'est la moins nombreuse.

M. Lavergne (Montmagny) signale avoir dit la même chose dans un discours il n'y a pas longtemps. Il rappelle qu'on l'avait accusé de haute trahison, parce qu'il avait dit qu'il valait mieux garder nos gens chez soi, pour développer nos ressources ici. Il a été heureux, poursuit-il, d'entendre le ministre le second, d'autant plus qu'il a été appuyé, hier, par un nouveau lord du Royaume-Uni, le baron Shaughnessy, ministre et baron. Il espère que ces derniers déposeront en sa faveur lors de son procès pour haute trahison. Il espère que, lorsqu'il sera pendu, le ministre de la couronne et ses pairs seront là pour le voir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) établit que la colonisation se meurt ni plus ni moins. Il cite à ce sujet des articles d'un journal de Montréal, écrits par

le sénateur David, préconisant la réorganisation du système de colonisation de telle sorte que les terres se peuplent, et non pas les villes. Il parle aussi de certains rapports de M. Carufel. Le député de Deux-Montagnes, ennuyé par ceux qui criaient à la prorogation et qui n'avaient d'autre souci que de boucler leurs valises, dit alors que, si le gouvernement mettait à la colonisation autant d'énergie qu'il en met actuellement à vouloir proroger, tout irait bien mieux. Il ajoute que c'est un véritable scandale de voir présentement les collègues du premier ministre exercer cette pression sur l'opposition pour fermer les Chambres avant que les questions d'administration soient discutées, avant que les ministres aient donné les explications qu'on leur demande pour justifier les crédits.

M. le Président (M. Galipeault, Bellechasse) rappelle le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) à l'ordre; il dit que les propos de celui-ci sont hors d'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) Caesar. Il en appelle de la décision.

Rapport de comités:

Le président du comité fait alors rapport que l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), parlant sur l'item 109 du budget "Société de colonisation en général", a été rappelé à l'ordre par le président du comité plénier parce que, dans l'opinion de celui-ci, l'honorable député s'écartait du sujet en délibération et que l'honorable député de Deux-Montagnes en appelle de la décision du président.

M. l'Orateur: La décision du président du comité sera-t-elle la décision de la Chambre?
Adopté sur division.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose de nouveau que la Chambre se forme en comité des subsides.
Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose de nouveau qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.
Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution. Ladite résolution est lue deux fois.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) suggère que l'on passe immédiatement au bill du représentant de Dorchester (M. Cannon) concernant l'admission des femmes à la pratique du droit.

Admission des femmes au Barreau

M. Cannon (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il veut, déclare-t-il, faire revivre le bill pour permettre aux députés d'exprimer en Chambre leur opinion sur le principe très important qui leur a été soumis. De plus, il croit qu'il serait intéressant de faire connaître à la Chambre les raisons qui ont été données au comité de législation en faveur du bill.

À l'objection que la femme doit rester à la maison et se borner à son rôle de mère de famille, Mme Gérin-Lajoie a répondu au comité de législation, lorsque le bill a été rejeté par ce comité, que ce ne sont pas les femmes qui ont un foyer qui voudront exercer la profession d'avocat, celles-là ne négligeront sûrement pas leurs devoirs d'épouses ni leurs obligations de mères de famille pour étudier le droit. Il s'agit d'ouvrir une nouvelle carrière aux femmes qui sont obligées de gagner leur vie. N'oublions pas que toutes les femmes ne sont pas mariées et qu'il s'en trouve de nos jours plus que jamais qui sont dans l'obligation de gagner leur vie. La question se pose d'autant plus gravement qu'après la guerre des milliers de femmes se trouveront sans soutien et forcées de travailler pour leur subsistance.

On a prétendu, dit-il, que ce serait contraire à la dignité de la femme de porter la toge et de plaider devant les tribunaux. Mais on permet bien aux femmes de travailler dans les bureaux comme secrétaires, comme sténographes ou comme femmes de peine, d'être marchandes, d'exercer divers métiers. Pourquoi alors l'exercice de la profession d'avocat serait-il plus dérogoire à la dignité de son sexe? Pourquoi ne pas donner à la femme la liberté d'y venir comme associée et comme égale de l'homme? Si on permet aux femmes de travailler 10 heures par jour comme laveuses de planchers ou dans les manufactures, pourquoi ne pas leur permettre de gagner leur vie sur un pied d'égalité avec l'homme?

Ce n'est pas généralement contre le principe du bill qu'on a des objections. La lutte vient de ce que l'on est imbu de préjugés. Il cite plusieurs faits historiques démontrant que, pour réaliser de grandes réformes, il a fallu lutter longtemps contre les préjugés. Les préjugés s'effondrent, c'est l'avènement de la liberté pour tous, et il espère que les députés ont l'esprit assez large pour voter en faveur de ce bill qui préconise un principe que tous reconnaissent.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) se déclare favorable au bill et il invite les députés à juger la question à son mérite, sans se préoccuper d'autres considérations.

Il appuie ce bill, dit-il, considérant les autres provinces, États et pays qui ont admis les femmes à la pratique du droit. Si ailleurs on leur ouvre des professions, il ne voudrait pas que la province de Québec leur ferme la porte.

M. Tessier (Rimouski): On n'est plus à l'époque où l'on se demandait si la femme avait une âme. La société moderne a élevé la femme au degré de compagne de l'homme, d'esclave qu'elle était dans les temps anciens.

Le rôle de la femme dans le grand conflit européen où elle risque sa vie comme infirmière, son dévouement comme paysanne pour remplacer les semeurs de blé appelés sous les drapeaux, son travail à la place de l'homme dans les services d'utilité publique sont autant de preuves que la femme est apte à exercer d'autres fonctions que celles qui lui sont dévolues ordinairement.

Il se rapporte au cas de Mme Langstaff, disant qu'il a lu le dossier et qu'il ne peut comprendre pourquoi elle ne pourrait pas être admise à la pratique du droit.

Le bill, dit-il, s'impose et on n'a pas apporté d'objection sérieuse contre le principe. Le cas de Mme Langstaff démontre qu'une femme peut, tout en gagnant sa vie et en pourvoyant à la subsistance de son enfant, étudier, suivre des cours, passer des examens brillants et obtenir une licence en droit. Quand une femme peut accomplir pareille tâche, peut-on lui refuser l'admission à la pratique du droit? En Angleterre, où l'on est si conservateur et traditionaliste, lord Haldane a proposé, il y a quelques années, une mesure ayant pour objet également de faire admettre les femmes au Barreau.

Il croit que la Chambre doit se prononcer en faveur du bill en grande majorité sinon unanimement.

M. Lavergne (Montmagny) félicite le promoteur du bill d'avoir persisté dans sa détermination.

Il n'est pas, dit-il, féministe et il veut comme tous ses collègues que la femme reste au foyer, mais il est forcé d'admettre que les choses ont été révolutionnées en quelque sorte à notre époque par les progrès de l'industrie.

Le principe du bill n'est pas nouveau puisque déjà les femmes exercent des métiers, elles sont marchandes, etc. Puisque l'on a jugé à propos de donner aux femmes qui sont obligées de gagner leur vie certains moyens de subsistance, il ne peut y avoir d'objection à ce qu'on leur permette de suivre leurs dispositions à la pratique des professions, celle du droit comprise.

Le bill consacre une réforme nécessaire, et à Québec où on est ami du progrès, pays de tolérance, de liberté et de justice, le principe doit en être voté d'emblée.

Québec est la plus libérale de toutes les composantes de l'Empire britannique et il ne doit pas rester derrière dans un tel domaine. Québec a été parmi les premiers au sein de l'Empire à donner leur liberté aux Juifs.

C'est un des plus importants bills devant cette Assemblée depuis des années. Son principe n'est pas nouveau, il a été reconnu au XIX^e siècle. On a reconnu qu'on devrait permettre aux femmes de sortir travailler, et les lois concernant le travail des femmes sont là pour le prouver. Si vous reconnaissez ce principe et le suivez jusqu'au bout, si vous permettez aux femmes de travailler dans des manufactures, pourquoi alors ne pas leur ouvrir la porte de meilleurs emplois?

M. Bernier (Lévis) déclare qu'il a été professeur de droit à Laval pendant quelques années et qu'il aimerait y voir des étudiantes. Il est en faveur des femmes au Barreau, mais à son avis, dit-il, c'est contraire aux lois religieuses.

M. Grégoire (Frontenac): La femme émancipée est une parabole excentrique qui tombe dans l'infini de la voûte éthérée et la femme qui reste à sa place est une ceinture sur laquelle s'appuient tous les Canadiens.

Il parle de modernisme, du noble rôle des femmes au foyer pour l'élévation de la moralité, et il ne veut pas qu'elles soient entraînées hors de leur foyer.

Et la motion étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Bissonnet, Bugeaud, Bullock, Cannon, Finnie, Francoeur, Gault, Gosselin, Gouin, Lavergne, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Mercier, Mitchell, Philips, Scott, Slater, Tessier (Rimouski), Tourville, Turcot, Vilas, 21.

Contre: MM. Allard, Bernier, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cousineau, Décarie, Delisle, Demers, Galipeault, Godbout, Grégoire, Labissonnière, Langlois, Létourneau (Québec-Est), Morin, Péloquin, Robillard, Sauvé, Séguin, Tanguay, Taschereau, Tellier, Trahan, 22.

La motion est ainsi rejetée.

Des députés félicitent le député de Dorchester (M. Cannon) sur la façon dont il a défendu son projet de loi.

M. Cannon (Dorchester): Pour un premier essai, c'est fort satisfaisant, puisqu'il n'a manqué qu'une seule voix pour que le bill passe. Cela aidera considérablement la cause.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 32 concernant la formation de municipalités dans le territoire des comtés de Pontiac et de Témiscamingue situé au nord de la ligne 48° de latitude;

- bill 35 amendant la loi de la pêche de Québec;

- bill 37 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt;

- bill 38 amendant la loi des licences de Québec relativement aux licences de certains brasseurs, distillateurs et magasins de liqueurs de gros;

- bill 179 modifiant la loi de tempérance de Québec relativement au mode de votation sur les règlements de prohibition;

- bill 18 amendant la loi 4 George V, chapitre 42, relativement aux ingénieurs stationnaires.

Demande de documents:

Rivière-à-Pierre, réserve cantonnière

M. Bernier (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents, correspondance, demandes, échangés entre le gouvernement de cette province et la corporation du canton Bois (Rivière-à-Pierre) ou d'autres personnes relativement à l'établissement d'une réserve cantonnière forestière dans la susdite municipalité.

Adopté.

Dépôts selon la loi Lacombe, district de Montréal

M. Cousineau (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie du rapport de l'inspecteur Laroche concernant les dépôts faits en vertu de la loi Lacombe, dans le district de Montréal, et copie de toute correspondance échangée entre toute personne et le gouvernement ou aucun de ses membres, au sujet de l'administration du bureau chargé de recevoir les deniers des débiteurs.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que la Chambre s'ajourne à lundi, 4 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. Selon certains journaux, le ministre Taschereau, en proposant cet amendement, se rend à la suggestion que lui a faite l'honorable C. F. Delâge lors d'une entrevue des maires des municipalités intéressées.

Première séance du lundi 13 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 4 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 122 concernant l'avenue Connaught, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal;
- bill 180 pour autoriser les municipalités à contribuer de leurs deniers pour des fins patriotiques, nationales ou scolaires;
- bill 86 concernant le village de Dorion et décrétant son érection en ville sous le nom de "ville de Dorion";
- bill 34 amendant la loi de la chasse de Québec.

**Avenue Connaught,
cité de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 122 concernant l'avenue Connaught, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal. Les amendements sont lus deux fois.

**Contributions des municipalités
pour fins patriotiques,
nationales ou scolaires**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 180 pour autoriser les municipalités à contribuer de leurs deniers pour des fins patriotiques, nationales ou scolaires. Les amendements sont lus deux fois.

Ville de Dorion

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil

législatif a apportés au bill 86 concernant le village de Dorion et décrétant son érection en ville sous le nom de "ville de Dorion". Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

Loi de la chasse

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 34 amendant la loi de la chasse au Québec. Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

Questions et réponses:

**Lots concédés,
comté de Portneuf**

M. Bernier (Lévis): 1. Combien de lots ont été concédés dans le comté de Portneuf, depuis 1905? Combien dans chaque canton et le nombre concédé annuellement dans chacun d'eux, depuis la même date?

2. Combien de lots ont été annulés dans le comté de Portneuf depuis 1905? Combien dans chaque canton et le nombre annulé annuellement dans chacun d'eux depuis la même date?

L'honorable M. Allard (Drummond): 1. Total : 94. (Voir le tableau ci-dessous)

Années	Cantons	Lots
1905	Montauban	5
"	Colbert.....	2
"	Bois	1
"	Chavigny	23
1906	Montauban	2
"	Bois	1
"	Chavigny	8
"	Alton	1
1907	Marmier.....	3
"	Bois	5
"	Chavigny	18
1908	Alton	3
"	Chavigny	12
1909	Bois	2
"	Chavigny	7
1912	Montauban	<u>1</u>
		94

2. Total : 27 (Voir le tableau ci-dessous)

Années	Cantons	Lots
1906	Montauban.....	2
1907	"	10
"	Chavigny	6
1908	"	3
1909	Colbert.....	1
1911	"	1
1912	Rocmont	2
1914	Bois.....	1
1915	Montauban.....	<u>1</u>
		27

**Pont sur la rivière Jacques-Cartier,
route Montréal-Québec**

M. Tellier (Joliette): 1. La construction du pont de la rivière Jacques-Cartier sur le parcours de la route Montréal-Québec, à Donnacona, comté de Portneuf, a-t-elle été donnée à l'entreprise?

2. Dans l'affirmative:

- Par qui?
- À qui?
- À quelle date?
- À quel prix?
- À quels termes et conditions?
- Quelles sont les parties au contrat?
- Où en sont rendus les travaux?
- Qui va payer pour cet ouvrage?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. a. Le département des Travaux publics et du Travail.

b. The Phoenix Bridge & Iron Works Limited, de Montréal.

c. Le 13 décembre 1915.

d. \$23,500.

e. Payable en trois paiements et à compléter le 15 juin 1916, suivant les plans et devis préparés par l'ingénieur du département des Travaux publics et du Travail.

f. Le département des Travaux publics et du Travail et The Phoenix Bridge & Iron Works Limited, de Montréal.

g. Le travail pour la superstructure métallique est en voie de confection aux ateliers.

h. Le gouvernement.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sociétés générales de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La politique du gouvernement, telle qu'elle était entendue dans la province et par le gouvernement, n'offre, à l'heure qu'il est, aucun résultat pratique. C'est l'inertie sur toute la ligne. La colonisation est morte, et ce qui le prouve, c'est le rapport du ministre de la Colonisation lui-même (l'honorable M. Mercier fils).

Il cite, à l'appui de ce qu'il affirme, des extraits du rapport de M. Carufel, agent de colonisation, un expert en la matière qui a consacré plus de 25 ans de sa vie à cette question de colonisation et qui la connaît à fond. L'opposition, dit-il, n'est donc pas seule à dire et à prétendre que la colonisation est morte dans la province, et nous sommes en bonne compagnie quand nous prétendons cela. Nos forêts sont abandonnées à des exploiters au détriment de l'intérêt du pays. Le gouvernement devrait faire des efforts pour rendre la colonisation plus intensive dans la province de Québec.

Bismarck a dit: "L'Allemagne a des colons sans colonies, la France a des colonies sans colons; faute de coloniser, l'Italie a embarqué pour l'Amérique 2,300,000 hommes." Nous pouvons dire, nous: "La province de Québec a des forêts sans colons et des terres sans cultivateurs." Ici, sous le régime du grand parti, la colonisation, cette noble cause de haute civilisation, est une affaire de billots, de piquets et de bois de cordes. On maltraite le colon et, quand sonnait si fort et si douloureux le glas de la dépopulation de nos campagnes, quand l'opposition demandait à grands cris de favoriser la colonisation, de protéger et d'aider le colon, le gouvernement, qui ne songe qu'aux avantages de parti, faisait la sourde oreille et se moquait de nos revendications patriotiques.

On rendait la colonisation plus difficile en amendant la loi des terres de façon à empêcher un

colon de posséder plus de 100 acres de terre et, par conséquent, d'empêcher le colon d'établir ses fils autour de lui. Quel a été le résultat? Le rapport du ministre est lamentable. Son tableau d'immigrants est désolant. La politique de colonisation n'a plus de souffle. La plus vieille province du Canada, le berceau de la civilisation en ce pays, la province de Québec, avec le Nouveau-Québec, couvre une superficie de 703,653 milles carrés. Par son étendue territoriale, elle est la plus considérable du dominion. Elle constitue environ le cinquième de la puissance du Canada. Sa superficie est environ trois fois et demie plus étendue que l'Allemagne, la France ou l'Espagne et près de six fois plus que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Il y aura 300 ans en 1917 qu'il se fait de la colonisation en cette province qui possède une superficie en terres de 218,723,687 acres. Et, après 20 années de régime libéral, quel est le résultat? Sa population est d'environ deux millions. La population rurale de 1911 était de 1,032,618. De 1881 à 1911, la population rurale a diminué en valeur absolue. (Voir *Annuaire statistique* du gouvernement pour 1914, p. 18)

Voilà ce que l'on constate aujourd'hui. Et, en ces jours où le problème des sans-travail devient si difficile quand il ne devrait pas exister dans une population comme la nôtre, qui peut établir aisément plusieurs millions de nouveaux cultivateurs, que fait le gouvernement? Des hommes comme M. le sénateur David et des journaux des plus sérieux croient urgent de faire appel en disant avec force que "l'œuvre agricole, qui est la base même de notre système économique, devrait être l'objet d'une plus grande attention et d'un encouragement plus substantiel de nos gouvernements", écrivait le directeur de *La Presse*. À cet appel si patriotique, le ministre de la Colonisation n'a rien répondu et n'a rien fait. Il s'est contenté de diriger ses pas précieux où ses goûts le portaient, dans des régions où il a dû pratiquer sa dextérité de pêcheur incomparable. Au Témiscamingue, le gouvernement est resté sourd à l'appel des colons. Il les a trompés par des promesses qu'il n'a jamais remplies, et c'est pour cela qu'il a peur de faire une élection dans ce comté qui n'a pas de représentant depuis deux ans.

Il demande pourquoi, par exemple, le gouvernement n'accorderait pas des primes spéciales pour faciliter le développement de l'industrie laitière dans la région de colonisation du Témiscamingue ou ailleurs. Les colons n'ont pas les moyens de bâtir une fabrique et de l'outiller. Pourquoi le gouvernement ne les aide-t-il pas comme cela se fait dans d'autres

provinces? La colonisation est morte. À la page 114 du rapport du ministre de la Colonisation 1914-1915, M. Carufel, agent de colonisation, dit: "La correspondance échangée au sujet des renseignements n'a pas été moindre que l'an dernier, mais avec peu de résultats. Les inscriptions d'adultes et d'enfants pour les régions de colonisation ont sensiblement diminué, sauf pour la vallée de la Matapédia pour laquelle il a été fait une réclame intense depuis un an. Ainsi, peu d'inscriptions pour les régions de Montréal, Témiscamingue, Lac-Saint-Jean, la réserve de Témiscouata et la Gaspésie. L'Abitibi accuse aussi une bonne diminution sur l'année précédente, occasionnée par le fait qu'il y a une agence d'inscription à Québec. Le rapatriement a été presque nul. Une propagande bien organisée dans la Nouvelle-Angleterre pourrait peut-être amener de meilleurs résultats. Il y a eu quelques permis de chasse d'émis, mais aucun ayant trait à la pêche." Voilà le témoignage d'un homme qui est agent de colonisation depuis plus d'un quart de siècle.

Il cite ensuite quelques passages d'un rapport publié dans *L'Événement* de cette excursion de la Société de colonisation de Montréal faite l'été dernier, dans la vallée de la Matapédia, et dans lequel sont rapportées des plaintes très sérieuses des colons des différentes paroisses de la vallée contre l'incurie du gouvernement dans cette partie du pays qui est bien pourtant le centre colonisateur par excellence de la province et qui illustre pleinement la négligence et l'apathie du gouvernement pour tout ce qui concerne la colonisation. Le rapport donne surtout les échos des plaintes de l'abbé Saindon, curé de Sayabec, du maire Bélanger, de la même paroisse, de M. le notaire Laberge, de Val-Brillant, des maires et des curés de toutes les autres paroisses par où ont passé les hôtes de la Société de colonisation et de l'Intercolonial au cours de cette excursion. Ces plaintes sont accablantes pour le département de la Colonisation. On se plaint surtout du manque de chemins. Les colons de certaines paroisses de la vallée n'ont pas même de chemins pour sortir leurs récoltes qui pourrissent, en certains endroits, dans les champs. Partout, on a demandé des chemins, encore des chemins. On en a promis un peu partout en temps d'élection, mais on est encore à les attendre. Les colons de la Matapédia avaient donc trouvé le temps opportun et une excellente occasion d'exposer leurs plaintes aux membres de la Société de colonisation. Aussi, dans toutes les paroisses, on avait lu des adresses accablantes pour le gouvernement. Le président de la Société avait répondu qu'il porterait ces plaintes à qui de droit.

Le ministre a donc tort de prétendre que la colonisation fait des progrès dans la province, puisque, dans cette partie du pays où il doit se faire le plus de colonisation, les colons manquent de tout. C'est ainsi dans tous les autres centres colonisateurs. Les chemins manquent, on fait de nos forêts des questions de billots et de bois de cordes, et rien de plus. Enfin, nulle part on n'a senti le moindre effort pour rendre la colonisation intense. Le ministre se contente de dire qu'il n'a jamais entendu de plaintes, ni dans le Témiscamingue ni ailleurs, et il en conclut que tout va bien. Pourtant, partout c'est le découragement qui règne en maître, notamment dans la région du Témiscamingue. Là surtout, de multiples témoignages en font foi, les colons ne peuvent obtenir la dixième partie de ce qu'il leur faut. Les colons demandent en vain qu'on leur donne, par exemple, des fabriques de beurre et de fromage.

Il profite de l'occasion pour demander de nouveau au gouvernement d'établir, dans les centres de colonisation, un système de primes pour encourager l'industrie laitière parmi les colons. Il suggère au ministre de la Colonisation de s'aboucher avec le ministre de l'Agriculture, afin de donner aux colons des beurreries et des fromageries. Par la pénurie de son rapport, on dirait que le ministre de la Colonisation a charge du désert du Sahara. On dirait que le ministre se réjouit de la douleur des vrais patriotes, de ces nobles défricheurs du sol.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Dans le cours de l'été dernier, je suis allé visiter la Matapédia et, au cours de ce voyage, j'ai rencontré à Val-Brillant un bon nombre de colons de cette région. L'un d'eux me parla de la visite de la Société de colonisation, qui s'était montrée particulièrement aimable pour les cultivateurs, et il m'avoua son admiration pour M. Monty, le président, dont les discours avaient été, paraît-il, fort goûtés des populations. On sait que M. Monty n'est jamais allé dans la Matapédia avec les excursionnistes de la Société de colonisation, à cette occasion, et on peut se rendre compte de l'importance qu'il faut donner aux comptes rendus des journaux qui reproduisent ces homélies, journaux sur lesquels s'appuient nos adversaires pour faire leurs critiques. Le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), ajoute-t-il, nous a parlé de plaintes portées par les cultivateurs de la Matapédia et il accuse le gouvernement de n'avoir rien fait pour cette région.

L'année dernière, sur les représentations du député de Matane (M. Caron), le gouvernement a donné une aide considérable pour la construction des

chemins dans ce comté. Pour le seul entretien de ceux-ci, l'administration de la province a dépensé une somme de \$8,140. Si l'on consulte les *Procès-verbaux* de la Chambre, on découvre que le gouvernement, pour l'année actuellement en cours, a accordé un octroi de \$7,000, ce qui est relativement considérable si l'on tient compte des revenus de la province. Depuis 10 ans, le gouvernement de la province a dépensé, dans le Témiscamingue et l'Abitibi, une somme de \$150,000 pour la construction des chemins et pour l'aide générale aux colons. Il exprime l'opinion que, si l'on avait eu à se plaindre, on se serait tout simplement adressé à l'autorité chargée d'apporter remède à la situation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas seulement dans la région de la Matapédia que l'on se plaint, c'est dans toutes les régions de colonisation.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

J'ai eu l'avantage d'aller moi-même dans le Témiscamingue, tandis que le député des Deux-Montagnes ne l'a jamais visité. S'il avait pris la peine de faire ce voyage, il aurait constaté, comme je l'ai fait, la prospérité de cette partie de la province et le contentement que témoignent tous les colons. Il est bien évident que le gouvernement ne peut pas donner satisfaction à tout le monde et répondre simultanément à toutes les demandes qui lui sont faites. La construction normale d'une route dure ordinairement trois ans en raison du défrichement. Mais, partout où des travaux ont été entrepris, les cultivateurs ont été satisfaits. Depuis que cette importante région du Témiscamingue est ouverte à la colonisation, le gouvernement s'est efforcé de donner aux colons tous les chemins dont ils avaient besoin. Le chemin du Long Sault, celui des Quinze, celui du lac Batiscau, celui de la Mine sont autant de grandes routes dont les cultivateurs se servent pour aller écouler leurs produits au dehors et pour communiquer d'un canton à l'autre.

J'ai visité cette région et j'y ai rencontré les colons; j'y suis retourné à plusieurs reprises et je n'ai jamais entendu les plaintes dont parle le député des Deux-Montagnes. Nous avons eu des demandes et nous avons entendu des représentations auxquelles nous avons fait justice, mais le gouvernement n'a jamais reçu de plaintes. On a suggéré au ministère de la Colonisation de demander la collaboration du ministre de l'Agriculture pour l'établissement de beurreries et de fromageries; c'est déjà fait. Le ministre de l'Agriculture s'intéresse depuis longtemps au Témiscamingue et il a accordé à cette région toute

l'attention qu'elle mérite. Des beurreries y sont établies dans tous les centres importants et elles y sont très prospères. Dans toutes les régions, le gouvernement a fait son possible, et les marques de satisfaction ne lui ont d'ailleurs jamais manqué.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste pour savoir si les plaintes de l'abbé Saindon et du notaire Laberge sont fondées ou non. Que ce soit M. Monty ou un autre qui ait agi comme président en cette occurrence, la chose importe peu. Des plaintes sérieuses ont été portées par des personnes sérieuses et les plaintes sont rapportées textuellement. Sont-elles vraies ou non, et qu'est-ce que le ministre a à répondre à ces plaintes?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) continue d'affirmer que M. Monty n'avait pas dirigé l'excursion et que ce n'est pas à lui que les colons se sont adressés.

M. Bérubé (Témiscouata) cite le texte de l'adresse présentée, à Val-Brillant, par le notaire Laberge, et il demande au ministre si ces plaintes sont sérieuses et ce qu'il a à répondre à cela.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) parle encore de M. Monty.

M. Bérubé (Témiscouata) dit que, lorsque des députés de cette Chambre demandent de bonne foi et sérieusement des renseignements, on pourrait leur répondre autrement que par des farces. Il prétend que la vallée de la Matapédia a été négligée et qu'elle est la victime de l'incurie du gouvernement à l'égard de la colonisation. Si, dit-il, le comté de Témiscouata a pu obtenir quelques milliers de piastres pour la colonisation, c'est grâce à la pression exercée par les curés du comté. Voici un curé de la vallée de la Matapédia, M. l'abbé Saindon, qui porte des plaintes sérieuses, qui demande de l'aide au gouvernement et qui demande surtout des chemins pour les colons. C'est un curé qui, comme tous les autres, s'intéresse à leur sort; il connaît leurs besoins. Les plaintes qu'il formule sont-elles vraies ou fausses? Les plaintes de M. le notaire Laberge sont-elles également vraies ou fausses?

M. Caron (Matane) dit que le notaire Laberge n'entend rien en fait de colonisation. Il prétend que les colons de la Matapédia ont des chemins tant qu'ils veulent, qu'ils ont de belles routes et que le gouvernement, en somme, fait beaucoup plus pour eux que ne faisait autrefois le gouvernement conservateur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Bérubé (Témiscouata): C'est au moins une réponse.

M. Bérubé (Témiscouata) parle de l'aide du gouvernement, promise maintes et maintes fois. On pourrait ouvrir trois belles paroisses dans seulement deux cantons de la vallée. Est-ce vrai ou faux, cela? On manque de chemins partout. C'est déplorable quand il y a déjà là tant de colons qui attendent cette aide. Ce sont les chemins qui devraient précéder les colons et non les colons qui devraient arriver avant les chemins. Enfin, ce sont des renseignements que nous demandons. Il nous semble donc que l'on devrait nous répondre un peu moins légèrement que ne l'a fait le ministre de la Colonisation.

La résolution est adoptée sur division.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes géographiques et de pamphlets,
pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Bernier (Lévis): L'on ne peut pas voter la somme que l'on demande quand il n'y a présentement aucun rapport qui puisse le justifier, l'immigration ayant été nulle au cours de l'année dernière et les représentants de la province en France, en Angleterre et en Belgique n'ayant fait aucun rapport.

L'étude de cette résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée.

Deuxième séance du 13 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 8 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Agents d'assurances

M. Robert (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 182 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Robert (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique que les agents de la province de Québec ne sont pas autorisés à œuvrer en Ontario, mais que la Législature de cette province est en cours de session et qu'on adoptera sans doute une loi pour établir la réciprocité entre les deux provinces.

Le bill vise à instaurer le même principe que dans la loi sur les véhicules automobiles.

Il explique que seuls les agents payés à commission sont touchés par le bill, et non pas les compagnies d'assurances et leurs employés, que ces compagnies soient incorporées à titre de compagnies provinciales, fédérales ou étrangères. Le bill se veut une mesure de protection pour les 700 agents d'assurances de la province. La promulgation en Ontario est décriée par les agents d'ici, qui ont réclamé ce bill.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Il est ridicule d'exiger réciprocité en pareille matière. Si Ontario fait des lois étroites, ce n'est pas une raison pour que nous modelions les nôtres sur les siennes.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il faut avant tout protéger nos agents.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le bill place les agents de cette province au même niveau que ceux d'ailleurs.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le principe du bill a été défendu par les assureurs de Montréal.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) parle des agents spéciaux qui sont venus à Montréal, des États-Unis, pour venir en aide aux agents de ces compagnies basés à Montréal. En vertu de la

nouvelle loi, ces agents spéciaux ne pourraient venir ici. Il croit que le bill va trop loin.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) est d'avis que cela ne serait pas une mauvaise chose pour les agents de cette province.

La proposition est adoptée sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 34 amendant la loi de la chasse de Québec. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure d'une résolution rapportée le 10 mars courant du comité des subsides, laquelle résolution se lit comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1917.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Morin (L'Islet) propose en amendement, appuyé par le représentant de Champlain (M. Labissonnière), que tous les mots après "que", dans la motion en délibération, soient retranchés et remplacés par les suivants: "tout en consentant à voter les subsides de Sa Majesté, cette Chambre constate avec regret que le gouvernement, loin de modifier sa politique de manière à offrir plus d'avantages au colon de bonne foi et à peupler rapidement nos fertiles et nombreuses régions de colonisation, refuse de répondre aux besoins les plus pressants des cantons en voie de défrichement".

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Bérubé, Cousineau, D'Auteuil, Gault, Labissonnière, Morin, Sauvé, Slater, Sylvestre, 9.

Contre: MM. Allard, Bugeaud, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Décarie, Delisle, Demers, Desaulniers, Finnie, Fortier, Gouin, Grégoire, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Mercier, Mitchell, Ouellette, Péloquin, Phaneuf, Pilon, Reed, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Robillard, Séguin, Stein, Taschereau, Tessier (Trois-Rivières), Therrien, Tourigny, Trahan, Vilas, 33.

La motion d'amendement est ainsi rejetée. Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose de nouveau qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) fait remarquer que les rapports des agents de l'immigration de Québec et de Montréal, MM. Marquette et Lebel, se contredisent.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dit que les conditions de l'immigration ne sont pas les mêmes à Québec et à Montréal. Il explique que le gouvernement demande, cette année, de voter une somme additionnelle de \$17,000 pour faire face aux possibilités de l'immigration après la guerre, surtout à l'immigration belge.

Il explique que le gouvernement veut être en mesure d'obtenir sa part des immigrants qui viendront probablement avant le début de la prochaine session. Un afflux massif de Belges est attendu d'ici à la prochaine session. Le gouvernement aura cet argent en main et pourra procéder sans délai inutile à la mise en œuvre de son plan et faire de la propagande en Europe auprès d'éventuels immigrants.

M. Bernier (Lévis) veut savoir si le gouvernement dispose d'un rapport de M. Godfrey Langlois, représentant par intérim de la Belgique à Paris depuis l'invasion, pour justifier les attentes.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) est avisé qu'il n'y a pas de tel rapport.

M. Bernier (Lévis): On ne peut pas attendre de Belges ici après la guerre, puisque la quantité d'hommes sera considérablement réduite et que ceux qui seront encore vivants seront réquisitionnés pour réparer les ravages de la guerre. Après avoir entendu les explications fournies, il ne croit pas que l'augmentation soit justifiée.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) prétend qu'il y aura un flux d'immigration, non seulement des Belges, mais aussi en provenance d'autres pays, et qu'il faut se préparer à y faire face et faire en sorte qu'une proportion d'entre eux seront amenés à s'établir dans la province de Québec. Il est nécessaire de pouvoir lire davantage sur le sujet.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Mercier fils) si les agents du gouvernement à Londres et en Belgique relèvent de son département.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ils relèvent du département du procureur général (l'honorable M. Gouin).

M. Labissonnière (Champlain) demande comment sera dépensée cette somme de \$17,000 additionnelle que l'on veut faire voter. Quel mode va-t-on adopter pour la distribution de ce montant?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ce mode n'a pas encore été adopté, mais en tout cas on ne créera pas de nouvelles agences. Celles qui existent déjà sont suffisantes.

M. Francoeur (Lotbinière) partage les attentes du député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils). Il dit qu'il a été en Angleterre l'automne dernier et qu'il y avait là plusieurs Belges qui cherchaient de l'information sur le Canada. Il fut en contact avec le Dr Pelletier, l'agent provincial à Londres, et ce dernier était constamment sollicité pour fournir de l'information sur les possibilités d'établissement et d'investissement au Canada. Plusieurs Belges ont fait part de leur intention de chercher asile ailleurs qu'en Belgique après la guerre. Il a personnellement été témoin des démarches de Belges s'informant auprès de l'agent provincial concernant la province de Québec. Il a conversé avec des Belges et ces derniers lui ont dit qu'ils n'investiraient plus jamais leur argent en Belgique.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le gouvernement prend des mesures pour protéger le public contre certaines compagnies d'exploitation minière qui agissent dans la province.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Le gouvernement se trouve généralement dans l'impossibilité de donner cette protection au public et la seule chose qu'il puisse faire, c'est de conseiller la prudence.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande comment il se fait que se pratique de façon si considérable l'importation de certaines pierres, comme le marbre, dont nous avons pourtant des carrières dans la province.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Certains marbres reviennent à des prix moins chers même en les faisant venir de Belgique ou d'ailleurs que les mêmes marbres de la province à cause du coût de l'extraction qui est cher ici et de la main-d'œuvre, à cause aussi de la qualité qui est souvent meilleure ailleurs. C'est ainsi que l'on a dû faire venir de l'étranger les marbres dont on avait besoin pour la nouvelle bibliothèque du Parlement. Au reste, les bancs de Missisquoi, par exemple, ne permettaient pas l'extraction des marbres dont on avait besoin pour cet édifice.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): À ces conditions-là, nous n'aurons jamais de carrières dans la province si même le gouvernement ne donne pas l'exemple de l'encouragement à accorder à l'industrie du marbre. C'est un mauvais précédent que crée le gouvernement et c'est un mauvais exemple qu'il donne. C'est pour des raisons de cette nature que les produits de nos mines n'augmentent pas dans la province en proportion de ce qu'ils augmentent dans les autres provinces, en Ontario par exemple.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes courants (mines et pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Labissonnière (Champlain) propose en amendement, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Morin), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la motion en délibération soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides, mais elle regrette de constater que les rapports du ministre des Mines pour 1914 et pour 1915 accusent une diminution dans les recettes et la production minière de la province, et que le gouvernement n'ait pas adopté une politique plus pratique relative à nos terrains miniers, de manière à encourager le mineur et à assurer une plus grande production minérale."

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Bernier, Bérubé, Cousineau, D'Auteuil, Gault, Labissonnière, Morin, Sauvé, Slater, Sylvestre, 10.

Contre: MM. Allard, Bissonnet, Bugeaud, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Décarie, Delisle, Demers, Finnie, Fortier, Francoeur, Gouin, Grégoire, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mercier, Mitchell, Ouellette, Péloquin, Phaneuf, Pilon, Reed, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Robillard, Séguin, Taschereau, Tessier (Trois-Rivières), Therrien, Tourigny, Trahan, Vilas, 35.

La motion d'amendement est ainsi rejetée. Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) critique le ministère des Travaux publics et du Travail parce qu'il n'y a pas de sorties de secours dans les édifices publics, et particulièrement au palais de justice au moment de l'incendie, où, dit le chef de l'opposition, un des juges a dû s'échapper par une fenêtre. Il tient le gouvernement responsable de la perte de vie que l'on a enregistrée. Il n'y avait pas assez, dit-il, d'échelles de sauvetage. Il voudrait que le gouvernement accorde plus d'attention au système de sauvetage, en particulier au palais de justice de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) signale que l'édifice du Parlement, à Ottawa, n'était pas pourvu de sorties de secours au moment de l'incendie qui s'y déclara.

À ce compte-là, on tiendrait le gouvernement fédéral responsable des pertes de vies qui ont marqué l'incendie de la Chambre des communes. Le chef de l'opposition doit être plus sérieux. Il devrait peser un peu plus ses paroles. Les inspecteurs et les architectes diffèrent d'opinion quant aux échelles de sauvetage. Les uns sont en faveur d'un certain nombre, d'autres d'un nombre plus considérable, d'autres n'en recommandent pas du tout. On favorise en plusieurs cas la disposition de divers escaliers intérieurs aux extrémités de l'édifice.

Parlant de la reconstruction du palais de justice de Montréal, il déclare que l'on a fait des améliorations que le Barreau apprécia sans doute, quant à la disposition de certaines parties de l'édifice. Il dit aussi que les assurances avaient couvert le montant des pertes.

M. Bernier (Lévis) s'informe si le gouvernement demande des soumissions quand il s'agit des achats de charbon.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
En général, on ne demande pas de soumissions.

M. Bernier (Lévis) voudrait que, à l'instar d'Ottawa, on détermine une certaine somme au-delà de laquelle le gouvernement devra demander des soumissions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le gouvernement achète de tous les marchands de charbon sans distinction de parti, au prix du marché.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent une piastres et quarante centins soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille quatre cent quatre-vingt-sept piastres soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des chemins de fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparation et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice, Joliette, addition à, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Dépôt de documents:**Développement de l'agriculture**

L'honorable M. Décarie (Maisonnette)
dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une

Première séance du mardi 14 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les ponts en fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique que le gouvernement a demandé cette année un octroi plus considérable de \$40,000 que celui des années passées, en raison de la demande toujours grandissante des municipalités. Le travail du gouvernement sur ce point a obtenu de grands résultats, et la province de Québec a le droit d'être fière de sa politique de ponts en fer. Elle est, sur cette question, plus avancée que toutes les autres provinces. Depuis que le gouvernement a entrepris de donner cet encouragement aux municipalités, 356 ponts en fer ont été construits et ils sont aujourd'hui terminés; leur coût a été de \$2,200,000. À l'heure présente, 37 ponts sont en construction, au coût d'un demi-million. Vingt-sept autres ponts ont obtenu un octroi du gouvernement, mais ils ne sont pas encore en construction. Les demandes augmentent graduellement et c'est leur nombre inusité qui a engagé le gouvernement à demander à la Chambre un octroi plus considérable.

Le ministre des Travaux publics donne des détails sur l'œuvre entreprise par le gouvernement: celui-ci, depuis huit ans, a payé, pour la construction de ponts en fer, la somme énorme de \$3,147,000. Dans quelques années, il y aura des ponts en fer dans toutes les parties de la province, de ces ponts en fer qui, moyennant une somme minime d'entretien,

durent éternellement. En effet, il n'est pas arrivé une seule fois qu'un pont construit d'après les plans du gouvernement ait été emporté par les inondations ou par les glaces.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) s'informe des conditions auxquelles étaient soumises les municipalités qui voulaient avoir un octroi du gouvernement pour un pont en fer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elles sont des plus simples. La municipalité fait une demande. Les ingénieurs du gouvernement vont examiner le site et préparent les plans qui sont ensuite soumis à la municipalité. C'est celle-ci qui demande les soumissions et accorde le contrat. Le gouvernement ne s'engage qu'à donner un octroi; il ne se mêle pas à la construction. La municipalité s'engage à entretenir le pont, à ne pas percevoir d'argent pour le passage et à se soumettre aux instructions du gouvernement pour ce qui regarde l'entretien général.

Le montant de l'octroi n'est pas fixé à l'avance. Le gouvernement agit à sa discrétion. Il paie ordinairement la moitié du coût du pont, mais il arrive souvent qu'il va au-delà de cette limite dans le cas de municipalités pauvres. Il faut regarder avant tout l'intérêt de la région. Ce n'est pas en effet la municipalité même où est construit le pont qui profite le plus de celui-ci. C'est, le plus souvent, la région environnante. Il arrive qu'une municipalité relativement petite se trouve dans l'obligation de construire un très gros pont. Le gouvernement paie alors un pourcentage plus considérable du coût total.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) évoque les avantages d'un pont reliant Sainte-Anne à Vaudreuil et dit croire que le gouvernement fédéral contribuerait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) signale que les municipalités visées n'ont adressé aucune demande d'aide au gouvernement afin de construire un tel pont.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) prône la construction d'un pont au même endroit que le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), à l'extrémité de l'île de Montréal, et parle d'un pont entre l'île et Longueuil.

M. Tellier (Joliette), M. Sylvestre (Montcalm) et M. Labissonnière (Champlain) citent des cas particuliers à leurs comtés respectifs et qui illustrent, disent-ils, le favoritisme du gouvernement.

M. Bernier (Lévis) cite le cas des ponts de Saint-Henri et de Saint-Lambert éloignés de cinq milles l'un de l'autre et pour lesquels le gouvernement, dans un cas, paie le coût en entier et, dans l'autre, les trois quarts.

Il a demandé, il y a quelque temps, au gouvernement d'accorder un octroi à la paroisse de Saint-Henri pour la construction d'un pont sur la rivière Boyer. À ce sujet, le député de Lévis fait des reproches au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau). Il le conjure de ne pas le considérer comme l'antéchrist du comté de Lévis. Il accuse le gouvernement d'avoir refusé un octroi pour le pont de Saint-Henri.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que le gouvernement ne pouvait donner un octroi pour la construction du pont de Lauzon parce qu'il s'agissait d'une construction en bois.

M. Bernier (Lévis) explique qu'on a construit un pont en bois uniquement parce que l'octroi du gouvernement se faisait trop attendre et que les gens se disaient que leur député ne pourrait obtenir cette superstructure en fer, qu'il demandait dans l'intérêt public, parce qu'il était conservateur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ajoute qu'on voulait que le département construisît le pont quand c'est la pratique de n'accorder qu'un octroi pour la construction des ponts par les municipalités.

M. Bernier (Lévis) déclare qu'il n'insiste pas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des bâtisses et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Cette somme sera affectée, cette année, surtout à la confection de deux nouvelles statues qui rempliront deux des niches de la façade du parlement et qui représenteront Lord Durham¹ et l'intendant Talon. On affectera aussi une partie de cette somme pour le grand tableau qui ornera le plafond de l'Assemblée législative et qui est déjà commencé. Ce tableau sera l'œuvre de M. Charles Huot et sera une allégorie sur l'histoire du Canada.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si cette allégorie se rapportera à un épisode de l'histoire politique du Canada pour 1912.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille huit cent huit piastres soit ouvert à Sa Majesté pour loyer des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que le palais de justice de Montréal est beaucoup trop petit et qu'il faudra finir par l'agrandir.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande s'il est question de reconstruire le palais de justice de Montréal sur la rue Sainte-Catherine.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) assure le chef de l'opposition (M. Cousineau) que le palais de justice de Montréal sera construit à l'endroit qu'il occupe actuellement, mais en l'étendant dans la rue Notre-Dame.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que l'on a retiré \$85,000 d'assurances à la suite de l'incendie du palais de justice de Montréal et que les réparations sont à peu près terminées. Les pertes sur l'immeuble et les meubles ont été de \$45,000.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Combien ont reçu les architectes de la prison de Bordeaux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): \$127,000.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne concourt pas dans les amendements de l'Assemblée législative à ses amendements au bill 109 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que ledit message du Conseil législatif soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Dépôt de documents:**Loi 5 George V, chapitre 77**

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 février 1916, pour la production de copie de tous documents, résolutions, correspondance, lettres échangées entre le gouvernement et toute personne, dans cette province, relativement à la loi 5 George V, chapitre 77. (Document de la session no 102)

Municipalités et ministère de la Voirie

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Dudswell et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 103)

Et la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Henri-de-Mascouche et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 104)

N. Jutras, fromagerie dans la paroisse de La Visitation

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1916, pour la

production de copie de toute correspondance échangée entre le département de l'Agriculture et M. Napoléon Jutras ou toute autre personne relativement à une fromagerie dans la paroisse de La Visitation. (Document de la session no 105)

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 14 mars 1916**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**Actif et passif de la province de Québec**

M. Tellier (Joliette): Quels sont actuellement l'actif disponible, le passif direct et l'excédent du passif sur l'actif de la province de Québec?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. L'actif actuellement disponible de la province est de \$7,377,738.05, ce qui ne comprend pas les édifices publics, les terres du domaine public, les forces hydrauliques, les ressources minières et autres du domaine public.

2. Le passif direct actuel de la province est de \$38,975,128.78, soit une augmentation de \$1,417,210.04 sur le passif direct de la province, le 30 juin 1915, augmentation due aux prêts faits en vertu de la loi des bons chemins, 1912.

3. L'excédent du passif de la province de Québec sur son actif, le 8 mars 1916, était de \$31,597,390.73, soit une augmentation de \$3,577,324.53 dans l'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1915, augmentation due aux prêts faits en vertu de la loi des bons chemins, 1912.

A.-J. Roy, conférencier agricole

M. Morin (L'Islet): 1. M. A.-J. Roy, de la paroisse de l'Île-Verte, dans le comté de Témiscouata, est-il employé du gouvernement provincial en qualité de conférencier agricole ou en toute autre qualité?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement lui paie-t-il un salaire fixe ou à raison de tant par conférence?

3. M. Roy a-t-il offert au département de l'Agriculture la ferme qu'il possède dans la paroisse de l'Île-Verte comme ferme de démonstration ou pour toute autre fin quelconque?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1, 2 et 3. Non.

Chemins, sommes payées aux municipalités et routes provinciales

M. Tessier (Rimouski): Quel montant a été payé aux municipalités et pour les chemins du gouvernement en vertu de la loi des bons chemins, 1912, depuis le 30 juin 1912?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):

Jusqu'au 10 mars 1916 inclus, il a été payé :

Municipalités.....	\$ 8,581,228.15
Routes provinciales.....	4,249,349.15
	\$ 12,830,577.30

Demande de documents:

Dettes publiques de la province de Québec

M. Tellier (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état ou tableau de la dette publique de la province de Québec.

Adopté.

Dépôt de documents:

Dettes publiques de la province de Québec

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date de ce jour, pour la production d'un état ou tableau de la dette publique de la province de Québec. (Document de la session no 106)

Code civil, article 2175

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 186 amendant l'article 2175 du Code civil.
Adopté.

En comité:

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose en amendement:

"Nonobstant les dispositions de la loi 5 George V, chapitre 77, sections 1 et 2, les désignations d'une partie d'un lot marqué aux plan et livre de renvoi, faites entre le 6 mars 1915 et le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont validées en autant que besoin peut être, pourvu qu'elles aient été faites conformément aux lois en vigueur avant le 5 mars 1915. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes."

M. Cousineau (Jacques-Cartier) fait remarquer que l'opposition s'était fortement opposée à la loi adoptée l'année dernière sur ce sujet.

Le gouvernement devrait tenir compte davantage de l'opposition et devrait consulter davantage. C'est commode quelquefois, une opposition; elle peut quelquefois prévoir les difficultés d'une loi que l'on veut faire adopter à tout prix.

L'amendement est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Avenue Connaught, cité de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 122 concernant l'avenue Connaught, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville de Dorion

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 86 concernant le village de Dorion et décrétant son érection en ville sous le nom de "Ville de Dorion". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie

La Chambre procède à la prise en considération du message du Conseil législatif refusant de concourir à l'amendement apporté par l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif au bill 109 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

M. Francoeur (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant les honorables conseillers que l'Assemblée législative retire son amendement aux amendements du Conseil législatif au bill 109 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, et qu'elle accepte les amendements apportés par le Conseil législatif audit bill.

Adopté. Le message est envoyé au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. La résolution est lue deux fois et adoptée.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau) s'il a fait préparer l'état qu'il a demandé au sujet des travaux supplémentaires faits à la prison de Bordeaux. Il mentionne le nom de l'architecte Marchand.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le total de ces dépenses non prévues se chiffre à \$736,289.65. Ces travaux supplémentaires ont été recommandés par les architectes et par le gouverneur; ils étaient tous indispensables et nécessaires.

Il fait un éloge mérité de l'architecte Marchand dont la réputation a dès longtemps franchi les limites de la province. On sait, en effet, que le gouvernement fédéral a appelé M. Marchand à travailler de concert avec un architecte de Toronto pour préparer les plans de la reconstruction de la partie incendiée du parlement d'Ottawa.

Il rappelle aussi que, quand M. Marchand a accepté de faire les plans de la prison de Bordeaux, il est allé en Europe et aux États-Unis pour visiter des édifices de ce genre et se rendre compte de la façon dont les plans avaient été faits.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Les dépenses ont trait à des réparations et à des améliorations que les architectes auraient dû prévoir.

Par exemple, il cite que le gouvernement a acheté pour plusieurs milliers de piastres de fixtures relativement à l'éclairage, que l'on a enlevé ces fixtures et qu'elles sont maintenant en réserve. Elles comportent aussi une somme considérable pour des fenêtres déplacées, des planchers entièrement levés pour l'installation des tuyaux de chauffage, toutes des réparations, dit-il, qu'aurait dû prévoir les architectes ou les contracteurs et qui représentent autant de dépenses inutiles et d'argent perdu pour la province.

M. Bérubé (Témiscouata): Voilà longtemps que l'on discute, dans la province et dans cette Chambre, les dépenses considérables qu'a entraînées la construction de la prison de Bordeaux. Il nous semble que le moment est venu pour le peuple de connaître la façon dont l'argent a été dépensé pour

cette construction. Ces dépenses ont-elles été vicieuses ou conformes aux intérêts de la province? Cette dernière n'a-t-elle pas payé plus qu'elle ne devait payer?

Il fait l'historique de la législation concernant la prison de Bordeaux. Au cours de la session 1907, une première loi relative à la construction de la prison de Bordeaux a été adoptée, statut 7 Édouard VII. Il était dit dans la loi que le gouvernement était autorisé à construire une prison suffisante pour le district de Montréal et que le coût, qui ne devait pas dépasser \$750,000, ne serait pas imputable au fonds du revenu consolidé de la province. Donc, la première loi soumise à cette législature pour la prison de Bordeaux prévoyait qu'une dépense de \$750,000 serait suffisante. La loi fut sanctionnée le 14 mars 1907 et le contrat donné à MM. Pauzé & Cie, pour \$750,000. Or, le 11 mars 1908, l'année suivante, le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) a déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation du député de Laval (M. Leblanc), que les travaux de la nouvelle prison étaient commencés et que le coût de cette construction s'élèverait à environ un million. Par conséquent, en 1907, on autorise une dépense de \$750,000 et, l'année suivante, à peine les travaux sont-ils commencés, on prévoit une dépense d'un million.

Le 5 avril 1909, le gouvernement accordait à la Compagnie J.-B. Pauzé & Cie un deuxième contrat d'entreprise pour ladite prison, au prix additionnel de \$810,000. Il est donc intéressant de se demander, au point où nous en sommes rendus, quelle est l'idée qui a présidé aux dépenses énormes de cette construction. Mais continuons.

Le même jour, le 5 avril 1909, le ministre des Travaux publics a déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation du député de Soulanges (M. Mousseau), qu'il prévoyait, d'après les contrats alors en cours d'exécution, que la nouvelle prison serait terminée en septembre 1910.

Le 29 mai 1909, la Chambre se faisait autoriser à porter la somme de \$750,000 à \$1,500,000 pour le coût de la prison de Bordeaux. On se rappelle, continue-t-il, que cette dernière loi a été adoptée malgré l'opposition formelle des membres de l'opposition. On voulait dépenser cette somme à la veille de la convocation des Chambres, sans consulter le peuple.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Pourquoi l'honorable député ne lit-il pas la loi correctement? Il verra que le gouvernement est autorisé à construire une prison répondant aux

besoins du district de Montréal et, à cette fin, à emprunter jusqu'à \$750,000 pour la construction, en tout ou en partie, de cette prison. Mais nous n'avons encore pas emprunté le moindre cent pour cette prison. Le gouvernement a été autorisé à emprunter jusqu'à \$1,500,000, ce qui ne porte pas le coût à \$1,500,000 pour autant, ajoute-t-il.

M. Bérubé (Témiscouata): Le 8 février 1911, le ministre des Travaux publics a déclaré, en réponse à une interpellation du représentant de Jacques-Cartier (M. Cousineau), que les travaux de construction de la prison seraient terminés en février 1912, mais il ne pouvait pas dire alors quelle somme elle coûterait une fois entièrement terminée. Aujourd'hui, la prison a coûté \$3,631,000. Il importerait de savoir si la marge entre ce chiffre et \$1,500,000 a été autorisée par quelque loi antérieure. Elle ne l'a pas été. On voit que dès le début, en 1908, le gouvernement a voulu mettre dans l'esprit du public que cette prison ne coûterait pas plus de \$750,000.

Il continue l'histoire de la législation relative à la prison. Le 4 septembre 1911, dit-il, le gouvernement a donné à M. Henri Beaugregard un troisième contrat d'entreprise pour ladite prison, à un prix additionnel de \$884,722.30. On disait alors que la prison serait terminée en 1911, comme en 1908 on avait dit qu'elle serait finie en 1910. Le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) a déclaré officiellement que la prison avait coûté à cette date \$2,161,539.20, qu'elle coûterait environ \$2,850,000 une fois terminée, et qu'elle serait complétée le 1^{er} août 1912. Donc, cette prison qui, le 11 mars 1910, devait coûter \$1,150,000, en 1915 coûtait plus de \$3,000,000.

On croyait la chose bien finie quand, le 27 janvier 1916, le ministre des Travaux publics a de nouveau déclaré officiellement, en réponse à une interpellation du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que le coût de ladite prison était, le 1^{er} mars 1915, de \$3,587,395.50, mais que, depuis cette époque, le gouvernement a payé des sommes additionnelles non prévues dans le contrat, portant le coût total de la prison et de ses accessoires à la somme de \$3,631,082.90.

Les trois contrats accordés formaient une somme totale de \$2,484,722.30. La différence entre le coût de ces trois contrats et le coût total que nous venons de donner est donc de \$1,146,360.60. Cette différence a été payée, ajoute-t-il, sans aucune soumission, sans le moindre contrat et presque entièrement à titre d'extras. Et il est remarquable de voir que ce montant d'extras dépasse le montant que l'on était autorisé à dépenser par la loi de 1907.

Il a donc dû y avoir, pendant toute cette construction, des dépenses injustifiables, inqualifiables, scandaleuses, même, et les architectes du gouvernement ou le gouvernement lui-même ont manqué dans cette affaire de la plus élémentaire prévoyance. Le ministre des Travaux publics, en l'occurrence, n'est pas justifiable de venir faire ratifier une dépense de plus de trois millions quand il n'était autorisé qu'à dépenser la somme de \$750,000.

Mais il y a plus, dit-il encore. Nous sommes informés qu'une partie considérable des travaux de la prison de Bordeaux sont mal faits et défectueux en plus d'un point quant au solage, à la couverture, au barrage des cellules, au mur extérieur, au mur d'enceinte intérieur, à l'éclairage, au chauffage, à la plomberie, aux enduits, à la ventilation, aux fenêtres des cellules, à la peinture et aux murs de la bâtisse. Le député de Témiscouata déclare qu'il produit à cet effet, devant la Chambre, tout un dossier d'affidavits attestant sous serment ce qu'il avance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande qui sont les auteurs de ces affidavits.

M. Bérubé (Témiscouata): Ces affidavits sont signés de MM. L.-P. Vallée, Jos. Hébert, Élie Gauthier, M. Landry, J. Dame, et ils sont tous des mois de mars et février 1916.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce sont tous de bons libéraux.

M. Bérubé (Témiscouata): Je, Léo Bérubé, député de Témiscouata, déclare ce qui suit:

Que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que, dans la loi 7 Édouard VII, chapitre 36, sanctionnée le 14 mars 1907, la Législature a autorisé la construction d'une nouvelle prison pour le district de Montréal ainsi que l'emprunt d'un montant n'excédant pas \$750,000 pour en payer le coût;

Attendu que, le 16 septembre 1907, le gouvernement a donné l'entreprise de certains travaux de ladite prison à MM. J.-B. Pauzé & Cie, pour le prix de \$790,000;

Attendu que, le 11 mars 1908, l'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, a déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation de

l'honorable M. Leblanc, député de Laval, que les travaux de la nouvelle prison étaient commencés et que le coût de cette prison monterait à \$1,000,000 (*Journaux Ass. lég.*, 1908, p. 68);

Attendu que, le 5 avril 1909, le gouvernement a donné auxdits J.-B. Pauzé & Cie un deuxième contrat d'entreprise pour ladite prison, pour un prix additionnel de \$810,000;

Attendu que le même jour, 5 avril 1909, l'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, a déclaré officiellement dans cette Chambre, en réponse à une interpellation de M. Mousseau, député de Soulanges, qu'il prévoyait, d'après les contrats en cours d'exécution, que la nouvelle prison serait terminée en septembre 1910 (*Journaux Ass. lég.*, 1909, p. 262);

Attendu que, par la loi 9 Édouard VII, chapitre 46, sanctionnée le 29 mai 1909, la législature a autorisé un emprunt n'excédant pas \$1,500,000 aux lieu et place de l'emprunt ci-dessus mentionné, pour payer le coût de ladite prison;

Attendu cependant que cette loi a été adoptée malgré l'opposition des députés suivants, savoir: MM. Bernard, Bourassa, Cousineau, D'Auteuil, Gault, Giard, Lafontaine (Maskinongé), Lavergne, Patenaude, Pennington, Plante, Prévost, Sauvé, Sylvestre et Tellier (*Journaux Ass. lég.*, 1909, p. 610-611);

Attendu que, le 8 février 1911, l'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, a déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation de M. Cousineau, député de Jacques-Cartier, que les travaux de construction de ladite prison seraient terminés en février 1912, et il a ajouté, quant au coût de la prison: "Le moment n'étant pas encore arrivé de pourvoir au mobilier et à l'aménagement de l'intérieur de la prison, il n'est pas possible de dire combien coûtera toute l'entreprise une fois les travaux terminés.";

Attendu que, le 4 septembre 1911, le gouvernement a donné à M. Henri Beauregard un troisième contrat d'entreprise pour ladite prison, pour un prix additionnel de \$884,722.30;

Attendu que, le 1^{er} février 1911, l'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, a déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation de M. Cousineau, député de Jacques-Cartier, que ladite prison a déjà coûté \$2,161,539.20, qu'elle coûtera environ \$2,850,000 une fois complétée, et qu'elle sera terminée le 1^{er} août 1912 (*Procès-verbaux Ass. lég.*, 1912, p. 181);

Attendu que, le 1^{er} mars 1915, le ministre des Travaux publics et du Travail a déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation de M. Cousineau, député de Jacques-Cartier, que le coût de la nouvelle prison de Montréal, comprenant les contrats, la surveillance, la préparation des plans et l'aqueduc, est de \$3,587,395.50; que ladite bâtisse est complétée, le gouvernement ayant exécuté tous les travaux qu'il avait en vue (*Procès-verbaux Ass. lég.*, 1^{er} mars 1915, p. 287);

Attendu que, le 27 janvier 1916, l'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, a de nouveau déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation de M. Sauvé, député des Deux-Montagnes, que le coût de ladite prison était, le 1^{er} mars 1915, de \$13,587,395.50, mais que, depuis cette époque, le gouvernement a payé les sommes suivantes: \$6,852.83, balance due aux architectes; \$16,936.31 pour la construction de deux chars pour transporter les prisonniers de Montréal à Bordeaux et d'une voie d'évitement près du palais de justice; \$13,500 pour l'achat d'une maison pour le gouverneur de la prison; \$8,198.26 pour certains changements et travaux d'aménagement dans l'intérieur de la bâtisse, portant le coût total de ladite prison et de ses accessoires à la somme de \$3,631,082.90 (*Procès-verbaux Ass. lég.*, 27 janv. 1916, p. 88).

Attendu que les trois contrats ci-dessus mentionnés du 16 septembre 1907, pour \$790,000, du 5 avril 1909, pour \$810,000, et du 4 septembre 1911, pour \$884,722.30, font une somme totale de \$2,484,722.30;

Attendu que la différence entre cette dite somme de \$2,484,722.30 et celle de \$3,631,082.90 est de \$1,146,360.60 qui a été payée par la province sans soumissions, sans contrats réguliers et presque totalement à titre d'extras pour ladite prison de Bordeaux;

Attendu que le déposant est croyablement informé et croit véritablement que: 1. les travaux de construction de ladite prison sont défectueux, mal faits, spécialement quant aux parties suivantes:

a. Le solage est défectueux. Dans les temps de dégel, l'eau s'introduit par le solage en béton, dans la cave, dans la cuisine et tout le bas de la bâtisse centrale, et ce, depuis que la construction est faite. Il faut alors un grand nombre d'hommes pour éponger cette eau qui passe par torrents.

b. La couverture de ladite bâtisse est défectueuse. Un tiers de ladite couverture en ardoise, environ 100 pieds sur chaque aile et tout le tour de la bâtisse centrale, a été enlevé par le vent dans le cours de l'année dernière, 1915.

c. Barrage des cellules. Le système de barrage des cellules, qui est un système automatique, est défectueux. Ce barrage est censé se faire par une clé centrale et automatique, mais, vu le mauvais fonctionnement d'icelui, les gardes sont obligés de passer à chaque cellule et de les fermer une par une à la main avec une clé.

Il y a toujours plusieurs hommes employés à réparer les serrures et le barrage des cellules, et le département a été obligé d'acheter et d'installer aux portes des cellules de nouvelles serrures pour un fort montant.

d. Le mur extérieur est mal fait; à plusieurs endroits on peut passer une canne à travers ce dit mur.

e. Le mur d'enceinte intérieur n'a jamais été terminé ni poli.

f. Éclairage. Une grande partie des fixtures pour l'éclairage, achetées et payées par la province, ne servent à rien et sont amoncelées dans un endroit de ladite bâtisse, et elles se détériorent complètement.

g. Le chauffage est également mal fait. On est souvent obligé de réparer ledit système de chauffage, de remplacer les tuyaux. Les cellules des prisonniers sont mal chauffées.

h. La plomberie est défectueuse. Les conduits se bouchent fréquemment, l'eau se répand sur les planchers. Depuis la construction de la prison, on a fait de grands changements dans la plomberie. On y travaille à l'année, ce qui coûte beaucoup d'argent au gouvernement.

i. Enduits. Dans la partie centrale de la cuisine, le plafond a été, dans le cours de l'année 1915, renouvelé sur une superficie de 100 pieds au moins. On a dû remplacer les lattes métalliques et recouvrir ce travail de tôle à patron. Les conduits des plafonds et au-dessus des portes des cellules dans toutes les ailes qui sont ouvertes sont défectueux et ont dû, en beaucoup d'endroits, être renouvelés.

j. Ventilation. Le système de ventilation dans les cellules est défectueux et il permet aux prisonniers de communiquer entre eux, de se parler d'une cellule à l'autre et même de se faire parvenir divers articles par ces tuyaux de ventilation.

k. Fenêtres des cellules. Le système des fenêtres a dû être changé, et il y aurait un grand nombre de châssis qui auraient été changés et remplacés par d'autres d'un autre genre. Ces fenêtres sont mal faites, mal posées, et le froid, le vent et la neige s'introduisent par ces fenêtres jusque dans les cellules des détenus.

l. Peinture. La peinture à l'intérieur de la bâtisse est mal faite. Elle s'enlève en beaucoup d'endroits et l'on est obligé d'employer des peintres fréquemment pour refaire cette peinture.

m. Murs de la bâtisse. Les murs de la bâtisse travaillent à beaucoup d'endroits. Il y a de nombreuses fissures dans ces murs.

Que l'administration de ladite prison est également mal faite, qu'il s'y commet des abus graves, des vols, le tout au détriment de la province de Québec.

Que, tant dans la construction et dans l'administration de ladite prison de Bordeaux, la province de Québec a perdu des sommes considérables, et ce, à la connaissance du gouvernement de ladite province et des membres de ce gouvernement.

Que les informations actuelles dudit déclarant reposent sur les déclarations solennelles ci-après, dont je produis les originaux sur la table de cette Chambre à l'appui de la motion que je fais, et qui se lisent comme suit...

M. l'assistant greffier (M. Pelletier) puis M. le greffier (M. Geoffrion) lisent les affidavits suivants²:

Barrage des cellules

Ce que déclare A:

7. Le système de barrage des cellules sur lequel le gouvernement avait fondé beaucoup d'espérances, paraît-il, puisqu'il devait permettre de fermer une trentaine de cellules à la fois dans chaque aile de la prison, n'a pas donné le service qu'on en attendait. Ce système est défectueux. Quand on lève le levier pour ouvrir ou pour fermer les cellules, ces dernières s'ouvrent toutes, mais ne se referment pas toutes. Il faut passer de l'une à l'autre pour les fermer à la main en tirant la porte. Si l'on ne prenait pas cette précaution, les portes resteraient ouvertes et les prisonniers pourraient s'évader. J'ai fait moi-même cette opération de fermer les cellules en passant de l'une à l'autre des portes. À part cela, il y a toujours un certain nombre de prisonniers employés à réparer les serrures elles-mêmes.

8. Tout ce système de serrures automatiques est défectueux et des morceaux d'un intérêt principal sont trop faibles, il faut constamment les réparer. Si l'on ne réparait pas ainsi ces morceaux, l'on ne pourrait pas ouvrir ni fermer les portes même avec la main.

9. Ce travail d'ouvrir et de fermer les cellules est censé, d'après ce que je comprends, être fait par les gardes, mais il est à ma connaissance que souvent les gardes ne prennent pas la peine de le faire et le font faire par des prisonniers.

10. La meilleure preuve, pour moi, que ce système a fait faillite, c'est que le garde Viger, de la machine shop, est en train de pourvoir à un nouveau système de barrage des cellules qui paraît donner plus de satisfaction.

11. Le garde Viger m'a dit lui-même avoir fait quelques voyages aux États-Unis pour y prendre son système à New York et que présentement il était à y travailler, qu'il n'attendait que les ordres du gouvernement pour le poser.

12. C'est durant l'été dernier que le garde Viger m'a dit ce qui précède, et je crois que c'est généralement connu, à la prison, que Viger travaille à changer le système de barrage des cellules.

Ce que déclare H:

Tout ce qui est dit par A peut être corroboré par H qui n'a pas eu le temps de donner sa déclaration solennelle.

Ce que déclare B:

3. Le système de barrage des cellules est bien défectueux. Je dis même qu'il fonctionne très difficilement. Nous sommes obligés, les gardes, de les repasser l'une après l'autre, sans quoi les détenus pourraient s'évader.

Je les ai barrées moi-même.

Ce que déclare C:

2. Pour moi, le barrage des cellules fonctionnait très mal de mon temps. Je ne sais pas s'il fonctionne mieux maintenant.

3. Je me rappelle que, pour fermer ces cellules, il fallait les barrer l'une après l'autre à la main, sans cela les prisonniers auraient pu s'évader.

Ce que déclare D:

1. Le système de barrage des cellules me paraissait bien mal fonctionner, parce que je voyais constamment des détenus et des gardes en faire les réparations.

Ce que déclare E:

2. Le système de barrage me paraît très défectueux. Il fonctionne très mal. Il nous faut les repasser porte par porte, sans quoi les prisonniers pourraient s'évader. Il y a presque continuellement des gardes à les réparer.

À la page 55 du fascicule 61: "extra H. Beauregard." Item 132, Serrurerie, portes des cellules (parce que le système de fermeture des cellules n'avait pas prévu des serrures): \$9,121.75.

Autre extra, pages 57 et 61: Louis Hamon, serrurerie, \$4,344.51.

Prenons maintenant quelques extraits de ce qui se rapporte à l'administration: les rapports du gouverneur de la prison avec les gardes. On y verra de terribles accusations.

Ce que déclare A:

70. Comme administrateur, je considère que M. Landriault est un zéro. Il n'a jamais fait une heure de devoir à la prison, autant que j'aie pu le constater. Quand il y vient, il ne manque pas sa chance de laisser tomber des injures et des jurons à la tête des officiers et même de donner des coups.

71. Il part généralement de la prison en voiture avec les chevaux du gouvernement, si c'est la nuit, et en automobile, le jour, son automobile étant en garage à la prison. Si un officier a une discussion avec le geôlier ou s'il se plaint à lui, il s'expose à être suspendu et à perdre son salaire.

72. Si un prisonnier se plaint au geôlier ou à d'autres de quelque fait qu'il croit être injuste pour lui, il attrape 15 jours de donjon au pain et à l'eau, et parfois un mois, sans compter les coups qu'il reçoit souvent par-dessus le marché de la part du geôlier. D'autres officiers ne se permettent pas des brutalités semblables.

73. Si un prisonnier, par mégarde, ne reconnaît pas le geôlier quand il le rencontre (le geôlier porte très rarement son costume), il attrape bien souvent le donjon.

74. Lors de la nomination du geôlier Landriault, une quinzaine d'affidavits ou de déclarations sous serment, d'après ce qu'on m'a dit, ont été envoyés au gouvernement de la part des gardes de la prison, par l'entremise de feu l'hon. T. Berthiaume, de *La Presse*, pour prouver que Landriault était indigne de remplir cette charge. Je crois, si les informations que j'ai reçues sont exactes, qu'il y avait peut-être même 28 rapports contre M. Landriault assermentés à cette époque.

75. Le geôlier a obtenu sa nomination, et la suite a prouvé que les plaintes avaient leur raison d'être puisqu'il n'y a pas très longtemps le geôlier a dû subir l'arrestation sur une faute grave et qu'il a été condamné par le juge d'instruction à subir son enquête préliminaire à la Cour du banc du roi, au terme de mars prochain, si je ne me trompe.

76. Le geôlier a battu un nommé Saint-Germain, dont le sobriquet est "Pott", et un autre détenu, un nommé Laliberté, dont le sobriquet est "La patte Laliberté". Il a battu ces deux individus alors qu'ils avaient les mains liées, et tellement battu qu'il a fallu faire laver la cellule pour cacher le sang qui était répandu. C'est le garde Giguère qui a été chargé de faire ce nettoyage.

77. Plus tard, le geôlier, pour une raison que j'ignore, a transféré Saint-Germain à la sacristie de la prison, bien que ce nommé Saint-Germain soit considéré comme un des pires criminels qui soient passés à Bordeaux, et ce, à la protestation des gardes.

78. Le 10 janvier 1915, entre 9 heures et 10 heures du matin, ce nommé Saint-Germain a brisé le calice et le ciboire et a jeté les hosties consacrées dans les cabinets d'aisances. Ce détenu avait comme complice le détenu Brosseau qui finissait son terme d'incarcération ce matin-là.

Malgré ce crime, Brosseau a été libéré quelques heures après, comme si rien n'était arrivé. On m'a dit qu'à cette époque le père Garceau, alors aumônier de la prison, a voulu parler de la chose devant les chefs du gouvernement, mais il fut remercié de ses services et l'affaire est restée là, quant à lui. C'est là ce qui s'est répété parmi les gardes de la prison.

79. Le geôlier a alors envoyé Saint-Germain dans une cellule de punition jusqu'à la fin de son terme, mais sans lui faire subir de procès devant les cours de justice. Il me semble que, dans tous les cas, il aurait dû au moins subir un examen mental, puisque, ayant été arrêté quelque temps après sa sortie de la prison, Saint-Germain aurait été de nouveau interné au pénitencier, puis, de là, envoyé à Saint-Jean-de-Dieu où il serait encore actuellement.

80. Quant à Laliberté, il avait été battu, comme je viens de le dire, et la mère m'a dit ces jours-ci qu'il était malade et qu'il était maintenant à Saint-Jean-de-Dieu, et que l'une des causes de sa maladie serait les coups qu'il aurait reçus durant son séjour à la prison de Bordeaux.

81. Le geôlier est un lutteur (il se proclame "all around athlete"). Pour le prouver, un jour, durant l'année 1914, il a fait mettre les officiers en rangs dans le vestibule de l'administration, c'était un matin de paie. Une fois en rangs, les officiers virent tout à coup apparaître devant eux le geôlier en costume de lutteur; il portait son pantalon, ses bretelles pendaient et le reste de son corps était nu. Il avait un air martial, la moustache relevée à la Kaiser, et, d'un air provocateur, il fit l'inspection des gardes. Puis il interpella le garde Samuel Vallée et lui dit de sortir

des rangs pour venir dans sa chambre se mesurer avec lui afin que l'on sache lequel était le plus fort. M. Samuel Vallée pèse environ 245 livres, il est d'une forte stature et il a la réputation d'un homme fort. Comme c'était après 7 heures du matin, il y avait déjà un grand nombre de prisonniers qui avaient la permission de circuler dans la prison pour vaquer à leurs occupations diverses et un certain nombre dans les bureaux de l'administration, de sorte que plusieurs détenus ont été témoins de cette provocation.

82. Il n'y a pas eu de "prize fight" parce que le garde Samuel Vallée, étant malade, a refusé de lutter. Le jour même, ce garde (S. Vallée) a été suspendu pour refus d'obéissance à l'ordre de son supérieur. Je crois qu'il a été dehors durant une quinzaine de jours.

83. Le geôlier s'enivre quelquefois, même souvent. Des gardes et des prisonniers l'ont vu en boisson. Il est arrivé une fois qu'il est venu à la prison avec la paie dans sa voiture, mais il était tellement ivre qu'il a oublié l'argent dans sa voiture.

84. Il était tellement ivre que son assistant (M. David) a été obligé de l'aider et de le soulever pour l'entrer dans le bureau et le cacher ainsi à la vue des prisonniers.

Ce que déclare B:

23. M. Landriault ne manque pas de lancer des jurons à la tête des officiers qui sont à son service.

24. Il ne porte jamais son costume, M. le geôlier, excepté les grands jours de fête nous le voyons dans son uniforme. Il a dans son office, comme commis, un Anglais dont j'ignore le nom, qui travaillait avant pour l'entrepreneur général de la prison au pic et à la pelle, c'est-à-dire comme journalier. M. Landriault en a fait un commis d'office, il est l'assistant de M. David, tandis qu'il y avait parmi nous des gardes, des hommes ayant fait leur cours d'études et même professeurs de collèges pendant nombre d'années, très bien qualifiés pour remplir cette position.

25. Le geôlier est un lutteur. Je me rappelle qu'un jour il fit mettre les gardes en rangs puis, se montrant devant eux, il demanda au garde Samuel Vallée de venir se mesurer avec lui. M. Vallée étant indisposé ce matin-là, il a refusé de se mesurer avec M. Landriault.

26. Pour ce refus, M. Samuel Vallée a été suspendu pour refus d'obéissance à l'ordre de son supérieur. Il a été suspendu durant près d'un mois, je crois, et a perdu son salaire.

Ce que déclare F:

14. Comme administrateur, je considère que M. Landriault est incapable de remplir cette charge.

15. M. Landriault fait très peu de devoir à la prison. M. Landriault est presque toujours en dehors, et son uniforme, il ne le porte presque jamais.

Construction de la prison de Bordeaux

Solage défectueux

Ce que déclare A:

1. Dans les temps de dégel, l'eau s'entasse par le solage en béton dans le soubassement où se trouvent la cuisine, la boulangerie et, en somme, dans tout le bas de la bâtisse centrale, et je suis informé que ceci a lieu depuis que la construction est faite.

2. On m'a dit, à plusieurs reprises, qu'il fallait jusqu'à 20 hommes pour éponger l'eau qui, à certains endroits, entre avec beaucoup de vitesse et que, si on ne l'épongeait pas, l'eau s'amoncellerait assez pour rendre la circulation impossible. Cette eau vient des égouts des couvertures, qui sont en pente à pic.

Ce que déclare B:

1. Dans les temps de dégel, le solage de la prison est tellement défectueux que l'eau s'introduit au travers du béton et se répand sur le plancher.

2. Il faut tous les matins une certaine équipe de prisonniers pour éponger l'eau qui deviendrait embarrassante et très malpropre si on ne la faisait éponger.

Ce que déclare C:

1. Pendant les quelques mois que j'occupais la charge de sergent à la nouvelle prison de Bordeaux, je me suis aperçu que le solage était très défectueux dans tout le soubassement de la prison, et les planchers étaient tellement humides par l'eau qui s'introduisait au travers du solage qu'il était très difficile pour nous d'y demeurer sans courir le risque d'attraper quelques maladies.

Ce que déclare D:

1. Il est à ma connaissance personnelle que l'eau s'introduit au travers du solage, qui est en béton, en assez grande quantité surtout dans les grands dégels. Il a fallu que je change d'appartement parce

que l'eau se répandait tellement sur les planchers qu'il était impossible de préparer mon travail pour la confection de la couverture.

Ce que déclare E:

1. Le solage de tout le soubassement de la prison me paraît très défectueux. L'eau s'introduit au travers de ce solage qui est en béton et tient les planchers constamment humides.

Couvertures et dôme

Ce que déclare A:

3. Au meilleur de ma connaissance, il y a environ 600 pieds carrés de couverture en ardoise, tout autour du dôme central, qui ont été brisés par la glace et finalement enlevés par le vent durant l'été de 1915.

4. Toute la partie de la couverture enlevée a été réparée et remplacée en coppe par les prisonniers, sous la direction du garde Daudelin, instructeur plombier, et finalement par un nommé Côté, garde qui remplace Daudelin.

5. Le dôme central, dont je viens de parler, a été réparé durant l'hiver actuel parce qu'il coulait à beaucoup d'endroits, et je suis informé qu'il a toujours coulé depuis sa confection.

6. Quand on a réparé ce dôme, on a constaté qu'il était fait en tôle galvanisée. D'après les connaissances que j'ai, il me semble que ce dôme, étant donné son volume, n'aurait pas dû être couvert en tôle galvanisée, mais qu'il aurait dû être fait en matériau d'une nature plus permanente. Je ne sais pas de quelle manière ce dôme devait être fait d'après les devis et les contrats.

Ce que déclare D:

3. Le dôme central de la prison est fait en tôle canadienne clouée sur le bois et peinte à l'imitation de la coppe.

4. L'autre partie de la couverture est couverte en ardoise, clouée sur une couverture en bois et ayant entre les deux un simple papier de 16 onces ou de 12 onces goudronné; il y a du terra cotta sous le papier, entre les "beams" en fer.

Le papier n'est pas cimenté.

5. Depuis ce temps, le second contracteur, M. Beauregard, m'a demandé si je voulais bien réparer le dôme qui coulait à plusieurs endroits. Sur cela, j'ai répondu à l'un des contremaîtres de M. Beauregard

qu'il était impossible de réparer ce dôme, ce qu'il faudrait pour le mettre en bon ordre, et je leur ai conseillé d'enlever toute la couverture du dôme et d'en faire une nouvelle.

Pour toutes les couvertures à réparer, il faudrait à peu près un char d'ardoise.

Couverture
Remarques

Couverture en cuivre:

Comment se fait-il que (61 de 67) lors du premier contrat, en 1907, l'entrepreneur s'est engagé à faire les couvertures à la bâtisse des services et de l'administration pour la somme de ??? et qu'il faille, en 1913, payer de nouveau pour les faire mettre en cuivre:

(A) Bâtisse des services (couverture recouverte en cuivre): Item 5, page 52 de 61, pour le montant, je suppose, \$??? Item 64 de 61, pour la main-d'œuvre, je suppose \$???

(B) Bâtisse de l'administration: Do (84 de 61). Combien cela a-t-il coûté?

Dôme de la prison

P. 61 de 67 stipule que le dôme devrait être couvert par le premier contrat.

P. 63 de 67 stipule que le dôme devrait avoir trois pouces d'épaisseur en béton armé couvert d'une toile métallique et un pouce de mortier de ciment Portland, un de ciment et deux de sable de rivière bien égalisé à la truelle et recouvert de trois couches de peinture imperméable.

Tôle galvanisée: (no 26 posée sur une couverture en épinette de 1 po d'épaisseur B et E, suivant les indications des plans et détails).

P. 63 de 78. On fait recouvrir le dôme de même manière (que stipulé 211 de 67).

Couvertures en ardoise:

Les couvertures en ardoise ne sont pas faites dans le ciment, mais sur papier (V. 61 de 57).

Couvertures

Couverture de la chapelle P.: 1er contrat, 61 de 67; 2e contrat, 209 de 67.

Le dôme: 1er contrat, 61 et 63; 2e contrat, 211 de 67.

Pavillon de l'administration: 1er contrat, 61 de 63; 2e contrat, 209 de 67.

Pavillon du corps de garde: 1er contrat, 61 de 63; 2e contrat, 209 de 67.

Bâtiment de services: 1er contrat, 61 de 63;
2e contrat, 209 de 67; 3e contrat, 61 de 78.

Couvertures extras

P. 52 de 61, item 4, Bâtiment de services:
\$???

P. 52 de 61, item 15, Ailes A, E, F (i):
\$14,338.96.

P. 120 de 61

P. 53 de 61, item 16, Ailes B, C, D:
\$6,160.07.

P. 54 de 61, item 22, Bâtisse centrale, et p.
152 de 61, Bâtisse centrale: \$5,339.04.

P. 84 de 61, Bâtisse de l'administration:
Couverture et couronnement en cuivre. (i) Ceci a été
payé avec le \$158,849.46 de p. 56 de 61.

Petit mur intérieur

Ce que déclare A:

14. Ce qu'on appelle le petit mur passe à environ 30 pieds, je crois, au bout des ailes. Ce mur est fait en béton qui n'a jamais été poli. C'est tout raboteux, plein de trous, on voit la forme des planches. C'est disgracieux de voir qu'il n'est pas fini, ce qui n'est pas acceptable, d'après moi.

15. Bordant ce mur, il y a une espèce de galerie ou passerelle de trois madriers, en tout 3 pi de large, pour permettre aux gardes de circuler dessus. Je crois que cette passerelle est inutile. Elle n'a jamais servi, que je sache, et je ne crois pas que les gardes aimeront à y faire du service s'ils en sont requis, d'abord en été, parce que la chaleur y sera si ardente qu'il sera impossible d'y résister, surtout étant donné que sur ce mur, d'une longueur d'environ 1,700 pieds en tout, il y a deux guérites, une à chaque extrémité du mur.

16. Du reste, ces guérites ne sont pas logeables, n'étant faites que de tôle galvanisée. Sous l'action du soleil, il ne serait pas possible d'y séjourner, et en hiver, parce que le froid y sera si intense et le plancher si glissant que, la guérite n'étant pas chauffée, il ne sera pas possible de s'en servir.

17. Cette galerie a dû coûter excessivement cher; elle a été faite par les prisonniers. Pour soutenir cette passerelle, il y a environ 220 broquettes en fer qui ont été faites à la prison par les prisonniers, sous la direction du garde Viger. En somme, je ne crois pas que ce mur soit d'aucune utilité pratique et je sais bien qu'à Saint-Vincent-de-Paul il n'y a qu'un seul mur.

Ce que déclare B:

6. Le petit mur de l'intérieur passant environ à 30 pieds du bout des sites est fait en béton. Il est très disgracieux à voir; il est raboteux, plein de trous, on voit la forme des planches. D'après moi, ce n'est pas acceptable pour une prison aussi dispendieuse.

Ce que déclare E:

3. Le petit mur qui passe environ à 30 pieds, je crois, du bout des ailes est très disgracieux à voir; il est raboteux, plein de trous, on voit la forme des planches. D'après moi, ce n'est pas un ouvrage fini.

4. Sur ce petit mur, il y a une espèce de galerie ou passerelle qui, d'après moi, n'est d'aucune utilité.

Grand mur extérieur

Ce que déclare A:

18. Le grand mur extérieur, qui couvre 20 acres de terre, mesure 27 pieds hors de terre, trois ou quatre pieds de large; il est fait, au meilleur de ma connaissance, en "concrete", avec des piliers en pierre de taille à peu près tous les 30 ou 40 pieds.

19. À un grand nombre d'endroits, j'ai pu moi-même constater que ce mur est très défectueux: le ciment semble d'une qualité inférieure et j'ai pu passer ma canne au travers de presque toute la largeur par des fissures que je rencontrais. Ceux qui voudront faire le tour de ce mur trouveront de ces fissures dans un très grand nombre d'endroits.

Ce que déclare E:

5. Le grand mur extérieur qui entoure la prison est fait de béton, et il y a des piliers en pierre de taille à peu près tous les 30 à 40 pieds.

6. J'ai constaté qu'à plusieurs endroits il y avait des fissures dans le mur.

Chauffage défectueux et chaleur insuffisante

Ce que déclare A:

20. On a fait, dans la chambre des bouilloires, la chambre des engins, etc., au système de chauffage, dynamos, etc., des changements pour plusieurs milliers de piastres, durant 1914-1915. Il y avait déjà trois dynamos et l'on en a ajouté une quatrième l'an dernier.

21. On répare constamment les tuyaux qui ont été remplacés et qui sont déposés dans la cour. On est très souvent obligé de réparer les tuyaux de chauffage ou de les remplacer parce que le système est défectueux.

22. Les cellules des prisonniers sont très mal chauffées et les prisonniers se plaignent durant l'hiver du manque de chaleur. Il est arrivé que l'on a dû donner deux paires de couvertures aux prisonniers parce que le froid était trop grand.

23. La cause de tout cela, c'est que les radiateurs ont été installés dans les murs où ils ne peuvent développer assez de chaleur pour chauffer suffisamment les cellules. La chaleur de ces radiateurs ne peut venir dans les cellules que par petits grillages, ce qui est tout à fait insuffisant.

Plomberie

Ce que déclare A:

24. La plomberie est défectueuse, les tuyaux se bouchent et l'eau se répand en très grande quantité dans les cellules, au grand inconvénient des prisonniers et des officiers.

5. Depuis la construction de la prison, il s'est fait de grands changements et du renouvellement dans la plomberie. On y travaille à l'année et des prisonniers ne font que cela à l'année, sous les ordres d'un instructeur, ce qui doit coûter beaucoup d'argent au gouvernement.

Ce que déclare B:

6. La plomberie est très défectueuse, les conduits de renvoi se bouchent fréquemment. J'ai vu, à ma connaissance, l'eau se répandre sur le plancher du troisième étage et couler jusqu'en bas.

7. J'ai vu souvent des hommes travailler à la réparation du plombage tous les jours.

Ce que déclare C:

4. Lorsque le gouvernement a pris possession de la prison, les tuyaux de conduits de la plomberie se bouchaient fréquemment.

Électroliers et système d'éclairage

Ce que déclare A:

26. Dans la construction de la prison, on n'a pas oublié de faire reluire toutes les beautés qui devaient être mises dans la prison, puisqu'on y avait installé des électroliers ou des broquettes en quantité

tellement grande qu'on a dû en enlever la moitié. C'est un gaspillage considérable.

27. On s'est aperçu évidemment qu'il était ridicule d'avoir tant de lumière dans une prison. On a enlevé un grand nombre de fixtures et on les a entassées dans l'aile F de l'administration. Parmi ces fixtures, il y en avait de très dispendieuses qui coûtaient jusqu'à \$15 et \$25.

Ce que déclare B:

9. Après l'ouverture de la prison, les directeurs, y compris le geôlier, ont fait enlever près de la moitié des électroliers attachés aux plafonds.

10. Ces électroliers ont été entassés dans l'aile F de l'administration. Il y a, parmi ces fixtures, des électroliers qui me paraissent très dispendieux.

Ce que déclare H:

Les paragraphes 26 et 27 de A sont corroborés par H qui n'a pas eu le temps de donner sa déclaration solennelle.

Ce que déclare I:

Les électroliers posés, acceptés et payés ont été débranchés et envoyés chez un marchand pour les faire brunir parce qu'ils étaient trop beaux. (Un garde actuel qui n'a pas donné sa déclaration.)

Enduits

Ce que déclare A:

28. Dans la partie centrale de la cuisine, le plafond a dû, durant l'été 1915, être renouvelé à neuf sur une superficie de 170 pieds par 25 pieds au moins; on a même dû remplacer les lattes métalliques tout à neuf. On a foncé en bois et on a recouvert ce travail en tôle à patron.

29. Les enduits des plafonds et au-dessus des portes des cellules, dans toutes les ailes qui sont ouvertes, sont défectueux et en partie déjà renouvelés.

30. Chaque fois que l'on fait fonctionner le système automatique de fermeture des portes des cellules, ce qui provoque une grande vibration et fait un bruit d'enfer, les enduits et le tour des portes se brisent. Je me rappelle que, lorsque j'étais sur mon poste, dans le champ, entre les murs, à une grande distance des ailes, à peu près 300 pieds, j'entendais le grincement des portes quand on les ouvrait ou qu'on les fermait.

31. Quand on rouvre les portes ou qu'on les ferme, elles frappent fer sur fer. Les prisonniers et même les gardes qui entendent ce bruit pour la première fois en restent tout éternés et ne peuvent s'empêcher de songer à leur fin dernière.

Ce que déclare B:

11. Une partie du plafond de la cuisine est tombée et a été renouvelée en plâtre. L'on me dit que, depuis ce temps, elle a encore tombé, mais, cette fois-ci, on l'a réparée en tôle à patron.

12. Presque tous les plafonds au-dessus des portes des cellules tombent aussi; ils ont été renouvelés de mon temps. Les enduits autour des portes des cellules dans toutes les ailes tombent aussi.

Travaux additionnels trois contrats Complicité criminelle du gouvernement

Premier contrat:

Le premier contrat de construction de la prison de Bordeaux a été signé par M. J.-B. Pauzé (a), le 16 septembre 1907, pour \$790,000.

Les plans, devis et cahier des charges (b) avaient été préparés dès le 31 juillet 1907 (c). Les architectes du gouvernement ont fait des sondages (d) lors de la préparation de ces plans de la prison, sur le terrain qui devait en recevoir les assises. Au reste, c'eût été un crime pour des architectes d'en agir autrement, car on ne bâtit pas de nos jours un édifice d'une certaine conséquence sans faire au préalable des sondages nombreux et méticuleux. Si, cependant, nous n'avions pas l'aveu des architectes, nous aurions eu au moins la ferme conviction, via leur expérience et leur sagesse, qu'ils ont dû, en fait, faire les sondages que l'importance de la construction de Bordeaux exigeait.

Les architectes et le gouvernement savaient donc, d'une manière positive (c'était dans tous les cas leur devoir de le savoir), que la base du terrain sur lequel on devait construire la prison nouvelle était du sable mouvant. Ces conditions et ces faits étant posés, il est intéressant de savoir et d'apprendre si tous les entrepreneurs soumissionnaires ont été mis au courant de la nature du sol où devait être construite la prison avant de soumissionner.

Si les entrepreneurs soumissionnaires l'ont appris, je ne crois pas que ce soit par les plans, devis et cahier des charges. À tout événement, on peut affirmer sans crainte que le gouvernement, par son

cahier des charges, par ses plans et devis, a laissé la porte ouverte d'avance aux travaux additionnels ou extras que l'on sait maintenant, et ce, de propos délibéré, en insérant dans le contrat qui a été passé avec l'entrepreneur une clause dite *prix par unité*.

À tout événement, il est important de ne pas oublier que des travaux additionnels de fondation ont été faits par J.-B. Pauzé dès avant le 5 avril 1909, date à laquelle le deuxième contrat a été passé devant Me Arthur Ecrément, N. P. (e). Voir à ce sujet ce qui suit aux pages 283 et 284 du fascicule 67; pages 285 et 295 du fascicule 67; pages 301 à 306 du fascicule 67; page 9 du fascicule 78. L'on verra plus loin le montant des quelques items extras.

Deuxième contrat:

Le deuxième contrat de la prison de Bordeaux a été adjugé à J.-B. Pauzé. Ce contrat a été signé le 5 avril 1909 (f), pour \$810,000, devant A. Ecrément, N. P. C'était quelques jours seulement après avoir fait, en vertu du premier contrat, les travaux additionnels de fondation occasionnés par le fait que l'entrepreneur n'avait pu asseoir les bases de ses fondations sur le roc qu'il ne pouvait atteindre qu'à 23 pieds environ. Cahier des charges, plans et devis ne stipulent pas la profondeur.

On s'imaginera, je suppose, que le gouvernement, sage et averti, qui connaissait alors si bien la nature du sol et ce sable mouvant pour l'avoir appris par toute une correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés (g), on s'imaginera, dis-je, que le gouvernement a dû se reprendre et déclarer, dans les plans, devis et cahier des charges préparés pour ce second contrat pour lequel des soumissions ont été demandées, qu'il a dû prévenir les soumissionnaires qu'on ne pouvait atteindre le roc qu'à 23 pieds.

Apparemment, cet avertissement n'a pas été donné aux soumissionnaires qui auraient dû l'être, je présume, à l'avantage du Trésor de la province et de son propre trésor. On a de nouveau laissé la porte ouverte à ces travaux additionnels et on a de nouveau inséré la clause *prix par unité*. (Plus loin se trouvent certains items occasionnés par cette soumission)

Troisième contrat:

Le troisième contrat de la prison de Bordeaux (sans compter les petits contrats) a été adjugé à Pauzé, à qui H. Beauregard a plus tard succédé. Ce contrat a été signé le 4 septembre 1911, pour \$884,722.30, devant C.-E. Taschereau, de Québec, N. P. (Voir page 19, fascicule 78)

À l'occasion de ce contrat, on semble de nouveau avoir omis de signaler aux soumissionnaires le sable mouvant, de sorte que le prix par unité a été de nouveau inséré dans le contrat et a dû être une belle source de revenus pour l'entrepreneur. Il n'y avait aucune justification pour cacher ce détail, étant donné toute la correspondance dont il est question ci-dessus et à laquelle il est référé plus en détail au cours des notes ci-dessus, sans compter en outre, également, une lettre du 6 juillet 1909 que l'on trouve à la page 282 du fascicule 67.

Résultat

1. Il est démontré par les déclarations solennelles que nous avons en notre possession que certaines bâtisses travaillent.

Ceci est probablement dû au fait que ces bâtisses-là ont été assises sur des fondations qui auraient été faites avant que l'entrepreneur eût réalisé que le roc était à la profondeur dont on vient de parler; ou bien encore il n'aurait pas assis ces fondations sur le roc, mais sur de la glaise et du sable, croyant avoir atteint le roc. Du reste, je me demande si on pouvait reprocher à l'entrepreneur de ne pas être allé au roc.

2. De tout ceci, il résulte également que des travaux additionnels ont été faits pour asseoir les fondations des murs et des bâtisses; voir à ce sujet, ci-dessous, un état très incomplet dans lequel ne sont pas compris les travaux additionnels qui ont peut-être été faits en rapport avec les ailes B, C, D. (Voir le tableau ci-dessous)

Relevé de certains travaux additionnels

<i>Date</i>	<i>Nature des travaux</i>	<i>Montant</i>	<i>Page</i>	<i>Fascicule</i>
5 novembre 1908	Fondation de la prison	16,772.75	153	67
29 mars 1909	Assise piliers aile A.....	5,412.92	284	67
8 juillet 1909	Assise piliers aile E.....	5,431.89	290	67
8 juillet 1909	Assise des piliers bâtiment central	14,156.52	291	67
2 novembre 1910	Assise piliers aile F.....	23,843.01	306	67
	Divers	1,964.63	66	61
7 novembre 1913	Travaux additionnels en rapport avec citerne aseptique (champ d'épuration)	2,720.00	51	61
	Do - Déviation	620.00	59	61
7 novembre 1913	Bâtisse des services.....	5,127.00 (?)	52-64	61
	Assise piliers aile C.....	?		
	Assise piliers aile B.....	?		
	Assise piliers aile D.....	?		
	Filtre	?	107	61
7 novembre 1915	Bâtisse du corps de garde.....	?	60	61
	Fondations tour d'eau.....	639.75	56	61
	Drainage pour égoutter.....	2,501.35	56	61

Références aux renvois ci-dessus

	Page 151, fascicule 67. Lettre du 3 octobre 1908.
a. Page 112, fascicule 67.	Page 283, fascicule 67. Lettre du 29 mars 1909.
b. Page 17 et suiv., fascicule 67.	
c. Page 98, fascicule 67.	
d. Lettre du 2 octobre 1908. Page 151, fascicule 67.	Prison de Bordeaux
f. Page 271, fascicule 61.	Résumé des trois contrats:
Page 268, fascicule 67.	
g. Page 141, fascicule 67. Lettre du 18 juillet 1908.	112 de 67 (1) 16 septembre 1907: \$790,000. (Voir souscription)
Page 143, fascicule 67. Lettre du 28 juillet 1908.	(4 septembre 23 de 67 1A et F et bâtisse centrale.)

271 de 67 (2) 5 avril 1909: \$810,000 (détails page 271, fascicule 67)

(3) 4 septembre 1911: \$884,722.30 (page 39, fascicule 78)

Total: \$2,484,722.30

Gaspillage dans l'administration

Ce que déclare A:

51. Le geôlier de la prison, M. Landriault, s'est acheté, sur le bord de la rivière des Prairies, à environ un mille de la prison, une résidence privée qu'il a améliorée. Entre autres choses, il a amélioré son terrain sur le bord de l'eau, et la pierre dont il a eu besoin pour faire des remparts sur le bord de la rivière a été prise sur le terrain de la prison. Était-ce de la pierre venant des anciennes clôtures de chaînes de roches des anciens cultivateurs ou de la pierre de la maison qui se trouvait en cet endroit? Je ne puis le dire.

52. Cette pierre a été transportée par les prisonniers, sous la direction des officiers et dans des voitures appartenant au gouvernement et traînées par des chevaux appartenant aussi au gouvernement.

53. Les officiers qui ont eu la direction de ces travaux et transports sont MM. Perron et Dansereau qui sont encore gardes à la prison.

54. Ce sont aussi les prisonniers, sous la garde des officiers de la prison, qui ont fait les améliorations à l'intérieur de la maison et sur le terrain de la résidence de M. Landriault.

55. J'ai vu transporter des "fittings" de la prison de Bordeaux et je suis sous l'impression qu'on allait les porter à la résidence du geôlier. Je voyais partir les voitures et les hommes qui transportaient ces "fittings"; je les voyais revenir puis repartir avec d'autres tuyaux que les hommes transportaient quelquefois sur leur dos, après les avoir fait couper et filer dans la machine shop de la prison.

56. Le geôlier se sert à toutes heures des chevaux de la prison. C'est un garde, le sergent Choquette, qui lui sert de cocher de nuit. Le jour, il prend Perron ou d'autres, et on m'a signalé à plusieurs reprises que les chevaux étaient arrivés blancs d'écume, le matin. D'où venaient-ils et qui avaient-ils conduit? Seul Choquette, je crois, pourrait le dire.

57. Le geôlier a aussi une automobile. Ce qui me fait dire que cette voiture appartient au geôlier, c'est qu'il l'a annoncée en vente, dans les journaux, l'an dernier. Il avait une Ford qu'il a vendue. Il possède maintenant une Studebaker et

c'est cette dernière qu'il a annoncée en vente. Il a encore cette voiture et il s'en sert, mais avec la gazoline et l'huile de la prison.

58. Le geôlier a fait "overhauled" son automobile à la machine shop de la prison durant le mois de décembre dernier.

59. Le chauffeur du geôlier est le garde Desnoyers qui ne fait rien d'autre que de promener le geôlier, sa famille et ses amis.

60. En outre des deux officiers de la prison qui sont au service personnel du geôlier et dont je viens de parler, le cocher et le chauffeur, il a à son service un autre officier qui s'occupe de sa résidence privée et souvent François Lamontagne va l'aider.

61. Il arrive que les prisonniers vont donner leur concours au garde pour l'entretien ou le bon maintien de la résidence du geôlier. Il y a au moins un prisonnier qui y va tous les jours, et il est arrivé que plus d'un sont allés pour entretenir le jardin, la cour, pour faire le balayage, etc.

62. Sur le terrain de la prison, des arbres ont été abattus, sur les ordres du geôlier, par des prisonniers, débités en bois de poêle et donnés à certains officiers de la prison. Il y en a qui ont du bois pour deux ou trois ans.

64. De mes confrères de la prison m'ont affirmé, il y a quelque temps, qu'il était entré à la prison 13 chars de farine préparée, durant le cours de l'hiver. Ce sont les prisonniers qui transportaient cette farine de la "siding" à la prison.

65. Cette farine a été entassée dans les greniers à foin, dans les caves à charbon, dans les hangars, enfin un peu partout, et cette farine est maintenant exposée aux rats qui ont commencé à s'en régaler, d'après ce qu'on m'a dit. Je dois ajouter que j'ai vu moi-même entrer à la prison plusieurs voyages de farine durant l'hiver.

Ce que déclare B:

20. Le geôlier, M. Landriault, fait faire les réparations de son automobile, et, moi-même, j'ai travaillé à ces réparations.

21. Il a, comme chauffeur de l'auto, un garde de la prison pour promener le geôlier, sa famille et ses amis.

23. M. Landriault ne manque pas de lancer des jurons à la tête des officiers qui sont à son service.

24. Il ne porte jamais son costume, M. le geôlier, excepté les grands jours de fête: nous le voyons dans son uniforme. Il a dans son office, comme commis, un Anglais dont j'ignore le nom, qui travaillait avant pour le contrôleur général de la

prison au pic et à la pelle, c'est-à-dire comme journalier. M. Landriault en a fait un commis d'office, il est l'assistant de M. David, tandis qu'il y avait parmi nous des gardes, des hommes ayant fait leur cours d'études et même professeurs de collèges pendant nombre d'années, très bien qualifiés pour remplir cette position.

25. Le geôlier est un lutteur. Je me rappelle bien qu'un jour il fit mettre les gardes en rangs puis, se montrant devant eux, il demanda au garde Samuel Vallée de venir se mesurer avec lui. M. Vallée, étant indisposé ce matin-là, a refusé de se mesurer avec M. Landriault.

26. Pour ce refus, M. Samuel Vallée a été suspendu pour refus d'obéissance à l'ordre de son supérieur. Il a été suspendu durant près d'un mois, je crois, et a perdu son salaire.

27. Il y a certains gardes qui sont préférés. Il y en a qui prennent de la boisson enivrante, ce qui scandalise les détenus. Il y en a d'autres qui occupent des occupations plus encourageantes que d'autres.

Ce que déclare F:

20. Le geôlier se sert des chevaux de la prison pour se promener le soir, et le garde Choquette est spécialement son cocher; il ne fait que cela, sortir M. Landriault. Mais aussi, ce garde, je l'ai vu moi-même se servir de ces chevaux pour son propre usage.

21. M. Landriault a une automobile et c'est le garde Desnoyers qui est son chauffeur.

22. Les réparations pour l'auto se font à la prison, et l'huile, la gazoline, tout se prend à la prison.

23. Il y a tous les jours un garde et des détenus qui vont faire le travail manuel à la résidence privée de M. Landriault.

24. Les arbres qui ont été abattus sur la ferme de la prison et débités en bois de poêle, je sais bien où il est allé, ce bois, c'est le garde qui l'a charroyé à sa résidence avec mon cheval Boxeur.

25. Il y a beaucoup de sacs de farine entassés dans le grenier à foin et dans la cave à charbon, et je vous assure que les rats sont gras.

Comme administrateur, M. Landriault me paraît bien nul. Il n'est jamais à la prison, il est toujours parti en automobile, à ma connaissance. C'est un grossier et un mal éduqué.

Ce que déclare E:

9. Le geôlier, M. Landriault, sort très souvent la nuit avec des chevaux appartenant au gouvernement

et a comme cocher le garde Choquette qui est constamment attaché à son service. Le jour, c'est le garde Perron qui lui sert de cocher (ou autres gardes).

10. Toutes les réparations de son automobile se font à la machine shop de la prison, et c'est le garde Desnoyers qui lui sert de chauffeur.

14. Comme administrateur, je considère que M. Landriault est incapable de remplir cette charge.

Ce que déclare G:

14. Le geôlier, M. Landriault, a une automobile, et les réparations dont elle a besoin sont faites à la prison.

15. Comme administrateur, M. Landriault n'est jamais à son devoir. M. Landriault est toujours en auto, en compagnie du garde Desnoyers comme chauffeur.

M. Bérubé (Témiscouata) propose en amendement:

"Que cette Chambre ordonne la convocation immédiate du comité des comptes publics, avec instruction audit comité de prendre connaissance des déclarations et documents ci-dessus mentionnés et avec pouvoir de requérir toutes personnes, papiers, documents, mémoires, plans et devis se rattachant à la construction et à l'administration de la prison de Bordeaux, d'examiner des témoins sous serment ou sous affirmation au sujet de telle construction et administration;

"Et que le comité fasse rapport au complet de la preuve recueillie et du résultat de ses recherches."

Il propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bernier), que le débat soit ajourné.

Cette proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 14 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 8 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Contributions des municipalités
pour fins patriotiques,
nationales ou scolaires**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 180 pour autoriser les municipalités à contribuer de leurs deniers pour des fins patriotiques, nationales ou scolaires.

M. Galipeault (Bellechasse) explique les amendements qui ont été apportés à son bill par le Conseil législatif. Ces amendements proclament que seules les commissions scolaires seront autorisées à souscrire à ce fonds de secours et que les municipalités en seront exemptées parce que, étant composées souvent de représentants des deux races, une telle disposition pourrait froisser les sentiments et les opinions de la minorité dans cette province.

Il dit que ce bill n'est pas de nature politique et qu'il s'agit d'un bill sérieux.

Je regrette l'amendement que le Conseil législatif a fait subir au projet de loi que j'avais eu l'honneur de présenter à la Chambre. Lorsque je l'ai préparé, j'en ai sondé les conséquences et prévu la portée, et cette Chambre en mesure elle-même soigneusement l'étendue avant de l'accepter. Ce projet de loi me vaudra peut-être un jour l'honneur d'être appelé devant le tribunal inquisiteur du Club de la Gamison, dont la jurisprudence va jusqu'à étudier et critiquer la conduite politique de ses membres, ce qui n'est pas une grande preuve de largeur d'esprit. Mais je dois déclarer qu'il ne contenait aucun principe pernicieux, comme on a voulu le croire en certains endroits. Il permettait tout simplement aux municipalités d'aider de leur argent les associations patriotiques, nationales ou scolaires.

Les minorités des municipalités ne pouvaient pas être lésées par suite de cette loi, parce que, dans cette province, les minorités n'ont jamais eu, en aucune occasion, à se plaindre de la violation de leurs droits. Je regrette donc que le Conseil législatif ait apporté cet amendement, mais, de peur que le bill ne reste entre les deux Chambres, je ne demanderai pas aux députés de rejeter l'amendement et j'accepte celui-ci.

Toutefois, puisque la législature sera prorogée dans quelques jours, il ne demande pas à la Chambre de voter contre les amendements, et il les accepte.

M. l'Orateur: Adopté.

M. Lavergne (Montmagny) n'ajoutera qu'un mot, dit-il, aux judicieuses paroles du député de Bellechasse (M. Galipeault). Ce n'est pas sans hésitation qu'il donne son consentement à l'amendement apporté à la loi par le Conseil législatif. D'abord, le principe du bill n'était pas nouveau. Il a été introduit dans nos lois l'année dernière, quand on a autorisé les municipalités à voter des fonds pour le Fonds patriotique et autres œuvres de guerre. De plus, le principe du bill lui-même a été voté par la Chambre presque à l'unanimité.

On lui a représenté que la tolérance était portée à la hauteur d'un dogme sacré dans la province de Québec, que les minorités pourraient être lésées en voyant une partie de leurs deniers s'en aller au soutien d'une cause qu'elles n'approuvent pas, et, s'il a donné ce consentement qu'on lui réclamait, il l'a fait pour qu'il ne fût pas dit que dans cette province, la seule qui ait respecté dans toute son intégrité le pacte de la Confédération, on a manqué, même en pensée, au respect des minorités.

Que la minorité y regarde à deux fois avant de froisser des droits acquis. Il accepte aussi l'amendement pour que les Anglais de cette province, vaincus par notre générosité, les Anglais larges d'esprit comme le député de Shefford (M. Bullock) qui, l'année dernière, s'est élevé contre le traitement réservé aux Canadiens français en Ontario, et le trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell) s'en aillent dans la province voisine revendiquer auprès de leurs frères anglais les droits des nôtres. Il l'a fait encore parce que nous sommes une race trop haute pour prendre l'argent que nos compatriotes anglais pourraient avoir objection à donner à la cause de l'Ontario, puisqu'ils ne veulent pas comprendre que c'est leur cause à eux autant que la nôtre.

Je m'adresse, ce soir, à mes compatriotes anglais de cette province et de cette Chambre. Si la minorité dans cette province ne dit pas aux Anglais des autres provinces à quel point ils sont bien traités ici, ils manquent à leur devoir moral. La minorité anglaise de notre province ne semble pas comprendre, en effet, le rôle glorieux qu'elle doit jouer dans la crise tellement sérieuse que les bases mêmes de la Confédération en sont ébranlées et s'écrouleront pour peu que cela dure cinq ou 10 ans encore. On en est rendu à nous dire aujourd'hui que c'est à la générosité de l'Angleterre que nous devons de parler encore français aujourd'hui. C'est folie, c'est à nos pères, qui se sont établis le long des rives du Saint-Laurent, que nous le devons, de même que nous avons le devoir de transmettre notre langue à nos enfants.

Le député de Montmagny croit avoir subi assez d'injures pour avoir le droit de dire franchement sa pensée. Nous aurions le droit de forcer nos concitoyens anglais à contribuer, nos compatriotes anglais à restituer par la loi actuelle l'argent qu'on nous vole dans les autres provinces. C'est aux Canadiens anglais qu'il s'adresse, à ceux qui ne sont pas encore à se demander si leur patrie est le Canada ou l'Angleterre, mais qui sont canadiens avant tout. Il leur demande de nous traiter non comme des frères, si cela est au-dessus de leur générosité, mais au moins comme des associés dans cette grande compagnie à fonds spécial qu'est la Confédération. Il n'a jamais refusé d'admettre que les Anglais sont une race fière, mais ils n'admirent non plus que ceux qui se respectent.

L'orateur rappelle ici les Anglais qui ont combattu avec nous: Wolfred Nelson, à Saint-Charles, Baldwin, qui s'était associé à Lafontaine, autrefois rejeté comme traître, Sir John Macdonald et quelques autres comme MM. Mackenzie et Blake.

Cette race généreuse vit encore. Il en voit la preuve dans un article du *Citizen*, d'Ottawa, qui félicite les Canadiens de leur nationalité et se réjouit de les revoir se répandre dans l'Ontario. Il se réjouira sans doute assez de ces Anglais à l'esprit large pour avoir raison de l'ignorance des autres. Ce nombre est malheureusement trop petit à l'heure actuelle, c'est l'explication des difficultés d'Ontario.

Le député de Montmagny lit à ce sujet un article du *Saint John News*, de Saint-Jean, province de Québec, sous la signature de Bystander, où l'on va jusqu'à dire que les Anglais dans cette province ont à se plaindre de torts sérieux. Cet article affirme, entre autres choses, que les protestants sont floués par cette commission neutre.

S'il en est, dit-il, qu'on nous les fasse savoir et je m'engage, au nom de cette Chambre, à les redresser. S'il est vrai que la minorité a des doléances, dit-il, si c'est le cas, je m'engage, au nom de l'ensemble de la Chambre, à les prendre en considération dès la séance de ce soir. Mais cela n'est pas le cas.

S'il ne respectait cette Assemblée, il citerait ce vil calomniateur à la barre de la Chambre et lui demanderait de prouver ses dires. Cette race de vipères sera écrasée par la femme canadienne, comme la femme prédestinée a écrasé le serpent maudit. La loi actuelle, continue-t-il, n'a rien d'extraordinaire. Il dit que le fonds que l'on veut créer ne doit pas servir à des fins politiques. Le projet du député de Bellechasse n'est pas subversif. Il ne s'agit pas d'aller mener la guerre dans les autres provinces. Il s'agit uniquement de faire un fonds pour

payer des hommes, dont quelques-uns portent l'habit religieux, et des femmes qui n'ont pas touché de traitement depuis 18 mois. Il s'agit de faire un fonds pour rembourser aux spoliés l'argent que l'Ontario, comme les autres provinces l'ont fait, veut mettre dans sa poche. Il s'agit aussi de permettre à nos compatriotes ontariens de porter leur cause d'appel en appel, jusqu'à ce que justice leur soit rendue, jusqu'aux pieds du roi George V.

On a dit: Mélon-nous de nos affaires. Mais n'est-ce pas l'affaire de la province de Québec que de défendre ses enfants partout où ils sont persécutés? On dit aussi: Cette loi était inconstitutionnelle parce que les provinces sont souveraines en matière d'éducation. Cela est vrai, mais les provinces ne peuvent en aucun cas avoir le droit d'adopter des lois contre l'esprit de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Celui-ci nous conservait tous nos droits et les écoles séparées existantes en Ontario avant 1867.

Nous, Canadiens français, sommes chez nous au Canada, de l'Atlantique au Pacifique, et nous demeurerons ici dans le respect des droits qui nous ont été reconnus. S'il n'y a pas de place pour nous ici, il n'y en a pour personne d'autre.

Demain, sans doute, dit le député de Montmagny, on m'accusera encore d'être un traître et un rebelle. Il doit y avoir une loi pour me condamner. Qu'on ose me l'appliquer. En attendant, je continuerai, en ma qualité de sujet britannique, et de sujet britannique loyal autant que le nouveau baron qui dit aujourd'hui ce que je disais il y a plusieurs mois, autant que les patriotes chevaliers de l'Empire qui criaient au recrutement, qui crient plus fort encore maintenant parce qu'on touche à leur bourse, je continuerai, dis-je, de parler comme je l'entends.

Il dit que l'enseignement de l'allemand est permis dans les écoles de l'Ontario, là où le français, la langue parlée par les hommes qui combattent à Verdun pour la sauvegarde de l'Empire britannique, est interdit. Il donnera sa démission si on lui prouve que cela n'est pas vrai.

J'accepte l'amendement, en espérant que la minorité de cette province saura tirer profit de cette leçon de générosité et que ses membres iront dans les autres provinces pour promouvoir le respect des droits. Si cette démarche n'est pas entreprise et si la minorité anglaise ne comprend pas son rôle, la majorité française fera son devoir l'an prochain et verra à ce que soient maintenues les écoles canadiennes-françaises dans les autres provinces.

Puisque l'on a voulu amender le projet de loi de telle sorte que l'on exempte les municipalités d'apporter ce secours à nos frères, j'accepte les amendements pour les raisons que je viens de donner.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) déclare qu'il approuvera les amendements qui sont soumis à la Chambre.

Nous sommes appelés à concourir dans les amendements du Conseil législatif au bill de l'Assemblée 180 pour autoriser les municipalités à contribuer de leurs deniers pour des fins patriotiques, nationales ou scolaires. Ce bill, tel que passé par cette Chambre, autorisait toute municipalité constituée en corporation, en vertu d'une loi générale ou par une loi spéciale, à contribuer à même les deniers de la municipalité non autrement affectés et jusqu'à concurrence de 5% de son revenu brut, par résolution du conseil ou de la commission scolaire, selon le cas, aux fonds des corporations ou des personnes souscrits par le public pour des fins patriotiques, nationales ou scolaires, et ce, dans les limites de la province ou ailleurs.

Lors de la troisième lecture de ce bill, le mercredi 23 février 1916, j'ai voté contre sa troisième lecture avec quelques-uns de mes collègues parce que j'ai cru qu'il pourrait occasionner des dissensions regrettables dans nos municipalités, et je n'ai point changé d'opinion. Depuis cette date, le bill s'est rendu au Conseil législatif. Il nous revient maintenant sous une autre forme, le titre même en est changé. Il se lit maintenant "Loi pour autoriser les commissions scolaires à contribuer de leurs deniers pour des fins patriotiques, nationales et scolaires". Le mot "municipalités" est retranché et remplacé par les mots "commissions scolaires", et, partout dans le bill où ce mot "municipalités" apparaissait, il est biffé, de sorte que le bill qui nous revient du Conseil n'autorise que les commissions scolaires à faire les souscriptions mentionnées dans le bill. Inutile de dire que ces amendements changent le sens et la signification de ce bill.

D'après notre système scolaire dans la province, nos commissions sont divisées d'après la religion de la majorité de ceux qui les forment et chacune de ces commissions est composée exclusivement de contribuables partageant la même croyance religieuse. Dans de semblables circonstances, il ne saurait y avoir d'objection à ce que les individus d'une même croyance religieuse prennent des fonds prélevés dans un but commun pour aider leurs coreligionnaires à défendre les mêmes fins religieuses ou nationales.

Dois-je répéter, M. l'Orateur, ce que j'ai déclaré lors de la discussion de ce bill, que mes sympathies les plus profondes sont avec mes compatriotes de l'Ontario, comme ceux du Manitoba, dans la lutte qu'ils ont entreprise pour faire respecter les droits non seulement garantis par les lois politiques, mais qui découlent de la nature même et qui d'ailleurs sont généralement admises dans toutes les parties de l'Empire britannique?

D'un autre côté, le moyen de faire respecter ses propres droits, c'est de ne pas permettre à l'adversaire de nous reprocher des lois injustes. Pour ma part, j'ai assez confiance dans la constitution de notre pays et au fair-play britannique pour être assuré que, dans toute cette Confédération, les droits nationaux de ceux qui l'ont fondée et qui la développent seront sauvegardés.

Les amendements sont adoptés à l'unanimité et le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion proposée, ce jour: Que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. l'Orateur signale à la Chambre que cette motion d'amendement lui paraît irrégulière. Selon l'article 145 du règlement, l'amendement contient des irrégularités dans sa forme parce qu'il contient des affirmations libelleuses.

M. Bérubé (Témiscouata) proteste contre cette façon de juger.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) dit que le premier ministre (l'honorable M. Gouin) ne voulait pas que les affidavits fussent imprimés dans les *Procès-verbaux* de la Chambre et que, désirant proroger les Chambres au plus vite, il avait pris le parti d'empêcher les députés de la gauche de parler. Le gouvernement a peur d'une enquête et il nous bâillonne, mais ce n'est pas le moyen d'avancer les choses.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): M. l'Orateur, le chef de l'opposition (M. Cousineau) prétend que nous avons peur de voir la lumière d'une enquête éclairer l'entreprise de la prison de Bordeaux. Cette prétention est absolument fausse. Le gouvernement est prêt à accorder toutes les enquêtes qu'on voudra, pourvu qu'elles soient demandées de la manière régulière.

Le député de Témiscouata a proposé une motion que vous avez déclarée hors d'ordre. Telle a été votre décision et il est de l'intérêt de tous les députés que nous respections les règles de cette Chambre.

Personnellement, je n'ai aucune objection à ce que la motion soit inscrite dans les *Procès-verbaux* de la Chambre, c'est à vous de donner la décision finale. Nous n'avons pas peur des enquêtes et nous accorderons toutes celles qu'on nous demandera. Nous ne sommes pas non plus pressés de finir. Nous resterons ici 15 jours ou un mois, tant que le chef de l'opposition le désirera, parce qu'il est de notre devoir de le faire. Si le député de Témiscouata veut que sa motion soit considérée, qu'il la corrige et qu'il la présente d'une manière régulière; il n'appartient pas au gouvernement de l'amender.

Je répète que je n'ai aucune objection à ce que la motion et les affidavits soient imprimés dans les *Procès-verbaux* de la Chambre. Le chef de l'opposition peut ramasser tout ce qu'il y a de venimeux de son côté et me le jeter à la face; il peut me demander ensuite la permission de le publier, je ne ferai jamais d'objection. Mais, dans le cas présent, c'est votre décision, M. le Président, qui a fait cette motion hors d'ordre, et je n'y puis rien.

M. l'Orateur: L'amendement proposé est irrégulier pour les raisons suivantes:

1. L'article 162 du règlement dit: "Tout amendement doit être rédigé de façon que la motion sur laquelle il est proposé reste intelligible, s'il est adopté." Or, si l'amendement proposé était adopté, la motion principale amendée serait inintelligible. Elle se lirait comme suit: "Que je, Léo Bérubé, député du district électoral de Témiscouata dans la province de Québec, déclare, etc., et je demande, etc." D'après Cushing (no 797), toute motion doit proposer à l'Assemblée de faire une chose, d'ordonner l'accomplissement d'une chose, ou d'exprimer une opinion sur quelque sujet. La motion principale, si elle était amendée, proposerait "Que je, Léo Bérubé, etc., déclare, etc., et je demande, etc.", mais ne proposerait pas de faire une chose, d'ordonner l'accomplissement d'une chose, ni d'exprimer une opinion. Évidemment, l'honorable député de Témiscouata a voulu faire une déclaration, mais une déclaration personnelle ne se fait pas sous forme de motion.

2. L'amendement est, de plus, irrégulier parce qu'il tient du discours et du pamphlet. De fait, cet amendement contient une déclaration de l'honorable

député de Témiscouata ainsi que des déclarations dites solennelles de cinq personnes, et couvre 37 pages de texte clavigraphié sur papier écolier. (cf. règlement annoté de l'Ass. lég., notes 1 et 2, sous art. 140)

3. L'honorable député de Témiscouata, dans son amendement, demande de donner certaines instructions au comité des comptes publics. Or, on ne peut, sur la motion pour formation du comité des subsides, proposer de pareilles instructions sans avis préalable. "Un avis est requis, dit May, p. 482 et 483, non seulement pour une instruction, mais pour des amendements à une instruction qui, si on y consentait, élargiraient la portée de l'instruction ou en feraient une nouvelle proposition." (Réf. Manuel de procédure de la Chambre des communes, no 175)

En conséquence, me prévalant de l'article 145 du règlement, je refuse de mettre en délibération l'amendement de l'honorable député de Témiscouata.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Avec beaucoup de respect, M. l'Orateur, j'en appelle de votre décision.

M. l'Orateur: La Chambre veut-elle appuyer cette décision?

Et appel de la décision de M. l'Orateur ayant été fait, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Allard, Bissonnet, Bugeaud, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Décarie, Delisle, Demers, Dorris, Finnie, Fortier, Francoeur, Galipeault, Godbout, Gosselin, Gouin, Grégoire, Lavergne, Leclerc, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mayrand, Mercier, Mitchell, Ouellette, Péloquin, Phaneuf, Pilon, Reed, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Robillard, Séguin, Stein, Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Therrien, Tourigny, Trahan, Turcot, 43.

Contre: MM. Bérubé, Cousineau, D'Auteuil, Gadoury, Gault, Labissonnière, Morin, Sauvé, Slater, Sylvestre, 10.

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

L'honorable M Mitchell (Richmond) propose de nouveau que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) proteste contre ce procédé brutal du gouvernement pour bâillonner l'opposition avec sa majorité. On ne bâillonnera pas ainsi l'opinion publique. L'opposition est peu nombreuse, nous ne sommes qu'une quinzaine de ce côté de la Chambre; de l'autre côté, nous comptons plus de 60 députés. Mais l'opinion publique est là. Ce n'est pas en vain que l'on nous prodigue cette injure de ne pas vouloir même entendre notre voix. Qu'on n'aille pas croire, cependant, que c'est avec une majorité de quelque 40 députés que l'on entrave la justice. La majorité a prétendu que nous n'avions pas le droit de dénoncer les vols et les brigandages qui se commettent. Elle n'a pas voulu que l'on insère dans les *Procès-verbaux* de cette Chambre les allégations assermentées que nous avons produites, mais nous en appelons à l'opinion publique et l'on verra que 50 à 60 hommes, ce n'est, en somme, pas grand-chose dans la balance de la justice.

M. Grégoire (Frontenac) proteste contre cet abus, de la part du chef de l'opposition (M. Cousineau), de la bonne volonté de la Chambre.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Trois millions et demi de dollars ont été dépensés pour cette prison, déclare le chef de l'opposition, dont plus d'un million ont été volés. Le jour viendra où le premier ministre sera tenu de respecter l'opinion publique et où le gouvernement devra relâcher son emprise. Le premier ministre craint que ces affidavits soient imprimés dans les *Procès-verbaux* parce qu'ils pourraient révéler certaines choses, notamment l'argent qui fut dilapidé au profit des amis du gouvernement et des amis du premier ministre.

Le premier ministre craint d'étouffer ces affidavits au vu et au su de tous, cet après-midi, et il attend à ce soir pour s'exécuter.

Il poursuit en prédisant que la session ne serait pas prorogée aussi tôt qu'on le croyait, puisque d'autres éléments pourraient être relevés. Si le premier ministre possède déjà son billet pour se rendre à une certaine station balnéaire, il est susceptible de le perdre, puisque ce genre de billet n'est valide que pour un mois. Le gouvernement a peur de quelques membres de l'opposition et se sert de son gros bâton. Il dit craindre de scandaliser les membres du gouvernement, à en juger par leur expression. Le gouvernement est disposé à aider les minorités dans les autres provinces, mais refuse, dans

le premier tribunal de la province, d'enquêter sur des dépenses illégales et désastreuses totalisant des millions de dollars. Il compare le gouvernement à des gens qui font vibrer la corde du patriotisme comme une bande d'hypocrites.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) tient à rectifier certains avancés du chef de l'opposition (M. Cousineau). Je veux qu'il soit bien compris, dit-il, que nous ne craignons aucunement de permettre à la Chambre de savoir ce qui en est au sujet de la prison de Bordeaux.

Si le chef de l'opposition tient à parler toute la nuit jusqu'à demain et à demeurer ici pendant deux semaines, c'est son droit. Il est de notre devoir de rester.

Tout ce que nous demandons, c'est que les choses se passent régulièrement. La motion a été déclarée hors d'ordre parce que les règles de la Chambre l'exigeaient. Le gouvernement veut laisser à l'opposition tout le temps dont elle a besoin pour se renseigner exactement. Il n'est pas pressé pour terminer la session, contrairement à ce que prétendent ces messieurs de la gauche, et, s'il faut rester ici encore trois semaines ou un mois, il y restera.

Il nie qu'il ait l'intention de partir, la prorogation faite, pour aller faire un voyage de repos.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) annonce alors qu'il aura plusieurs motions, comme celle qui a été déclarée hors d'ordre, à proposer. Nous avons jugé, dit-il, cinq ou sept d'entre nous, que ces motions sont dans l'ordre. Pourquoi nous dit-on ici le contraire? Si le gouvernement veut donner immédiatement la permission d'imprimer la motion du député de Témiscouata dans les *Procès-verbaux* de la Chambre, nous allons consentir à ajourner immédiatement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dit que le gouvernement ne tombait pas de sommeil et qu'il ne demandait pas à quitter la Chambre. Il rappelle au chef de l'opposition que le meilleur moyen de faire inscrire la motion dans les *Procès-verbaux*, c'était de la rendre régulière. Il ne désire pas ajourner la séance.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) continue de citer certains des affidavits et, pendant un moment, il semble sur le point d'en lire un de 30 ou 40 pages. Ces affidavits émanent d'anciens employés de la prison.

Il y a deux aspects dans cette entreprise: la construction et l'administration. Il est patent que les entrepreneurs et les architectes n'ont pas suivi les contrats. On a carotté sur toute la ligne. Les travaux ont été mal faits. M. Beauregard, le contracteur, en avait la charge et il était l'homme du gouvernement. Nous voulons savoir quels sont les véritables entrepreneurs de cette construction. Il n'est donc pas surprenant alors que, dans de telles circonstances, on ait gaspillé des millions. Nous produisons des déclarations assermentées sur tous ces allégués, sur tout ce que nous avançons et, par un tour de passe-passe quelconque, on nous la fait refuser par la majorité de la Chambre. On a eu peur de l'enquête. On a dit: La session est finie. Oui, les bills privés sont finis et, pour le gouvernement, la session est finie. Quand on a fini de "schemer" sur les municipalités, on dit: Fermons boutique maintenant, la session est finie.

On nous demande maintenant de voter de l'argent. Mais pourquoi? Le gouvernement entend dépenser à sa façon. Pourquoi alors voter des sommes qui seront gaspillées comme elles l'ont été dans cette affaire de la prison de Bordeaux?

Une voix fait remarquer au chef de l'opposition (M. Cousineau) qu'il a encore une heure à lui avant une heure après minuit.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) dit qu'il parle parce que cela faisait l'affaire de l'opposition, parce que l'on avait refusé, sous de futiles prétextes, à un député le droit de demander une enquête quand il apportait des accusations formelles et assermentées. Je parle, dit-il encore, pour dénoncer ce scandale de la prison de Bordeaux et pour dénoncer aussi d'autres scandales, celui de la justice, par exemple, du palais de justice où se trouve le shérif dont il est aussi question dans ces affidavits. C'est lui qui est gardien de la prison de Bordeaux. Des documents ont été volés récemment. Nous en avons heureusement des copies, et ils sortiront en temps et lieu.

J'irai plus loin, dit-il, on ouvre les livres de paie des gardes dans les bureaux du geôlier et, pour des prétextes futiles, on retient des journées de salaire. Où va cet argent retenu? Dans les bureaux mêmes du shérif, on carotte même sur les habits des gardes. De plus, dit encore le chef de l'opposition, actuellement des hommes importants de cette province sont sous le coup d'accusations de chantage. Au moment où ils vont être découverts, leurs dossiers disparaissent du palais de justice. Il serait donc temps que nous ayons des détails sur tout cela.

Nous, de l'opposition, on avait presque décidé de remettre toute cette affaire de la prison de Bordeaux à la prochaine session, mais ces documents nous sont tombés sous la main et nous avons cru de notre devoir de les soumettre sans plus tarder au gouvernement, qu'ils intéressent particulièrement. Je suis donc convaincu que le premier ministre, dont on connaît le bon sens, saura trouver une solution à la question et qu'il permettra que l'on vote sur cette motion. Quant à nous, nous n'avons qu'un seul but, c'est de contribuer à rendre plus sérieuse l'administration de certains départements. Cette année, nous avons décidé d'étudier à fond le budget du procureur général et de l'administration de la justice. Là plus qu'ailleurs, nous ne nous laisserons bâillonner.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-deux piastres et quarante et un centins soit ouvert à Sa Majesté pour loyers des palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la législature et des départements, achèvement de l'annexe des machines et du restaurant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée.

NOTES

1. Il s'agit plutôt de la statue de Dorchester, tel que spécifié dans le rapport du ministère des Travaux publics et du Travail, p. 2, en date du 1^{er} juillet 1914.

2. Selon *L'Événement*, les affidavits sont signés par les personnes suivantes: A. Louis-Philippe Vallée; B. Clovis Dame; C. Joseph Hébert; D. Louis Landry; E. Un garde encore à l'emploi de la prison de Bordeaux qui n'ose signer sa déclaration; H. Élie Gauthier; I. Un autre garde n'osant apposer sa signature, de crainte de perdre son emploi.

Première séance du mercredi 15 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Labissonnière (Champlain) propose en amendement, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Morin), que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que, par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36, sanctionnée le 14 mars 1907, la Législature a autorisé la construction d'une nouvelle prison pour le district de Montréal, ainsi que l'emprunt d'un montant n'excédant pas \$750,000 pour en payer le coût;

Attendu que, le 16 septembre 1907, le gouvernement a donné l'entreprise de certains travaux de ladite prison à M. J.-B. Pauzé & Cie, pour le prix de \$790,000;

Attendu que, le 11 mars 1908, l'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, a déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation de l'honorable M. LeBlanc, député de Laval, que les travaux de la nouvelle prison étaient commencés et que le coût de cette prison se monterait à environ \$1,000,000 (*Journaux de l'Assemblée législative*, 1908, p. 68);

Attendu que, le 5 avril 1909, le gouvernement a donné auxdits J.-B. Pauzé & Cie un deuxième contrat d'entreprise pour ladite prison, pour un prix additionnel de \$810,000;

Attendu que le même jour, 5 avril 1909, l'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, a déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation de M. Mousseau, député de Soulanges, qu'il prévoyait, d'après les contrats alors en cours d'exécution, que la nouvelle prison serait terminée en septembre 1910 (*Journaux de l'Assemblée législative*, 1909, p. 262);

Attendu que, par la loi 9 Édouard VII, chapitre 46, sanctionnée le 29 mai 1909, la Législature a autorisé un emprunt n'excédant pas

\$1,500,000 aux lieu et place de l'emprunt ci-dessus mentionné, pour payer le coût de ladite prison;

Attendu que cette dernière loi a été adoptée malgré l'opposition formelle des députés suivants, savoir: MM. Bernard, Bourassa, Cousineau, D'Auteuil, Gault, Giard, Lafontaine (Maskinongé), Lavergne, Patenaude, Pennington, Plante, Prévost, Sauvé, Sylvestre et Tellier (*Journaux de l'Assemblée législative*, 1909, p. 609, 610, 611);

Attendu que, le 8 février 1911, l'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, a déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation de M. Cousineau, député de Jacques-Cartier, que les travaux de construction de ladite prison seraient terminés en février 1912, et il a ajouté, quant au coût de la prison: "Le moment n'étant pas encore arrivé de pourvoir au mobilier et à l'aménagement intérieur de la prison, il n'est pas possible de dire combien coûtera toute l'entreprise une fois les travaux terminés." (*Journaux de l'Assemblée législative*, 1911, p. 169 et 170);

Attendu que, le 4 septembre 1911, le gouvernement a donné à M. Henri Beauregard un troisième contrat d'entreprise pour ladite prison, pour un prix additionnel de \$884,722.30;

Attendu que, le 1^{er} février 1912, l'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, a déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation de M. Cousineau, député de Jacques-Cartier, que ladite prison a déjà coûté \$2,161,539.20, qu'elle coûtera environ \$2,850,000 une fois complétée, et qu'elle sera terminée le 1^{er} août 1912 (*Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, 1912, p. 181);

Attendu que, le 1^{er} mars 1915, l'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, a déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation de M. Cousineau, député de Jacques-Cartier, que le coût de la nouvelle prison de Montréal, comprenant les contrats, la surveillance, la préparation des plans et le système d'aqueduc, est de \$3,587,395.50; que ladite bâtisse est complétée, le gouvernement ayant exécuté tous les travaux qu'il avait en vue (voir *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, 1^{er} mars 1915, page 287);

Attendu que, le 27 janvier 1916, l'honorable M. Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, a de nouveau déclaré officiellement devant cette Chambre, en réponse à une interpellation de M. Sauvé, député des Deux-Montagnes, que le coût de

ladite prison était, le 1^{er} mars 1915, de \$3,587,395.50, mais que, depuis cette époque, le gouvernement a payé les sommes suivantes:

\$ 6,052.83 Balance due aux architectes;
 \$16,936.31 Pour la construction de deux chars pour transporter les prisonniers de Montréal à Bordeaux, et d'une voie d'évitement près du Palais de Justice;
 \$12,500.00 Pour achat d'une maison pour le Gouverneur de la prison;
 \$ 8,198.26 Pour certains changements et travaux d'aménagement dans l'intérieur de la bâtisse.

Portant le coût total de ladite prison et de ses accessoires à la somme de \$3,631,082.90 (voir *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* du 27 janvier 1916, p. 88);

Attendu que les trois contrats ci-dessus mentionnés, du 16 septembre 1907 pour \$790,000, du 5 avril 1909 pour \$810,000, du 4 septembre 1911 pour \$884,722.30, font une somme totale de \$2,484,722.30;

Attendu que la différence entre cette dite somme de \$2,484,722.30 et celle de \$3,631,082.90 est de \$1,146,360.60 qui a été payé par la province sans soumissions, sans contrats réguliers et presque totalement à titre d'extras pour ladite prison de Bordeaux;

Attendu que les travaux de construction de ladite prison sont défectueux, mal faits, spécialement quant aux parties suivantes:

a) Le solage est défectueux. Dans les temps de dégel, l'eau s'introduit par le solage en béton, dans la cave, dans la cuisine, la boulangerie et tout le bas de la bâtisse centrale, et ce, depuis que la construction est faite. Il faut alors un grand nombre d'hommes pour éponger cette eau qui passe par torrents.

b) La couverture de ladite bâtisse est défectueuse. Un tiers de ladite couverture en ardoise, environ 100 pieds sur chaque aile et tout le tour de la bâtisse centrale, a été enlevé par le vent dans le cours de l'année dernière, 1915.

c) Barrage des cellules. Le système de barrage des cellules, qui est un système automatique, est défectueux. Ce barrage est censé se faire par une clef centrale et automatique, mais, vu le mauvais fonctionnement d'icelui, les gardes sont obligés de passer chaque cellule une par une à la main. Il y a toujours plusieurs hommes employés à réparer les serrures et le barrage des cellules, et le département a été obligé d'acheter de nouvelles serrures pour un fort montant.

d) Le mur extérieur est mal fait; à plusieurs endroits l'on peut passer une canne à travers ce dit mur.

e) Le mur d'enceinte intérieur n'a jamais été terminé ni poli.

f) Éclairage. Une grande partie des fixtures pour l'éclairage, achetées et payées par la province, ne servent à rien et sont amoncelées dans un endroit de ladite bâtisse où elles se détériorent complètement.

g) Le chauffage est également mal fait. On est souvent obligé de réparer ledit système de chauffage, de remplacer les tuyaux. Les cellules des prisonniers sont mal chauffées.

h) La plomberie est défectueuse. Les conduits se bouchent fréquemment, l'eau se répand sur les planchers. Depuis la construction de la prison, on a fait de grands changements à la plomberie, on y travaille à l'année, ce qui coûte beaucoup d'argent au gouvernement.

i) Enduits. Dans la partie centrale de la cuisine, le plafond a été, dans le cours de l'année 1915, renouvelé sur une superficie de 100 pieds au moins. On a dû remplacer les lattes métalliques et on a recouvert ce travail de tôle à patrons. Les enduits des plafonds et au-dessus des portes des cellules dans toutes les ailes qui sont ouvertes sont défectueux et ont dû être renouvelés.

j) Ventilation. Le système de ventilation dans les cellules est défectueux et il permet aux prisonniers de communiquer entre eux, de se parler d'une cellule à l'autre et même de se faire parvenir divers articles par ces tuyaux de ventilation.

k) Fenêtres des cellules. Le système des fenêtres a dû être changé et il y aurait un très grand nombre de châssis qui auraient été changés et remplacés par d'autres d'un autre genre. Ces fenêtres sont mal faites, mal posées, et le froid, le vent et la neige s'introduisent par ces fenêtres jusque dans les cellules des détenus.

l) Peinture. La peinture à l'intérieur de la bâtisse est mal faite. Elle s'enlève à beaucoup d'endroits et l'on est obligé d'employer des peintres fréquemment pour refaire cette peinture.

m) Murs de la bâtisse. Les murs de la bâtisse travaillent à beaucoup d'endroits. Il y a de nombreuses fissures dans ces murs.

Attendu que l'administration de ladite prison est également mal faite, qu'il s'y commet des abus graves, des vols, le tout au détriment de la province de Québec;

Attendu que, tant dans la construction que dans l'administration de ladite prison de Bordeaux, la

province de Québec a perdu des sommes considérables, et ce, à la connaissance du gouvernement de ladite province et des membres de ce gouvernement;

Attendu que les faits ci-dessus, se rapportant à la mauvaise construction et à la mauvaise administration de ladite prison de Bordeaux, sont établis par les déclarations solennelles suivantes...

L'honorable M. Gouin (Portneuf) fait remarquer que l'on a entendu déjà cette lecture et que l'on peut s'en dispenser aujourd'hui.

(Les affidavits suivants sont déposés, mais non lus devant la Chambre.)

Je, LOUIS-PHILIPPE VALLÉE, maître plombier et ingénieur mécanicien, demeurant au no 19 rue Bonaparte, dans la cité de Montréal, déclare solennellement:

Je suis issu d'une famille libérale en politique et, moi-même, j'ai toujours été, jusqu'à ce jour, libéral en politique.

Je n'ai jamais pris de boisson ni fumé ou fait d'autre usage de tabac, et je suis père de six enfants.

J'ai fait neuf années de service à l'ancienne prison de Montréal, au coin des rues Notre-Dame Est et Craig. Après ces neuf années, j'ai démissionné, vers le mois de juillet 1911, de mon plein gré et avec le consentement du shérif et du procureur général de la province de Québec, alors comme aujourd'hui, Sir Lomer Gouin.

Je voulais me mettre dans les affaires et tâcher de gagner ma vie et de me procurer plus d'aisance. J'ai parti alors un commerce de plombier que j'ai continué durant à peu près trois ans et demi.

Le commerce de plombier, comme le commerce en général, à cause de la guerre, et la construction ayant diminué, je me suis vu dans l'obligation d'abandonner mes affaires et de me trouver une place pour assurer ma vie et le bien-être de ma famille.

C'est alors que je me suis de nouveau adressé à Sir Lomer Gouin qui, dans le courant de février 1915, m'obtint ma réinstallation à la prison de Montréal, qui était alors et est encore installée à Bordeaux.

DÉFECTUOSITÉS OU INUTILITÉ
DANS LA CONSTRUCTION OU L'INSTALLATION
DE LA PRISON DE BORDEAUX

I - Solage défectueux

1. Dans les temps de dégel, l'eau s'entasse par le solage en béton dans le soubassement où se

trouvent la cuisine, la boulangerie, et en somme dans tout le bas de la bâtisse centrale, et je suis informé que ceci a lieu depuis que la construction est faite.

2. On m'a dit à plusieurs reprises qu'il fallait jusqu'à 20 hommes pour éponger l'eau qui, à certains endroits, entre avec beaucoup de vitesse et que, si on ne l'épongeait pas, l'eau s'amoncellerait assez pour rendre la circulation impossible. Cette eau vient des égouts des couvertures qui sont en pente à pic.

II - Couvertures

3. Au meilleur de ma connaissance, il y a environ 600 pieds carrés de couverture en ardoise, tout autour du dôme central, qui ont été brisés par la glace et finalement enlevés par le vent, durant l'été de 1915.

4. Toute la partie de la couverture enlevée a été réparée et remplacée en cope par les prisonniers, sous la direction du garde Daudelin, instructeur plombier, et finalement par un nommé Côté, garde qui remplace Daudelin.

5. Le dôme central dont je viens de parler a été réparé durant l'hiver actuel parce qu'il coulait à beaucoup d'endroits, et je suis informé qu'il a toujours coulé depuis sa confection.

6. Quand on a réparé ce dôme, on a constaté qu'il était fait en tôle galvanisée. D'après les connaissances que j'ai, il me semble que ce dôme, étant donné son volume, n'aurait pas dû être couvert en tôle galvanisée, mais qu'il aurait dû être fait en matériau d'une nature plus permanente. Je ne sais pas de quelle manière ce dôme devait être fait d'après les devis et les contrats.

III - Barrage des cellules

7. Le système de barrage des cellules sur lequel le gouvernement avait fondé beaucoup d'espérances, paraît-il, puisqu'il devait permettre de fermer une trentaine de cellules à la fois dans chaque aile de la prison, n'a pas donné le service qu'on en attendait. Ce système est défectueux. Quand on lève le levier pour ouvrir ou fermer les cellules, ces dernières s'ouvrent toutes, mais ne se referment pas toutes et il faut passer de l'une à l'autre pour les fermer à la main en tirant la porte. Si l'on ne prenait pas cette précaution, les portes resteraient ouvertes et les prisonniers pourraient s'évader. J'ai fait moi-même cette opération de fermer les cellules en passant de l'une à l'autre des portes. À part cela, il y a toujours un certain nombre de prisonniers employés à réparer les serrures elles-mêmes.

8. Tout ce système de serrures automatiques est défectueux et des morceaux d'un intérêt principal sont trop faibles, il faut constamment les réparer. Si l'on ne répare pas ainsi ces morceaux, l'on ne pourrait pas ouvrir ni fermer les portes même avec la main.

9. Ce travail d'ouvrir et de fermer les cellules est censé, d'après ce que je comprends, être fait par les gardes, mais il est à ma connaissance que souvent les gardes ne prennent pas la peine de le faire et le font faire par des prisonniers.

10. La meilleure preuve, pour moi, que ce système a fait faillite, c'est que le garde Viger, de la "machine shop", est en train de pourvoir à un nouveau système de barrage des cellules qui paraît donner plus de satisfaction.

11. Le garde Viger m'a dit lui-même avoir fait quelques voyages aux États-Unis pour y prendre son système à New York et que présentement il était à y travailler, qu'il n'attendait que les ordres du gouvernement pour le poser.

12. C'est durant l'été dernier que le garde Viger m'a dit ce qui précède et je crois que c'est généralement connu, à la prison, que Viger travaille à changer le système de barrage des cellules.

IV - Mur intérieur

14. Ce qu'on appelle le petit mur passe à environ 30 pieds, je crois, du bout des ailes. Ce mur est fait en béton qui n'a jamais été poli. C'est tout raboteux, plein de trous, on voit la forme des planches. C'est disgracieux de voir qu'il n'est pas fini, ce qui n'est pas acceptable, d'après moi.

15. Bordant ce mur, il y a une espèce de galerie ou passerelle de trois madriers, en tout 3 pieds de large, pour permettre aux gardes de circuler dessus. Je crois que cette passerelle est inutile. Elle n'a jamais servi, que je sache, et je ne crois pas que les gardes aimeront à y faire du service s'ils en sont requis. D'abord en été, parce que la chaleur y sera si ardente qu'il sera impossible d'y résister, surtout étant donné que, sur ce mur d'une longueur d'environ 1,700 pieds en tout, il n'y a que deux guérites, une à chaque extrémité du mur.

16. Du reste, ces guérites ne sont pas logeables, n'étant faites que de tôle galvanisée, et, sous l'action du soleil, il ne serait pas possible d'y séjourner, et en hiver parce que le froid y sera si intense et le plancher si glissant que, la guérite n'étant pas chauffée, il ne sera pas possible de s'en servir.

17. Cette galerie a dû coûter excessivement cher, elle a été faite par les prisonniers. Pour soutenir cette passerelle, il y a environ 220 broquettes en fer

qui ont été faites à la prison par les prisonniers, sous la direction du garde Viger. En somme, je ne crois pas que ce mur soit d'aucune utilité pratique et je sais bien qu'à Saint-Vincent-de-Paul il n'y a qu'un seul mur.

V - Mur extérieur

18. Le grand mur extérieur, qui couvre 20 acres de terre, mesure 27 pieds hors de terre, 3 ou 4 pieds de large; il est fait, au meilleur de ma connaissance, en "concrete" avec des piliers en pierre de taille à peu près tous les 30 ou 40 pieds.

19. À un grand nombre d'endroits, j'ai pu moi-même constater que ce mur est très défectueux. Le ciment semble d'une qualité inférieure et j'ai pu passer ma canne à travers de presque toute la largeur par des fissures que je rencontrais. Ceux qui voudront faire le tour de ce mur trouveront de ces fissures dans un très grand nombre d'endroits.

VI - Plomberie et chauffage

20. On a fait dans la chambre des bouilloires, la chambre des engins, etc., au système de chauffage, dynamos, etc., des changements pour plusieurs milliers de piastres, durant 1914-1915. Il y avait déjà trois dynamos et l'on en a ajouté un quatrième l'an dernier.

21. On répare constamment les tuyaux de chauffage et autres. Il y a un grand nombre de vieux tuyaux qui ont été remplacés et qui sont déposés dans la cour. On est très souvent obligé de réparer les tuyaux de chauffage ou de les remplacer parce que le système est défectueux.

22. Les cellules des prisonniers sont très mal chauffées et les prisonniers se plaignent durant l'hiver du manque de chaleur. Il est arrivé que l'on a dû donner deux paires de couvertures aux prisonniers parce que le froid était trop grand.

23. La cause de tout cela, c'est que les radiateurs ont été installés dans les murs où ils ne peuvent développer assez de chaleur pour chauffer suffisamment les cellules. La chaleur de ces radiateurs ne peut venir dans les cellules que par de petits grillages, ce qui est tout à fait insuffisant.

VII - Plomberie

24. La plomberie est défectueuse, les tuyaux se bouchent et l'eau se répand en très grande quantité dans les cellules, au grand inconvénient des prisonniers et des officiers.

25. Depuis la construction de la prison, il s'est fait de grands changements et des renouvellements dans la plomberie. On y travaille à l'année et des prisonniers ne font que cela à l'année, sous les ordres d'un instructeur, ce qui doit coûter beaucoup d'argent au gouvernement.

VIII - Système d'éclairage

26. Dans la construction de la prison, on n'a pas oublié de faire reluire toutes les beautés qui devaient être mises dans la prison, puisqu'on y avait installé des électroliers ou des broquettes en quantité tellement grande qu'on a dû en enlever la moitié. C'est un gaspillage considérable.

27. On s'est aperçu évidemment qu'il était ridicule d'avoir tant de lumière dans une prison. On a enlevé un grand nombre de fixtures et on les a entassées dans l'aile F de l'administration. Parmi ces fixtures, il y en avait de très dispendieuses qui coûtaient jusqu'à \$15 et \$25, etc.

IX - Enduits

28. Dans la partie centrale de la cuisine, le plafond a dû, durant l'été de 1915, être renouvelé à neuf sur une superficie de 100 pieds par 25 pieds au moins; on a même dû remplacer les lattes métalliques tout à neuf. On a foncé en bois et on a recouvert ce travail en tôle à patrons.

29. Les enduits des plafonds et au-dessus des portes des cellules, dans toutes les ailes qui sont ouvertes, sont défectueux et en partie déjà renouvelés.

30. Chaque fois que l'on fait fonctionner le système automatique de fermeture des portes des cellules, ce qui provoque une grande vibration et fait un bruit d'enfer, les enduits et le tour des portes se brisent. Je me rappelle que lorsque j'étais sur mon poste, dans le champ, entre les murs, à une grande distance des ailes à peu près à 300 pieds, j'entendais le grincement des portes, quand on les ouvrait ou qu'on les fermait.

31. Quand on ouvre les portes ou qu'on les ferme, elles frappent fer sur fer. Les prisonniers et même les gardes qui entendent ce bruit pour la première fois en restent tout éternés et ne peuvent s'empêcher de songer à leur fin dernière.

X - Système de ventilation

32. Le système de ventilation est tellement perfectionné qu'il sert de téléphone et pour communications diverses; les prisonniers s'en servent même pour se transmettre des billets, du tabac, etc.

33. C'est un tuyau d'à peu près, je suppose, 6 pouces par 12 qui communique entre elles toutes les cellules du premier au troisième étage, et un prisonnier du troisième peut envoyer quelque chose à celui qui est en bas.

34. J'ai pris moi-même des prisonniers à converser avec ceux qui sont au-dessus ou au-dessous d'eux.

35. Comme ces tuyaux sont embranchés les uns dans les autres, on peut même communiquer avec les cellules voisines. Ceci serait très utile pour le cas où des prisonniers voudraient préparer des coups de mains.

36. Ceci est la cause d'une grande distraction chez les prisonniers qui passent le temps à converser et à égayer leurs loisirs. À part ces ventilateurs, chaque cellule a sa fenêtre.

XI - Fenêtres des cellules

37. Les fenêtres des cellules mesurent, je crois, 5 pieds par 3 pieds, à tout événement c'est facile à constater. Ce que je veux faire remarquer, c'est que le constructeur qui a fait ces fenêtres a fait pour les fermer des châssis à deux battants (châssis canadiens). Pour une raison de discipline, paraît-il, pour empêcher les prisonniers de s'asseoir sur le bord des fenêtres, l'on a décidé de changer la forme de ces châssis: on a réuni les deux panneaux, puis on les a arrangés pour les faire ouvrir sur des pentures mises dans le bas des châssis. Le châssis s'ouvre par le haut par des chaînes qui empêchent d'ouvrir ce châssis plus de 8 pouces, autant que j'ai pu le constater.

38. Ce changement, d'après moi, cause de très grands inconvénients aux prisonniers qui habitent les cellules, surtout durant les grandes chaleurs de l'été puisqu'ils ne reçoivent pas l'air frais du dehors.

39. Il y a eu, je crois, et ceci m'a été confirmé par le chef menuisier actuellement à la prison, au moins 550 châssis ainsi changés; quelques-uns ne sont pas tout à fait complétés encore.

40. Ce changement a créé beaucoup de mécontentement chez les prisonniers et le menuisier a été, je crois, menacé de mort par quelques prisonniers. Ceux-ci se plaignent qu'ils ne reçoivent plus assez d'air dans leurs cellules surtout puisqu'ils y sont enfermés jour et nuit, généralement, sans aucune récréation.

41. Il me semble que, et j'ajoute ceci en passant, s'ils n'y pourvoient pas déjà, ils devraient exiger que les prisonniers sortent de temps à autre et prennent l'air, afin de les délasser et de les empêcher de dépérir dans une atmosphère dont l'air sent toujours la prison.

XII - Barreaux des fenêtres

42. Chaque cellule a sa fenêtre qui est protégée à l'extérieur par un grillage de barreaux de fer. L'on m'a dit que ces barreaux, d'après les contrats, devraient avoir 1¼ par 1¼ pouce carré et être faits de fer battu. J'ai constaté que ces barreaux ne sont pas carrés mais ronds, et j'ai tout lieu de croire que ces barreaux n'ont pas un pouce et quart de diamètre. Mon impression est qu'ils ont 5/6 de pouce.

43. Ces barreaux, il me semble, auraient dû être faits pour être permanents et non pour être remplacés avant de longues années. Or, je sais pour l'avoir constaté moi-même que des prisonniers ont commencé à scier leurs barreaux, ce qui est devenu tellement commun que l'on a préposé des gardes pour faire la revue journalière des barreaux des fenêtres des cellules.

XIII - Planchers de tuiles

44. En plusieurs endroits, surtout dans les galeries de la prison, j'ai constaté que les planchers en tuiles commencent déjà à se détériorer. Si on ne répare pas ces détériorations immédiatement, il faudra encourir des dépenses considérables, avant longtemps, pour remettre ces planchers en ordre.

XIV - Peinture

45. Tout l'intérieur de la bâtisse a été fait en peinture, y compris les enduits. Cette peinture a déjà commencé à s'enlever en galettes en bien des endroits. Les visiteurs qui viennent à la prison peuvent facilement constater par eux-mêmes que le travail de peinture a été très mal fait.

46. À plusieurs endroits, on a réparé des enduits (plastrages) durant l'été dernier et cet hiver, mais l'on n'a pas encore jugé à propos de les peindre pour les matcher avec le reste.

XV - Nettoyage à être fait par le contracteur

47. J'ai lu quelque part dans le contrat passé entre J.-B. Pauzé & Cie, l'entrepreneur de la prison, et le gouvernement de Québec qu'à la finition des travaux l'entrepreneur devait nettoyer la bâtisse et ses alentours, enlever les déchets, le mortier, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et laisser la place en parfait ordre de propreté. Cependant, je puis dire que, si le contracteur a fait une partie du nettoyage, il n'a pas tout fait puisque, à ma connaissance, les prisonniers ont fait cela.

48. Je sais que M. Dame, un garde et le sergent Paré ainsi que plusieurs autres officiers ont eu tour à tour un grand nombre d'hommes sous leurs ordres pour faire le nettoyage. Cela a pris presque tout un automne et ce n'est pas fini puisque le soubassement du C n'a pas encore été nettoyé, si je ne me trompe pas.

XVI - Travail de la bâtisse

49. Dans la chapelle catholique, les murs, dans la partie réservée aux prisonniers, l'on signale des fissures par toute la longueur et il est facile, en examinant, de se rendre compte que la prison travaille en plusieurs autres endroits.

XVII - Vernis

50. En beaucoup d'endroits, il ne reste plus de vernis sur la boiserie en bois dur, dans les chapelles et dans l'intérieur de la bâtisse, en général.

ADMINISTRATION DE LA PRISON

XVIII - Hommes et choses convertis à l'usage personnel du geôlier

51. Le geôlier de la prison, M. Landriault, s'est acheté sur le bord de la rivière des Prairies, à environ un mille de la prison, une résidence privée qu'il a améliorée. Entre autres choses, il a amélioré son terrain sur le bord de l'eau et la pierre dont il a eu besoin pour faire des remparts sur le bord de la rivière a été prise sur le terrain de la prison. Était-ce de la pierre venant des anciennes clôtures, de chaîne de roches des anciens cultivateurs ou de la pierre de la maison qui se trouvait en cet endroit? Je ne puis le dire.

52. Cette pierre a été transportée par les prisonniers, sous la direction des officiers et dans des voitures appartenant au gouvernement et traînées par des chevaux appartenant aussi au gouvernement.

53. Les officiers qui ont eu la direction de ces travaux et transports sont MM. Perron et Dansereau qui sont encore gardes à la prison.

54. Ce sont aussi les prisonniers, sous la garde des officiers de la prison, qui ont fait les améliorations à l'intérieur de la maison et sur le terrain de la résidence de M. Landriault.

55. J'ai vu transporter des "fittings" de la prison de Bordeaux et je suis sous l'impression qu'on allait les porter à la résidence du geôlier. Je voyais partir les voitures et les hommes qui transportaient ces "fittings", je les voyais revenir puis repartir avec

d'autres tuyaux que les hommes transportaient quelquefois sur leur dos, après les avoir fait couper et filer dans la "machine shop" de la prison.

56. Le geôlier se sert à toutes heures des chevaux de la prison. C'est un garde, le sergent Choquette, qui lui sert de cocher de nuit. Le jour, il prend Perron ou d'autres, et on m'a signalé à plusieurs reprises que les chevaux étaient arrivés blancs d'écume, le matin. D'où venaient-ils et qui avaient-ils conduit? Seul Choquette, je crois, pourrait le dire.

57. Le geôlier a aussi une automobile. Ce qui me fait dire que cette voiture appartient au geôlier, c'est qu'il l'a annoncée en vente, dans les journaux, l'an dernier. Il avait une Ford qu'il a vendue. Il possède maintenant une Studebaker et c'est cette dernière qu'il a annoncée en vente. Il a encore cette voiture et il s'en sert, mais avec la gazoline et l'huile de la prison.

58. Le geôlier a fait "overhauled" son automobile à la "machine shop" de la prison durant le mois de décembre dernier.

59. Le chauffeur du geôlier est le garde Desnoyers qui ne fait rien autre chose que de promener le geôlier, sa famille et ses amis.

60. En outre des deux officiers de la prison qui sont au service personnel du geôlier et dont je viens de parler, le cocher et le chauffeur, il a à son service un autre officier qui s'occupe de sa résidence privée, et souvent François Lamontagne va lui aider.

61. Il arrive que les prisonniers vont donner leur concours au garde pour l'entretien ou le bon maintien de la résidence du geôlier. Il y a au moins un prisonnier qui y va tous les jours et il est arrivé que plus d'un sont allés pour entretenir le jardin, la cour, faire le balayage, etc.

62. Sur le terrain de la prison, les arbres ont été abattus, sur les ordres du geôlier, par des prisonniers et débités en bois de poêle et donnés à certains officiers de la prison. Il y en a qui ont du bois pour deux ou trois ans.

XIX - Gaspillage

64. De mes confrères de la prison m'ont affirmé, il y a quelque temps, qu'il était entré à la prison 13 chars de farine préparée, durant le cours de l'hiver. Ce sont les prisonniers qui transportaient cette farine de la "siding" à la prison.

65. Cette farine a été entassée dans les greniers à foin, dans les caves à charbon, les hangars, enfin un peu partout, et cette farine est maintenant exposée aux rats qui ont commencé à se régaler,

d'après ce qu'on m'a dit. Je dois ajouter que j'ai vu moi-même entrer à la prison plusieurs voyages de farine durant l'hiver.

XX - Vol

66. On sort beaucoup de choses de la prison. Un ex-officier a reçu la visite d'un ancien détenu qui venait de sortir de prison et qui lui offrit une paire de ciseaux de tailleur valant \$5 ou \$6. Cet officier a reconnu ces ciseaux pour s'en être servi durant son travail à la prison. Il les a achetés et payés avec l'intention de les rendre à qui de droit. Il m'a dit qu'il les avait offerts au shérif par l'entremise d'un nommé Cadieux, un autre ex-officier, mais que le shérif n'aurait pas voulu les accepter; d'après ce que l'on me dit, il aurait répondu de les remettre à celui qui les avait achetés du prisonnier et qu'il s'en occuperait. Cet ex-officier a encore les ciseaux en sa possession, à la disposition du gouvernement.

67. Le même ex-officier a refusé d'acheter des chaussures qui lui ont été offertes par un ex-prisonnier qui sortait de la prison. Il a aussi refusé des bas de laine qui venaient de la prison. Il a refusé d'acheter ces chaussures parce qu'il les reconnaissait comme des chaussures qu'il avait faites lui-même, pendant qu'il était instructeur à la prison, et qu'elles ne pouvaient être que des chaussures volées. Il a aussi refusé d'acheter les bas, pour la même raison. Un peu plus tard, il a refusé d'acheter d'autres chaussures faites à la prison et évaluées à \$5 ou \$6 la paire.

68. Je n'ai pas été surpris d'apprendre ces faits, parce que je sais moi-même qu'il est très facile pour un prisonnier, quand il sort de la prison, d'apporter des objets sans aucun risque d'être inquiété, la surveillance des prisonniers qui sortent étant relâchée.

69. Une chose qui se vole assez communément, à la prison, est la laine en écheveau. Les prisonniers font du tricotage pour les besoins de la prison. Quand ils ont besoin de laine, ils en demandent au magasin. Ils en demandent quelquefois plus qu'il n'en faut et se servent du surplus pour se faire des oreillers. Il y a un très grand nombre de prisonniers, à ma connaissance, qui ont des oreillers ainsi faits. J'ignore cependant s'ils paient le gouvernement pour cette laine.

XXI - Conduite du geôlier, tant personnelle que dans ses rapports avec ses supérieurs, ses subalternes et les prisonniers

70. Comme administrateur, je considère que M. Landriault est un zéro. Il n'a jamais fait une heure

de devoir, à la prison, autant que j'ai pu le constater, et, quand il y vient, il ne manque pas sa chance de laisser tomber des injures et des jurons à la tête des officiers et même de donner des coups.

71. Il part généralement de la prison en voiture, avec les chevaux du gouvernement, si c'est la nuit en automobile, le jour, son automobile étant en garage à la prison. Si un officier a une discussion avec le geôlier ou s'il se plaint à lui, il s'expose à être suspendu et à perdre son salaire.

72. Si un prisonnier se plaint au geôlier ou à d'autres de quelque fait qu'il croit être injuste pour lui, il attrape 15 jours de donjon au pain et à l'eau et parfois un mois, sans compter les coups qu'il reçoit souvent, par-dessus le marché, de la part du geôlier, d'autres officiers ne se permettant pas des brutalités semblables.

73. Si un prisonnier, par mégarde, ne reconnaît pas le geôlier quand il le rencontre (le geôlier porte très rarement son costume), il attrape bien souvent le donjon.

74. Lors de la nomination du geôlier Landriault, une quinzaine d'affidavits ou de déclarations sous serment, d'après ce qu'on m'a dit, ont été envoyés au gouvernement de la part des gardes de la prison, par l'entremise de feu l'honorable T. Berthiaume, de *La Presse*, pour prouver que Landriault était indigne de remplir cette charge. Je crois, si les informations que j'ai reçues sont exactes, qu'il y avait peut-être même 28 rapports contre M. Landriault, assermentés à cette époque.

75. Le geôlier a obtenu sa nomination et la suite a prouvé que les plaintes avaient leur raison d'être, puisqu'il n'y a pas très longtemps le geôlier a dû subir l'arrestation sur une faute grave et qu'il a été condamné, par le juge d'instruction à l'enquête préliminaire, à subir son procès devant la Cour du banc du roi, au terme de mars prochain, si je ne me trompe.

76. Le geôlier a battu un nommé St-Germain, dont le sobriquet est "Pott", et un autre détenu, un nommé Laliberté dont le sobriquet est "La patte de Liberté". Il a battu ces deux individus alors qu'ils avaient les mains liées, et tellement battus qu'il a fallu faire laver la cellule pour cacher le sang qui était répandu. C'est le garde Giguère qui a été chargé de faire ce nettoyage.

77. Plus tard, le geôlier, pour une raison que j'ignore, a transféré St-Germain à la sacristie de la prison bien que ce nommé St-Germain soit considéré comme un des pires criminels qui soient passés à Bordeaux, et ce, à la protestation des gardes.

78. Le 10 janvier 1915, entre 9 heures et 10 heures du matin, ce nommé St-Germain a brisé le calice et le ciboire et a jeté les hosties consacrées dans les cabinets d'aisance. Ce détenu avait comme complice le détenu Brosseau qui finissait son terme d'incarcération ce matin-là. Malgré ce crime, Brosseau a été libéré quelques heures après comme si rien n'était arrivé. On m'a dit qu'à cette époque le père Garceau, alors aumônier à la prison, a voulu parler de la chose devant les chefs du gouvernement, mais il fut remercié de ses services et l'affaire est restée là, quant à lui, c'est là ce qui s'est répété parmi les gardes de la prison.

79. Le geôlier a alors envoyé St-Germain dans une cellule de punition jusqu'à la fin de son terme, mais sans lui faire subir de procès devant les cours de justice. Il me semble que, dans tous les cas, il aurait dû, au moins, subir un examen mental, puisque, ayant été arrêté quelque temps après sa sortie de la prison, St-Germain aurait été de nouveau interné au pénitencier, puis de là envoyé à Saint-Jean-de-Dieu, où il serait encore actuellement.

80. Quant à Laliberté, il avait été battu comme je viens de le dire et sa mère m'a dit ces jours-ci qu'il était malade et qu'il était à Saint-Jean-de-Dieu, et que l'une des causes de sa maladie serait les coups qu'il aurait reçus durant son séjour à la prison de Bordeaux.

81. Le geôlier est un lutteur, il se proclame "all around athlete". Pour le prouver, un jour durant l'année 1914, il a fait mettre les officiers en rangs dans le vestibule de l'administration, c'était un matin de paie. Une fois en rangs, les officiers virent tout à coup apparaître devant eux le geôlier en costume de lutte. Il portait son pantalon, ses bretelles pendaient et le reste de son corps était nu. Il avait un air martial, la moustache relevée à la "Kaiser", et, d'un air provocateur, il fit l'inspection des gardes, puis il interpella le garde Samuel Vallée et lui dit de sortir des rangs pour venir dans sa chambre se mesurer avec lui afin que l'on sache lequel était le plus fort. M. Samuel Vallée pèse environ 245 livres, il est d'une forte stature et il a la réputation d'un homme fort. Comme c'était après 7 heures du matin, il y avait déjà un grand nombre de prisonniers qui avaient la permission de circuler dans la prison pour vaquer à leurs occupations diverses et un certain nombre dans les bureaux de l'administration, de sorte que plusieurs détenus ont été témoins de cette provocation.

82. Il n'y a pas eu de "prize fight" parce que le garde Samuel Vallée, étant malade, a refusé de lutter. Le jour même, ce garde (S. Vallée) a été suspendu pour refus d'obéissance à l'ordre de son supérieur. Je crois qu'il a été dehors durant une quinzaine de jours.

83. Le geôlier s'enivre quelquefois, même souvent, des gardes et des prisonniers l'ont vu en boisson. Il est arrivé une fois qu'il est venu à la prison avec la paie dans sa voiture, mais il était tellement ivre qu'il a oublié l'argent dans la voiture.

84. Il était tellement ivre que son assistant M. D. a été obligé de l'aider et de le soulever pour l'entrer dans le bureau et le cacher ainsi à la vue des prisonniers.

XXI (sic) - Assistant geôlier¹

85. L'assistant geôlier n'arrive jamais avant 9 heures et il repart à 4 heures et 4 h 30 du soir, bien que les règlements ordonnent que le geôlier ou son assistant doivent être en permanence à la prison.

86. Je suis d'autant plus à l'aise pour dire ce qui précède que j'ai lu dans un rapport fait par l'ancien directeur de la prison, M. Vallée, en date du 6 mai 1911, à l'honorable M. Taschereau: Qu'il est absolument recommandable que le directeur d'un établissement pénitentiaire soit pratiquement à son poste nuit et jour, tel que le veulent les règlements de la prison.

87. Si je dis cela sur le compte de l'assistant geôlier, ce n'est pas que je lui en veuille, car il semble généralement faire son devoir, mais c'est pour signaler que l'établissement manque de chef durant un certain temps soit le jour, soit la nuit.

XXII - Visiteurs

88. Il est à ma connaissance, entre autres choses, que le geôlier a souvent permis à la femme d'un fameux pickpocket, un nommé Boyd, d'aller passer des heures dans la cellule de son mari, enfermée avec ce dernier, au grand scandale des autres prisonniers, ce qui est contre les règlements et la discipline de la prison.

XXIII - Conduite des gardes

89. Il y a un certain nombre de gardes qui sont préférés du geôlier et qui sont des ivrognes d'habitude et ils causent du scandale à la prison, tant aux gardes qu'aux prisonniers, en se montrant en état d'ivresse. Ils sont récompensés par des faveurs spéciales, entre autre par des congés fréquents ou par des travaux plus agréables que ceux auxquels sont tenus les autres gardes.

XXIV - Commerce des gardes avec les prisonniers

90. Le commerce entre les gardes et les détenus se fait sur une haute échelle. La boisson, la morphine et la cocaïne sont en honneur à la prison, le

tabac à pipe, les cigarettes, le manger, tout se trafique entre les gardes et les prisonniers et tous y trouvent leur profit. Un morphinomane, par exemple, peut avoir de la morphine ou de la cocaïne tant qu'il veut, s'il peut payer, mais ça coûte cher, par exemple!

XXV - Surveillance des prisonniers

91. Il y a trois étages de cellules dans chaque aile et de chaque côté de l'aile. Comme il y a actuellement quatre ailes dans lesquelles l'on met habituellement des prisonniers, cela fait 22 séries de cellules parce que, dans l'aile de l'administration, il n'y a que deux rangées de cellules. Pour chaque étage, il y a une trentaine de cellules de chaque côté et ces soixante cellules, environ, par étage sont sous la garde d'un caporal et de deux gardes. Il n'y a quelquefois que le caporal pour faire cette surveillance.

92. Pour faire le nettoyage des cellules, il y a généralement un garde et un prisonnier. Souvent c'est un prisonnier seul à qui l'on confie une clef et le secret d'ouverture et de fermeture des cellules.

93. C'est souvent le prisonnier qui, lui-même, ouvre la série des cellules et la referme. S'il réussit à ouvrir les cellules tout d'un coup, avec le système de barrage dont j'ai déjà parlé, il nettoie les cellules une à une et, tant qu'il n'a pas fini, toutes les cellules restent ouvertes.

94. Quand le système de fermeture automatique est défectueux, on lui confie alors la clef pour fermer chaque cellule à la fin du nettoyage de chacune, de sorte que, si toutes les cellules se sont ouvertes à la fois, elles restent ainsi tant que toutes n'ont pas été nettoyées.

95. Il me semble que, et les prisonniers ont déjà fait la remarque, s'ils voulaient organiser une sortie en bloc, pendant ces moments de relâche ce serait très facile puisqu'ils n'auraient qu'à assaillir le caporal et les deux gardes qui ne sont pas armés. Rendus au mur, ils auraient peut-être, je l'admets, un peu de difficulté, mais qui sait s'ils ne réussiraient pas à s'évader en bloc, puisqu'il n'y a que trois gardes armés de revolvers.

96. À ma connaissance, aucun des revolvers dont se servent les gardes n'a été nettoyé depuis de longues années. Je sais moi-même qu'il y a des revolvers que portent des gardes et que ces armes ne fonctionnent pas.

97. J'ai moi-même dû nettoyer le revolver que l'on m'a donné quand on m'a mis sur ma ronde. Ce revolver était rouillé et ne marchait pas. Je me

suis servi du même revolver à la vieille prison, rues Notre-Dame Est et Craig, Montréal, et, à ma connaissance, ce revolver n'a jamais été nettoyé. Et je ne l'ai même pas essayé pendant neuf ans, de sorte que je ne saurais dire s'il aurait fonctionné.

98. On pourrait peut-être m'objecter que, si une révolte éclatait dans les circonstances ci-dessus, le caporal ou les autres gardes pourraient appeler du secours. Mais qui irait au secours de ces derniers, puisqu'il ne reste que trois officiers à la "guardroom" et cinq ou six, la nuit?

99. Dans tous les cas, le geôlier, ni son assistant, ni le sergent-major ne pourraient répondre à l'appel puisqu'ils sont rarement à la prison.

100. Il arrive quelquefois qu'un grand nombre de détenus sortent sous la conduite de quelques gardes seulement pour faire des travaux, armés, comme je viens de le dire, de ces revolvers. Une des gardes, qui est encore à la prison, m'a dit qu'il était déjà sorti avec un grand nombre de prisonniers et que, bien que seul avec eux, il n'avait même pas son revolver car il l'avait laissé dans son armoire.

101. La surveillance a été en outre relâchée par le fait qu'on garde moins d'officiers à la fois à la prison.

102. Autrefois, les officiers ou gardes pouvaient coucher dans la "guardroom" qui est une bâtisse qui a coûté environ \$40,000 et est attenante au mur près de l'entrée principale de la prison et assez rapprochée du bureau de l'administration. La permission que l'on accordait ainsi à certains gardes de coucher dans cette bâtisse était une protection. Il y a dans cette "guardroom" environ 50 lits. Certains officiers dont la résidence est loin, à Montréal par exemple, avaient l'habitude de coucher là toute la semaine et d'aller dans leur famille à la fin de la semaine. Un beau jour, on a donné aux gardes et officiers qui couchaient là d'avoir à coucher ailleurs. Il n'est plus permis maintenant de coucher là. Il n'y a plus que le sergent Paré, le cuisinier et le magasinier avec trois sentinelles qui, par faveur spéciale, peuvent coucher dans cette bâtisse.

103. Cette bâtisse de \$40,000 ne sert pratiquement qu'à ces six personnes. Quand l'ordre de ne plus coucher dans la "guardroom" a été donné, les détenus ont remarqué qu'à l'avenir il serait beaucoup plus facile de s'évader.

XXVI - Salaires

104. Les salaires des officiers et des gardes sont coupés de temps à autre et je serais curieux de voir un rapport démontrant de quelle manière on présente la chose au gouvernement.

105. Les salaires se paient en argent et on nous fait signer une liste de paie vers le 15 de chaque mois pour le plein montant qu'on réclame, mais, quand on ne nous paie pas en entier à la fin du mois, comme il arrive souvent que le salaire a été coupé, on nous retient la somme coupée, mais on ne nous fait pas signer un nouveau reçu qui démontrerait exactement le montant reçu.

106. En mai ou juin 1915, j'ai réclamé au shérif et à M. Eugène Gouin le salaire coupé de six jours. J'ai fait remarquer que j'avais réussi à me faire remettre quatre jours et qu'il me fallait les deux autres journées. J'avais déménagé et j'avais été suspendu pour absence sans permission. M. Eugène Gouin m'a alors remis ces deux jours en me disant: "Taisez-vous, ne le dites pas aux autres officiers." Ceci en présence du shérif.

107.- Depuis le commencement de février 1915, date de ma réinstallation, j'ai perdu ainsi environ 72 jours qui m'ont été coupés et j'ai réussi à me faire remettre ce salaire ainsi retenu moins trois jours, c'est-à-dire que, au lieu de me couper mon salaire, on me remettait mon temps en plein, le shérif disant que c'était une faveur qu'il me faisait.

108. Je l'ai souvent dit à mes confrères qui me jalouaient, parce que je considérais que c'était une injustice qui leur était faite à eux de couper leur salaire.

109. À ma connaissance, il y a des salaires qui sont souvent coupés pour absence et d'autres sont toujours payés en plein.

XXVII - Shérif

110. Un avis a été donné par les autorités de la prison aux gardes et aux sergents ainsi qu'aux autres personnes de ne pas se présenter chez le shérif sans avoir obtenu d'abord une permission du geôlier ou de son assistant.

XXVIII - Médecin et maladie

112. Il n'y a pas de médecin qui couche à la prison et je ne connais pas de médecin attitré qui demeure autour de la prison.

113. Le médecin qui a charge de la prison demeure à Montréal. Si un détenu est malade la nuit, il est soigné avec de l'eau et du poivre jusqu'à ce que le médecin vienne. Je l'ai fait moi-même à plusieurs reprises, sur instructions du sergent de nuit.

114. On a déjà cherché à avoir des médecins dans Bordeaux, mais ils ont refusé de venir.

115. Si un officier est malade et doit s'absenter de la prison, il doit, à son retour, apporter un certificat de son médecin et ce certificat doit être certifié par le médecin de la prison à qui il faut payer une piastre. Voilà quinze jours ou trois semaines que ce règlement est en force.

116. Plusieurs gardes se sont plaints; l'un d'eux a même, je crois, écrit au procureur général, mais il n'a pas reçu de réponse. Les autres gardes se sont plaints entre eux, craignant de se plaindre au geôlier et de peur d'attraper une suspension.

XXIX - L'eau

117. La prise d'eau pour le service de la prison se trouve près du canal d'égout. Cette prise d'eau se fait par un tuyau qui est placé au fond de la rivière, vis-à-vis la prison, et il finit, je crois, à une distance de 100 pieds. J'ai entendu dire par trois gardes qu'ils avaient vérifié que la prise d'eau ne se faisait pas assez loin, qu'elle devrait se faire dans le rapide à quelque 30 ou 50 pieds plus loin. Que, à l'endroit où se fait cette prise d'eau, il y a un remous dans lequel, paraît-il, sont brassés les égouts de la prison.

118. Il arrive souvent que, lorsque l'on prend de l'eau à la chantepierre, elle sente mauvais et que l'on voie au fond du verre un dépôt de limon.

119. La gastrite est assez commune chez les détenus et aussi chez les gardes de la prison. Beaucoup en souffrent. Moi-même, j'ai les intestins irrités et tout dévêloutés, et, si j'en crois mon médecin, j'ai eu les intestins empoisonnés par l'eau. Avant d'entrer à la prison de Bordeaux, je n'avais jamais été malade de ma vie.

120. Je crois que cela explique pourquoi des gardes et des détenus sont si souvent malades.

XXX - Règlements

121. On ne trouve nulle part dans la salle, couloirs ou cellules ni même dans l'administration aucun avis de règlement pouvant diriger les officiers ou les détenus dans l'accomplissement de leurs devoirs. Dans l'ancienne bâtisse, sous M. Vallée, chaque garde avait son livre de règlements; j'ai encore le mien. Aujourd'hui, il n'y a que les vieux employés, ceux qui étaient dans l'ancienne bâtisse, qui en ont, de ces règlements; ceux de la nouvelle bâtisse n'en ont pas.

Les gardes ne connaissaient rien des règlements, ils marchaient à la va-comme-je-te-pousse: bien ou mal, il faut le faire.

Dans l'ancienne bâtisse, il y avait des affiches dans les corridors indiquant les règlements à suivre.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, suivant l'Acte de la preuve en Canada.

Et j'ai signé,

(Signé) Louis-Philippe Vallée

Déclaré devant moi, à Montréal, ce 19 février 1916

(Signé) J.-A. Deniger,
Commissaire de la Cour supérieure
pour le district de Montréal

Je, CLOVIS DAME, maître cordonnier, demeurant au no 239 de la rue Saint-Timothée, dans la cité de Montréal, déclare solennellement:

Je suis issu d'une famille libérale en politique et, moi-même, j'ai toujours été jusqu'à ce jour et même ancien organisateur du comté de Châteauguay.

J'ai fait 11 années de service à l'ancienne prison de Montréal, y compris celle de Bordeaux. J'ai abandonné le service de garde dans le courant du mois d'avril 1914 pour prendre une "shop" de cordonnier à mon compte, que j'occupe actuellement au coin des rues Amherst et Demontigny.

DÉFECTUOSITÉS OU INUTILITÉS DANS LA CONSTRUCTION OU L'INSTALLATION DE LA PRISON DE BORDEAUX

1. Solage défectueux

1. Dans les temps de dégel, le solage de la prison est tellement défectueux que l'eau s'introduit au travers du béton et se répand sur le plancher.

2. Il faut tous les matins une certaine équipe de prisonniers pour éponger l'eau, qui deviendrait embarrassante et très malpropre si on ne la faisait éponger.

2. Barrage des cellules

3. Le système de barrage des cellules est bien défectueux, je dis même qu'il fonctionne très difficilement. Nous sommes obligés, les gardes, de les repasser l'une après l'autre sans quoi les détenus pourraient s'évader.

4. Je les ai barrées moi-même.

3. Mur intérieur

5. Le petit mur de l'intérieur passant environ à 30 pieds du bout des ailes est fait en béton. Il est très disgracieux à voir. Il est raboteux, plein de trous, on voit la forme des planches. D'après moi, ce n'est pas acceptable pour une prison aussi dispendieuse.

4. Plomberie et chauffage

6. La plomberie est très défectueuse, les conduits de renvoi se bouchent fréquemment. J'ai vu à ma connaissance l'eau se répandre sur le plancher du troisième étage et couler jusqu'en bas.

7. J'ai vu souvent des hommes travailler à la réparation du plombage tous les jours.

8. Le chauffage ne donne pas satisfaction, il fait terriblement froid dans les cellules et même dans les corridors. Il m'est arrivé assez souvent de donner aux détenus deux paires de couvertures, et nous les voyons se promener dans leurs cellules avec des couvertures sur le dos.

5. Système d'éclairage

9. Après l'ouverture de la prison, les directeurs, y compris le geôlier, ont fait enlever près de la moitié des électroliers attachés aux plafonds.

10. Ces électroliers ont été entassés dans l'aile F de l'administration. Il y a parmi ces fixtures des électroliers qui me paraissent très dispendieux.

6. Enduits

11. Une partie du plafond de la cuisine est tombée et a été renouvelée en plâtre. L'on me dit que, depuis ce temps, il est encore tombé, mais cette fois-ci on l'a réparé en tôle à patrons.

12. Presque tous les plafonds au-dessus des portes des cellules tombent aussi; ils ont été renouvelés de mon temps. Les enduits autour des portes des cellules dans toutes les ailes tombent aussi.

13. Je crois que ces enduits dans les cellules tombent par la vibration de la combinaison des portes qui font un tremblement et un bruit d'enfer à nous énerver.

7. Châssis

14. Les châssis ou fenêtres sont très mal faits. J'ai vu faire moi-même par les détenus le calfeutrage de ces châssis dans toute la prison avec des guenilles, des morceaux de linge quelconque,

pour se préserver du vent et du froid et même de la neige qui s'introduisait dans les cellules des détenus.

15. Ils ont entassé sur le grenier à foin de l'écurie attachée à la prison une quantité de portes et de châssis qui ont été enlevés à la prison et remplacés par des ouvertures en fer.

8. Planchers en tuiles

16. J'ai constaté qu'à plusieurs endroits les planchers en tuiles de la prison s'enlèvent, j'ai vu faire ces réparations avec quelques détenus.

9. Peinture

17. La peinture s'enlève par galettes à plusieurs endroits et elle commençait même à s'enlever lorsque le gouvernement prenait possession de la prison.

10. Nettoyage fait par les contracteurs

18. Le nettoyage, je l'ai fait faire par les détenus, ayant avec moi le sergent Paré et le gouverneur Vallée. Il a fallu plusieurs mois pour nettoyer cette bâtisse, c'est-à-dire une partie de l'automne et de l'hiver, et même nous travaillions le soir afin de pouvoir loger nos détenus convenablement.

11. Travail de la bâtisse

19. La bâtisse travaille dans plusieurs endroits. J'ai vu moi-même des fissures dans le mur à l'intérieur.

12. Administration de la prison

20. Le geôlier, M. Landriault, fait faire les réparations de son automobile et, moi-même, j'y ai travaillé à ces réparations.

21. Il a comme chauffeur de l'auto un garde de la prison pour promener le geôlier, sa famille et ses amis.

22. Il est très facile de voler des articles de la prison parce que, depuis que je tiens ma "shop", il ne se passe pas un mois sans que quelques détenus viennent m'offrir des chaussures et même des ciseaux que je reconnais comme des articles venant de la prison; on est venu m'offrir des chaussures de \$5 à \$6.

23. M. Landriault ne manque pas de lancer des jurons à la tête des officiers qui sont à son service.

24. Il ne porte jamais son costume, Monsieur le Geôlier, excepté les grands jours de fête nous le voyons dans son uniforme. Il a dans son office, comme commis, un Anglais dont j'ignore le nom, qui travaillait avant pour le contracteur général de la prison, au pic et à la pelle, c'est-à-dire comme journalier. M. Landriault en a fait un commis d'office, il est l'assistant de M. David, tandis qu'il avait parmi nous des gardes, des hommes ayant fait leur cours d'études et même professeurs de collèges pendant nombre d'années, très bien qualifiés pour remplir cette position.

25. Le geôlier est un lutteur. Je me rappelle qu'un jour il fit mettre les gardes en rang puis, se montrant devant eux, il demanda au garde Samuel Vallée de venir se mesurer avec lui. M. Vallée, étant indisposé ce matin-là, a refusé de se mesurer avec M. Landriault.

26. Pour ce refus, M. Samuel Vallée a été suspendu pour refus d'obéissance à l'ordre de son supérieur; il a été suspendu durant près d'un mois, je crois, et a perdu son salaire.

27. Il y a certains gardes qui sont préférés, il y en a qui prennent de la boisson enivrante, ce qui scandalise les détenus, il y en a d'autres qui occupent des occupations plus encourageantes que d'autres.

13. Surveillance des détenus Armes des gardes

28. Les gardes, comme armes, ont de vieux revolvers qui ne fonctionnent pas et qui sont rouillés, et nous ne les portons même pas.

14. L'eau

29. L'eau est excessivement mauvaise, au point que je n'en buvais jamais.

30. Je sais que mes confrères, des gardes, étaient souvent malades et on attribuait cela à l'eau.

15. Règlements

31. On ne voit à aucune place dans les salles, couloirs et cellules de la nouvelle prison aucun règlement pour l'accomplissement des devoirs du garde envers les détenus et des détenus envers les gardes et ses supérieurs.

16. Barreaux des fenêtres

32. Les barreaux des fenêtres sont tellement éloignés que les prisonniers se passent facilement la tête en dehors des fenêtres et ils se parlent très facilement.

17. Sir Lomer Gouin

33. Je me rappelle que, lorsque j'étais garde à la vieille prison à Montréal, le gouverneur Vallée avait fait venir des détectives pour surveiller le commerce de la cocaïne et de la morphine; le garde Maxime Guérin a été pris à faire ce commerce avec quatre autres gardes; tous ont été remerciés de leurs services, mais Sir Lomer Gouin a réinstallé quelques jours après le garde Maxime Guérin pour prendre soin des voûtes du palais de justice à Montréal.

18. Shérif Lemieux

34. Monsieur le shérif Lemieux, dans le courant du mois d'avril 1914, a dit à ma femme qu'il voulait me voir et qu'il avait beaucoup à faire à mon égard. Je suis allé le voir et il m'a dit que, si je voulais donner ma démission maintenant, il m'accorderait deux mois de salaire comme faveur, et ces deux mois de salaire sont encore à venir, depuis le mois d'avril 1914.

Je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, suivant l'Acte de la preuve en Canada.

(Signé) Clovis Dame

Déclaré devant moi, à Montréal, ce 22^e jour de février 1916

(Signé) J. A. Deniger,
Commissaire de la Cour supérieure
pour le district de Montréal

Je, JOSEPH HÉBERT, sergent, régisseur à la paroisse Saint-Étienne, demeurant au no 1264 de la Roche, dans la cité de Montréal, déclare solennellement:

Je suis issu d'une famille libérale en politique et, moi-même, j'ai toujours été jusqu'à ce jour libéral en politique.

J'ai fait 11 ans de service comme garde à la vieille prison, au coin des rues Notre-Dame Est et Craig, et aussi trois mois de service à la prison de Bordeaux.

J'ai démissionné à la fin du mois de décembre 1913 pour occuper la position de régisseur à la paroisse de Saint-Étienne, position que j'occupe encore actuellement.

1. Solage défectueux

1. Pendant les quelques mois que j'occupais la charge de sergent à la nouvelle prison de Bordeaux, je me suis aperçu que le solage était très défectueux dans tout le soubassement de la prison et les planchers étaient tellement humides par l'eau qui s'introduisait au travers du solage qu'il était difficile pour nous d'y demeurer sans courir le risque d'attraper quelques maladies.

2. Barrage des cellules

2. Pour moi, le barrage des cellules fonctionnait très mal de mon temps, je ne sais pas si elles fonctionnent mieux maintenant.

3. Je me rappelle que pour fermer ces cellules, il fallait les barrer l'une après l'autre à la main, sans cela les prisonniers auraient pu s'évader.

3. Plomberie

4. Lorsque le gouvernement a pris possession de la prison, les tuyaux de conduits de la plomberie se bouchaient fréquemment.

4. Enduits

5. Je me rappelle que, dans le soubassement, les enduits des plafonds se détachaient et tombaient par terre.

5. Système de ventilation

6. Ce système de ventilation dans les cellules me paraissait servir de téléphone entre les prisonniers et j'en ai surpris souvent, des prisonniers, se parler d'une cellule à l'autre par ce système de ventilation.

6. Barreaux des fenêtres

7. Les barreaux en fer à l'extérieur des cellules me paraissaient bien petits et ronds.

7. Administration de la prison

8. Je me rappelle que, de mon temps, M. Landriault avait une automobile et, lorsqu'il fallait la réparer, c'étaient les gardes et les prisonniers qui faisaient ces réparations.

8. Conduite du geôlier

9. Comme administrateur, M. Landriault, je le considère incapable de remplir cette charge.

10. Il est à ma connaissance qu'il ne laisse jamais passer une occasion pour lancer des injures et des jurons aux prisonniers lorsqu'ils ne font pas à son goût.

11. Il lui arrive assez rarement de faire son devoir, il est généralement toujours absent.

12. Le geôlier, M. Landriault, ne porte son costume que très rarement si ce n'est que pour les grandes réceptions qui se font à la prison.

13. Je me rappelle que, lors de sa nomination, j'avais donné mon affidavit à M. Gouin, qui se disait le représentant de l'honorable M. Berthiaume, de *La Presse*, et cet affidavit demandant à ce que M. Landriault ne soit pas nommé le geôlier de la prison parce que je ne le croyais incapable de remplir cette charge.

9. Visiteurs

14. Il est à ma connaissance que M. le geôlier a conduit lui-même la femme d'un fameux pickpocket nommé Boyd, pour passer quelque temps avec son mari; et aussi à un autre prisonnier que M. Landriault a donné ordre à la garde Gaudet d'aller conduire la femme de cet homme dans une cellule au troisième étage où elle était renfermée avec son mari sans aucune surveillance.

10. Armes

15. À ma connaissance, les revolvers dont se servent les gardes ne sont d'aucune utilité, ils sont vieux et tout rouillés; pour ma part, j'en n'ai jamais eu.

11. Salaires

16. On nous paie toujours en argent et, le 15 de chaque mois, on nous fait signer une liste de paie pour le plein montant du mois, mais, lorsqu'on perd du temps, ils nous ôtent dans notre enveloppe les jours que nous perdons, mais ne nous font pas signer un autre reçu pour le temps que nous perdons.

12. L'eau

17. L'eau qu'on nous donne à boire dans cette prison est tellement méchante que, moi, je ne pouvais pas en boire parce que j'aurais eu peur d'attraper quelques maladies.

13. Règlement

18. On ne voit à aucune place sur les murs, dans les couloirs, cellules, ni même dans l'administration, aucun avis de règlement pour diriger les officiers et les détenus dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, suivant l'Acte de la preuve en Canada.

(Signé) Joseph Hébert

Déclaré devant moi, à Montréal, ce 24e jour de février 1916

(Signé) J. A. Deniger,
Commissaire de la Cour supérieure
pour le district de Montréal

Je, LOUIS LANDRY, demeurant au no 499 rue Demontigny Est, dans la cité de Montréal, déclare solennellement que je suis un libéral actif en politique et j'ai toujours été jusqu'à ce jour libéral en politique.

J'ai fait deux années et dix mois de service comme contremaître couvreur lors de la construction de la prison de Bordeaux. Depuis ce temps, j'occupe une "shop" à mon compte, comme couvreur plombier, au no 273 de la rue Labrecque, en la cité de Montréal.

1. DÉFECTUOSITÉS DE LA CONSTRUCTION DE LA PRISON DE BORDEAUX

1. Solage défectueux

1. Il est à ma connaissance personnelle que l'eau s'introduit au travers du solage qui est en béton, en assez grande quantité, surtout dans les grands dégels. Il a fallu que je change d'appartement parce que l'eau se répandait tellement sur les planchers qu'il était impossible de préparer mon travail pour la confection de la couverture.

2. Enduits

2. Les enduits à plusieurs endroits tombent, surtout dans le soubassement.

3. Couverture

3. Le dôme central de la prison est fait en tôle canadienne clouée sur le bois et peinturée à l'imitation de la coupe.

4. L'autre partie de la couverture est couverte en ardoise clouée sur une couverture en bois, en ayant entre les deux un simple papier de 16 onces et de 12 onces goudronné; il y a du terra cotta sous le papier entre les beams en fer. Le papier n'est pas cimenté.

5. Depuis ce temps, le second contracteur, M. Beauregard, m'a demandé si je voulais bien réparer le dôme qui coulait à plusieurs endroits.

Sur cela, j'ai répondu à l'un des contremaîtres de M. Beauregard qu'il était impossible de réparer ce dôme, qu'il faudrait, pour le mettre en bon ordre, enlever toute la couverture du dôme et en faire une nouvelle.

Pour toutes les couvertures à réparer, il faudrait à peu près un char d'ardoise.

4. Peinture du dôme

6. Je ne sais quelle sorte de peinture qu'il a été posé sur le dôme à l'extérieur, mais ce que je sais, c'est qu'elle s'enlève par galettes partout; à ma connaissance, on a peinturé le dôme deux fois en deux ans et dix mois.

5. Cellules

7. Le système de barrage des cellules me paraissait bien mal fonctionner, parce que je voyais constamment des détenus et des gardes en faire les réparations.

8. En somme, je constate que cette bâtisse est très mal faite en général pour les millions qu'elle a coûté.

Je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, suivant l'Acte de la preuve en Canada.

Et j'ai signé,

(Signé) Louis Landry

Déclaré devant moi, à Montréal, ce deuxième jour de mars 1916

(Signé) J.-H. Montreuil,
Commissaire de la Cour supérieure
pour le district de Montréal

Je, ÉLIE GAUTHIER, forgeron, demeurant au no 380 Adam, Maisonneuve, déclare solennellement:

1. Je suis libéral en politique.

2. Le système de barrage des cellules sur lequel le gouvernement avait fondé beaucoup d'espérances, paraît-il, puisqu'il devait permettre de fermer une trentaine de cellules à la fois, dans chaque aile de la prison, n'a pas donné le service qu'on en attendait. Ce système est défectueux. Quand on lève le levier pour ouvrir ou fermer les cellules, ces dernières s'ouvrent toutes, mais ne se referment pas toutes; il faut passer de l'une à l'autre pour les fermer à la main en tirant la porte. Si l'on ne prenait pas cette précaution, les portes resteraient ouvertes et les prisonniers pourraient s'évader. J'ai fait moi-même cette opération de fermer les cellules en passant de l'une à l'autre des portes. À part cela, il y a toujours un certain nombre de prisonniers employés à réparer les serrures elles-mêmes.

3. Tout ce système de serrures automatiques est défectueux et des morceaux d'un intérêt principal sont trop faibles, il faut certainement les réparer. Si l'on ne réparait pas ainsi ces morceaux, l'on ne pourrait pas ouvrir ni fermer les portes même avec la main.

4. Ce travail d'ouvrir et de fermer les cellules est censé, d'après ce que je comprends, être fait par les gardes, mais il est à ma connaissance que souvent les gardes ne prennent pas la peine de le faire et le font faire par des prisonniers.

5. Les cellules des prisonniers sont très mal chauffées et les prisonniers se plaignent durant l'hiver du manque de chaleur. Il est arrivé que l'on a dû donner deux paires de couvertures aux prisonniers parce que le froid était trop grand.

6. La cause de tout cela, c'est que les radiateurs ont été installés dans les murs où ils ne peuvent développer assez de chaleur pour chauffer suffisamment les cellules. La chaleur de ces radiateurs ne peut venir dans les cellules que par de petits grillages, ce qui est tout à fait insuffisant.

7. Le grillage sert à pendre un prisonnier. Le grillage qui recouvre le ventilateur a servi, à ma connaissance, à pendre un prisonnier que j'ai été obligé de dépendre moi-même, il était mort, dans l'aile A. J'ai été pour lui dire de sortir pour aller à la cour et il ne répondit pas, il était pendu au grillage et mort.

Le pendu s'était pendu à l'aide de sa sling et de sa serviette. Il a mis la sling autour du cou avec la boucle sous la mâchoire puis il a attaché la serviette après la grille du ventilateur qui est à environ 10 pieds du plancher, puis il a attaché son cou après la serviette et s'est pendu.

Il a monté sur son lit pour s'accrocher et, en se laissant suspendre au-dessus du vide, il s'est trouvé assez haut pour se pendre. Celui qui s'est

pendu comme cela, c'est celui qui avait volé un sac de cuivre ou d'or, à la gare Bonaventure, en autant que je possède.

J'ai déjà eu connaissance qu'un Italien a essayé à se pendre avec sa sling, et je l'ai empêché parce que je suis arrivé assez vite pour lui ôter sa sling.

Ces deux faits sont arrivés à peu près ensemble.

On aurait dû ne pas laisser les slings aux prisonniers.

C'est à cause du manque de règlement dans la prison que ces deux faits sont arrivés.

Les nouveaux gardes ne connaissent pas les règlements et ne connaissent pas ces faits.

8. La plomberie est défectueuse, les tuyaux se bouchent et l'eau se répand en très grande quantité dans les cellules, au grand inconvénient des prisonniers et des officiers.

9. On s'est aperçu évidemment qu'il était ridicule d'avoir tant de lumière dans une prison. On a enlevé un grand nombre de fixtures et on les a entassées dans l'aile F de l'administration. Parmi ces fixtures, il y en avait de très dispendieuses qui coûtaient jusqu'à \$15 et \$25, etc.

10. Dans la partie centrale de la cuisine, le plafond a dû, durant l'été de 1915, être renouvelé à neuf sur une superficie de 100 pieds par 25 pieds au moins; on a même dû remplacer les lattes métalliques tout à neuf. On a foncé en bois et on a recouvert ce travail en tôle à patrons.

11. Quand on ouvre les portes ou qu'on les ferme, elles frappent fer sur fer. Les prisonniers et même les gardes qui entendent ce bruit pour la première fois en restent tout énervés et ne peuvent s'empêcher de songer à leur fin dernière.

12. Le système de ventilation est tellement perfectionné qu'il sert de téléphone et pour communications diverses. Les prisonniers s'en servent même pour se transmettre des billets, du tabac, etc.

13. C'est un tuyau d'à peu près, je suppose, 6 pouces par 12 qui communique entre elles toutes les cellules du premier au troisième étage, et un prisonnier du troisième peut envoyer quelque chose à celui qui est en bas.

14. J'ai pris moi-même des prisonniers à converser avec ceux qui sont au-dessus ou au-dessous d'eux.

15. Comme ces tuyaux sont embranchés les uns dans les autres, on peut même communiquer avec les cellules voisines. Ceci serait très utile pour le cas où des prisonniers voudraient préparer des coups de mains.

16. Ceci est la cause d'une grande distraction chez les prisonniers qui passent le temps à converser et à égayer leurs loisirs. À part ces ventilateurs, chaque cellule a sa fenêtre.

17. Ce changement, d'après moi, cause de très grands inconvénients aux prisonniers qui habitent les cellules, surtout durant les grandes chaleurs de l'été puisqu'ils ne reçoivent pas l'air du dehors.

18. Ce changement a créé beaucoup de mécontentement chez les prisonniers et le menuisier a été, je crois, menacé de mort par quelques prisonniers. Ceux-ci se plaignent qu'ils ne reçoivent plus assez d'air dans leurs cellules surtout, puisqu'ils y sont enfermés jour et nuit, généralement, sans aucune récréation.

19. Il me semble que, et j'ajoute ceci en passant, s'ils n'y pouvoient pas déjà, ils devraient exiger que les prisonniers sortent de temps à autre et prennent l'air, afin de les délasser et de les empêcher de dépérir dans une atmosphère dont l'air sent toujours la prison.

20. Chaque cellule a sa fenêtre qui est protégée à l'extérieur par un grillage de barreaux de fer. L'on m'a dit que ces barreaux, d'après les contrats, devraient avoir 1 1/8 par 1 1/4 pouce carré et être faits de fer battu. J'ai constaté que ces barreaux ne sont pas carrés, mais ronds, et j'ai tout lieu de croire que ces barreaux n'ont pas un pouce et un quart de diamètre. Mon impression est qu'ils ont 5/8 de pouce.

21. Ces barreaux, il me semble, auraient dû être faits pour être permanents et non pour être remplacés avant de longues années. Or, je sais pour l'avoir constaté moi-même que des prisonniers ont commencé à scier leurs barreaux, ce qui est devenu tellement commun que l'on a préposé des gardes pour faire la revue journalière des barreaux des fenêtres des cellules.

22. En plusieurs endroits, surtout dans les galeries de la prison, j'ai constaté que les planchers en tuiles commencent déjà à se détériorer. Si on ne répare pas ces détériorations immédiatement, il faudra encourir des dépenses considérables avant longtemps pour remettre ces planchers en ordre.

23. Tout l'intérieur de la bâtisse a été fait en peinture, y compris les enduits. Cette peinture a déjà commencé à s'enlever en galettes en bien des endroits. Les visiteurs qui viennent à la prison peuvent facilement constater par eux-mêmes que le travail de peinture a été très mal fait.

24. J'ai lu quelque part dans le contrat passé entre J.-B. Pauzé & Cie, l'entrepreneur de la prison, et le gouvernement de Québec qu'à la finition des

travaux l'entrepreneur devait nettoyer la bâtisse et ses alentours, enlever les déchets, le mortier, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et laisser la place en parfait ordre de propreté. Cependant, je puis dire que, si le contracteur a fait une partie du nettoyage, il n'a pas tout fait puisque, à ma connaissance, les prisonniers ont fait cela.

25. Je sais que M. Dame, un garde et le sergent Paré ainsi que plusieurs autres officiers ont eu tour à tour un grand nombre d'hommes sous leurs ordres pour faire ce nettoyage. Cela a pris presque tout un automne et ce n'est pas fini, puisque le soubassement du C n'a pas encore été nettoyé, si je ne me trompe pas.

26. En beaucoup d'endroits, il ne reste plus de vernis sur la boiserie en bois dur dans les chapelles et dans l'intérieur de la bâtisse, en général.

27. Comme administrateur, je considère que M. Landriault est un zéro. Il n'a jamais fait une heure de devoir à la prison, autant que j'ai pu le constater, et, quand il y vient, il ne manque pas sa chance de laisser tomber des injures et des jurons à la tête des officiers. C'est un grossier et un mal éduqué.

28. Il part généralement de la prison en voiture, avec les chevaux du gouvernement si c'est la nuit et en automobile, le jour, son automobile étant en garage à la prison. Si un officier a une discussion avec le geôlier ou s'il se plaint à lui, il s'expose à être suspendu et à perdre son salaire.

29. Lors de la nomination du geôlier Landriault, une quinzaine d'affidavits ou de déclarations sous serment, d'après ce qu'on m'a dit, ont été envoyés au gouvernement de la part des gardes de la prison, par l'entremise de feu l'honorable T. Berthiaume, de *La Presse*, pour prouver que Landriault était indigne de remplir cette charge. Je crois, si les informations que j'ai reçues sont exactes, qu'il avait peut-être même 28 rapports contre M. Landriault, assermentés à cette époque.

30. Le geôlier est un lutteur (il se proclame "all around athlete"). Pour le prouver, un jour durant l'année 1914, il a fait mettre les officiers en rangs dans le vestibule de l'administration, c'était un matin de paie. Une fois en rangs, les officiers virent tout à coup apparaître devant eux le geôlier en costume de lutteur; il portait son pantalon, ses bretelles pendaient et le reste de son corps était nu; il avait un air martial, la moustache relevée à la "Kaiser", et, d'un air provocateur, il fit l'inspection des gardes, puis il interpella le garde Samuel Vallée et lui dit de sortir des rangs pour venir dans sa chambre se mesurer avec lui afin que l'on sache lequel était le plus fort. M. Samuel Vallée pèse environ 245 livres, il est

d'une forte stature et il a la réputation d'un homme fort. Comme c'était après 7 heures du matin, il y avait déjà un grand nombre de prisonniers qui avaient la permission de circuler dans la prison pour vaquer à leurs occupations diverses et un certain nombre dans le bureau de l'administration, de sorte que plusieurs détenus ont été témoins de cette provocation.

31. Il n'y a pas eu de "prize fight" parce que le garde Samuel Vallée, étant malade, a refusé de lutter. Le jour même, ce garde (S. Vallée) a été suspendu pour refus d'obéissance à l'ordre de son supérieur. Je crois qu'il a été dehors durant une quinzaine de jours.

32. Il est à ma connaissance, entre autres choses, que le geôlier a souvent permis à la femme du fameux pickpocket, un nommé Boyd, d'aller passer des heures dans la cellule de son mari, enfermée avec ce dernier, au grand scandale des autres prisonniers, ce qui est contre les règlements et la discipline de la prison.

33. Il y a trois étages de cellules dans chaque aile et de chaque côté de l'aile. Comme il y a actuellement quatre ailes dans lesquelles l'on met habituellement des prisonniers, cela fait 22 séries de cellules parce que, dans l'aile de l'administration, il n'y a que deux rangées de cellules. Pour chaque étage, il y a une trentaine de cellules de chaque côté et ces 60 cellules, environ, par étage sont sous la garde d'un caporal et de deux gardes. Il n'y a quelquefois que le caporal pour faire cette surveillance.

34. Les salaires des officiers et des gardes sont coupés de temps à autre et je serais curieux de voir un rapport démontrant de quelle manière on présente la chose au gouvernement.

35. Les salaires se paient en argent et on nous fait signer une liste de paie, vers le 15 de chaque mois, pour le plein montant qu'on réclame, mais, quand on ne nous paie pas en entier à la fin du mois, comme il arrive souvent que le salaire a été coupé, on nous retient la somme coupée, mais on ne nous fait pas signer un nouveau reçu démontrant exactement le montant reçu.

36. Je l'ai souvent dit à mes confrères qui me jalouaient, parce que je considérais que c'était une injustice qui leur était faite à eux, de couper leur salaire.

Le garde Allard, frère du ministre Allard dans le gouvernement Gouin, ou William Côté, je ne me rappelle pas lequel, m'a montré une lettre qu'il avait reçue du ministre lui disant que la liste de la paie des gardes de Bordeaux était toujours remplie pour le

plein montant quand elle partait de Québec, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de perte de salaire de mentionnée sur cette liste de paie qui partait de Québec.

37. Il n'y a pas de médecin qui couche à la prison et je ne connais pas de médecin attitré qui demeure autour de la prison.

38. Le médecin qui a charge de la prison demeure à Montréal. Si un détenu est malade la nuit, il est soigné avec de l'eau et du poivre jusqu'à ce que le médecin vienne. Je l'ai fait moi-même à plusieurs reprises, sur instructions du sergent de nuit.

39. On ne trouve nulle part dans les salles, couloirs ou cellules, ni même dans l'administration, aucun avis de règlement pouvant diriger les officiers ou les détenus dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Dans l'ancienne bâtisse, sous M. Vallée, chaque garde avait son livre de règlements: j'ai encore le mien.

Aujourd'hui, il n'y a que les vieux employés, ceux qui étaient dans l'ancienne bâtisse, qui en ont, de ces règlements; ceux de la nouvelle bâtisse n'en ont pas.

Les gardes ne connaissent rien des règlements, ils marchent "va comme je te pousse": bien ou mal, il faut le faire.

Dans l'ancienne bâtisse, il y avait des affiches dans les corridors indiquant les règlements à suivre.

40. Il est à ma connaissance qu'un homme était mourant dans l'hôpital de prison; j'ai été le voir pour le nettoyer car il était dans la malpropreté. On ne l'avait pas nettoyé depuis longtemps et alors, en ouvrant la porte de la chambre où le malade reposait, j'ai constaté une odeur insupportable, personne ne voulait toucher au malade: l'homme est mort quelques jours après dans sa malpropreté.

Quelques jours après, car les morts peuvent rester quelques jours dans la morgue, l'assistant-geôlier, M. David, m'a envoyé pour ouvrir la porte de la morgue et faire sortir un cadavre qui s'y trouvait depuis longtemps. J'ai constaté dans le temps qu'il y avait des mares de sang de répandues sur le plancher de la morgue. Ça sentait tellement mauvais que j'ai été obligé d'attendre un grand moment avant de pouvoir aller fermer la porte afin de faire ventiler l'appartement.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, suivant l'Acte de la preuve du Canada.

(Signé) Élie Gauthier

Déclaré devant moi, à Montréal, ce 4e jour de mars 1916

(Signé) J.-H. Montreuil,
Commissaire de la Cour supérieure
pour le district de Montréal

Cette Chambre censure le gouvernement de la province de Québec pour les abus, les pertes d'argent qui se sont produits dans la construction et l'administration de la prison de Bordeaux.

M. l'Orateur demande à la Chambre si elle veut accepter l'amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a pratiquement que le chef de l'opposition qui prenne un véritable plaisir à revenir sur cette question de la prison de Montréal. Le gouvernement ne songe pas à l'en empêcher, car l'entreprise de la prison de Bordeaux a déjà été discutée plusieurs fois devant le peuple, en 1908 et en 1912, environ une trentaine de fois dans des élections partielles et toujours avec le même résultat désastreux pour nos adversaires. Ce n'est pas la motion que l'on présente aujourd'hui qui changera l'opinion depuis longtemps faite de la province de Québec.

Le député de Témiscouata a prétendu, hier, que le gouvernement s'est engagé, en 1907, à construire la prison au coût de \$750,000. Cette assertion ne reflète pas la vérité. Ce montant est tout simplement celui que la province est autorisée à emprunter pour payer la prison en tout ou en partie.

Le statut 7 Édouard VII, chapitre 36, autorise le gouvernement à construire une prison de dimensions suffisantes pour le district de Montréal.

Il n'y a aucune restriction quelconque relativement au coût de cette prison, mais le gouvernement est autorisé à emprunter \$750,000 pour la payer en tout ou en partie.

Par l'acte 9 Édouard VII, chapitre 46, le pouvoir d'emprunt a été porté de \$750,000 à \$1,500,000, encore pour acquitter le coût de la prison en tout ou en partie.

Le trésorier de la province, conformément à ces deux statuts, a avancé le coût total de la prison à même les revenus ordinaires de la province qui ne s'est pas prévaluée de son pouvoir d'emprunt et n'a pas emprunté un seul sou. Conséquemment, la prison a été construite en entier par les revenus ordinaires de la province.

Trois contrats ont été successivement accordés pour la construction de la prison, le premier pour \$790,000, le deuxième pour \$810,000, et le troisième pour \$884,722.

Le gouvernement n'a jamais déclaré qu'il pouvait construire la prison pour \$750,000, car le premier contrat de \$790,000 ne comprenait que trois ailes, la bâtisse administrative et le corps de garde, les trois autres ailes, les murs de protection, la canalisation, l'aqueduc, la bâtisse des pouvoirs étant laissés de côté.

On s'est aperçu bientôt que les besoins grandissants de Montréal ne permettraient pas de construire une prison de dimensions suffisantes par le premier contrat et c'est pourquoi le deuxième contrat a été accordé.

Ces deux premiers contrats auraient pu, à la rigueur, suffire pour quelques années encore, mais le gouverneur, M. Vallée et les inspecteurs de prisons ont fait rapport au gouvernement qu'il valait mieux compléter la prison immédiatement car, lorsqu'elle serait remplie par 500 ou 600 prisonniers, il serait impossible de compléter les travaux pour finir la construction. Et c'est pourquoi le troisième contrat, au montant de \$884,722, a été accordé.

Tous ces contrats, dont le premier remonte à neuf ans, ont été soumis à la Chambre, discutés et approuvés, car, en 1912, l'actuel chef de l'opposition (M. Cousineau) soumettait à la Chambre une motion de blâme contre le gouvernement relativement à ces contrats qui, alors, ont tous été discutés, examinés et approuvés par la Chambre. La motion du député de Témiscouata (M. Bérubé) sous ce rapport ne contient donc rien de nouveau.

Le député de Jacques-Cartier (M. Cousineau) prétend que la prison a coûté, en chiffres ronds, \$3,600,000, que les contrats ne sont que pour \$2,500,000 et qu'il y a, conséquemment, \$1,100,000 d'extras qui ont été accordés sans soumissions.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les comptes qui ont été produits pour voir toute la mauvaise foi de cette assertion. En effet, on oublie que ce montant de \$1,100,000 comprenait les items suivants: \$120,000 pour les architectes, tel que prévu dans ces contrats; \$30,000.00 pour l'achat du terrain, fait il y a au-delà de 20 ans; \$7,350 pour un changement dans la brique, tel que recommandé par les architectes; \$155,500 pour les fondations, d'après le prix d'unité prévu par le contrat et sur lequel des soumissions ont été demandées; \$120,803 pour le mur d'enceinte et les fondations, tel que prévu par le contrat, et sur lequel on a également soumissionné \$73,183 pour l'égout, la canalisation et l'aqueduc requis par le

bureau d'hygiène de Québec; \$31,989 pour une fontaine aseptique, le bureau d'hygiène ayant défendu, et avec raison, de construire les égouts de la prison dans la rivière des Prairies sans un système de désinfection; \$11,996 pour les appareils électriques intérieurs; \$4,000 pour le système de téléphone intérieur; \$11,206 pour l'aménagement des cuisines; \$16,723.36 pour l'installation et la modification du chauffage et de la ventilation.

Nous arrivons donc, dit-il, avec ceci que, sur un contrat de trois millions, nous n'avons qu'une somme de \$250,000 non prévue.

Il s'agit plus, en cette Assemblée, de \$254,000 pour des extras rendus nécessaires à la suite des représentations du gouverneur de la prison qui nécessairement, après s'être rendu dans cette nouvelle bâtisse, a suggéré des modifications dont l'expérience seule montrait la nécessité.

Cette prison était nécessaire, dit-il, et nous l'avons construite à un prix élevé, c'est vrai, mais nous l'avons payée avec nos revenus.

Il est donc absolument faux de prétendre qu'il y a eu des extras non autorisés et non prévus par les contrats au montant de \$1,146,360.

Les députés de Jacques-Cartier et de Témiscouata prétendent que la prison coûte trop cher, mais il suffit de voir ce que coûtent les prisons dans les autres pays pour constater que celle de Bordeaux n'a rien d'exagéré. Celle de Fresnes, en France, coûte \$4,000,000; celle de Nantes, \$4,400,000; celle de Still Water, \$2,500,000; celle de Joliette, \$2,000,000; celle de Brooklyn, N. Y., \$5,000,000; celle de Blackwell Island, \$3,000,000; celle de Learnworth, \$3,000,000; et celle de La Seine, en France, \$2,800,000 sans son ameublement ni son atelier.

La première partie de la motion qui accuse le gouvernement d'avoir dépensé une somme d'un million et demi sans demander de soumissions et sans avoir été autorisé est donc sans fondement. On voit que les trois contrats qui ont été donnés formaient un total de deux millions et demi et que la somme de \$1,550,000 qui fut dépensée additionnellement avait aussi été prévue à l'avance.

Maintenant, on demande à censurer le gouvernement à cause du travail mal fait et de la mauvaise administration. Quant à ce dernier point, cela dit, le ministre regarde le procureur général.

Il trouve étrange que les plaintes viennent, au sujet de l'administration et de la construction, non pas des prisonniers qui sont pourtant les plus intéressés, ni des inspecteurs, ni des architectes qui en ont fait l'inspection, mais de quatre gardes qui ont

été expulsés. Il est également extraordinaire que ces gardes, qui se déclarent bons libéraux, aient déposé dans les mains de l'opposition les plaintes qu'ils avaient à faire.

Leurs affidavits sont remplis de commérages et de simplicités. L'un d'eux déclare que les prisonniers de la prison de Bordeaux, la crème de la population évidemment, s'étaient grandement scandalisés parce qu'une femme était venue voir son mari à la prison et qu'on lui avait permis de s'enfermer dans une cellule avec son mari. Le gouvernement n'a jamais reçu de plaintes de la part de ses architectes ou de ses inspecteurs. La prison est bien construite et la province en a eu pour son argent.

C'est l'opinion de tous ceux qui l'ont visitée. Le maire de Toronto a déclaré que la prison de Bordeaux était la plus belle et la mieux aménagée de tout le continent. Un architecte envoyé par le gouvernement espagnol pour visiter les prisons américaines a déclaré que la prison de Montréal était la plus belle de toutes celles qu'il avait vues au cours de son voyage.

Il ajoute que l'opposition devrait cesser, dans son propre intérêt, de jouer sur cette vieille corde. Le chef de l'opposition lui-même devrait regarder par-dessus les murs de prison. Si le Parti conservateur a mis le député de Jacques-Cartier (M. Cousineau) à la tête de l'opposition à Québec pour continuer à ressasser cette vieille affaire, c'est que, n'importe qui étant bon à n'importe quoi, on peut le mettre n'importe quand, n'importe où. Le ministre des Travaux publics déclara également que le gouvernement allait faire une nouvelle inspection de la prison et que les défauts seraient réparés aux dépens des entrepreneurs.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Le ministre (l'honorable M. Taschereau) prétend qu'il n'y a pas d'extras et pourtant il a produit, hier, un état donnant un total de plus de \$750,000 d'extras relativement aux affidavits des gardes que le ministre ne prend pas au sérieux.

Il apporte le témoignage de prisonniers qui corroborent les faits rapportés par les gardes.

Il est étonnant de voir le ministre venir tourner en ridicule toutes ces affirmations solennelles qui détruisent, en somme, toute sa théorie.

Le ministre prétend encore, dit-il, que le gouvernement n'a pas fait d'emprunt pour la prison de Bordeaux quand le dernier statut est là pour nous apprendre que la prison comptait pour plus d'un million dans le récent emprunt de dix millions.

Le ministre prétend que c'est une des plus belles prisons du monde. Si c'est là son seul titre de gloire, qu'il le garde. Si le gouvernement fait toute sa gloire de la construction d'une prison, c'est son affaire, il n'est pas difficile. Pour d'autres, cette prison restera toujours comme un monument de folie, monument coûteux qui pèsera longtemps et lourdement sur les épaules du peuple.

Aujourd'hui, chaque prisonnier coûte à la province \$1,000 par année; peu importe que l'Espagne ou les États-Unis nous envient cette prison.

Le gouvernement devrait accorder une enquête.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement ne peut feindre d'ignorer que les hommes qui ont signé les affidavits sous serment sont des libéraux qui ont obtenu leur poste de l'administration.

Il se montre étonné de voir le ministre reprocher à l'opposition son attitude au sujet de la prison. Depuis 1907, l'opposition a toujours eu à ce sujet la même attitude. Aujourd'hui, devant les gaspillages et les déclarations que l'on sait, on a demandé une enquête; on nous l'a refusée. Le ministre croit que nous allons abandonner cette attitude. Nous continuerons de persévérer.

Il rappelle ce que les oppositions réduites ont fait dans les provinces du Manitoba, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique.

Au Manitoba et en Saskatchewan, on a demandé des enquêtes sur des constructions publiques; on les a refusées comme on nous a refusé, hier, celle que nous avons demandée. On connaît les résultats au Manitoba et en Saskatchewan.

Il est donc étrange de voir le ministre des Travaux publics faire un crime à l'opposition de demander une enquête sur cette construction de Bordeaux quand nous produisons des accusations qui justifient cette demande d'enquête.

Le ministre dit que cette construction n'a pas forcé la province à emprunter quand on a été obligé d'augmenter les taxes comme celles des timbres judiciaires.

Mais c'est la politique du gouvernement aujourd'hui de refuser les enquêtes, non pas seulement celles que demande l'opposition, mais celles que requiert l'opinion publique.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Dans le préambule de la motion, on a essayé d'embrouiller les choses et de faire croire qu'on avait trompé l'électorat et qu'on était allé au-delà des pouvoirs du gouvernement.

Il cite des articles des statuts refondus permettant au gouvernement, sans nullement consulter la Chambre, par simple arrêt ministériel, de décider la construction d'une prison.

Le gouvernement n'a pas construit la prison de Bordeaux pour le plaisir de donner un contrat. Donner un contrat, c'est toujours une source d'ennuis pour le gouvernement sûr d'être critiqué par l'opposition, qu'il fasse bien ou mal.

Il y a des années que Montréal réclamait une nouvelle prison, l'ancienne prison étant dans un état lamentable et déplorable, disait-on. À l'époque, l'attention du gouvernement à cet égard avait été attirée par un honorable citoyen de Montréal

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un député libéral?

L'honorable M. Gouin (Portneuf) J'ai dit "un honorable citoyen", et il n'est pas étonnant qu'il fût un député libéral.

La prison de Montréal s'imposait et nous avons cru qu'il nous fallait une autorisation; on nous a autorisés à emprunter une somme de \$750,000 pour payer en tout ou en partie la construction. Nous étions autorisés en plus à emprunter \$1,500,000, et, si la prison a coûté plus de trois millions, nous les avons payés. On n'a pas emprunté un seul sou, cette construction a été faite à même les surplus de la province.

Depuis neuf ans, on parle constamment de prison de Bordeaux, en Chambre, et aujourd'hui on crie au scandale parce que le gouvernement ne veut pas accorder une enquête sur des faits puérils établis par des gardes destitués et des anciens pensionnaires de la maison. Pour lui, comme il l'a dit hier, il n'a peur d'aucune enquête et il l'accordera pourvu qu'on la demande d'une façon régulière.

Je n'ai pas peur des assertions que l'on a faites. On nous censure sur des dires de quatre gardes, c'est l'affaire de l'opposition. Nous voterons. Il ne veut pas s'arrêter aux insanités contenues dans les affidavits de la motion. Il n'a aucune objection à les voir imprimées dans les *Procès-verbaux* de la Chambre.

M. l'Orateur statue sur ce point.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Je ne sais pas si l'opposition a l'intention de prolonger cette session, mais il n'est certes pas dans l'intention du gouvernement de l'en empêcher. L'opposition aura toute la latitude voulue dans les circonstances.

Il a toujours été personnellement l'objet des basses attaques provenant de l'autre côté de la Chambre, "mais ma réputation demeure intacte auprès des gens sensés. Depuis 10, 15 et 20 ans, nous administrons cette province de manière efficace, intelligente et honnête." Il permet un vote libre de la Chambre.

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Bérubé, Cousineau, D'Auteuil, Gadoury, Gault, Labissonnière, Morin, Sauvé, Slater, Sylvestre, 10.

Contre: MM. Allard, Bissonnet, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Décarie, Delisle, Demers, Desaulniers, Finnie, Fortier, Francoeur, Gendron, Godbout, Gosselin, Guin, Leclerc, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Mayrand, Mercier, Mitchell, Ouellette, Péloquin, Phaneuf, Pilon, Reed, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Robillard, Séguin, Stein, Tanguay, Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Therrien, Tourigny, Trahan, Turcot, Vilas, 44.

La motion d'amendement est ainsi rejetée.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et loi des établissements industriels, S. R. Q., 1909, articles 3749-3789; 3829-3866; tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, S. R. Q., 1909, article. 2489-2520 - loi des différends ouvriers de Québec - salaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas six mille neuf cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les juges de la Cour des sessions de la paix, Québec et Montréal, comme juges et commissaires des licences: magistrats de police à Montréal, constables et huissiers auciendiers à Québec et à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 15 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante et un mille trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parle des plaintes qui ont été formulées par l'honorable Georges-Élie Amyot, au Conseil législatif, au sujet de l'administration de la justice à Montréal. M. Amyot s'était plaint de la lenteur avec laquelle les juges rendaient leurs décisions et il avait demandé un remède.

L'honorable M. Guin (Portneuf) déclare qu'il n'y a pas eu de plaintes de portées, à sa connaissance, contre l'administration de la justice au chapitre de la juridiction criminelle. Pour ce qui regarde la juridiction civile, il sait qu'on a fréquemment réclamé contre la lenteur de certains juges et qu'il en a été question au Conseil législatif.

Il y a, dit-il, encombrement considérable de causes de la Cour supérieure dans le district de Montréal. Voilà une couple d'années, on a essayé de remédier à ce mal, des juges s'étaient imposé une tâche extraordinaire. Aujourd'hui, la situation est pire qu'elle n'était alors. On reproche aux juges de garder les causes en délibéré trop longtemps et de prendre trop de temps à rendre leur jugement.

Le premier ministre donne lecture d'une lettre qu'il a reçue dernièrement de M. G.-A. Marsan, avocat de Montréal, qui corrobore les dires de l'honorable M. Amyot, l'autre jour, au Conseil. Il y a 22 ans, dit-il, que M. Marsan pratique à Montréal et il a eu à se plaindre de l'encombrement des causes dû au trop petit nombre de juges. Dans sa lettre, M. Marsan cite deux cas: celui d'une cause instituée en avril 1911 et qui est en délibéré devant un juge depuis février 1915; l'autre cause est en délibéré depuis la même date.

L'année dernière, le conseil du Barreau a suggéré de créer une loi pour obliger les juges à rendre leurs jugements dans un délai fixé. M. Marsan prétend que ce délai s'impose et cet avocat ajoute, dans sa lettre: "Un juge qui n'est pas capable de rendre jugement après avoir délibéré durant 60 jours est indigne et incapable d'occuper ce poste de juge."

Cette question de l'amoncellement des causes à Montréal a occupé l'attention publique depuis longtemps. Quand l'honorable M. Casgrain exerçait les fonctions de procureur général, on avait suggéré l'adoption d'une loi fixant un délai dans lequel les juges rendraient leurs jugements. Cette suggestion fut refusée.

Il dit qu'il a demandé l'opinion de plusieurs juges qui ont été unanimes à s'objecter à laisser mettre dans les statuts de la province une telle loi.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande si le procureur général (l'honorable M. Gouin) a eu d'autres plaintes à part les expressions d'opinions du Barreau de Montréal et de M. Marsan.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dit qu'il n'a pas eu d'autre plainte. Il ajoute que certains juges diffèrent trop longtemps leurs jugements ou ont un trop grand nombre de causes en délibéré; le premier ministre cite le cas d'un juge qui, à sa mort, avait 240 causes en délibéré.

Il croit que la solution du problème, c'est l'augmentation du nombre de juges et la nomination à ces fonctions importantes d'hommes jeunes, en bonne santé et habitués au travail. J'en connais devant moi, dit-il, qui feraient d'excellents magistrats. Il n'en manque pas chez nos amis de la gauche.

Ce n'est pas au gouvernement provincial de nommer des juges. Tout ce qu'il peut faire, c'est de soumettre la question au gouvernement fédéral.

Il a eu des entrevues avec le ministre de la Justice qui lui a déclaré qu'il était impossible pour le moment d'augmenter le nombre des juges à Montréal. Il faudra donc en attendant demander aux juges de hâter autant que possible l'expédition des affaires.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare qu'il est d'opinion qu'il faut forcer les juges à rendre leurs décisions plus tôt, car certains d'entre eux attendent tellement longtemps qu'ils ne se rappellent plus les faits de la cause qu'ils ont délibérée.

Il cite une cause dans laquelle une certaine Anna Couture a été accusée et trouvée coupable d'obtention d'argent sous de fausses représentations. Il a demandé récemment, en février, la production des documents dans cette affaire et il croit maintenant pouvoir dire que, le lendemain de son interpellation, ce dossier a disparu du palais de justice.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Je n'ai jamais entendu parler de cette affaire. Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a sans doute été mal renseigné.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) affirme que le dossier de cette cause a été volé.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dit qu'après informations prises à Montréal il peut déclarer que toutes les pièces de la cause sont au palais de justice de Montréal et qu'il en fera tenir copie au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) quand celui-ci le voudra.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Depuis quelques jours seulement alors. Il avait bel et bien disparu.

Il parle de certains détails de la cause et des certificats utilisés par les docteurs pour interrompre le procès pendant une longue période.

Si mes informations sont correctes, l'accusée n'a jamais reçu sa sentence; j'ignore si c'est par favoritisme ou en raison des procédures du tribunal.

La résolution est adoptée

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les registrateurs, traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comme journaliste et comme député, j'ai toujours été en faveur de l'amélioration de la voirie dans la province de Québec. Les bonnes routes rapprochant nos campagnes des grands centres sont d'un grand avantage pour les cultivateurs et les citoyens, pour le producteur et le consommateur. En 1909, le gouvernement faisait adopter une loi accordant des primes aux municipalités pour l'amélioration de la voirie. L'honorable chef de l'opposition, débutant alors dans cette Chambre, prêcha la politique des grandes routes nationales.

Le gouvernement sourit et prétendit que cette politique n'était pas pratique. Quelques années plus tard, le gouvernement faisait adopter sa loi des bons chemins, 1912, pourvoyant à la construction de grandes routes. L'opposition ne s'opposa point au principe de cette loi, mais elle prétendit que la politique du gouvernement manquait de méthode, de plan d'ensemble, ne produirait pas les résultats attendus ou vantés, qu'au contraire elle doterait notre province de bouts de chemins mal faits en trop de localités.

L'opposition s'opposa aussi à ce qu'un conseil municipal pût emprunter sous l'empire de la loi des bons chemins sans le consentement de la majorité des contribuables de la municipalité aussi. Aussi, nous avons demandé la classification des routes, ainsi que le disait encore récemment l'honorable chef de l'opposition.

À peine le gouvernement avait-il mis sa politique en exécution qu'on en aperçut les inconvénients. Dans le but de jeter de la poudre aux yeux du public, le gouvernement se hâta d'inaugurer sa politique. Les élections pressaient et il trouva important pour lui de faire toutes sortes de promesses de générosité et de commencer le plus tôt possible. Il s'agissait de décider au plus vite possible un bon nombre de municipalités à adopter sa politique d'emprunt. Il envoya des conférenciers prêcher l'évangile des bonnes routes par toute la province. Se basant sur les conseils erronés de ces conférenciers, des conseils municipaux ont consenti à macadamiser des chemins et plusieurs de ces municipalités furent trompées par les conférenciers, les ingénieurs, les inspecteurs et le ministre de la Voirie.

Les responsables du gouvernement, poursuit-il, ont incité les municipalités à acheter des quantités considérables de pierre sans leur avoir fourni l'information nécessaire quant à la qualité, et, dans certains cas, les routes furent condamnées en raison de la mauvaise qualité de la pierre pourtant recommandée par les responsables, faisant ainsi encourir aux municipalités des dépenses additionnelles. Ces pratiques amènent les municipalités à des querelles, à des poursuites judiciaires et à des dépenses considérables pour des travaux mal faits.

Les grandes routes souffrent d'un manque de plan et de méthode. Des soumissions spécialement pour la route Montréal-Québec furent demandées, sans plans, sans devis, sur des spécifications fantaisistes, confondant les verges cubes avec les pieds cubes, faisant une différence de 27 à 1. Cela a entraîné des coûts additionnels. Il dit que, dans certaines sections, les inspecteurs du gouvernement ont préconisé des routes macadamisées au coût de \$6,000 par mille, alors que, prétend-il, des routes au coût de \$2,000 auraient été adéquates et plus durables.

À cause de l'incompétence de certains entrepreneurs et de leur ambition de faire le plus de bénéfices possible, une grande partie de ces routes déjà faites demandent des réparations. Leur entretien va être trop coûteux. Les réparations de la route Édouard VII ont coûté au gouvernement la somme de \$321.77 par mille (voir *Procès-verbaux*, 1916).

Au début de cette session, pour que la Chambre puisse se bien rendre compte du résultat de cette politique de voirie et pour se justifier de voter ou de refuser de voter des deniers pour la poursuite de cette politique, j'ai demandé la production des dossiers relatifs aux municipalités et au ministre de

la Voirie depuis 1914. Le ministre de la Voirie s'y refusa et, pour tenter de le justifier, le premier ministre prétendit que ce travail allait coûter \$25,000 à la province! J'insistai, consentant à n'exiger que la production de la correspondance, pourvu que le ministre de la Voirie consentît à fournir, au besoin, les renseignements demandés. Plusieurs fois, j'ai dû écrire au ministre de la Voirie pour obtenir les documents demandés et dont la production avait été autorisée par la Chambre. La mauvaise foi dira peut-être que j'ai attendu la fin de la session pour provoquer ce débat, mais la vérité répondra que ce débat pouvait se faire difficilement avant aujourd'hui, faute du gouvernement de produire les documents demandés et parce qu'il y avait aussi d'autres questions à discuter, et que la prorogation ne s'impose que par le désir des ministériels de finir le plus tôt possible la discussion de leurs actes.

Les documents produits sont incomplets. Cependant, par ces documents et des renseignements recueillis ailleurs, il appert que bien des chemins sont mal faits parce que les municipalités ont été mal conseillées et les travaux mal dirigés par les officiels du gouvernement, que le gouvernement n'a pas payé régulièrement les comptes faits par les municipalités en vertu de la loi de 1912; à cause du long retard du gouvernement à payer ces comptes, des municipalités furent obligées d'emprunter aux banques à des taux d'intérêt élevés.

Je soutiens que le gouvernement mérite la censure, pour les raisons dans la motion que nous donnons plus loin.

Il analyse un grand nombre de dossiers dans lesquels sont enregistrées des plaintes à propos du retard à payer les montants dus, des instructions des ingénieurs et des rapports d'inspecteurs.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Champlain (M. Labissonnière), que tous les mots après "que", dans la motion en délibération, soient remplacés par les suivants:

Attendu que, le 19 janvier 1916, il a été fait en cette Chambre une motion demandant la production de copie de tous documents, correspondance, etc., échangés entre le secrétaire ou aucun des membres des conseils de plusieurs municipalités et le ministère de la Voirie depuis 1914 jusqu'à la date susdite;

Attendu que l'honorable ministre de la Voirie a demandé de ne pas exiger copie de tous les dossiers de ces municipalités, promettant de fournir à la Chambre tous les renseignements nécessaires concernant la voirie et les municipalités;

Attendu qu'aux pages 205 et 206 des *Procès-verbaux* de cette Chambre nous lisons les interpellations et les réponses suivantes:

M. Morin: 1. Quels ont été les montants dépensés dans la paroisse de Saint-Gédéon, comté de Lac-Saint-Jean, pour travaux de macadam depuis le 1er janvier 1914 jusqu'à date?

2. À qui ces divers montants, soit pour matériaux, travail ou autre cause, ont-ils été payés dans chaque cas?

L'honorable M. Tessier (Réponse): 1. Le gouvernement a payé à la municipalité \$38,633.31.

2. Le gouvernement l'ignore.

M. Sauvé: 1. Quel montant a été payé à Étienne Coulombe père, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, au cours de l'année 1914, pour ses services comme secrétaire préposé aux travaux de macadam exécutés dans cette localité?

2. Quel montant a été payé, d'après le ou les rôles de paie couvrant ces mêmes travaux, à toute autre personne ou personnes portant le nom de Coulombe?

L'honorable M. Tessier (Réponse): 1 et 2. Le gouvernement l'ignore.

M. Sauvé: 1. Quel montant a été payé, en 1914, à Wilfrid Boivin, de Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean, pour pierre livrée sur les travaux de macadam en cet endroit?

L'honorable M. Tessier (Réponse): 1 et 2. Le gouvernement l'ignore.

M. Sauvé: 1. Quel montant a été payé, en 1915, à Stanislas Bouchard, de Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean, pour son travail comme journalier ou à autre titre, à l'occasion des travaux de macadam dans les chemins de cette paroisse?

L'honorable M. Tessier (Réponse): 1. Le gouvernement l'ignore.

Attendu que le ministre de la Voirie a donné la même réponse à plusieurs autres interpellations du même genre;

Attendu que le ministre de la Voirie, en consultant les rôles de paie que ces municipalités ont produits à son département, aurait pu donner les renseignements demandés;

Attendu qu'il reste encore à produire un grand nombre de ces dossiers; que plusieurs des dossiers produits sont incomplets quant à la correspondance intervenue entre les corporations municipales et le département de la Voirie;

Attendu qu'il appert, à l'étude de ces dossiers, que les chemins ont été mal faits à cause d'une incompétence et d'un manque de surveillance dont le ministère de la Voirie doit être tenu responsable; que

des difficultés nombreuses et presque constantes se sont élevées à cause de l'incompétence des ingénieurs et des inspecteurs, du manque de méthode dans l'application de la loi des bons chemins, 1912, et de l'inertie du ministère de la Voirie; que des conférenciers du gouvernement ont induit des municipalités à acheter de la pierre pour des montants considérables, sans leur donner les renseignements nécessaires sur la qualité de cette pierre, et que ladite pierre a été déclarée inacceptable par un inspecteur du gouvernement, après la confection du chemin où elle avait été posée, et que finalement elle a été acceptée par un autre inspecteur du gouvernement; que des officiers du gouvernement ont visité des travaux dans certaines municipalités et que les instructions des uns contredisent celles des autres; que des officiers du gouvernement, à cause de leur incompétence, ont conseillé de faire du macadam qui a coûté au-delà de \$6,000 le mille, dans ces endroits où le gravelage, coûtant au plus \$2,000 le mille, eût été plus durable et plus avantageux; que le gouvernement, par son département de la Voirie, a trompé les corporations municipales et quant au mode de paiement des allocations promises à chacune d'elles pour faire des chemins, quant au mode de remboursement des emprunts faits par lesdites corporations municipales et quant au mode de paiement des intérêts sur lesdits emprunts; que le département de la Voirie n'a pas avec diligence et exactitude rempli les engagements qu'il a pris avec les différentes corporations municipales de cette province relativement aux allocations promises et dues; que, dans la plupart des cas, le département de la Voirie a longtemps tardé, sans raison valable, le paiement des allocations promises et dues aux différentes municipalités; que ce retard dans le paiement des réclamations dues aux différentes corporations municipales a causé de graves préjudices, tant à ces corporations qu'à leurs contribuables, et ainsi a forcé les corporations à contracter des emprunts temporaires à des taux d'intérêt élevés; que l'incurie et l'incompétence du ministère de la Voirie ont causé des difficultés entre les différentes corporations municipales et le trésorier provincial à l'époque des échéances des intérêts;

Attendu que, suivant une réponse à une interpellation, l'honorable M. Mitchell, trésorier de la province, a déclaré que 90 municipalités avaient retardé à payer l'intérêt sur emprunt et que même il avait menacé l'une d'elles de prendre des procédures légales pour obtenir le paiement de ces arrérages

d'intérêt (*Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, 11 février 1916, page 185), que, dans un grand nombre de cas, ces difficultés entre le trésorier provincial et les corporations municipales étaient dues au fait que le gouvernement n'avait pas payé les allocations promises et dues par le département de la Voirie, que, dans ces cas, les corporations municipales ont, en général, répondu au trésorier provincial qu'elles étaient grandement surprises d'être appelées à payer l'intérêt au gouvernement alors que ce même gouvernement leur devait un montant plus considérable que le leur;

Attendu que le gouvernement a déjà approprié une somme de quinze millions de piastres (\$15,000,000) à la construction des chemins, suivant les dispositions de la loi des bons chemins, 1912;

Attendu que la construction des routes provinciales a déjà coûté jusqu'à ce jour la somme de \$4,496,941.30, qu'elles coûteront pas moins de dix à douze millions et que leur entretien sera aussi très onéreux;

Attendu que la réponse à une interpellation consignée à la page 217 des *Procès-verbaux de l'Assemblée Législative*, 1916, établit que le coût des travaux de réparation dans l'une de ces routes s'est élevé jusqu'ici à \$321.77 par mille;

Attendu que, pour la construction de ces routes, le gouvernement a demandé des soumissions, entre autres pour la route Montréal-Québec, sans plans ni tracés, sur spécifications fantaisistes, et que ce procédé a causé ennui, injustice, préjudices et perte d'argent;

Cette Chambre, reconnaissant la nécessité de l'amélioration de la voirie, invite le gouvernement à modifier sa politique dans l'application de la loi des bons chemins, 1912, à adopter une méthode plus pratique et plus judicieuse, de manière à éviter des dépenses inutiles, des difficultés regrettables, et à ne pas imposer aux municipalités des obligations trop lourdes pour du macadam ou du gravelage dont l'entretien serait trop dispendieux.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Je n'ai pas éprouvé le moindre étonnement à l'audition du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé). Cette grosse pièce d'éloquence n'est que la continuation du système de critique que l'opposition a entrepris pour fausser l'opinion publique. Je remarque cependant que mon ami le député de Deux-Montagnes y a mis plus de modération que d'habitude. Ses discours passés nous avaient habitués à des diatribes et ce n'est pas sans une certaine surprise que nous le voyons aujourd'hui un peu radouci.

Cette modération nous surprend d'autant plus que les journaux de l'opposition avaient annoncé que des révélations stupéfiantes seraient faites par le député de Deux-Montagnes au cours de la session. Dès la première séance de la Chambre, le député de Deux-Montagnes a fait des motions pour obtenir une quantité considérable de documents. De plus, l'opposition a déployé en dehors de la Chambre aussi une énergie extraordinaire pour se procurer les renseignements qui devaient confondre le gouvernement. Après avoir fait produire, dit-il, presque tous les dossiers du département et avoir demandé aux secrétaires des municipalités des renseignements sur la construction des chemins en macadam, la Chambre s'attendait pour le moins à voir sortir du sac un chat bien constitué.

Mais, après toute cette préparation, après ces vaticinations, après que l'opposition a eu entre les mains la plus grande partie des documents dont elle a demandé la production, quand le moment est venu de livrer à l'électorat le secret des scandales du ministère de la Voirie, nous voyons sortir du sac un pauvre minet mal léché qui a peine à respirer et qui ne demande qu'à retourner dans le néant.

Le député de Jacques-Cartier fait un grand discours au cours duquel il est obligé de s'arrêter pour éponger son front et pour prendre un ton de voix moins échauffant, et, quand il a fini, nous découvrons qu'il a exposé trois griefs. Il s'est plaint de la lenteur avec laquelle les documents ont été produits, du retard apporté dans le paiement des octrois aux municipalités et de certains défauts dans la construction des chemins. Voilà tout ce que peut trouver le député le plus redoutable de l'opposition après une préparation de deux mois.

Il répond à ces griefs que le département a apporté toute la différence possible à la préparation des documents demandés. Sitôt que la demande fut faite, nous explique le ministère de la Voirie, c'est-à-dire vers le 25 janvier, tous les employés du ministère qui étaient disponibles se mirent à l'ouvrage. Le département a fait appel à nombre de copistes de l'extérieur. Il lui en a coûté plusieurs milliers de piastres. Nous y avons apporté toute la célérité possible et, dans certains cas, des dossiers qui avaient des centaines de pages furent produits dans quelques jours. Il s'agissait de plus de 100 dossiers dont l'un, entre autres, demandé le 29 février, avait 1,300 pages.

Il est cependant étonnant que le député des Deux-Montagnes n'ait pas puisé dans ces documents pour y trouver les principaux arguments qu'il a amenés aujourd'hui. Il a avoué lui-même que la plupart de ses

renseignements lui venaient du dehors. Nous pouvons nous demander pourquoi il exigeait tant de promptitude dans la production de ces pièces, quand il ne devait pas apparemment s'en servir. En définitive, le ministre de la Voirie déclare qu'il ne reste plus qu'une quinzaine de dossiers à produire sur une centaine qu'avait demandés le député de Deux-Montagnes. On ne peut vraiment reprocher au gouvernement d'avoir retardé sciemment la production de ces documents.

Le second reproche de l'opposition n'est pas beaucoup plus solide que le premier. Elle nous accuse, dit le ministre de la Voirie, d'avoir retardé trop longtemps pour payer aux municipalités le montant que le gouvernement leur devait pour la construction des chemins. Le chef de l'opposition aurait voulu que l'administration eût payé les municipalités avant la fin des travaux entrepris, mais le gouvernement est trop soigneux pour ne pas prendre le temps de vérifier soigneusement les comptes. Les retards mêmes qu'on reproche à l'administration sont une preuve qu'elle ne sème pas à l'aveuglette l'argent de la province. D'ailleurs, dans la plupart des cas, les retards ont été dus aux municipalités elles-mêmes; ils étaient la résultante inévitable des irrégularités de procédures commises par les secrétaires des corporations municipales. On a dû retourner une quantité de dossiers pour faire corriger des erreurs, pour les compléter.

Les secrétaires municipaux, dans l'envoi des comptes et des estimés, ont souvent fait preuve d'inexpérience et de mauvaise volonté. Dans chaque cas, on n'a payé que quand toutes les conditions ont été remplies et les choses faites absolument régulièrement. Il cite tous les cas mentionnés par le chef de l'opposition, donnant pour chacun la cause du retard dans les paiements. Dans tous les cas, sans exception, le gouvernement a mis toute la célérité possible pour payer ses dettes.

Il ajoute cependant que des retards ont pu être constatés, mais qu'il ne faut pas s'en étonner et s'en scandaliser outre mesure. Il y a certains retards qui son inhérents à une organisation aussi considérable que celle du département de la Voirie: vérification de comptes, mise en ordre des dossiers, classification des documents, etc. Il faut bien songer que, dans le moment, 300 à 400 municipalités se prévalent de la loi des bons chemins et que chacune fait ses rapports en détail; il faut que tous ces rapports soient examinés et vérifiés. L'administration de la voirie de la province de Québec n'est pas une entreprise moindre que plusieurs grandes compagnies particulières où les mêmes erreurs se produisent quelquefois sans être une preuve de mauvaise volonté.

On a encore reproché au département de n'avoir pas construit les chemins suivant les règles de l'art, dit-il. Ce reproche n'est aucunement fondé. Nous ne prétendons pas que ces travaux aient été exécutés parfaitement. Comme toute œuvre humaine, il y a des imperfections. Il faut tenir compte de la nature des terrains sur lesquels ces chemins ont été faits, de la rigueur des saisons, des conditions climatiques qui changent selon les régions et de diverses autres causes qui peuvent affecter la qualité des travaux. Nous prétendons que nos ingénieurs sont compétents, que tous nos employés sont dignes de la confiance que nous avons mise en eux. Nous préférons prendre le témoignage de ceux qui utilisent les chemins que nous avons construits et qui en sont satisfaits plutôt que de nous en rapporter à ceux qui ont intérêt à critiquer le gouvernement. Aucune municipalité ne s'est plainte de la défectuosité des travaux. Les inspecteurs ont toujours fait des rapports satisfaisants. J'aime mieux me fier à la parole des paroisses où ces chemins sont bâtis et aux rapports des inspecteurs du gouvernement qu'aux renseignements du chef de l'opposition qui sortent on ne sait d'où.

Nous pouvons ajouter que les reproches du député des Deux-Montagnes ne sont pas basés sur des faits particuliers et qu'ils ne peuvent s'appliquer à la construction des routes en général.

Le chef de l'opposition n'a pas osé, continue-t-il, combattre ouvertement la politique de la voirie du gouvernement. Il se contente de signaler certaines défectuosités et voudrait que tout fût parfait. Il ne faut pas oublier que le gouvernement actuel a créé l'œuvre de l'amélioration de la voirie dans notre province. Il lui a fallu tout organiser, trouver des hommes expérimentés et acheter des machines. Avant 1912, les gouvernements s'étaient peu occupés de cette question. La loi des bons chemins consacrait une politique pratiquement nouvelle dont les effets bienfaisants n'ont pas tardé à se faire sentir dans toute la province. Prétendra-t-on que nous pouvions réaliser pareille réforme et obtenir la perfection dans tous les détails dès le début? Depuis 1912, nous avons dépensé \$12,000,000 pour faire 1,700 milles de routes dans la province, tant nationales que municipales. Nous savons comment chaque centin a été dépensé et nous pouvons montrer des progrès proportionnés à la dépense. De tous les côtés, de toutes les parties de la province et de l'extérieur, nous avons eu des félicitations, un grand nombre de municipalités ont profité des avantages qui leur étaient offerts et tous les jours arrivent des demandes nouvelles au département. La route Édouard VII,

longue de 36 milles, est terminée; la route Sherbrooke-Derby Line, 31 milles, également. Nous avons fait 66 milles de chemins gravelés sur la route Lévis-Jackman; 147 milles de la route Montréal-Québec sont terminés, le 7 milles qui reste le sera en août prochain, probablement.

Le chef de l'opposition nous a reproché d'avoir été trop vite dans les travaux tandis que les journaux de l'opposition ont prétendu que nous n'allions pas assez vite. Il faudrait que ces messieurs de la gauche accordent leurs violons.

Grâce à l'initiative du gouvernement actuel, grâce au zèle déployé pour mener à bonne fin cette politique de progrès, la province de Québec est aujourd'hui, au point de vue de la voirie, l'égale des autres provinces sinon à leur tête; elle a repris une avance considérable sur les autres. Le gouvernement va continuer dans cette voie pour assurer le développement économique et industriel de la province et le bien-être de tous les citoyens.

Tous les efforts du gouvernement, dit le ministre de la Voirie, tendent aujourd'hui à améliorer encore le système de construction des bons chemins. Nous nous efforçons de donner satisfaction aux municipalités en sauvegardant les intérêts de chacune et ceux de la province. En ce faisant, nous avons la conviction de travailler au développement et à la prospérité de la province de Québec.

M. Labissonnière (Champlain) se dit heureux de seconder les paroles du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé). Quoi qu'en dise, dit-il, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier), le député de Deux-Montagnes a fait sa preuve contre la politique de voirie du gouvernement dans les dossiers qu'il a demandés et qu'il a réussi à obtenir, bien qu'ils nous aient été présentés de façon assez incomplète.

La politique de voirie du gouvernement est une faillite complète. Il suffit d'avoir voyagé un tant soit peu sur les routes du gouvernement pour s'en apercevoir. On peut voir alors que c'est réellement à partir d'aujourd'hui que l'on doit parler de l'amélioration de la voirie. Car on peut voir qu'après deux ans de construction on en est rendu à faire des dépenses considérables pour réparer ces routes pourtant nouvelles.

On a trompé le peuple relativement à cette confection des routes de macadam. Avant d'en venir à la réalisation de cette politique, on entendait les conférenciers du gouvernement clamer que les routes de macadam du gouvernement devaient durer éternellement.

Le gouvernement n'a pas suivi la moindre méthode dans sa politique et, en cela, il est à blâmer au sujet de l'incompétence de ses ingénieurs. Le ministre de la Voirie, continue le député de Champlain, fait un reproche aux anciens gouvernements conservateurs de n'avoir rien fait à l'endroit des chemins. C'est qu'alors on n'avait pas les moyens que l'on a aujourd'hui. Tout évolue aujourd'hui et c'est être égoïste que de reprocher à ces gouvernements ce qu'on leur reproche aujourd'hui quand alors l'amélioration des routes n'était qu'à l'état d'essai.

L'opposition a toujours été favorable à cette politique de l'amélioration de la voirie. Quand le gouvernement a énoncé cette politique, nous étions favorables au principe. Nous avons fait alors des représentations que l'on n'a pas suivies. Nous recommandions la classification des routes, la compétence parfaite des ingénieurs. Si le gouvernement avait suivi ces conseils, il ne se trouverait pas aujourd'hui en face des difficultés qu'il éprouve et il n'aurait pas à répondre à ces plaintes qui lui arrivent de tous les côtés. Nous sommes donc pour l'amélioration de la voirie, mais à condition que les travaux se fassent avec méthode.

À l'heure où l'agriculture a besoin de tant de choses, de tout l'argent que l'on peut disposer pour les campagnes, on adopte une politique qui fait que les municipalités doivent s'endetter pour améliorer leurs routes. C'est comme cela que le gouvernement actuel sait venir en aide au cultivateur.

Espérons donc que le gouvernement en viendra bientôt à une politique de construction de routes qui ne seront pas presque entièrement à la charge des municipalités.

Il tient à relever les insinuations du ministre de la Voirie (M. Tessier) qui rejette à peu près entièrement la faute des déficiences, des retards, etc., relatifs à l'administration et à la production des documents sur les trésoriers des municipalités qu'il accuse de négligence et d'apathie. Il déclare qu'il est à sa connaissance personnelle que les trésoriers font leur devoir et que ce sont eux, au contraire, qui ont à souffrir du gouvernement.

M. Grégoire (Frontenac) parle des routes de la Rome antique, en rappelant qu'elles n'avaient pas été construites en un jour. Il prétend que le gouvernement est toujours en période d'apprentissage en matière de construction de routes et qu'il ne peut, comme Salomon, construire des routes en quelques années. Il est surpris par l'attitude de l'opposition. Mais il est facile de critiquer. Si les

rôles étaient inversés et que l'opposition avait la responsabilité de construire des routes, ils découvriraient qu'ils ne peuvent pas faire aussi bien que l'administration actuelle.

M. Slater (Argenteuil): Je trouve que le gouvernement mérite d'être censuré relativement au système adopté pour la politique des bonnes routes, étant donné la manière dont plusieurs de ces routes ont été construites. Quelques-unes d'entre elles indiquent déjà des défauts de construction démontrant de façon concluante que le gouvernement emploie des ingénieurs incompetents ou, ce qui est pire, qu'il néglige volontairement la surveillance de la construction des routes. Je ne sache pas que l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) se prend pour un Salomon en pareille matière, mais certainement le gouvernement n'a jamais failli de prendre pareille prétention à son compte. Quelles que soient par ailleurs les méthodes peu pratiques et extravagantes qu'il a toujours suivies.

J'admets que le gouvernement aime à citer des opinions favorables à sa politique. Est-ce que ces opinions ne sont pas par hasard celles d'entrepreneurs, d'inspecteurs ou autres parties intéressées? Que disent les cultivateurs? Ils prétendent que les routes s'effondrent. Ils parlent pourtant en connaissance de cause, car ce sont eux qui s'en servent.

L'opposition est également en faveur des bonnes routes. La province en a besoin. Le peuple en réclame, mais, quand il s'agit d'emprunter des deniers pour des fins quelconques, on doit voir à ce qu'ils soient dépensés de la façon la plus utile possible. Le seul objet du gouvernement semble être d'emprunter de l'argent pour le plaisir de le dépenser sans se soucier de l'utilité de ces dépenses.

Dans le comté que j'ai l'honneur de représenter, des routes récemment construites présentent déjà de graves déficiences, et ces routes ont été construites à grands frais. Il semble qu'il n'y a que les routes coûteuses qui répondent aux normes du gouvernement, et les municipalités qui désirent des routes en vertu de la loi des bons chemins sont entraînées dans des dépenses extravagantes.

Plus encore, le gouvernement n'a rien prévu pour l'entretien de ces routes. Le gouvernement y a-t-il jamais pensé? Si non, il ne peut prétendre connaître l'a b c en matière de construction de routes. Au congrès sur les bons chemins, M. W. Huber, ingénieur au Département des routes de l'Ontario, a fait valoir l'importance de l'entretien des routes en macadam. Toute planification de chemins en macadam est incomplète, dit-il, si on n'y prévoit pas d'entretien régulier.

Le titre "loi des bons chemins" est mal trouvé. Étant donné les conditions actuelles, cette loi aurait dû s'appeler "loi des mauvais chemins".

Quelles seront les conséquences de la politique du gouvernement? Les municipalités seront-elles chargées de l'entretien coûteux des routes qu'elles auront construites ou le gouvernement se réserve-t-il ce prétexte pour contracter de nouveaux emprunts? Si c'est cela, je puis lui dire que le peuple est déjà excédé de cette politique de la voirie et que la tension est telle que l'équilibre est près de se rompre.

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Cousineau, D'Auteuil, Gadoury, Gault, Labissonnière, Morin, Sauvé, Slater, Sylvestre, 9.

Contre: MM. Allard, Bissonnet, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Décarie, Delisle, Demers, Desaulniers, Finnie, Fortier, Francoeur, Godbout, Gosselin, Guin, Grégoire, Langlois, Leclerc, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mercier, Mitchell, Ouellette, Péloquin, Petit, Phaneuf, Pilon, Reed, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Séguin, Stein, Tanguay, Taschereau, Tessier (Trois-Rivières), Therrien, Tourigny, Vilas, 42.

La motion d'amendement est ainsi rejetée.

Et alors la motion principale est soumise à la Chambre, qui l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles du soir, écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles de réformes et d'industrie, y compris les dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

M. Cousineau (Jacques-Cartier): Où est l'Imprimeur du roi?

L'honorable M. Guin (Portneuf): M. Cinq-Mars est au front.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent en France, traitement et allocation pour loyer du bureau, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent de la province à Ottawa, traitement, comprenant toutes les dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec, aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour officier spécial, côte nord du Saint-Laurent, traitement, dépenses de voyages (O. C. no 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour S. P. Robins, principal retraité de l'école normale McGill, allocation annuelle en vertu de O. C. no 800 du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le collège de pharmacie, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement de la tuberculose, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent général de la province en Belgique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) pose une question au sujet du travail accompli en France par M. Godfroy Langlois.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): M. Langlois se tient à Paris en relation avec les réfugiés belges. Il fait un travail sérieux et intelligent.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

20. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent général de la province dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour dépenses de bureau, en sus du montant autorisé par 8 Édouard VII, chapitre 11, section 4, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le conservatoire Lasalle, à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le paiement de l'intérêt pour un an au 30 juin 1917, 3% par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Demande de documents:

Route Lévis-Montréal

M. Francoeur (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie des résolutions adressées au ministère de la Voirie par certains conseils municipaux des comtés de Lévis, Lotbinière et Nicolet, se rapportant à une route projetée, Lévis-Montréal, sur la rive sud.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) communique un message du lieutenant-gouverneur à M. l'Orateur.

M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

P.-E. LeBlanc, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1916, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1a)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 10 mars 1916

Il est ordonné que ledit message, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

Questions et réponses:**Octrois pour fins éducationnelles, comté de Portneuf**

M. Bernier (Lévis): 1. Quel est le montant des octrois accordés pour fins éducationnelles dans le comté de Portneuf, par le département de l'Instruction publique, depuis 1915?

2. Quelles sont les maisons d'éducation qui ont bénéficié de ces octrois, leur lieu d'établissement et les sommes reçues annuellement pour chacune d'elles, depuis cette date?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): 1. \$8,113.45 dont \$2,421.12 sur le fonds des écoles publiques, \$1,606.60 sur le fonds de l'éducation supérieure, \$1,150.00 sur le fonds des écoles élémentaires, \$2,500 sur le fonds des académies commerciales, \$165 pour primes aux municipalités les plus méritantes, et \$270.73 sur le fonds des municipalités pauvres.

2. Les subventions aux municipalités mentionnées ci-après ont été payées comme suit: (Voir le tableau ci-dessous)

	Écoles publiques	Éducation supérieure	Écoles élémentaires	Académies commerciales	Municipalités plus méritantes	Municipalités pauvres
Bois de l'Ail.....	31.16	58.42	200.00			
Cap-Santé, paroisse.....	39.34					
Cap-Santé, village.....	12.40	58.42				
Deschambault.....	81.28					
Grondines no 1.....	41.72	58.42				
Grondines no 2.....	32.76					
Lac-Saint-Joseph.....	6.84					
Les Écureuils.....	63.54	58.42				
Notre-Dame-des-Anges.....	103.10					25.00
Neuville.....	63.84	58.42				
Pointe-aux-Trembles.....	28.60					
Pont-Rouge.....	89.90	116.84		2,500.00	60.00	
Portneuf.....	132.24	116.84			30.00	
Saint-Alban.....	54.68		200.00			
Saint-Alban, village.....	63.00	58.42				
Saint-Augustin.....	127.94	58.42			40.00	
Saint-Basile.....	51.84					
Saint-Basile, village.....	81.64	58.42				
Saint-Bernardin.....	59.22					52.20
Saint-Casimir.....	74.84					
Saint-Casimir, village.....	174.72	87.64				
Sainte-Catherine.....	32.26	58.42			35.00	22.50
Sainte-Christine.....	41.28		100.00			23.36

	Écoles publiques	Éducation supérieure	Écoles élémentaires	Académies commerciales	Municipalités plus méritantes	Municipalités pauvres
Saint-Gilbert.....	44.04	.....	200.00			
Sainte-Jeanne-de-Neuveville	66.70					
Saint-Léonard-de-Port-Maurice...	79.90	.....	.....	.....	.....	22.50
Saint-Marc-des-Carrières	84.98	.....	.....	.....	.....	22.91
Saint-Raymond, paroisse	150.46					
Saint-Raymond, village.....	210.42	146.06				
Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables....	111.58	58.42	250.00	.....	.....	23.36
Saint-Thuribe	57.28					
Saint-Ubalde	127.62	58.42				

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 24 relatif à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec;
- bill 182 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances;
- bill 186 modifiant les articles 2168 et 2175 du Code civil et validant certaines législations.

Prorogation de la session

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande à l'opposition si elle est d'accord pour proroger la session demain.

Une voix de l'opposition donne l'assurance au premier ministre qu'elle accepte de proroger la session le 16 mars.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. Cette section concernant l'assistant-geôlier porte également le même numéro de section que la section précédente relative à la conduite du geôlier. Cette numérotation fautive a été conservée dans le respect de celle inscrite au *Journal de l'Assemblée législative*, 1916, pp. 344 et 346.

Première séance du jeudi 16 mars 1916

Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 10 h 30.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Entrepreneurs de la route
Montréal-Québec

M. Tellier (Joliette): 1. Quels sont les entrepreneurs de la route Montréal-Québec?

2. Quelle est la part de route entreprise par chacun d'eux?

3. Quelle est la date de chaque contrat?

4. Quels sont les sous-contrats donnés par chaque entrepreneur?

5. Quand et à qui chaque sous-contrat a-t-il été donné?

6. Où en sont actuellement les travaux de chaque entrepreneur?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): 1 et 3. H. Beauregard, contrat du 28 avril 1913, transporté à Provincial Building & Engineering Co., le 27 juin 1914.

Carniel & d'Andréa, contrat du 23 juillet 1914.

Stack & Léger, contrat du 28 novembre 1914 modifié le 14 octobre 1915.

Kennedy Construction Co., contrat du 18 octobre 1915.

Gagnon & Massicotte, contrat du 12 octobre 1915.

2. H. Beauregard et Provincial Building & Eng. Co., toute la route à l'exception des parties construites par les autres entrepreneurs et énumérées ci-dessous:

Carniel & d'Andréa: 12 milles, de Charlemagne à Saint-Sulpice;

Stack & Léger: 30 milles environ, de Lavaltrie à Saint-Barthélemy;

Kennedy Construction Co.: environ 10 milles de pavage en béton, du pont du Saint-Maurice, dans la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, jusqu'aux Trois-Rivières;

Gagnon & Massicotte: environ ½ mille, pavage en béton dans le village de Sainte-Anne-de-la-Pérade.

4. et 5. Henri Beauregard à James H. Barry & The Kennedy Construction Co., contrat en date du 6 juin 1914, 50 milles à partir d'environ 1 4/10 mille de l'église de Maskinongé aller à l'extrémité N.-E. de la route du bac, dans le Grand Rang, paroisse de Sainte-Anne.

Le même contrat a été transporté par James H. Barry à The Kennedy Construction Co., le 29 août 1914.

Gagnon & Massicotte, contrat du 25 août 1913, environ 50 milles de Saint-Augustin, comté de Portneuf, jusqu'à la paroisse Sainte-Anne.

6. Pour fins de construction, la route Montréal-Québec a été divisée en trois sections:

Division ouest:

Les contrats H. Beauregard & Carniel & d'Andréa sont terminés.

Dans le contrat Stack & Léger, il reste environ 21 milles de macadam à terminer; les fondations sont posées, excepté sur 4,400 pieds.

Division centre:

Sur le contrat H. Beauregard, il reste environ 7 milles de macadam à terminer.

Sur le contrat Kennedy Construction Co., il reste 2.10 milles de pavage en béton à faire.

Division est:

Sur le contrat Beauregard, il reste 4,162 pieds de macadam à faire.

Le contrat pour pavage en béton, de Gagnon & Massicotte, est terminé.

Note: Pour de plus amples informations, voir le procès-verbal no 38 de l'Assemblée législative, page 282.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas mille huit cent

cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la législature, S. R. Q., 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., de la Bibliothèque de la législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement), pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement): bureau du lieutenant-gouverneur, \$1,000; Conseil exécutif, \$400; département du secrétaire provincial, \$4,500; département du Trésor (bureau du Trésor), \$500; département du Trésor (bureau du revenu), \$2,000; département du Trésor (bureau de l'auditeur), \$800; département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, \$4,000; département des Travaux publics et du Travail, \$1,500; département de l'Instruction publique, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La session touche à sa fin. Le gouvernement, après une pression scandaleuse, depuis 12 jours, pour tenter de finir la session, d'empêcher la discussion de son budget, de ses comptes et, par conséquent, de son administration dans ses détails, le gouvernement, avec l'appui de sa majorité servile, a réussi à bâillonner l'opposition, à l'empêcher de faire enquête sur l'affaire du Saint-Maurice et sur le scandale de la prison de Bordeaux.

Le député de Lévis (M. Bernier) a offert de mettre son siège en jeu pour obtenir une enquête sur le scandale du Saint-Maurice qui a fait perdre des milliers de dollars à la province. Le gouvernement n'osa pas accepter sa proposition. Nous voulons, nous, justice pour tous. Que les coupables, qu'ils soient bleus ou rouges, qu'ils soient d'Ottawa, du Manitoba, d'Alberta ou de Québec, peu importe, qu'ils soient punis!

On a fait tout pour empêcher l'examen des dossiers de la voirie. On n'a produit que les moins compromettants et, cependant, nous y trouvons de nombreuses preuves de mauvaise administration. Il a demandé au gouvernement, dès l'ouverture de la session, de faire une enquête au comité de l'agriculture sur la voirie, et que le ministre de l'Agriculture n'a pas osé tenir une seule séance de ce comité.

On a demandé une enquête sur la prison de Bordeaux et l'on n'a pas même considéré la motion. Nous avons demandé des dossiers relativement à la voirie, on nous les a donnés incomplets. Enfin, nous avons voulu au moins voter consciencieusement le budget et l'on nous dit: Mais la session est finie, il est temps de s'en aller.

À l'ouverture de la session, le gouvernement pose en souverain, étalant des colonnes de chiffres fictifs pour vanter son administration, sachant que l'opposition n'a pas encore pris connaissance de l'administration de la dernière année fiscale. Le gouvernement se préoccupe ensuite de la législation privée, de ces bills privés qui ont causé tant de ruines, de péculat et de spéculations compromettantes. Dès que la législation privée est finie, le gouvernement parle de prorogation et les députés ministériels crient: Allons-nous-en! Leur besogne paraît finie.

Le budget n'est pas discuté, les ministres n'ont pas encore rendu compte de leur administration respective et n'ont pas encore justifié leurs dépenses. Le gouvernement n'a plus qu'un aperçu: l'horloge. Aussitôt que l'opposition commence un débat, le premier ministre regarde l'horloge.

On prend tous les moyens pour empêcher la discussion. Du moment que l'opposition a les documents en main pour acculer les ministres au pied du mur, on veut proroger. Cette conduite est contraire à l'esprit de la Constitution et à l'intérêt public. Il fait une revue de la politique provinciale depuis 1897 et parle des différentes branches de notre administration provinciale. L'agriculture, l'instruction publique, la colonisation, l'immigration, les terres de la couronne sont les principales attributions qui furent accordées par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique à toutes les provinces qui devaient faire partie de la Confédération canadienne.

C'est donc la part de l'administration publique qui est confiée à notre législature. Le parti qui gouverne ici est au pouvoir depuis 20 ans, et le gouvernement qui nous soumet son bilan règne depuis 10 ans. Pour obtenir le pouvoir, ce parti a fait des promesses au peuple. A-t-il tenu ses promesses ou a-t-il escamoté un mandat en dénonçant hypocritement ses adversaires, trompant l'électorat par un faux exposé de la situation de la province? A-t-il créé de nouvelles sources de revenus pour répondre aux nouveaux besoins de la province ou s'est-il contenté d'imposer de nouvelles taxes pour faire face à l'augmentation constante de ses dépenses? Quelles sont les grandes idées maîtresses qui ont guidé l'administration actuelle?

L'administration d'un gouvernement est une série d'opérations par lesquelles le patriotisme de nos chefs développe et utilise toutes les ressources d'un pays, de façon à créer des revenus suffisants pour assurer le bien-être de sa population, le progrès dans toutes les sphères de l'activité humaine. Un économiste a dit: "La terre est l'instrument et l'homme est la puissance." Il en est ainsi de la province et du gouvernement. La province est l'œuvre des groupes d'hommes qu'on appelle "gouvernement" et aussi "partis". Et quelles sont les œuvres des deux grands partis qui furent tour à tour appelés à administrer notre province?

Le Parti conservateur inaugura cette législature, il fut 20 ans au pouvoir, et le Parti libéral est responsable de 22 années d'administration publique. Le Parti conservateur eut à jeter les bases de notre administration, à créer les départements. Il eut la part la plus difficile, la part du colon, la part du pionnier. Quand le Parti libéral arriva au pouvoir, le sol était défriché et ensemencé; il n'eut qu'à récolter et à faire aussi quelques améliorations, tout comme le fils fortuné qui hérite de la ferme de son père. À entendre nos adversaires, on dirait vraiment que le

Parti conservateur n'a rien fait pour la province et qu'il ne mérite que le mépris des hommes. Cette prétention est injuste et déloyale, tout comme si les conservateurs voulaient nier tout mérite au Parti libéral. Les deux partis furent dirigés par des hommes éminents et tous deux ont à leur crédit d'excellentes mesures. La vérité rend justice au Parti conservateur et, quand le gouvernement lui-même veut publier des statistiques pour servir à l'histoire, il est obligé de s'incliner devant cette vérité.

Si nous prenons l'*Annuaire statistique* publié l'année dernière par le gouvernement, nous y trouvons que le Parti conservateur possède à son crédit des œuvres fécondes. Il a favorisé le progrès de notre province en encourageant la construction des chemins de fer en vue de faciliter les moyens de communication, le transport plus facile et moins coûteux, de porter secours et protection aux pionniers de la colonisation, de faciliter l'augmentation de la production agricole et de créer de nombreux centres d'industrie.

Le député de Deux-Montagnes relate les œuvres du Parti conservateur et les réformes préconisées par son parti. La prospérité de notre cultivateur n'est pas le résultat de la politique du gouvernement actuel; elle repose sur la cherté de la vie dont se plaignent maintenant Sir Wilfrid Laurier et ses partisans; elle repose sur la politique douanière du gouvernement d'Ottawa et sur les nombreuses demandes de l'extérieur depuis le commencement de la guerre. Le cultivateur est prospère parce qu'il vend ses produits cher; il vend cher son foin, son grain, ses patates, son beurre, son fromage, ses articles de boucherie, à cause de la demande des consommateurs dont le nombre augmente dans nos villes grâce à l'activité commerciale et industrielle qui, d'après Sir Wilfrid Laurier lui-même, est la conséquence de la politique fédérale.

Le gouvernement de Québec doit développer la production de sa province, et ce qu'il importe de noter, c'est que la province de Québec n'a pas assez de produits agricoles pour subvenir à ses propres besoins. Elle est obligée d'acheter de l'étranger, d'Ontario, même, de la viande, des grains, etc. C'est une des causes de la cherté de nos produits. Et, pour le prouver, il cite des lettres de M. Robert Bickerdike, député libéral à Ottawa, et de M. Munroe, tous deux marchands d'animaux, qui se plaignent de la rareté, de la pénurie des bons animaux de boucherie dans notre province.

La voirie du gouvernement, certes, on en voyait tous les défauts dans un discours pitoyable de l'honorable ministre qui a charge de ce département.

Ce ministre, pour faire semblant de justifier son administration et de répondre à ses adversaires, prête à ses contradicteurs des paroles qu'ils n'ont jamais prononcées et travestit le sens des critiques de son département. Il se contente de lancer la mauvaise pierre à ses adversaires. Espérons que l'opposition, pour le plus grand bien de la province, réussira encore une fois à faire accepter ses représentations, ses suggestions, et à embêtonner l'esprit du ministre de la Voirie. Que ne parle-t-il pas, par exemple, de la route Montréal-Québec? Voici des soumissions sans plan, sans devis, basées sur des spécifications fantaisistes où il est question de verges cubes pour les remblais, le drainage, etc., quand, plus tard, sur représentations des soumissionnaires, les ingénieurs du ministre déclarèrent qu'ils avaient voulu dire "pieds cubes" au lieu de "verges cubes". Étrange erreur! Erreur typographique, a-t-on dit. C'est à croire maintenant qu'un typographe aurait mis "verges cubes" au lieu de "pieds cubes".

2. Nous avons rétabli l'équilibre budgétaire, nous le maintiendrons.

3. Nous n'avons pas emprunté, nous n'emprunterons pas.

4. Nous avons réduit la dette publique, nous continuerons à la réduire (*Le Canada*, 20 mai 1908).

Que vaut donc la parole du premier ministre devant l'électorat? Que vaut aussi celle des chefs et des députés libéraux? Les libéraux n'ont pas aboli une seule taxe; ils en ont majoré plusieurs et ils en ont créé sept nouvelles. Le gouvernement administre des revenus de sources ordinaires, mais avec des revenus imprévus comme, par exemple, les successions. Les licences d'hôtel sont devenues une source de revenus problématique, incertaine.

Voici un état des taxes comparées avec 1897 et 1915:

	1897	1915
Taxes directes sur corporations commerciales	\$134,404.03	982,977.37
Taxes directes sur certaines personnes	3,507.74	
Taxes sur mutations de propriété	74,856.99	
Licences de fabrique et de commerce	10,393.77	
Licences		1,086,767.43
Droits sur les successions	229,441.72	1,660,853.15
Taxes sur les transferts d'actions, bons		20,369.48
Loi des automobiles		180,224.67
Loi des distributeurs automatiques		10,965.00
Asiles d'aliénés, contributions municipales		253,563.01
Revenu en vertu de la loi des assurances		23,052.43
Vues animées, honoraires et amendes		9,456.00

Le gouvernement a majoré les timbres judiciaires. Pourquoi, quand, cette année, il a reçu de ce chef au-delà de \$150,000? Le premier ministre a dit: Nous administrerons avec économie, et les dépenses ont augmenté d'au-delà de 50% depuis 1897. L'honorable ministre des Travaux publics (M. Taschereau) a parlé du discours de l'honorable chef de l'opposition (M. Cousineau), à Sorel.

Que ne parlait-il plutôt du discours de l'honorable trésorier provincial (M. Mitchell) prononcé l'été dernier, à Richmond, au cœur de son comté? Voici ce que, d'après son organe *L'Union des Cantons de l'Est*, l'honorable trésorier provincial aurait dit: "Lorsque les libéraux prirent le pouvoir dans cette province, ils trouvèrent le peuple accablé de taxes, et la banqueroute se faisait sentir. Les premiers ministres libéraux qui se succédèrent ensuite ont fait disparaître les taxes et ils ont fait

connaître à notre province l'ère heureuse des surplus."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit qu'il n'a aucun contrôle sur le journal cité et qu'il ne le connaît pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) déplore alors l'ingratitude du trésorier (l'honorable M. Mitchell) envers ceux qui l'aident. Quand ils ne font plus son affaire, il les renie et dit qu'il ne les connaît pas. J'ai pour l'honorable trésorier beaucoup d'estime, mais je ne puis dire que le langage qu'il a tenu devant ses électeurs et devant la province est celui d'un homme sérieux et sincère, parce qu'il est l'expression d'un affreux mensonge. Il faut qu'il ait une bien petite opinion de ses électeurs. Voyons donc encore une fois si le gouvernement libéral a aboli les taxes.

Je soutiens que le gouvernement a augmenté son revenu en remaniant d'anciennes taxes et après en avoir créé de nouvelles. Il a remanié la taxe sur les successions, en 1907, de façon à lui fournir plus de revenus. Il a retouché à son avantage le tarif des timbres d'enregistrement et des timbres judiciaires, à tel point qu'un justiciable de notre province, pour prendre jugement pour \$250, par exemple, doit payer \$2.30 en déboursés, sans compter les honoraires d'avocat.

Oui, le gouvernement a augmenté à son profit les frais judiciaires, tellement qu'il est maintenant quasi impossible pour un créancier de prendre jugement contre son débiteur quand sa réclamation n'excède pas \$25. Rien que du greffe de la Cour de circuit, le gouvernement retire un excédent, un bénéfice d'au-delà de \$25,000, et ce montant est prélevé au moyen de timbres judiciaires, particulièrement sur des causes où le montant en litige est inférieur à \$25. En 1897, sous le régime conservateur, les timbres judiciaires rapportaient \$177,426.80; en 1914, sous le régime libéral, ils rapportent \$467,857.20.

Et, au mépris du droit constitutionnel qui donne à cette Chambre le droit de déterminer les chiffres des impôts qui frappent le peuple, le premier ministre s'est fait donner par sa majorité le pouvoir de taxer seul avec ses ministres, qui le craignent, tout ce qui doit être enregistré dans nos bureaux d'enregistrement. Par simple ordre en conseil, il peut taxer les ventes de propriétés, les donations entre vifs, les successions, les baux, loyers, les échanges d'immeubles, les quittances, etc. C'est ce qu'il fait depuis cinq ans. Il a peur d'affronter la Chambre avec ses projets de taxes.

Ah! M. l'Orateur, cet acte inqualifiable nous a valu un jour l'éloquent témoignage d'un homme qui fit du bien, ici, dans cette Législature: "On parle de l'accolade donnée aux conservateurs par des libéraux comme M. Prévost et moi, s'écria M. Bourassa. J'aime mieux la franchise des conservateurs taxant ouvertement, en 1892, que l'hypocrisie des soi-disant libéraux qui taxent par des voies détournées. Quand on se vante d'avoir éventré le coffre fédéral, quand on se glorifie d'énormes surplus, pourquoi aller gratter mesquinement dans les bureaux d'enregistrement afin d'arracher quelques piastres de plus au peuple de la province de Québec?"

Le gouvernement a imposé de nouvelles taxes et il en impose encore:

1. Taxe sur transferts d'actions;
2. Taxe sur véhicules-moteurs;
3. Taxe sur sociétés de secours mutuels;

4. Taxe sur donations entre vifs;
5. Taxe sur buanderies;
6. Taxe sur les machines automatiques;
7. Augmentation de la taxe pour licence d'hôtel;
8. Vues animées.

Le gouvernement a dépensé des millions pour l'instruction publique, l'agriculture, la colonisation, mais une grande partie de cet argent a été dépensée pour favoriser des amis politiques. On a construit de grosses bâtisses pour enrichir des amis et des politiciens. On a bâti des académies par-ci, par-là, sans méthode, simplement dans un but de gain électoral. Pourquoi pas une académie par comté et une école modèle par village? Nous reviendrons sur ce sujet dans un autre débat.

L'agriculture! Ah! l'agriculture depuis 20 ans! Il n'y a pas longtemps, deux ans à peine, l'honorable ministre de l'Agriculture lançait le dernier soupir de sa sincérité: "La terre se meurt." Qu'on relise son discours dans *Le Soleil*. Mais, depuis que le ministère d'Ottawa a entrepris une campagne active pour assurer à chacune des provinces de la Confédération une plus grande production agricole et que, pour obtenir ce résultat salulaire, il accorde des montants d'argent considérables aux gouvernements provinciaux rouges et bleus, l'honorable ministre de l'Agriculture s'attribue tous les mérites de cette campagne. Mais, quand il en est forcé, il est obligé d'avouer que le gouvernement conservateur d'Ottawa lui fournit, depuis trois ans, des montants importants. Tel est l'un des résultats de ce grand régime qui dure depuis 20 ans.

Vous avez promis de ne point taxer et vous avez surtaxé au point d'en retirer des millions chaque année. Vous aviez promis de ne pas emprunter et vous avez emprunté des millions. Vous aviez promis l'économie et vous avez augmenté les dépenses d'un demi-million de dollars par année. Vous aviez promis la justice et vous protégez de la canaille comme Bérard, Mousseau, Gilman, DeVarennes, vous refusez de faire des enquêtes sur le scandale de la prison de Bordeaux, vous récompensez les coupables et vous avez souillé le Conseil législatif.

Vous aviez promis honnêteté et vous donnez les deniers de la province à des favoris, vous construisez de grosses bâtisses pour satisfaire les appétits de quelques gros politiciens déjà millionnaires, qui ont fait leur fortune en imposant à Montréal et à Maisonneuve des fardeaux qui les écrasent. Votre motto a été: "La province aux schemers." C'est par eux que vous faites alimenter votre caisse électorale et voler les élections.

Vous refusez la liberté de parole à vos adversaires. Vous refusez les enquêtes que l'on vous demande. Vous bâillonnez l'opposition. Vous cherchez toutes sortes de prétextes pour refuser de produire les documents que l'on vous demande. Vous avez peur de la lumière. Vous avez peur de montrer votre conduite au grand jour de la vérité. Quand on signale les maux de notre province, pour appliquer des remèdes, les menteurs et les fourbes nous accusent de dénigrement.

Dieu merci, Monsieur, nous aimons, nous aussi, notre province, parce que nous admirons l'histoire de ses pionniers, parce que nos aïeux à nous aussi dorment leur dernier sommeil sous son sol béni que le respect filial et la piété chrétienne ornent de fleurs. Nous l'aimons parce que nous chérissons, nous aussi, nos foyers et nos familles, la terre natale, le berceau de notre enfance, le langage et les coutumes du pays. Nous l'aimons parce que nous y avons reçu les bienfaits de la civilisation et que tout citoyen doit, avec amour, servir Dieu et son pays. Nous la voulons plus prospère parce que nous connaissons les ressources qui surabondent dans les entrailles de son sol incomparable, dans ses champs de blé, dans ses montagnes de minerais, dans ses lacs poissonneux et ses forêts touffues, et nous voulons lui consacrer nos meilleurs efforts.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Champlain (M. Labissonnière), que tous les mots après "que", dans la motion en délibération, soient remplacés par les suivants:

Attendu que les gouvernements conservateurs ont fait adopter par cette législature les principales lois organiques qui nous régissent dans l'administration de cette province, tel que mentionné à la page 9 de *l'Annuaire statistique*, publié par le gouvernement en 1914, à savoir: Loi relative aux chemins de colonisation; Loi autorisant la formation et l'encouragement de sociétés de colonisation; Loi autorisant d'organiser les concours des fermes les mieux cultivées; Lois créant le conseil provincial des manufactures et organisant les conférences agricoles dans les districts ruraux; Loi organisant la statistique annuelle du mouvement de la population et des causes de décès; Loi encourageant l'immigration dans notre province; Loi fondant le *Journal d'agriculture*; Loi fondant la première école provinciale de laiterie; Loi pour protéger maîtres et serveurs; Loi créant le patrimoine de famille; Loi organisant la Société d'industrie laitière; première loi pour protéger la santé et la vie des personnes employées dans les manufactures, et autres lois relatives aux établissements industriels, à la salubrité des établissements, à la sécurité des

travailleurs, à la durée du travail des femmes et des enfants; Loi fondant l'École d'industrie laitière, à Saint-Hyacinthe; Loi réorganisant les cercles agricoles; Loi organisant des concours de produits de laiterie; Loi appropriant 1,500,000 acres de terres publiques pour les fins des écoles élémentaires; Loi destinée à encourager la création d'écoles techniques;

Attendu que les gouvernements conservateurs ont aussi fait adopter des lois pour encourager l'enseignement agricole et l'enseignement ménager; que la loyale opposition de Sa Majesté, depuis l'avènement du Parti libéral au pouvoir en 1897, a constamment préconisé des mesures progressives et nationales, tel qu'il appert par ses motions relatives à la richesse frontière de la province de Québec, à l'imposition d'un droit de coupe suffisant pour encourager la construction dans cette province d'un grand nombre de manufactures de pulpe et de papier pour donner de l'encouragement à nos ouvriers et à nos colons (page 467, *Journaux de l'Assemblée législative*, 1903);

Attendu que le gouvernement libéral, jusqu'en 1910, a critiqué ces idées et voté contre les motions qui les formulaient;

Attendu que l'opposition a toujours prêché et prêche encore l'utilisation pratique de nos pouvoirs d'eau et la distribution à bon marché de l'énergie électrique dans notre province, convaincue que la houille blanche, à des prix faciles, assurerait l'éclosion d'un grand nombre de nouvelles industries;

Attendu que, en 1909, 1910 et 1911, l'opposition demanda, dans des motions consignées aux Procès-verbaux de cette Chambre, l'augmentation de l'indemnité accordée aux jurés, l'autonomie des municipalités, l'exemption de taxes pour toute part d'héritage ne dépassant pas \$3,000, un règlement équitable de la question des rentes seigneuriales, les élections à date fixe, la diminution des heures de travail pour les femmes et les enfants qui travaillent dans les manufactures, le développement de nos industries agricoles, la création d'établissements industriels qui pourraient s'approvisionner des produits de la ferme pour leur matière première; que le gouvernement et la majorité ministérielle de cette Chambre ont toujours voté contre ces motions;

Attendu que l'opposition a demandé que la justice soit administrée toujours suivant les grands principes de l'équité et de l'impartialité, de façon à ce que la partisanerie et le favoritisme ne puissent jamais mettre entrave à la poursuite des malfaiteurs de toute catégorie; que le gouvernement et sa majorité ministérielle ont empêché des comités d'enquête parlementaires de s'enquérir des

accusations de corruption et de péculat portées contre des députés de cette Chambre et de connaître les noms des 13 députés pour lesquels J.-O. Mousseau, alors qu'il était député de Soulanges, a reçu \$1,150;

Attendu que, à la session de 1912, par la motion Prévost, à la session de 1914, par la motion Bernier, et à la session de 1915, par la motion Bérubé, l'opposition a demandé la réouverture de ces enquêtes;

Attendu qu'il était alors et qu'il est encore nécessaire, urgent et dans l'intérêt public, et pour la sauvegarde de l'honneur de cette Chambre et de chacun de ses membres, de faire ces enquêtes complètes, de façon à démontrer que le législateur coupable de malversation ne peut jouir d'une impunité scandaleuse et néfaste;

Attendu que le gouvernement et sa majorité ont empêché la Chambre et le public de connaître le bien-fondé des accusations portées par M. Jean Prévost contre John Hall Kelly, alors député de Bonaventure, et par le journal *Daily Mail* contre J.-O. Mousseau, alors député de Soulanges, et 13 députés dont les noms ne peuvent être divulgués que par ledit J.-O. Mousseau;

Attendu que l'opposition a souvent protesté contre l'adoption de bills privés ou lois d'exception qui favorisent des intérêts particuliers, sont contraires à l'intérêt général, portent atteinte à des droits sacrés, constituent un danger et sont une cause de ruine, notamment pour un grand nombre de corporations ou municipalités;

Attendu que le montant payé en 1897 par le gouvernement du dominion, comme subside fédéral au gouvernement de cette province, était de \$1,086,713.48 et qu'il a été, pour 1914-1915, de \$1,969,630.28, soit une augmentation de près d'un million de piastres par année;

Attendu que le gouvernement reçoit aussi du gouvernement du dominion, depuis 1914, un subside spécial pour encouragement de l'agriculture dans cette province, lequel subside a été, en 1915, de \$187,409.16 et sera de \$215,310.16, en 1916, et que, d'après la déclaration du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), consignée dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, 15 février 1916, ces montants ont été ou seront employés aux fins suivantes: aviculture, arboriculture, industrie du bacon, culture des fruits, écoles d'agriculture, enseignement agricole dans les académies, écoles rurales et normales, agronomes du district, Union expérimentale, luzerne et trèfle, sélection des semences, apiculture, industrie du tabac, industrie laitière, drainage, économie domestique, sucre d'érable, conférences, publications;

Attendu que le gouvernement fédéral, en sus de ce subside spécial, dépense des centaines de mille piastres pour encourager dans notre province les industries laitière et fruitière, pour le développement des marchés qui favorisent ces industries, pour des entrepôts frigorifiques, pour des bons aux beurreries, pour des réfrigérateurs dans les wagons, pour la culture et la vente du tabac, pour développer du bétail;

Attendu que, nonobstant cette augmentation du subside fédéral et la création du subside fédéral spécial, depuis 1912, le gouvernement a constamment accru le revenu de la province en majorant les taxes déjà imposées et par la création de nouvelles taxes, permis ou licences, contrairement à ce que le Parti libéral avait promis au peuple en 1897, et de façon à augmenter les recettes ordinaires de la province de \$3,874,803.18 qu'elles étaient en 1896-1897 à \$9,597,925.67 en 1914-1915 (*Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, 8 mars 1916; réponse de l'honorable trésorier provincial);

Attendu que les recettes provenant des taxes accusent, pour l'année 1914-1915, une augmentation énorme sur les revenus de même source pour l'année 1896-1897, tel qu'en fait foi le tableau suivant, extrait des divers états financiers produits par le département du Trésor de cette province: (Voir le tableau à la page suivante)

Revenu des taxes pour les années 1896-1897 et 1914-1915

Taxes sur :	1896-1897	1914-1915
Corporations commerciales (nouvelle).....	\$ 134,404.03	\$ 982,977.87
Successions (majorées).....	229,441.72	1,660,853.15
Municipalités, pour entretien des aliénés (dont, en 1915, 8,991.78 patients payants).....	9,342.57	262,554.79
Écoles de réforme ('15 et d'industrie).....	923.72	55,353.02
Mutations de propriété.....	74,856.99	
Commerces et manufactures.....	10,393.77	
Sur certaines personnes.....	3,507.74	
Automobiles (nouvelle).....		180,224.67
Sur transport d'actions, bons (nouvelle).....		20,369.48
Cies d'assur. & sociétés de secours (nouv.).....	376.33	23,052.43
Distributeurs automatiques (nouv.).....		10,965.00
Cies de fidéicommis (nouv.).....		3,884.44
Total.....	\$ 463,246.87	\$ 3,200,234.85

Attendu que ce tableau ne contient pas les revenus des taxes, permis ou licences qui ont été imposés en 1915, provenant des vues animées, buanderies et de la majoration des timbres judiciaires, etc.;

Attendu qu'en 1897 l'excédent du passif était de \$25,491,658 et, en 1915, de \$28,020,066.20;

Attendu que la dette consolidée nette était, en 1915, de \$33,034,279.75 (réponse de l'honorable M. Mitchell, interpellation, *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, 1916);

Attendu que le gouvernement conservateur, de 1892 à 1897, a administré la province de manière à créer des sources de revenus suffisantes pour rétablir l'équilibre financier et pour répondre aux nombreux besoins du peuple;

Attendu que le Parti libéral a alors dénoncé ces sources de revenus et qu'il les trouve nécessaires depuis qu'il est au pouvoir, au point qu'il les augmente pour en retirer un plus grand bénéfice et qu'il en crée de nouvelles, soit par taxes ou permis, pour faire face à l'augmentation constante des dépenses;

Cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas employé l'augmentation de ses revenus à assurer:

a. Des écoles plus profitables aux enfants du peuple;

b. Le développement de nos industries agricoles;

c. Un accès plus facile à nos terres colonisables et un régime plus favorable aux colons;

d. L'amélioration de notre voirie rurale suivant un système et un plan d'ensemble, de façon à ne pas exposer les municipalités à faire des dépenses inutiles et trop lourdes;

e. Des voies de communication faciles et avantageuses partout où il en est besoin pour les colons établis ou ceux qui veulent s'établir;

f. La conservation en même temps que l'exploitation judicieuse de nos richesses naturelles;

g. L'amélioration du sort de nos classes ouvrières en général;

h. Une surveillance plus active et plus efficace des compagnies d'assurance mutuelle et des sociétés de secours, en vue de mieux protéger le public;

i. Une meilleure administration de la justice;

j. La réforme de nos lois de manière à supprimer, autant que possible, le besoin de législation privée et les lois d'exception;

k. Le respect de l'autonomie et des droits des municipalités;

l. La cessation de l'abus du patronage dans la distribution des octrois publics;

m. La réduction de la dette de la province et une répartition plus équitable et plus pratique des deniers votés par cette Chambre.

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Bernier, Cousineau, Labissonnière, Morin, Sauvé, Slater, Sylvestre, 7.

Contre: MM. Allard, Bullock, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Décarie, Delisle, Demers, Desaulniers, Dorris, Finnie, Fortier, Gendron, Godbout, Gosselin, Gouin, Grégoire, Langlois, Leclerc, Lemieux, Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mercier, Mitchell, Ouellette, Petit, Philps, Pilon, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Stein, Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Therrien, Tourigny, Vilas, 36.

La motion d'amendement est ainsi rejetée. La motion principale est alors soumise à la Chambre, qui l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses incidentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses incidentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille neuf cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général (Spencer Wood, serre et nouveaux bureaux dans l'ancienne bibliothèque), pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts en fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la législature et des départements, construction de la nouvelle bibliothèque et des dépendances, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, aide à l'agriculture en général, comprenant la subvention à la Compagnie de chemin de fer de la

rive sud, en vertu de 63 Victoria, chapitre 2, concours de défrichement, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille quatre cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des fabriques pour les produits laitiers, 5 George V, chapitre 31, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration des chemins ruraux, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier (comprenant l'inspection et la classification des terres), pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service de l'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à la perception des licences, des droits sur les successions et des taxes sur les corporations commerciales, etc., S. R. Q., 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387i, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Voies et moyens

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 30 juin 1916, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$616,460.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) veut obtenir du trésorier (l'honorable M. Mitchell) un état du compte de banque de la province.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) s'objecte en disant que cela est impraticable et de mauvaise politique. Il est prêt à montrer cet état au chef de l'opposition (M. Cousineau), mais il ne veut pas le rendre public.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande au trésorier si le gouvernement a l'intention de négocier de nouveaux emprunts cette année.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond qu'il n'y aurait aucune raison d'emprunter à l'heure présente, puisque la position financière de la province est de beaucoup meilleure cette année, pour

la période correspondante à celle où nous nous trouvons, que celle de l'an dernier. En effet, la finance de cette année dépasse d'une somme de \$500,000 celle de l'année dernière. Il est vrai que le gouvernement a emprunté six millions au mois d'avril, mais cette transaction était nécessaire, car il fallait rembourser l'emprunt temporaire de quatre millions fait au mois de novembre 1914.

Cet emprunt n'est pas une preuve que la situation de la province est précaire, puisque celle-ci a payé, cette année, aux municipalités beaucoup plus tôt que par les années passées les argents qu'elle leur devait pour la construction des bonnes routes. Le gouvernement, au cours de l'année, a avancé, à même le revenu ordinaire de la province, une somme de \$7,000,000. C'est là une preuve qu'il n'y en a pas, que la situation financière n'est pas inquiétante.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) s'étonne de ce montant de subsides complémentaires que l'on demande aujourd'hui. Il dit que l'on aurait pu prévoir un tel écart l'année dernière, quand on a voté le budget. Par exemple, on demande \$120,000 de plus pour la justice. Comment se fait-il que, l'année dernière, on n'ait pas prévu que l'on aurait besoin de cette somme? Il veut surtout savoir comment il se fait que le coût de cette administration ait augmenté d'une façon si considérable depuis 10 ans.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) fait remarquer qu'il est impossible de fixer à l'avance le montant exact que coûtera l'administration de la justice. Les termes n'ont jamais la même durée. À Sherbrooke, cette année, il y a un terme qui a duré trois mois, tandis que, l'an dernier, il était terminé au bout de trois semaines.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) exprime l'opinion que l'administration de la justice à Montréal coûte beaucoup trop cher. Revenant encore à la prison de Bordeaux, il s'étonne des dépenses énormes faites à cette prison sous le rapport de l'achat des provisions et des fournitures diverses. Tout cela, naturellement, dit-il, augmente considérablement les dépenses de la justice. Je crois qu'il y aurait moyen de réduire ces dépenses, notamment à la prison de Bordeaux et au bureau du shérif. Avec les dépenses comme celles-là et que l'on voit apparaître dans les comptes publics, on arrive à nous demander de voter des montants comme celui qu'on nous demande d'approuver aujourd'hui. Au sujet du shérif, il demande à quel nom sont déposés à la banque les dépôts faits au bureau du shérif.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dit que ces dépôts sont faits au nom et au crédit de la province. Il fait remarquer que le département de l'administration de la justice est soumis aux mêmes conditions que les autres ministères. Il lui faut compter avec l'augmentation de la population, avec l'augmentation dans les services et dans les traitements, et avec l'augmentation du nombre des employés.

Depuis 10 années, l'ouvrage a augmenté considérablement. Le nombre des employés dans les bureaux des shérifs a quadruplé. Le nombre des magistrats de districts était, il y a 10 ans, moindre de la moitié de ce qu'il est aujourd'hui. Ces magistrats étaient payés \$1,200 par année et n'avaient pas droit à une pension. Aujourd'hui, ils reçoivent un traitement de \$3,000, et le gouvernement a créé un fonds de pension à leur profit. Le nombre des juges de la Cour supérieure a également augmenté. La création d'un nouveau juge entraîne la nomination d'un messenger, d'un crieur et d'un secrétaire; elle entraîne aussi des dépenses supplémentaires de la papeterie.

On découvre la même chose dans les bureaux des protonotaires: le nombre des causes a augmenté ainsi que le nombre des employés. Il faut aussi comprendre que l'augmentation du coût de la vie s'est fait sentir chez les employés du ministère de la Justice. Le gouvernement a donné plusieurs augmentations de salaires. Cependant, si les dépenses ont augmenté, les recettes ont aussi fait de même et, si l'on regarde le livre des dépenses et celui des recettes, on verra que la proportion est plus que convenable.

Il croit que le département n'a fait aucune dépense inutile et que l'on administre le plus économiquement possible. On nous fait même des reproches sur certains côtés. Il n'y a pas un trésorier ni un procureur général qui puisse dire à l'avance ce que l'administration de la justice va coûter.

Ce que le gouvernement fait ici, ajoute-t-il, se fait partout. Il n'y a pas de mal à restreindre autant que possible le budget ordinaire et à faire voter par la Chambre un budget souvent moindre que le chiffre des dépenses. Nous venons deux fois demander à la Chambre de nous voter des subsides quand nous présentons deux budgets, et celle-ci ne peut nous reprocher d'aller trop vite en affaires.

Au sujet de la prison de Bordeaux, le premier ministre nous dit que les dépenses dont a parlé le chef de l'opposition étaient les dépenses initiales, lesquelles sont toujours plus considérables que les dépenses annuelles.

M. Cousineau (Jacques-Cartier) demande de nouveau comment le gouvernement peut expliquer l'augmentation considérable, durant les 10 dernières années, du coût de l'administration de la justice. Le procureur général, dit-il, ne pourrait-il pas faire quelques réductions? Le trésorier de la province a-t-il jamais songé à centraliser l'administration de la justice et à faire disparaître toutes les petites prisons qui coûtent cher et qui ne valent pas grand-chose? Il se lance dans une étude longue et approfondie des dépenses d'entretien de la prison de Bordeaux. Il critique les dépenses de chauffage, d'éclairage, etc.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) prend la parole.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 30 juin 1917, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$5,267,191.06.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 6 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1916 et le 30 juin 1917, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. C. E. Smart,
député de Westmount**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Cousineau) que, vu que M. Smart, député de Westmount, a fait du service actif dans l'armée canadienne durant la présente session et s'est, en conséquence, trouvé dans l'impossibilité d'assister aux séances de cette Chambre, le comptable soit autorisé à lui payer son indemnité sans déduction pour défaut de présence.

Adopté à l'unanimité.

**Union Saint-Joseph
de Saint-Henri**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que les droits additionnels payés par les promoteurs du bill 110 amendant la charte de l'Union Saint-Joseph à Saint-Henri leur soient remboursés, vu que ce bill se rapporte à une société de bienfaisance.

Adopté.

**The Metropolitan
Columbus Association**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que les droits additionnels payés par les promoteurs du bill 142 constituant en corporation The Metropolitan Columbus Association leur soient remboursés, vu que ce bill se rapporte à une société de bienfaisance.

Adopté.

**Association d'assurance mutuelle,
vallée de l'Ottawa**

M. Fortier (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Stein), que les droits additionnels payés par les promoteurs du bill 143 constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des paroisses et des maisons d'éducation et de charité de la vallée de l'Ottawa, dans la province de Québec, leur soient remboursés, vu que ce bill a pour objet d'aider aux maisons d'éducation et de charité.

Adopté.

**Paroisse
Sainte-Marie-de-Monnoir**

M. Robert (Rouville) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que les droits additionnels payés par les promoteurs du bill 162 autorisant la construction d'une église, d'une sacristie, d'un presbytère et ses dépendances en la paroisse Sainte-Marie-de-Monnoir leur soient remboursés, vu que ce bill a pour objet la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

Saint Edwards Church

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil), que le bill 160 amendant la loi 39 Victoria, chapitre 74, et établissant le titre de la propriété connue sous le nom de "Saint Edwards Church", dans la cité de Montréal, lequel concerne une institution religieuse... que les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Cité de Maisonneuve

M. Lévesque (Laval) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Francoeur), que, vu que le bill 82 annexant la cité de Maisonneuve à la cité de Montréal n'a pas été adopté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Demande de documents:

**Avocats employés
par le gouvernement**

M. Morin (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bernier), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un relevé ou un état donnant les noms et l'adresse de tous les avocats de la province de Québec qui ont occupé dans des causes du gouvernement, ou qui ont fait tout autre travail pour le gouvernement de cette province, depuis le 11 mai 1897 jusqu'à date, le montant réclamé par chacun d'eux et le montant qui leur a été payé dans chaque cas.

Adopté.

Dépôt de documents:**Incendie du palais de
justice de Montréal, 1915**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 janvier 1916, pour la production de copie de documents, correspondance, échangés entre toute personne et le gouvernement ou aucun de ses membres, concernant l'incendie qui a eu lieu au palais de justice de Montréal, au cours de l'année 1915, ainsi que le rapport des commissaires des incendies à ce sujet. (Document de la session no 107)

**Municipalités et ministère
de la Voirie**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la paroisse d'Hébertville et ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 108)

**Vente d'immeubles
par le shérif,
district de Montréal**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 janvier 1916, pour la production d'un état indiquant le total des ventes d'immeubles par le shérif, district de Montréal, durant les années 1910 à 1915 inclusivement, et le montant réalisé par les ventes. (Document de la session no 109)

**Municipalités et ministère
de la Voirie**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 février 1916, pour la production de copie de toute correspondance échangée entre le secrétaire ou les membres du conseil de la municipalité de Saint-Hubert, dans le comté de Témiscouata, ou toute autre personne, et le ministère de la Voirie, depuis le 1er mai 1913 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 110)

**Octrois à la Société d'agriculture
du comté de Deux-Montagnes**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance entre le ministère de l'Agriculture et la Société d'agriculture du comté des Deux-Montagnes relative à des octrois spéciaux, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 111)

**Pont en fer à Scott,
comté de Dorchester**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 février 1915, pour la production de copie de tous documents, correspondance, contrats, demandes de soumissions se rapportant à un pont en fer construit à Scott, dans le comté de Dorchester. (Document de la session no 112)

**Dettes des
corporations scolaires**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 janvier 1916, pour la production d'un état indiquant la dette de toutes et chacune des corporations scolaires de la province de Québec. (Document de la session no 113)

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 16 mars 1916**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant sans amendement:

- bill 6 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1916 et le 30 juin 1917, et pour d'autres fins du service public.

Rapports de comités:

M. Desaulniers (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comté permanent et conjoint des impressions législatives. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Pérodeau comme son président et recommande l'impression des documents portant les nos 15, 35, 36, 46, 48, 49, 55, 56, 59, 63, 74, 78, 85, 89, 94, 99, 101, 106.

Adopté.

Fin de mandat de M. l'Orateur

M. Bernier (Lévis), au nom de toute l'opposition, remercie l'honorable C. F. Delâge, président de l'Assemblée, de la justice, de l'indépendance, de l'impartialité et de la courtoisie avec lesquelles il a su présider les débats des députés.

Il ajoute qu'il n'est pas certain de revenir siéger l'an prochain, mais il déclare qu'il gardera toujours de la session de 1916 un souvenir agréable.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve), au nom du gouvernement, remercie le président de l'Assemblée; il loue aussi sa justice.

M. l'Orateur se déclare enchanté de la satisfaction exprimée par la Chambre.

Cette session lui a été très agréable grâce à la considération et à la courtoisie que tous les députés lui ont portées. Ceux-ci ont su discuter les questions qui leur ont été soumises avec la conscience de leur responsabilité et sans acerbité, en suivant les règles de la Chambre. Cette délicatesse, dit-il, m'a été particulièrement agréable et j'y suis sensible. Sans me faire jamais illusion sur mes capacités, j'ai toujours essayé de remplir mes fonctions avec toute l'énergie dont je suis capable et de manière à donner satisfaction à la députation.

Avant de clore les travaux parlementaires, il tient à déclarer qu'il emporte le meilleur souvenir de ses relations avec la députation et il croirait manquer à son devoir s'il ne remerciait les officiers de la législature pour leur assiduité et leur concours, et spécialement le greffier de l'Assemblée législative, cheville ouvrière de notre législature, auteur des règlements de l'Assemblée législative, qui prendra certainement une place éminente parmi les auteurs de droit constitutionnel de notre pays.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message se lit comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur donne, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés suivants:

- bill B du Conseil législatif constituant en corporation l'Œuvre de la propagation de la foi de Québec;
- bill C amendant les articles 1285 et 1286 du Code de procédure civile;
- bill E modifiant l'article 1342 du Code civil;
- bill F modifiant le Code civil au sujet de l'enregistrement de certaines servitudes;
- bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des bois contre le feu;
- bill 17 modifiant les statuts refondus, 1909, concernant le département des Terres et Forêts et les matières qui en relèvent;
- bill 18 amendant la loi 4 George V, chapitre 42, relativement aux ingénieurs stationnaires;
- bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec;
- bill 24 relatif à la Commission des chemins à barrières de la rive nord à Québec;
- bill 31 amendant la loi des licences de Québec;

- bill 32 concernant la formation de municipalités dans le territoire des comtés de Pontiac et de Témiscamingue situé au nord de la ligne 48° de latitude;

- bill 34 amendant la loi de la chasse de Québec;

- bill 35 amendant la loi de la pêche de Québec;

- bill 36 modifiant l'article 3488 des statuts refondus, 1909, et l'article 346 du Code de procédure civile au sujet des sténographes;

- bill 37 ratifiant certains actes de transport de biens de successions sujets à l'impôt;

- bill 38 amendant la loi des licences de Québec relativement aux licences de certains brasseurs, distillateurs et magasins de liqueurs de gros;

- bill 52 constituant en corporation le Chapitre de Québec;

- bill 53 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Solon Eliasoph au nombre de ses membres;

- bill 54 concernant l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec;

- bill 59 amendant la charte de la cité de Maisonneuve;

- bill 62 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Alexander Walker Thornton au nombre de ses membres;

- bill 65 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Reuben Henry Lipsey au nombre de ses membres;

- bill 66 annexant la municipalité scolaire distincte de la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal à celle des écoles catholiques de Montréal;

- bill 67 amendant la charte de l'Institut des artisans de Montréal;

- bill 69 constituant en corporation la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal;

- bill 71 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Élie Jobin au nombre de ses membres;

- bill 72 régularisant la cléricature d'Edmond Saint-Denis, étudiant en loi;

- bill 74 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec Central;

- bill 77 modifiant les titres de l'immeuble connu sous le numéro 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, en la cité de Québec;

- bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Goudrault au nombre de ses membres, après examen;

- bill 80 amendant la charte de The Shamrock Amateur Athletic Association;

- bill 83 annexant la municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve, maintenant cité de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, à celle des écoles catholiques de Montréal;

- bill 84 amendant la charte de la ville de Lévis;

- bill 86 concernant le village de Dorion et décrétant son érection en ville sous le nom de "ville de Dorion";

- bill 87 concernant la Compagnie Lecavalier & Riel limitée;

- bill 89 concernant la Compagnie Bélair limitée;

- bill 94 pour confirmer un règlement octroyant une franchise à The Three Rivers Traction Company;

- bill 95 amendant la charte de la North Shore Power Company;

- bill 97 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;

- bill 100 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec;

- bill 102 constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne;

- bill 103 amendant la charte de la Société d'histoire naturelle à Montréal;

- bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Robert Warden Lee au nombre de ses membres, après examen;

- bill 109 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie;

- bill 110 amendant la charte de l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri;

- bill 111 amendant la charte de la cité de Verdun;

- bill 113 amendant la charte de Cartierville;

- bill 114 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

- bill 115 concernant la ville du Sault-au-Récollet;

- bill 117 amendant la loi concernant la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec;

- bill 120 constituant en corporation l'Association des courtiers d'assurance-feu de Montréal.

- bill 121 amendant la loi constituant en corporation The Saint Francis Valley Railway Company;

- bill 122 concernant l'avenue Connaught, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal;

- bill 124 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Pamphile LeMay au nombre de ses membres, après examen;
- bill 126 constituant en corporation l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal;
- bill 127 autorisant Jean-Marie Richard à exercer la profession d'avocat, après examen;
- bill 128 amendant et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles;
- bill 130 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est;
- bill 133 amendant la charte de la Sunday School Union of Montreal;
- bill 134 constituant en corporation The Civic Investment & Industrial Company;
- bill 136 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Donald Russell Mackay au nombre de ses membres;
- bill 137 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Moe Newton Fineberg au nombre de ses membres;
- bill 138 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frank Mendel au nombre de ses membres;
- bill 139 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Nathan Tittleman au nombre de ses membres;
- bill 140 amendant la charte de la ville de Roberval;
- bill 141 constituant en corporation le Cimetière de l'est de Montréal;
- bill 142 constituant en corporation The Metropolitan Columbus Association;
- bill 143 constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des paroisses et des maisons d'éducation et de charité de la vallée de l'Ottawa, dans la province de Québec;
- bill 144 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert;
- bill 145 constituant en corporation The Danville Protestant Cemetery Company;
- bill 146 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Omphroy Bissonnette au nombre de ses membres;
- bill 147 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Rosario Lamontagne au nombre de ses membres;
- bill 148 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James McK. Wathen au nombre de ses membres;
- bill 149 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léopold Laroque au nombre de ses membres;

- bill 150 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-B.-Frédéric Houde au nombre de ses membres;
- bill 151 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles-Édouard Valiquette au nombre de ses membres;
- bill 153 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;
- bill 155 ratifiant la vente de biens substitués par le testament de feu Olivier Lachance;
- bill 157 constituant en corporation The Labour Union Insurance Company, la Compagnie d'assurances l'Union du travail;
- bill 158 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Ernest Chaussé au nombre de ses membres;
- bill 160 amendant la loi 39 Victoria, chapitre 74, et établissant le titre à la propriété connue sous le nom de "Saint Edwards Church", dans la cité de Montréal;
- bill 164 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilles-R. Amiot au nombre de ses membres;
- bill 165 concernant un acte de donation, en date du 6 juillet 1877, fait par Joseph Gagnon père à Joseph Gagnon fils *et al.*, autorisant la vente de certains immeubles;
- bill 166 remettant en vigueur et amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine;
- bill 172 remplaçant l'article 30 du Code de procédure civile au sujet de certaines dépositions reçues en dehors de la province de Québec;
- bill 174 modifiant la loi de pharmacie de Québec;
- bill 178 détachant certains lots du comté d'Arthabaska et les annexant à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet, pour fins électorales, municipales, d'enregistrement et judiciaires;
- bill 179 modifiant la loi de tempérance de Québec, relativement au mode de votation sur les règlements de prohibition;
- bill 180 pour autoriser les commissions scolaires à contribuer de leurs deniers pour des fins patriotiques, nationales ou scolaires;
- bill 182 amendant la loi des assurances de Québec, au sujet des agents d'assurances;
- bill 185 amendant l'article 3408 des statuts refondus, 1909, et exemptant les ingénieurs civils pratiquants de remplir les fonctions de jurés;
- bill 186 amendant l'article 2175 du Code civil.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative

s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction: bill 6 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1916 et le 30 juin 1917, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la quatrième session de la treizième législature de la province de Québec par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est avec plaisir que j'ai donné la sanction royale aux lois que vous avez adoptées pendant cette session. Ces lois vous ont été inspirées par le souci du bien public, et j'ai confiance qu'elles contribueront à assurer le développement et la prospérité de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir mis à la disposition de mon gouvernement les crédits que requiert l'administration. Soyez certains qu'ils seront dépensés avec économie et suivant la destination que vous leur avez assignée.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Avant d'ajourner vos travaux législatifs, je demande à la Providence de répandre ses bienfaits sur notre chère province et je la prie de faire triompher les armes de Sa Majesté et celles de nos alliés.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée jusqu'au jeudi 20 avril 1916, pour y être ici tenue; cette législature provinciale est, en conséquence, prorogée au jeudi 20 avril 1916.

La séance est levée.
